Sommaire

Chronique

Le crapaud rouge transformé en prince vert et jaune
Par Jorge P. Santiago 7

Dossier

AGRICULTURE ET MARCHÉS NATIONAUX EN AMÉRIQUE LATINE

Introduction : Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine
Par Jean-Christian Tulet 13

El maíz : la persistencia de una cultura en México
Par David Barkin 19

La part des producteurs familiaux dans le système alimentaire colombien
Par Jaime Forero-Alvarez et Luz Elba Torres-Guevara 33

La révolution du maraîchage dans les Andes du Venezuela
Par Jean-Christian Tulet 49

Politiques d'approvisionnement en maïs au Brésil : le cas de Pernambouc
Par Jean-Pierre Bertrand, Yony Sampaio et Tales Vital 65

Le marché argentin des légumes frais : enjeux locaux du développement à Bahia Blanca
Par Christophe Albaladejo, Caroline Couve et Amalia Lorda 81

Cultures liées au marché interne : une approche des disparités sociales et spatial du Brésil contemporain
Par Pernette Grandjean 95

ÉTUDES

Division sexuelle du travail révolutionnaire :
réflexions à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994)
Par Jules-France Falquet 109

L'évolution de l'Amérique comme destin de L'Europe
Par Nicolas Garant et Gilbert Larochelle 129

Actores y detractores individuales de la industrialización
en Jalisco, 1830-1900
Par Carlos Riojas 141

Qui suis-je ? Qui sommes-nous ? Entre catégorisation et stigmate.
Comment les *damnificados* vénézuéliens
négocient-ils leurs appartenances ?
Par Sandrine Revet 159

INFORMATION SCIENTIFIQUE

D'un paradigme a l'autre : les apories de la notion d'aire culturelle
Par Noëlle Demyk 179

CHRONIQUE

JORGE P. SANTIAGO

UN STAND DU PT A SAO PAULO, AVANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2002 (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

LE CRAPAUD ROUGE TRANSFORMÉ EN PRINCE VERT ET JAUNE

JORGE P. SANTIAGO*

AVEC LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES D'OCTOBRE 2002, après de longues années d'apprentissage démocratique, parfois interrompues par l'implantation de régimes autoritaires, le Brésil a offert une grande preuve de maturité politique. Avec la victoire de Luis Inácio Lula da Silva, dit Lula, pour la première fois en 42 ans un président élu par vote direct a intronisé un successeur également élu par vote direct. Le pays a réalisé un fait digne de fierté pour la société brésilienne : la quatrième démocratie du monde, avec 115 millions d'électeurs, a mis en marche des élections générales dont le déroulement a été exemplaire non seulement du fait de la technologie employée mais aussi du civisme qui les a caractérisées.

Il y a un an, l'arrivée à la présidence de la République d'un candidat de gauche, d'origine populaire, semblait utopique, à moins de plonger le pays dans une crise économique, voire institutionnelle. Avec l'élection de Lula, ce rite de passage a été accompli, confirmant la transition d'une République oligarchique à une démocratie de masses. Lula, l'ouvrier, le syndicaliste « rouge », le leader du Parti des travailleurs (PT) est donc devenu le 30éme président de la République du Brésil, le 17éme par élection directe, avec environ 53 millions de votes. Les défis sont à la hauteur des espoirs suscités chez ces 61 % d'électeurs, dès lors que son accession à la présidence est chargée de symboles. Ceci suppose tout à la fois rompre avec le modèle économique actuel, mais aussi honorer les compromis idéologique et politique auxquels il s'est engagé.

La singularité de la victoire de Lula réside, entre autres, dans la possibilité, pour la société brésilienne, d'affronter ses dysfonctionnements politiques sans réduire les drames sociaux à « l'économisation » permanente, aux discours éloignés et sans connaissance de la réalité quotidienne des millions de *João ninguém*. La réussite du *sapo barbudo* (crapaud barbu), surnom qui lui a été

* Université Blaise Pascal-Clermont II

donné par Collor de Melo lors des élections de 1989, la victoire de l'ex-métallo dans sa quatrième tentative d'arriver à la présidence, plus que celle de l'obstination, représente la réussite de l'improbable. Cet immigré nordestin qui débarqua à São Paulo sur un *pau-de-arara* (camion de migrants fuyant la sécheresse et la misère), arrive au gouvernement avec, outre le mérite d'avoir brisé la logique condamnant des milliers de Brésiliens à l'exclusion, celui d'avoir renversé le scénario de la trajectoire politique conventionnelle.

Le parcours de Lula coïncide avec celui de l'ouverture politique brésilienne et de l'affirmation de la démocratie après la dictature militaire. Il apparaît sur la scène au moment où l'autoritarisme est à son sommet, prenant la tête du mouvement syndical à l'origine des grèves des métallurgistes des villes dites « ABC pauliste » en 1978, 1979 et 1980. Ce sont ces grèves qui ont permis à la classe ouvrière de revendiquer ses droits de façon autonome, indépendamment du gouvernement, faisant vaciller la dictature militaire.

C'est à la suite de cet engagement syndical que Lula va construire sa maturité politique. Toutefois, cette maturité n'est pas uniquement celle d'un individu, c'est aussi celle du mouvement populaire brésilien qui a su se transformer en une véritable organisation sociale et politique, et maintenir un cadre d'alliances lui permettant aujourd'hui de gouverner, sans mettre immédiatement en œuvre les réformes-symboles. Elles interviendront de façon bien plus probante, malgré leur urgence, lorsque le terrain socio-politique de l'ensemble du pays y aura été suffisamment préparé.

Durant la campagne, le PT et les marchés financiers *dançavam a mesma música*: celle des chiffres, où toute idée de malentendu est exclue… Tous deux sachant ainsi que l'État brésilien n'est pas en condition d'ouvrir ses coffres pour répondre aux multiples revendications qui ne vont pas manquer d'être formulées au nouveau gouvernement. Sur le budget prévu pour la première année de mandat, seule une petite partie sera à la disposition de l'exécutif pour les programmes d'aide publique. Le reste sera obligatoirement destiné à des secteurs comme les salaires et les retraites des fonctionnaires, au remboursement des intérêts de la dette publique, laissant en quelque sorte le gouvernement dans une position de simple responsable du transfert des ressources.

Bien que ces impératifs n'aient pas enterré, comme ailleurs, le rêve socialiste de Lula et du PT, nous sommes face un leader conscient de devoir faire un gouvernement pour tous les Brésiliens, prenant en compte le jeu de forces internes et externes agissant sur le processus impersonnel du pouvoir. Au sens pratique, malgré ce que pensent plusieurs idéologues liés au PT, le maximum que l'on puisse attendre de son gouvernement est qu'il adopte une trajectoire sociale-démocrate, reprenant le sens que cette option politique a eu dans le passé, tant il est vrai que n'a pas encore été dessinée au Brésil (ou ailleurs) une doctrine politique globale qui puisse se traduire en politique pratique de bien-être social.

Pour toute une génération de Brésiliens, à la marge des paroles et des concepts abstraits, nous sommes ainsi face à une vraie tentative de construction d'une grande démocratie sociale dans les tropiques. Expression de l'hybridation, de l'anthropophagie, du métissage politique à la brésilienne… Et pourquoi pas? Le Brésil n'a-t-il pas déjà donné la preuve de sa capacité d'invention de nouvelles pratiques politiques, ne serait-ce qu'au niveau local, à travers la création du budget participatif? De sa capacité inédite de mobilisation contre

la mondialisation ou, pour le moins, en faveur d'une participation active et critique du plus grand nombre? S'il va réussir, seul le temps peut le dire. En tout cas, nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère de la vie politique brésilienne.

Bien sûr, pour gouverner, Lula a dû revoir le programme du PT, tailler sa barbe et son discours, prendre des engagements auprès des organismes internationaux. Mais il devra aussi maintenir les privatisations, négocier l'ALCA, pratiquer des excédents fiscaux et stimuler le marché des capitaux. Sur la base de ces compromis obligés, il veut construire un grand pacte national, d'autant qu'il n'a pas la majorité parlementaire et que les États les plus importants sur la scène politique sont dans l'opposition. Et bien qu'il connaisse le sens usé du mot pacte, il croit à la force de son expérience comme négociateur, acquise pendant les années d'exercice d'activité syndicale, d'activités politiques, y compris durant les « années de plomb ».

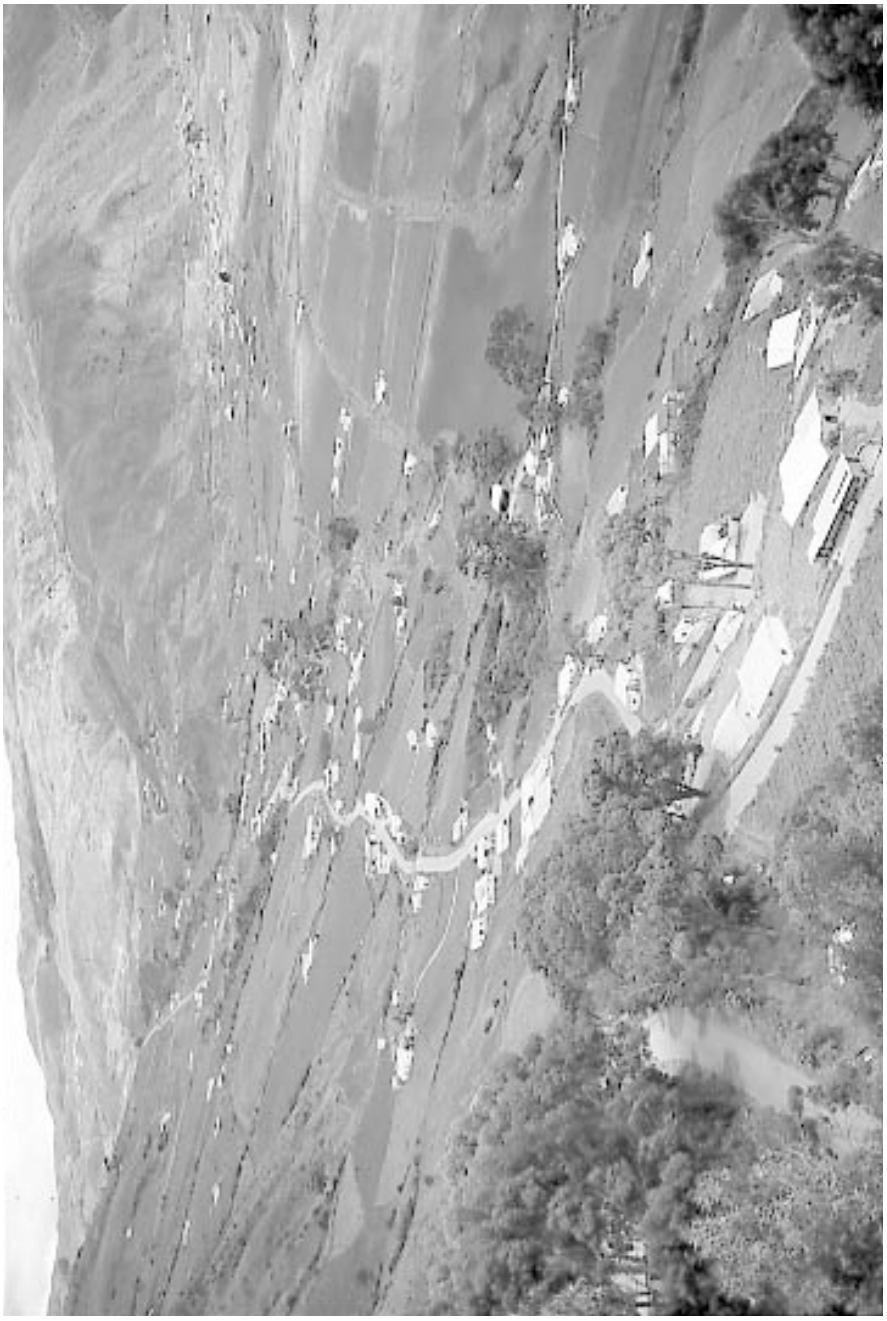
Toutefois, ce n'est pas uniquement le maintien des grands équilibres économiques qui sera la priorité du gouvernement. En ce sens, Lula va aussi revoir le budget 2003. Sa priorité, symbole de son engagement, est ainsi d'obtenir les fonds nécessaires à l'implantation du programme *Fome Zero* (Faim Zéro), ayant pour objectif que les millions de Brésiliens vivant en dessous du seuil de pauvreté aient droit à trois repas quotidien – programme dont il a fait « la mission de sa vie ». De même, il veut changer la vie des milliers de Nordestins comme lui-même expulsés de leur foyer par la sécheresse et la misère, logés de façon précaire dans les périphéries des métropoles, survivant sans le soutien du pouvoir et des institutions. Il souhaite également réduire la concentration de la rente, rapprocher les riches et les pauvres dans un Brésil aux distances continentales et aux inégalités abyssales. Ce qui, par ailleurs, suppose, comme l'admettent certains secteurs du PT, de s'attaquer aussi au mythe du Brésil symbole de la démocratie raciale. Et cela n'est que le début d'un vaste programme, prévoyant notamment une croissance d'au moins 4 %, la construction annuelle de 600000 logements et la mise en place effective de la réforme agraire. Et, comme on dit au Brésil, parler de réforme agraire, *dá muito mais que samba*.

Enfin, cette volonté de changement ne pourra faire l'économie d'une véritable politique de lutte contre le crime organisé et contre la violence urbaine et rurale. Elle devra impérativement être menée en association avec le Congrès, les gouvernements des États et des municipes, et s'accompagner de mesures urgentes en faveur d'une réforme du judiciaire sans laquelle le processus de changement et le bon fonctionnement des institutions politiques seraient compromis.

En outre, n'étant plus dans l'opposition, le PT devra affronter de façon différente la réalité brésilienne. Rappelons qu'à partir de 1993, fait inédit pour un homme politique au Brésil, Lula a entrepris une série de voyages dans divers endroits du pays avec un groupe du PT, des universitaires et des spécialistes. En bus, en bateau, en avion, ils ont visité plus de 350 villes de 26 États. À partir de la photographie développée par ces *caravanas da cidadania*, ont surgi presque tous les projets ayant finalement donné origine au plan de gouvernement du PT. Témoignant, entre autres, de la permanence des pratiques de clientélisme qui laisse les habitants des fins fonds des *sertões* à la merci de la bonne volonté des *coronéis*, ces *caravanas* ont ainsi définitivement convaincu Lula de la pertinence d'introduire le principe du budget participatif dans son plan de gouvernement.

N'oublions pas toutefois que la réussite du programme proposé est indissociable d'un autre défi que Lula et son équipe devront relever : l'acquisition d'une culture de gouvernement, après tant d'années passées dans l'opposition. Elle suppose des compromis signifiant parfois des ruptures chargées de sens. Qu'en sera-t-il ainsi, pour prendre un cas symbolique entre tous, du Mouvement des sans terre et de ceux qui le soutiennent au sein du PT si, au nom de cette culture de gouvernement, la réforme agraire tant espérée se fait attendre, sacrifiée sur l'autel des alliances politiques et économiques ?

Quoi qu'il en soit, une victoire a déjà été remportée quand le *sapo barbudo vermelho* s'est transformé en prince *verde e amarelo*. D'autant que le baiser à l'origine de la transformation a été donné par la princesse Démocratie brésilienne arrivant à maturité. Parce que les histoires de prince, même en République, ça existe. Vous en doutez ? Attendons le prochain Carnaval…



PARTIE CENTRALE DE LA HAUTE VALLEE DE TUÑAME (ETAT DU TRUJILLO, VENEZUELA, VOIR ARTICLE P. 49). L'IRRIGATION A CONVERTI CETTE VALLEE EN CENTRE IMPORTANT DE CULTURES INTENSIVES ET ENTRAINE LA PROLIFERATION DE CONSTRUCTIONS. CLICHÉ : JEAN-CHRISTIAN TULET.

AGRICULTURES ET MARCHÉS NATIONAUX EN AMÉRIQUE LATINE

JEAN-CHRISTIAN TULET*

LA RECHERCHE, MÊME SCIENTIFIQUE, est susceptible de subir des modes. Elle est capable de privilégier certains thèmes, qui sont ensuite abandonnés sans que l'on puisse toujours affirmer que le sujet a été réellement ou définitivement traité, ou qu'il ait perdu de sa pertinence. Qui se soucie aujourd'hui du rôle de l'État en Amérique latine, ou tout simplement de sa redéfinition, autrement que dans ses modalités de retrait ? Il en est de même des études rurales, qui subissent une désaffection de plus en plus marquée. Une étude bibliométrique menée par Véronique Fabre[1] à partir des bases de données francophones sur l'Amérique latine, montre ainsi comment les recherches concernant le monde rural de cette partie du monde ont fortement diminué depuis une vingtaine d'années : 149 publications et travaux universitaires en 1983 et seulement 27 en 2000.

Cette situation s'oppose donc très nettement à celle qui prévalait il y a quelques décennies, lorsque la paysannerie représentait (ou était supposée représenter) le monde qui bougeait, fer de lance de la contestation et des espoirs de changement social. Elle était alors au cœur des préoccupations et des recherches. Depuis, la plupart des guérillas se sont éteintes, celles de Colombie ont changé de nature, l'exode rural a continué à gonfler démesurément les villes dont les problèmes sont devenus essentiels. Les questions d'intégration, de pollution, de marginalité, ont pris le dessus. On n'évoque plus guère la campagne que dans des cas de cultures illicites ou de risques environnementaux. Trop souvent, le développement national continue à ignorer les potentialités du monde rural et tout particulièrement celles de ses paysanneries.

Et pourtant, ce monde rural latino-américain, non seulement continue d'exister, mais se transforme profondément, probablement plus que pendant

* CNRS-Geode

les périodes passées. Il n'a jamais été aussi peuplé, l'accroissement naturel ayant, jusqu'à présent, été suffisamment fort pour compenser les départs vers les villes et entraîner une croissance de la population en valeur absolue. En cela, rien d'exceptionnel : c'est le cas de toutes les populations rurales de ce que l'on appelait autrefois le Tiers-Monde, et probablement encore un de ses points communs parmi les plus importants. Cette population rurale n'a également jamais autant produit, en quantité comme en diversité.

UNE CROISSANCE DE LA PRODUCTION PLUS FORTE QUE LA MOYENNE MONDIALE[2]

À propos de l'Amérique latine, on qualifie souvent la période postérieure à 1980 comme celle des « décennies perdues », celle d'une crise polymorphe dans laquelle se sont enfoncés la plupart, sinon la totalité, des États. Il s'agit d'une généralité qui ne tient pas compte de l'évolution réelle du secteur productif agricole. Avec la moyenne des années 1989-1991 pour base 100, l'indice d'évolution de la production agricole sud-américaine passe de 90 en 1985 à 119 en 1996, alors que celui de l'ensemble du monde n'arrive qu'à 113. Cette croissance se poursuit toujours pour l'ensemble de l'Amérique latine, à un rythme encore plus soutenu. Il n'existe qu'une exception, d'ailleurs particulièrement significative, celle de la production agricole non alimentaire, où s'est produite une importante récession qui pèse sur l'indice général de la production agro-pastorale. Les autres activités agricoles maintiennent au contraire des taux de croissance particulièrement élevés, qui creusent l'écart avec ceux de l'ensemble mondial. La progression apparaît particulièrement forte dans le cas des céréales, mais elle n'est pas exceptionnelle par rapport au reste de la production. Au cours des deux dernières décennies, l'agriculture latino-américaine s'est donc classée parmi les plus performantes de la planète.

TABLEAU N° 1 : CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LE MONDE DE 1990 À 2001 (INDICE 100, PÉRIODE 1989-91)

	Amérique latine	Total Monde
Total production agro-pastorale	137,5	123,4
Production agricole non alimentaire	93,2	101,5
Production agricole alimentaire	141,1	124,8
Production agricole	133,8	121,3
Production céréales	145,0	109,5
Production élevage	144,4	123,0

Source : Faostat

DES EXPORTATIONS EN BAISSE RELATIVE, DES IMPORTATIONS EN HAUSSE

La production agricole latino-américaine s'est donc accrue très rapidement au cours des dernières décennies. Elle n'arrive pourtant pas à maintenir sa place dans le commerce international. Les exportations diminuent relativement, avec 5,7 % du total mondial en 1981 et 4,4 % en 2001[3]. La place du café régresse ainsi de 60,5 % du total du négoce international en 1980 à 49,8 % en 2000, la banane de 77 % à 69,2 %, le sucre de 43,8 % à 41,9 %… Cette évolution s'accompagne d'un déficit de plus en plus important dans les échanges avec l'extérieur, qui fait plus que tripler de 1981 à 2001, passant de 14,5 milliards de dollars à 48,9 en 2001. Dans le cas de la pomme de terre, les importations sont en valeur plus de quatre fois supérieures aux exportations, dans le cas de la viande de bœuf et dans celui de la viande d'ovins trois fois plus, alors que cette partie du monde semblerait disposer de quelques avantages comparatifs importants pour ces dernières ressources. On observe des déficits importants pour bien d'autres produits, ainsi le lait, divers légumes, le blé (19 millions de tonnes de blé importées), etc.

Le cas des céréales se doit d'être brièvement développé. La production a fortement augmenté avec 47 millions de tonnes en 1961 et 149 en 2001. Le blé est passé de 9 millions de tonnes en 1961 à 27 en 2001, le maïs de 24 à 85 millions. Mais ces résultats spectaculaires dissimulent de grandes inégalités. Si l'Argentine conserve son rôle de grand exportateur (surtout pour le blé), l'ensemble de l'Amérique latine supporte un déficit grandissant, avec des importations en très forte progression, passant de 5 millions de tonnes en 1961 à 26 en 1980 et 42, 5 millions en 2000. Neuf pays importent à présent plus d'un million de tonnes de céréales ; deux, le Mexique et le Brésil, plus de 10 millions. On peut donc considérer que ces deux pays se trouvent aujourd'hui en état de forte dépendance alimentaire.

Par ailleurs, beaucoup d'autres pays, de surface et de population beaucoup plus réduites, se trouvent dans le même cas, devant à présent importer chacun plus d'un demi-million de céréales, ainsi le Costa Rica (0,77 million), El Salvador, Guatemala, Haïti, Jamaïque… Pour certains de ces États, la modestie des surfaces aptes à la céréaliculture représente un frein évident au développement d'une importante production. Mais cette explication ne peut s'appliquer à ceux qui disposent de très grandes réserves foncières, comme le Brésil. Dans ce cas, la croissance très forte des importations tient davantage aux conséquences d'une politique d'incitation sélective de la production. Les prix minimums d'achat fixés par les gouvernements successifs pour divers produits de base ont longtemps été bien moins attractifs que pour les produits dont on souhaitait développer les exportations.

UNE PRODUCTION DE PLUS EN PLUS DESTINÉE AUX MARCHÉS NATIONAUX

La diminution de l'importance relative des exportations, en dépit de l'augmentation très élevée des denrées alimentaires produites, dérive de la hausse

de la consommation des populations latino-américaines. Les importants surplus autrefois disponibles étaient dus pour beaucoup à l'absence de consommation, à des conditions de vie beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui, pour au moins une partie de la population. On connaît des exemples spectaculaires illustrant ce phénomène, ainsi la fin de l'exportation massive de viande bovine argentine, aujourd'hui dévorée sur place (au moins jusqu'à la crise actuelle), en particulier sous la forme des *asados* de fin de semaine. Le Brésil absorbe également plus du tiers de sa production de café, ce pays constituant le deuxième consommateur mondial, après les États-Unis. Quant au Venezuela, c'est la totalité de sa production de café qu'il absorbe. Le développement de ces marchés nationaux, urbains en particulier, favorise également l'émergence de nouvelles productions. C'est le cas en particulier de l'ensemble des produits devant être rapidement commercialisés, leur conservation posant problème (les légumes frais, par exemple).

Pour la première fois depuis la colonisation, un grand marché de consommation alimentaire s'est donc créé en Amérique latine, qui absorbe une part de plus en plus grande de la production agricole du sous-continent. Le très grand dynamisme de ce secteur d'activité s'oppose à la stagnation de l'agriculture non alimentaire. Cette évolution est probablement quelque peu occultée par les discours sur la mondialisation, qui occupent très largement le devant de la scène. Il est pourtant désormais possible d'affirmer qu'une part majeure des diverses productions nationales sert à l'approvisionnement du marché intérieur. On peut qualifier ce type d'agriculture d'*endogène*.

La contribution de David Barkin, *El maíz, la persistencia de una cultura en México,* en s'appuyant en particulier sur des rappels littéraires, souligne l'importance symbolique du maïs pour les populations mexicaines. Cette céréale est située au cœur des traditions, des modes de vie, de la culture populaire, ce qui explique une partie de l'attachement des paysans mexicains à sa culture, en dépit de coûts de productions élevés et malgré la concurrence d'importations massives à bas prix. Mais il existe d'autres motivations à cette résistance. Les producteurs souhaitent également maintenir une part importante d'auto-approvisionnement dans des variétés compatibles à la préparation des plats traditionnels. Celle-ci est beaucoup plus difficile, voire impossible, avec les variétés importées. Les surplus semblent d'ailleurs, pour les mêmes raisons, n'avoir aucun problème pour trouver un débouché sur les marchés urbains. Tout cela explique que cette céréale soit toujours présente sur le quart des surfaces agricoles du pays, irriguées ou non.

Le maintien de cette autoconsommation ne s'effectue d'ailleurs pas aux dépens du développement agricole, bien au contraire. Jaime Forero-Alvárez dans *La part des producteurs familiaux dans le système alimentaire colombien* démontre précisément comment celle-ci augmente à mesure que se modernise l'exploitation agricole paysanne, qui est par ailleurs l'acteur fondamental de la croissance de la production. La crise actuelle voit diminuer l'importance des entreprises capitalistes agricoles, incapables d'assumer l'élévation des coûts de productions liés à la fin des subventions aux intrants. Les paysans, au contraire, grâce aux relations fondées sur la parenté ou le voisinage, ont plus facilement accès à la main-d'œuvre, à la terre, au crédit, souvent sous forme de prestations et de contre-prestations. La double nature, domestique et monétaire, du système d'économie paysanne, lui assure une grande souplesse

d'adaptation. Elle lui permet de jouer un rôle de plus en plus grand dans l'approvisionnement du marché national, d'autant que le grand nombre des producteurs, situés dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire dans des zones climatiques fort différentes les unes des autres, assure une très grande souplesse au système. Ces avantages sont par nature inaccessibles aux exploitations capitalistes.

Avec *La révolution du maraîchage dans les Andes du Venezuela*, Jean-Christian Tulet souhaite montrer comment le surgissement d'une consommation particulière provoque l'émergence d'un nouveau et très important pôle de production nationale. Les habitudes alimentaires locales ne faisaient aucune place aux légumes de « climat tempéré » dont la culture était donc très peu pratiquée, voire inconnue. C'est l'arrivée de nouvelles couches de population favorisant le développement de nouvelles normes alimentaires qui créent cette demande. Dans le monde tropical vénézuélien, celle-ci ne pouvait être couverte que par la mise en valeur des seules hautes vallées montagnardes disposant des conditions sociales et écologiques nécessaires. Ces potentialités ont été mobilisées avec l'installation de petits réseaux d'irrigation et ont apporté une vague de prospérité sans précédents. Le dynamisme de ces nouvelles activités entraîne progressivement la restructuration de toute la région andine.

Après avoir effectué une présentation des différents marchés du maïs, du niveau mondial, au national et au local, Tales Vital, Yony Sampaio et Jean-Pierre Bertrand, dans *Politiques d'approvisionnement en maïs au Brésil : le cas du Pernambouc*, s'attachent à montrer comment les groupes de pression à l'intérieur d'un État du Brésil s'organisent pour réaménager les politiques nationales selon leurs intérêts. La dévaluation de 50 % de la monnaie nationale en janvier 1999 ne permet plus les mêmes facilités d'approvisionnement sur les marchés extérieurs. Les mesures destinées à développer la production de maïs au Brésil deviennent ainsi beaucoup plus incitatives et les achats de maïs sur le marché national prennent le pas sur les importations d'Argentine. Toutefois, les dirigeants du Pernambouc souhaitent assurer la compétitivité du secteur avicole sur le marché régional. Les producteurs locaux ont ainsi obtenu la mise en place de taxes prohibitives à l'importation de poulets congelés ou refroidis en provenance des autres États du Brésil et des exemptions d'impôts pour le maïs produit dans le même État. Par ailleurs, malgré quelques facilités permettant l'importation de maïs transgénique en provenance d'Argentine, il est clair que l'ensemble de ces mesures, si elles témoignent de divergences importantes entre les politiques nationales et locales, ne vont sûrement pas vers un renforcement de l'intégration dans le cadre du Mercosur.

Enfin, Christophe Albaladejo, Caroline Couve et Amalia Lorda, dans *Une agriculture de proximité est-elle possible en Argentine ? Le cas du maraîchage à Bahía Blanca*, montrent comment diverses initiatives locales ont favorisé l'émergence d'une activité maraîchère proche du centre urbain de Bahía Blanca, dont la production était écoulée par l'intermédiaire de petits détaillants, les *puesteros* regroupés en trois marchés. L'ouverture des premières grandes surfaces commerciales n'a guère fondamentalement modifié la situation des producteurs locaux, d'autant que, malgré leur appellation *Cooperativa obrera*, elles appartenaient à la bourgeoisie locale. Avec le maintien d'une production locale, celle-ci disposait d'un meilleur contrôle et d'une plus grande régularité dans les approvisionnements. Par contre, les grandes chaînes de distribution

qui s'installent ensuite reçoivent directement leur marchandise de grands producteurs, situés en Argentine, mais hors de la zone proche. Il en a résulté une crise du système maraîcher traditionnel, incapable dans un premier temps de résister à la concurrence des produits venus d'ailleurs. Diverses solutions alternatives sont toutefois mises en place, qui rendent possible le maintien d'une partie ou la rénovation du système productif local. Ainsi, la *Cooperativa obrera* a mis en place un label de qualité pour les produits locaux, qui fait obligation aux producteurs de respecter des normes de production. Les petits détaillants (qui d'ailleurs n'hésitent plus à s'approvisionner bien loin de Bahía Blanca), tentent de proposer de nouveaux et meilleurs services à leurs clients. Il se produit enfin un renouvellement et une diversification des acteurs au niveau de la production.

Notes

1 Fabre Véronique, 2002, « Évolution des recherches sur le milieu rural latino-américain de 1983 à 2000. Analyse bibliométrique des publications et travaux universitaires francophones », dans *Paysannerie latino-américaines. Hommage à Romain Gaignard*, CMHLB Caravelle n° 79, 342 pages, pp. 243-244. Cette étude précise que l'ensemble des recherches sur l'Amérique latine subit la même récession.

2 Données présentées dans : Tulet J.-C., « L'expansion paysanne en Amérique latine », *Paysanneries latino-américaines*, *op. cit*., pp. 21-41.

3 Toutes les données chiffrées proviennent de la base FAO (Faostat : http://www.fao.org/).

EL MAÍZ : LA PERSISTENCIA DE UNA CULTURA EN MÉXICO

DAVID BARKIN*

EL MAÍZ NACIO EN MESOAMÉRICA para difundirse en todas partes del mundo. Sin embargo, hoy México figura entre los países donde más han crecido las importaciones del grano. No es como en otras partes, donde el maíz se usa casi exclusivamente para animales, donde la sociedad lo disfruta para sus palomitas, o sus elotes con sabor a dulce. En México, el maíz es asunto de vida y muerte y, si dependiera del Estado, crecientemente, sería de muerte.

En este artículo se ofrece una visión particular de este proceso de la marginalización del maíz y de sus productores, para tratar de entender porqué los campesinos todavía continúan cultivando el maíz. Este milagro no lo es tanto, una vez que se entiende que la poesía del Popol Vuh sigue siendo certera. Los mexicanos estamos todavía hechos de maíz : « Y así encontraron la comida, y ésta fue lo que entró en la carne del hombre creado, del hombre formado ; ésta fue su sangre, de ésta se hizo la sangre del hombre. Así entró el maíz [en la formación del hombre] por obra de los Progenitores ».

Hoy, el maíz es el tercer producto agrícola de importancia en el mundo, después del arroz y el trigo, cuando se mide por la superficie cultivada. Se cosechan casi 150 millones de hectáreas, con una producción mundial que supera las 600 millones de toneladas. En América Latina la producción es apenas de unos 85 millones de toneladas, con rendimientos inferiores en 40 % a los promedios mundiales, pero bajo condiciones menos favorables que en otras partes del mundo. En América Latina se importó casi la sexta parte de las exportaciones mundiales de maíz en los años noventa y a México le corresponde más de la tercera parte de esas importaciones.[1]

Increíble es que México, cuna del maíz, criadero de la enorme diversidad de variedades que han sido el sustento de sus pueblos, quienes las utilizan de incontables maneras, y el origen de tanta riqueza para toda la humanidad, ahora depende de las importaciones para alimentarse. A finales del mileno, representaron la tercera parte de la producción, subiendo en los noventa de un promedio de 20 por ciento. Estas importaciones no son cualquier cosa,

* Profesor de economía, Universidad Autónoma Metropolitana, Plantel Xochilmico (barkin@cueyatl.uam.mx)

ya que gran parte de ellas son producidas con semillas especialmente creadas para las demandas de los países ricos, donde impera el consumo de la carne, más que los granos. En estos países el maíz, junto con su pariente cercano, el sorgo, es cultivado en enormes superficies bajo regímenes completamente mecanizados, para alimentar al ganado mayor – principalmente bovino – así como aves y porcinos en sus granjas de engorda intensiva. Este maíz, conocido como « amarillo N° 2 » en la Bolsa Mercantil de Chicago, predomina en el comercio mundial y es parte importante de las importaciones mexicanas, por ser la variedad más barata.

Sin embargo, también se producen variedades « mexicanas » fuera del país. Se ha visto un crecimiento importante de la producción de maíces de color (azules, guinda, etc.) en el sureste de Estados Unidos, y la implantación de variedades blancas (para nixtamal, la forma de preparar el maíz para elaborar tortillas), sembradas específicamente para el mercado mexicano y para el consumo de comidas mexicanas en Norteamérica. Desgraciadamente, hasta ahora, la estadística oficial no es capaz de registrar estas diferencias; por lo tanto, no es posible evaluar su volumen, pero, por los bajos precios pagados por las importaciones, es justo suponer que dominan las variedades ganaderas.

INCONGRUENCIAS : EL MAÍZ EN LA ECONOMÍA NACIONAL

En México, el maíz es, de lejos, el cultivo más importante. A pesar de que su producción « no es negocio » al decir de la inmensa mayoría de campesinos que lo cultivan, se cosechan entre 6 y 7 millones de hectáreas de tierras de temporal, la mitad de la superficie de temporal sembrada. Otro grupo de agricultores, quienes sí lo encuentran rentable por su acceso a créditos oficiales y sistemas privilegiados de comercialización, lo siembran en otros 1 o 2 millones de hectáreas bajo riego, más que la cuarta parte de las áreas abiertas al riego. Es hasta aquí que podemos llegar con los números oficiales para describir lo que está pasando con el maíz en el agro mexicano. Para una descripción más fina de la economía habrá que recurrir a un manejo creativo de la información y la extraordinaria riqueza de las experiencias campesinas, contadas por ellos mismos y por los pocos estudiosos del campo que se dedican a este segmento tan rezagado de la sociedad nacional.

Para seguir con nuestra descripción del maíz en México, será preciso plantear algunas preguntas rectoras para guiar al lector en la comprensión de la singularidad de la economía mexicana del maíz. Hoy en día, por ejemplo, el precio oficial del maíz está debajo del precio en el mercado, y ciertamente por debajo de su precio internacional de referencia. Y, sin embargo, se sigue sembrando, superando incluso las extensiones plantadas en los mejores años de antaño. Así, la primera pregunta que surge es: ¿ Por qué se sigue produciendo maíz mexicano?

El maíz no se produce solo. Requiere de la colaboración de grandes contingentes de personas quienes trabajan para preparar las tierras, cuidar los plantíos y realizar la cosecha. La cosecha presenta sus propios retos, requiriendo una intensa labor con personas que no pueden ser pagadas por el valor de su

tiempo o de sus esfuerzos, ya que el maíz no « vale » lo suficiente para costear el gasto. La segunda pregunta, entonces, es: ¿ Por qué la gente sigue trabajando en la milpa, la unidad campesina tradicional donde gran parte del maíz de temporal se produce en un complejo sistema de policultivo, si no se le puede compensar correctamente?

Nuestras investigaciones han revelado, una y otra vez, que los campesinos se encuentran en la necesidad de trabajar fuera del campo para poder seguir cosechando. Es poco entendido, pero ampliamente conocido, que millones de mexicanos y mexicanas salen de sus comunidades para trabajar duro para que puedan quedar allá sus familias y para que los que salen puedan regresar. La última pregunta es : ¿ Por qué sigue creciendo la población rural? A pesar de las penurias que pasan, y a pesar de las conocidas ventajas ofrecidas en las grandes y medianas ciudades del país – y de las oportunidades en el extranjero – ¿ Por qué siguen mandando dinero y mercancías a sus pueblos, para qué la gente permanezca ahí?

A estos interrogantes nos dirigimos, y tendremos éxito en la medida que se logren explicar estas aparentes contradicciones; como la insensatez, la irracional economía nacional del maíz no simplemente sobrevive, pero sigue expandiéndose, gracias al compromiso de su gente y de los pueblos que la componen. Pero para llegar a explicar esta nueva verdad, esta realidad que traicione a la ciencia, habrá que avanzar por pasos, usando los pasos de los campesinos que están construyendo su mundo y, en el proceso, obligándonos a re-escribir los libros de texto, invitándonos a elaborar un nuevo método.

Por eso, estudiar el maíz es conocer el país. El maíz mexicano no es la mercancía del mercado mundial y el país no es la institución que se adhirió al Acuerdo Mundial de Comercio o que se adelantó para integrarse a la Organización de Cooperación y Desarrollo Económico, el club de los ricos. Entender la economía nacional del maíz es, entonces, acercarse a un camino diferente para abrir paso hacia un nuevo mundo – hacia las alternativas al mercado único, hacia las nuevas oportunidades que se requieren para construir el futuro, defendiendo lo tradicional.

LA ECONOMÍA DEL MAÍZ — LA VISIÓN OFICIAL

La agricultura mexicana de temporal está en crisis. No es capaz de generar ingresos ni empleos dignos para los campesinos, y menos aun, podría alimentar al pueblo. Mientras el país goce de un pequeño pero pujante sector agroexportador, la gran mayoría de los productores rurales estarán condenados a vivir en la marginalidad, encerrados entre de los límites de sus sociedades tradicionales, superados por sus hijos que aprovechan las oportunidades de migrar hacia las regiones dinámicas del país y al exterior. Este podría ser un breve resumen de la suerte del campesinado y de los pueblos indígenas de México, el panorama que pinta la estadística oficial sobre la suerte del México rural de hoy. Veamos.

La estadística oficial ni siquiera da cuenta adecuada de la magnitud del sector y los esfuerzos que ejercen los campesinos para asegurar la producción y su permanencia en el México rural.[2] Por ejemplo, según las cuentas nacionales, todos los productores primarios – agricultores, ganaderos, forestales y

los del mar – contribuyen con el 4 % del valor agregado nacional; aún más marginal es la posición del maíz, cuyo valor oficial, incluyendo un estimado de la producción para el autoconsumo, difícilmente alcanzó un 13 % del valor de la producción primaria en el año 2000, es decir un 0.5 % del valor agregado bruto. Este monto tan raquítico, a pesar de que labora en la economía rural 16 % de la fuerza de trabajo. El Censo de Población también informa que la cuarta parte de la población vive en localidades de menos de 2,500 habitantes, y otro 14 % en localidades de hasta 15,000 personas. Así, tenemos el diagnóstico oficial que 40 % de la población vive en zonas rurales pero menos de la mitad trabaja en el sector primario. Aún así, con 16 % de la fuerza de trabajo, producen menos del 5 % del producto nacional. Evidente es, que los políticos ven en este panorama, un sector que alberga una población poco productiva y superflua.

Entre los productores de maíz, también, se nota una clara diferenciación entre los millones de mexicanos que persisten en sus prácticas « anti-económicas » sembrando en condiciones de temporal, y quienes tienen acceso al agua y al crédito para sembrar en condiciones privilegiadas. Mientras se cosecha el maíz en la mitad del agro – 56 % de la superficie de temporal – su valor en los mercados es solamente el 18 % del valor de la producción agrícola (sin incluir perennes); en contraste, el maíz de riego ocupa algo más que la cuarta parte de la superficie nacional regada (y sólo 14 % de la superficie maicera), pero su productividad es 2.5 veces la del temporal, ofreciendo jugosas ganancias a estos productores que aprovechan los estímulos oficiales para seguir con el cultivo más intensivo en uso del agua en México. Esta centralización del cultivo es un tanto más ofensiva desde una perspectiva social, por haber sido canalizado hacia los tres estados fronterizos – Chihuahua, Sinaloa y Sonora – donde la escasez de agua ha cobrado un enorme costo humano de enfermedad y muerte entre los trabajadores en la maquiladora fronteriza y se ha vuelto un objeto de conflicto político con los Estados Unidos.

No cabe duda, dentro de esta perspectiva, que nuestros creadores de política e impulsores de la integración económica quisieran dejar a los campesinos temporaleros a su propia suerte. Son parte de un sector que no tiene remedio – según su visión – y en el que la política no puede incidir frente a la poderosa influencia de la tradición. Los campesinos insisten en seguir sembrando y sus familiares están dispuestos a subsidiar esta producción con remesas traídas del extranjero y transferencias de sus trabajos en otras partes del mismo país. No sorprende, entonces, que la clase política vea con desdén al mundo rural con sus campesinos exigiendo un mejor trato; no tendrían porqué ocuparse del agro si no fuera que representa una amenaza de estallidos sociales, de continuar como un foco de atraso y pobreza.

LA ECONOMÍA DEL MAÍZ — LA VISIÓN CAMPESINA

Millones de campesinos siguen sembrando maíces criollos. Conscientes de que « no es negocio », siguen produciendo crecientes volúmenes del grano para su propio uso, respuesta propia para mantener un estilo de vida que implica también asegurar la calidad de sus alimentos así como los ecosistemas en los cuales viven y producen. Pero, también venden sus excedentes a

un segmento importante de la población que está mostrándose cada vez más sensible a las diferencias de calidad entre los granos importados y las variedades disponibles localmente. Sólo así podría explicarse la perseverancia de los campesinos y en consecuencia la continua presencia de esos granos en los mercados nacionales. Veamos las evidencias.

Quizá lo que más llama la atención es la reacción de los campesinos a los cambios en la política nacional: lejos de ser actores pasivos, insensibles a los vaivenes de las políticas nacionales, muestran una sorprendente agilidad en adaptarse a los cambios en su entorno. Por ser el maíz un cultivo tradicional, adaptado por sus fieles a las exigencias de los ciclos climáticos en sus regiones, se esperaría encontrarlo en sus áreas de influencia – zonas que siguen siendo indígenas y campesinas. Efectivamente, se cosechó más de la mitad del maíz de temporal en los seis estados con mayor número de indígenas; cinco de estos estados son los más pobres del país. No es de sorprender, entonces, que los políticos identifiquen el cultivo del maíz con el atraso cultural y la pobreza, ya que no podrían concebir que la gente funcione con otra lógica que la del mercado internacional.

Mantener la producción maicera es fundamental para defender la viabilidad de sus comunidades, de su estilo de vida, con estrategias que se ajustan a las condiciones políticas, y del mercado en cada momento. Aun más asombroso, al examinar los datos con esta lente, descubre una flexibilidad que es lo que menos esperan los analistas de los campesinos. Frente a la caída acelerada de los precios reales del maíz desde 1995, los campesinos reaccionaron de una manera inesperada, defendiendo la producción de maíces criollos con un mayor uso de insumos financiados con otros ingresos en lugar de la mano de obra. En contraste, en los distritos de riego, se ha observado una progresiva reducción en la superficie cultivada, con una progresiva intensificación del cultivo, llevando a un aumento importante en la productividad. Es decir, la reacción campesina ha sido la opuesta a la de los agricultores comerciales: lejos de replegarse frente a la implementación de políticas desalentadoras, los productores 'tradicionales' han modificado sus estrategias productivas, reduciendo la intensidad de sus esfuerzos laborales.[3]

¿ Cuál es la explicación de estas marcadas diferencias en las reacciones de los productores? Las presiones económicas han obligado a los campesinos a intensificar y extender su búsqueda de fuentes alternativas de ingreso para el sustento de sus familias y comunidades. Como resultado, las comunidades rurales sufren de una mayor escasez de mano de obra, sobre todo durante los periodos críticos para la preparación de las tierras y la cosecha. En épocas anteriores (1982-1992), cuando el precio relativo del maíz no había caído tanto como el poder de compra de los salarios mínimos, los maiceros aprovecharon la coyuntura invirtiendo más trabajo y contratando peones para elevar su productividad. En los noventa, con la mayor liberalización, coincidiendo con la entrada en vigor del Tratado de Libre Comercio con América del Norte (TLCAN), empezó una política distinta que castigó los precios del grano relativo a los salarios y desalentó el uso de mano de obra en la milpa; como consecuencia, era más lógico aumentar la superficie sembrada para mantener la producción, tarea que podría realizarse con mano de obra menos especializada y, sobre todo, con mujeres, gente mayor y jóvenes.

En los distritos de riego, en contraste, la misma política impulsó una intensificación de la producción. El gobierno siguió con su práctica de condicionar los permisos para la siembra de las valiosas agroexportaciones (frutas y hortalizas) a la siembra de maíz; como respuesta, estos productores aprovecharon la amplia disponibilidad de créditos baratos para elevar la producción con mecanización y el uso de agroquímicos. Como consecuencia, se observa una relativa estabilidad en la producción maicera nacional, tanto en las zonas de riego como en las de temporal.

Aun con las marcadas diferencias en sus reacciones en la esfera de la producción, los productores vieron el aumento en las importaciones de maíz (y otros productos agropecuarios) con la misma lente. La indiscriminada apertura de las fronteras, soslayando las protecciones ofrecidas por el TLCAN, ha provocado la ira colectiva y unida de todos los grupos políticos preocupados con la suerte del México rural. Esta política discriminatoria contrasta con las decisiones oficiales tan favorables para los grupos internacionales en los sectores agroexportadores y agroindustriales, permitiéndoles, por ejemplo, hacer caso omiso de acuerdos internacionales que restringieron las importaciones de piezas cárnicas, con el efecto de provocar el desplome de los precios de muchos productos ganaderos de origen nacional.[4]

Así, un examen más cuidadoso del maíz en México muestra que las grandes generalizaciones basadas en promedios de un escenario tan variado llevan a conclusiones erróneas y políticas equivocadas que resultan hasta dañinas y peligrosas para la nación y sus productores. Si bien es cierto que « el maíz no es negocio », no es así por la falta de conocimientos o de esfuerzos de los productores o por su terco tradicionalismo que les impide adaptarse a las cambiantes condiciones naturales y políticas. Más bien, la producción campesina está respondiendo a otra lógica, incomprensible para los políticos y tan fundamental que perdura a través de decenios de discriminación y represión. Es a está lógica que nos abocamos ahora.

EL MAÍZ COMO CULTURA, COMO OPCIÓN DE VIDA

El cultivo del maíz es, para quienes lo cultivan, más que una mercancía o un satisfactor, como lo entenderían los economistas doctos, asentados en las altas esferas de la política nacional y de la Banca internacional desarrollista. De hecho, los maiceros mexicanos insisten en cultivarlo a pesar de todo. Si bien persiste una incomprensión de este fenómeno en ciertos círculos, ha surgido una extensa literatura para explicárselo y justificarlo como parte de la construcción de estrategias alternativas de los pueblos rurales frente al embate de una globalización homogeneizadora y empobrecedora.

Como se ha hecho ver, la cultura del maíz no responde mayormente a una lógica productivista. Más bien, es un elemento – central, quizás – de una respuesta para afianzar las sociedades y sus organizaciones de base. Aun en el mercado internacional, que ha simplificado el producto a un concepto único – un grano genérico –, la realidad no es tan simplista, como si las grandes diferencias entre una variedad y otra no tuvieran mayor importancia para el consumidor, y como consecuencia para el intermediario y para el productor. Los mercados reales diferencian con premios y castigos entre el « amarillo N° 2 » para

los animales, el palomero y los de colores, por citar sólo unos cuantos; muchos consumidores distinguen entre las cualidades de los granos blancos y los amarillos, entre los aptos para producir el *hominy* del sur norteamericano (o el *pozole* de la meseta central de México) y los tamaleros, por no entrar en las variedades cultivadas en Centroamérica o Colombia para sus platos locales.

Los agro-ecosistemas del maíz son muy complejos. Aun en las sociedades tradicionales, no todo se siembra en la *milpa*, el policultivo heredado de antaño que genera decenas de subproductos asociados al maíz. Los rendimientos no son del todo comparables y sus precios difieren de manera importante de una región a otra, e inclusive dentro de ellas y a lo largo del año. Otra parte importante se cultiva en sistemas más especializados, produciendo para fines específicos como es el uso para los animales menores de corral o para usos tradicionales en las comidas regionales (maíz pozolero, maíces de color) y otros tantos. Su comercialización tampoco es una constante, ya que la mayor parte de la producción temporalera de la milpa se consume dentro de la familia o localmente. Algo se vende de manera no anticipada, para financiar una necesidad urgente, pero éste tampoco viaja mucho. Poco es disponible para las demandas urbanas populares, que se surten con creciente frecuencia de los canales industriales, a través de la harina de maíz nixtamalizada o de las tortilladoras que fabrican el preciado producto con esta harina elaborada con granos importados de los mercados mundiales más baratos, normalmente los canales subsidiados de Estados Unidos.

Sin embargo, grupos importantes están incursionando en un mercado en crecimiento. Es un mercado poco conocido y menos entendido: el de los productos tradicionales basándose en maíces criollos, como son las tortillas hechas a mano y vendidas por docenas o aun por unidades; las tortillas de color; tamales y pozole, para nombrar algunos de los productos tradicionales más comunes en el centro del país. En estos mercados el maíz se vende con sobreprecios importantes sobre los 'normales', hasta tres veces más. Los vendedores también son diferentes, a veces los propios miembros de la familia campesina, a veces vecinos u otros en las plazas urbanas que han ubicado o creado sus propios nichos en ambientes complejos. Este proceso de comercialización se ha vuelto más complejo y competitivo a medida que la marginalización social ha impulsado a comerciantes urbanos a invadir los espacios construidos por los campesinos e indígenas en las áreas metropolitanas. Sin embargo, aún en ellas, pero también en las ciudades intermedias, la venta directa de productos campesinos ofrece una alternativa económica importante para defender « la cultura del maíz. »

No obstante, no se debe menospreciar la importancia de la internacionalización de la economía del maíz. Desde la vigencia del TLCAN, las importaciones han crecido de una manera desmesurada, tanto para uso humano como para los pecuarios (ver cuadro). Si comparamos, por ejemplo, el decenio anterior al Tratado con los ocho años posteriores (hasta 2001), vemos casi una duplicación (91 %) en los volúmenes, reflejando, tanto un aumento en la proporción del consumo importado (del 17 % a 24 %) como en los volúmenes requeridos para el mercado nacional; su costo era de aproximadamente $ 600 millones en el periodo. Este elevado nivel de uso interno de maíz es resultado de la eliminación de restricciones históricas para fines que no

CUADRO N° 1 : PRODUCCION E IMPORTACIONES DE MAIZ EN MÉXICO (1984-2001)

Año	Prod. Nal. (1)	Imports (2)	(2)/(1)
Promedios			
1984-1993	13,589,560	2,315,251	17.0 %
1994-2001	18,075,307	4,424,008	24.5 %
(1994-01)/ (1984-93)	33.0%	91.1%	

Fuente : Base de datos electrónicos de la FAO (consultada en Internet).

fueran los del consumo humano aún en los años anteriores a la firma del Tratado ; como consecuencia, se produjo una expansión estrepitosa de la demanda agroindustrial, tanto como alimento pecuario (y como alimento para una nueva industria, la de la producción controlada de camarones en granjas costeras) como para otros sectores : como almidones y fuente de fructosa. Para abastecer este nuevo mercado, entonces, se dio una liberalización efectiva (o sea, una apertura ultranza) del mercado nacional del maíz, mucho antes de la firma del Tratado, que se ha reforzado desde entonces – a pesar de las protecciones para el campesino inscritas en el Tratado al respecto – con el resultado inevitable : crecimiento descomunal de las importaciones de baja calidad para surtir el mercado agroindustrial y de consumo popular urbano.[5]

EL FUTURO DEL MAÍZ

¿ Cuál es el futuro del maíz en México ? Los « científicos » de hoy, los responsables de trazar el camino de modernización, de la integración, han hecho explícito su desdén por el cultivo y la cultura de la cual se tratan de apartar. Para ellos, es una mercancía más, cuyas características idiosincráticas son propias del pasado. Es un cultivo de los pobres, una gramínea para los marginados, los indígenas y, paradójicamente, un lujo para los consumidores acomodados o con apreciación de tradición. Como tal, es herencia de un pasado sobre valorado, una mercancía que no merece subsidio ni mucho menos el apoyo político ; una estructura social y cultural que obstaculiza la modernización del país. En voz de un Sub-Secretario del ramo se hizo explícito este rechazo en 1991 : « Es la política de este régimen, remover de México rural la mitad de su población en los siguientes cinco años. »[6] Si eso no fuera suficiente, a medida que se retiraron los programas de apoyo directo a la producción, motivados por el compromiso de apegarse estrictamente al nuevo sistema de des-regulación para implementar el libre comercio, se ideó una

nueva política de transferencias directas a los campesinos, en forma de becas o dispensas, la cual dependía directamente de sus características individuales (como padres de familia, con hijos que asisten a la escuela, y dueños de parcelas de tierra) más que como recompensa por sus actividades productivas.

En este contexto, entonces, insistir con el cultivo del maíz y reforzar la capacidad de la comunidad rural, la campesina y la indígena, de sobrevivir, es contrariar la política nacional. Se podría entender como una acción hasta anti-patriótica, que dificulta las negociaciones internacionales y encarece los programas locales de política social, orientados a integrar esta población en localidades urbanas de mayor tamaño para subsanar sus carencias sociales e institucionales.

¿ Será que los campesinos y los indígenas no escucharon este discurso, de sí muy difundido durante más de 15 años, o no sintieron sus efectos empobrecedores? ¿ Será que no conocen las intenciones oficiales de implementar una nueva política social, con base en estrategias de modernización productiva? O, ¿ será que efectivamente se han puesto las camisetas de una terca oposición – apartidista – a *todos* los gobiernos nacionales y locales, en aras de una defensa de un tradicionalismo ilógico? En este apartado nos dirigimos a estas acusaciones, a este enfrentamiento que cada día toma más relevancia dentro de la sociedad mexicana.

Hasta ahora en este ensayo, hemos insistido en que las decisiones plasmadas en la realidad del campo mexicano son consecuencia de una conducta cuidadosamente pensada por sus protagonistas. La población rural es pobre, y se ha visto obligada a implementar nuevas estrategias para adaptarse a las exigencias del momento. Como es el caso de cada sociedad humana, insistir en no variar comportamientos tradicionales frente al dinamismo del mundo en que existimos o de los cambios naturales fuera de nuestro control, es una receta para la aniquilación social. En contraste, defender ciertos rasgos fundamentales de nuestras herencias mientras que modifiquemos otros ha sido siempre la responsabilidad principal de los líderes espirituales y sociales, manifestación de una solidez institucional que permite la supervivencia.[7] Tildar de irracionales o anti-patrióticos a estos grupos sociales es negar su capacidad de defenderse; es no tomar en cuenta los tremendos daños que los « desarrollistas » han ocasionado en sus sociedades. Desentenderse de las reacciones de los pueblos rurales, de ignorar sus importantes transformaciones para defenderse, es desconocer parte importante de la realidad nacional e internacional. Es, como lo expresan los globalifóbicos en el escenario internacional, un acto de soberbia con costos sociales inimaginables.

En el México rural de hoy, la persistencia de la cultura del maíz, y el crecimiento de las poblaciones campesinas, es evidencia de la incapacidad de la modernización y la integración de responder a las necesidades más básicas de gran parte de los mexicanos. Adoptar caminos de enfrentamiento no es una decisión fácil y no es la primera opción escogida por los pueblos como respuesta a las transformaciones en las políticas nacionales o sectoriales.

Durante decenios, las comunidades rurales participaron activamente con las instituciones oficiales para la tardía implementación de la Reforma Agraria de la Revolución Mexicana. Se empeñaron en convertirla en una de las más exitosas del siglo XX en todo el mundo en un mar de fracasos. Se distribuyó casi la mitad de la superficie cultivable en el país, junto con grandes extensiones

de zonas inhabitables, cuando las administraciones centrales empezaron a abusar del proceso. Sin un aparato técnico eficaz, sin créditos y sin investigaciones específicas para respaldarles, los campesinos mexicanos lograron duplicar la productividad de la tierra sembrada de maíz conquistando la autosuficiencia alimentaria. De esta manera, el ejemplo de México es loable: no sólo revirtió la tendencia mundial hacia una creciente dependencia alimentaria, sino que además se logró con un aumento significativo en los niveles nutricionales de casi todos los grupos sociales más necesitados (Barkin, 1991a; 1991b; Gustavo et. *Al*, 1980). Este periodo, que extendió desde los tiempos cardenistas (1935) hasta mediados de los sesenta, involucró a la sociedad mexicana en su totalidad, ya que convirtió al agro en el motor del desarrollo nacional e incorporó a los campesinos en baluarte de los gobiernos de la Revolución.

Pero los éxitos productivos en el campo y la colaboración política resultaron de corta duración. La fuerza de capital se impuso, revirtiendo la política de apoyo campesino, terminando con la distribución agraria y las protecciones constitucionales en aras de una política de formación de un mercado de tierras que impulsaría la modernización del campo. Las instituciones oficiales de abasto alimentario fueron transformadas, mientras que los campesinos y las comunidades indígenas se convirtieron, primero en antagonistas y, luego en proponentes de su propio camino. Lejos de desaparecer, el repliegue rural de los años ochenta se transformó, mediante un dolorosa y costosa intervención social de ensayo y error, en la lenta renovación de organizaciones locales y la creación de nuevas alianzas políticas para enfrentar al aparato oficial, logrando algunas concesiones temporales en cuanto a precios y acceso a mercados regionales, dentro de una progresiva integración internacional, descrita en páginas anteriores.

La política de apertura internacional agudizó el empobrecimiento y la marginalización en todas partes de la sociedad. El país se había vuelto urbano, no sólo por la transición demográfica, sino también por el vuelco hacía una agricultura industrializada. Para los campesinos, su suerte fue sellada con el dramático cambio en los patrones de abasto, sustentado en la importación masiva por empresas agroalimentarias de fríjoles baratos y maíces de baja calidad para las harinas nixtamalizadas utilizadas en la fabricación local de tortillas.[8]

Frente a estos cambios, la respuesta campesina ha resultado ser mucho más creativa de lo esperado. Lejos de aceptar su suerte y abandonar a sus comunidades y sus tradiciones, han impreso un nuevo dinamismo en el campo, una nueva actitud hacia el cambio, que se manifiesta de muchas formas. Quizás el más notorio es el número de personas que sale en busca de trabajo con la intención de apoyar a la familia, a la comunidad, en sus esfuerzos no sólo por sobrevivir – por subsistir – sino para mejorar las condiciones físicas e infraestructurales que enfrentan.[9] Estimaciones muy gruesas sugieren que el monto de estas transferencias (sumando las del extranjero y desde otras partes del propio país, incluyendo el valor de los productos traídos de afuera) supera con mucho la magnitud de los programas asistenciales federales, llegando a más del 40 % del valor total de la producción primaria del país (Hamilton, De Walt y Barkin, 2003).

Como se ha visto en los acápites anteriores, las respuestas no han sido totalmente productivistas. Parte importante del esfuerzo rural ha descansado en defender o elevar su propia calidad de vida; se tendría que entender la producción alimenticia para el consumo local en este sentido (Appendini, García Barrios y de la Tejera, 2002).

Por supuesto, sobra mencionar la importancia de los flujos temporales de migración laboral como parte de esta misma dinámica. Sin embargo, no habría que menospreciar la importancia del proceso de diversificación dentro la economía rural en el último periodo; se ha visto una amplia participación campesina en producción propia y por contrato de nuevos productos para mercados de nicho o con destinos agroindustriales y la proliferación de pequeños talleres para la confección artesanal o como parte de cadenas de producción de maquila de prendas de vestir y juguetes, por mencionar los más comunes.

EL MAÍZ: TAMBIÉN ES AGENTE DE LA POLÍTICA AMBIENTALISTA

Cultivar el maíz de temporal también aporta algunos beneficios sociales y ambientales de consideración. Primero, y quizá uno de los más significativos, sería el impacto de arraigar a las comunidades rurales reduciendo las presiones de crecimiento urbano, con amplios beneficios, reduciendo los costos de una infraestructura adecuada en sus propios lugares con sistemas alternativos y nuevas tecnologías para asegurar niveles apropiados de servicios de agua y alcantarillado, así como un mejor desempeño del personal educativo y médico; muchas comunidades ya están emprendiendo programas para mejorar las instalaciones y apoyar a sus maestros y enfermeras con sus propios recursos, a veces provenientes de los miembros que se han ido al extranjero.

En el plano de la gestión del territorio, es de sobra conocido que en los sistemas actuales, ampliamente modificados por siglos de ocupación humana, el abandono del cultivo y del mantenimiento de los sistemas locales de manejo de suelo y agua acarrean importantes daños ambientales. Éstos incluyen la deforestación y el deterioro de obras menores de caminos, de canales, de represas y de terrazas. El abandono del cultivo conduce a la invasión de especies invasoras y la proliferación de plagas, así como el peligro de incendios.[10] Si se reconociera el valor de estos servicios ambientales para la sociedad urbano-industrial, las comunidades podrían aumentar sus aportaciones a la producción de agua (incrementar la disponibilidad social) y propiciar un manejo de ecosistemas más de acorde con las exigencias de mantener una atmósfera de mejor calidad, reduciendo el volumen de polvos librados en épocas críticas y defendiendo los « pulmones » urbanos con una mayor secuestración de bióxido de carbono (Barkin, 2001). Incluir este componente en una estrategia integral de calidad ambiental podría servir como complemento para reforzar las diversas actividades que están emprendiendo algunas comunidades rurales para forjar estrategias alternativas propias.

***

Se ha vuelto incongruente el viejo debate político sobre la autosuficiencia versus las ventajas comparativas como sostén para el diseño de la política alimenticia nacional o un análisis de la cultura del maíz, si es que tuviera sentido en algún momento. La política oficial ha dado su respuesta, y los productores hacen caso omiso. Parafraseando otro analista en otra época, « el maíz es asunto demasiado importante para dejarlo en manos de agrónomos y economistas en la política. » Importante para los campesinos, los indígenas, y para grandes contingentes de mexicanos no rurales quienes valoramos las tradiciones culinarias y culturales que dependen del maíz, de la milpa, y de las sociedades que lo cultivan. Efectivamente, es más barato comprarlo en el mercado internacional, si lo que se quiere es el « amarillo N° 2 »; pero el grano blanco, y más el colorado, son más caros en el vecino país del norte que en los mercados nacionales. Resulta que no es tanto que la teoría que esté equivocada, o que la gente sea irracional, sino que son los políticos quienes no han aprendido cómo usar correctamente su propia caja de herramientas: tiene lógica económica producir maíz campesino, no sólo por su calidad y para defender un estilo de vida y una estrategia de organización social y productiva, sino también porque el mercado lo sabe valorar, porque los consumidores lo quieren y están dispuestos a pagar su precio.

El maíz nació en Mesoamérica y hoy en día sus pueblos están defendiéndose a sí mismos y a la especie como si sus vidas dependieran de ello. Quizá sea así. Pero no están solos, no están luchando contra la sociedad. Este análisis muestra que el temido embate oficial contra su cultivo por los campesinos mexicanos no ha sido efectivo porque son muchos elementos en la sociedad mexicana que limitan su eficacia. Sería mejor terminar con esta agresión e implementar una política que apoyara a los esfuerzos de los pueblos y movilizara a sus energías no sólo para defenderse, sino en beneficio de la nación, de la dieta y nutrición de sus pueblos, y para contribuir a resolver algunos de los muchos problemas ambientales más candentes. Por eso, terminamos insistiendo que es « EL MAÍZ, EL PAÍS ».

Notas

1 Información con base en los datos de la Organización Mundial de la Alimentación y la Agricultura de las Naciones Unidas (http://www.fao.org)

2 Los datos son de fuentes oficiales mexicanas, todas consultadas en Internet: INEGI, XII Censo de Población (2000); INEGI, Sistema de Cuentas Nacionales; SAGARPA, México: Anuario Agrícola (1999).

3 En las regiones productoras tradicionales del grano, los rendimientos varían mucho de una zona a otra, como respuesta parcial a los limitantes naturales de cada una, y a las restricciones socioeconómicas y políticas de la coyuntura. Sin embargo, llama la atención, su capacidad de elevar los rendimientos cuando se presenta la oportunidad (entre los 5 estados más pobres los rendimientos varían de 1.2 a 2.6 toneladas por hectárea comparado con un promedio nacional de 2.0).

4 Jean-Christian Tulet señaló la notoria diferencia entre esta política y la de otras regiones, sobre todo en Asia, que ofrecen una apoyo más decidido a sus campesinos (en la reunión de CEISAL, julio de 2002, Ámsterdam).

5 Otra consecuencia inesperada, pero previsible, de esta apertura, es la contaminación genética de las siembras tradicionales resultado de su contacto pasajero con maíces genéticamente modificados importados, ya que no existía prohibición para el uso de estas nuevas variedades

como alimento ganadero o en muchos destinos industriales. Para mayores detalles sobre esta problemática, véase Berlan, Durand y Hansen, 2001.

6 Enunciado por el Sub-Secretario de Planeación Agropecuaria, Dr Luis Téllez, en la Universidad de California, San Diego (La Jolla). Este sentimiento fue confirmado por el titular en la época, Prof. Hank González, y ratificado por las nuevas autoridades sectoriales en las dos administraciones subsecuentes.

7 Quizás sea ésta la mayor lección de la magistral compilación y reinterpretación de los miles de estudios utilizados para analizar el impacto de la colonización europea en las sociedades del « Tercer Mundo » de Eric Wolf (1982).

8 Las autoridades desoyeron la acusación de la calidad inferior de éstas, por las cualidades de los granos y del proceso de cocción. El Instituto Nacional de Nutrición defiende este cambio, aduciendo la facilidad con que se podría enriquecer las harinas con micronutrientes que faltan en la dieta popular. Otros se apoyan en las investigaciones del Instituto Politécnico Nacional que muestran que las harinas industrializadas de maíz no ofrecen los mismos valores nutritivos, ya que la celeridad de la cocción industrial del maíz impide liberar los aminoácidos esenciales, convirtiendo las tortillas en una nueva comida « chatarra », o fuente de calorías « vacías. »

9 Tan importante ha sido este esfuerzo que algunos gobernadores han tratado de utilizar de manera oportunista los « clubes » organizados por 'paisanos' en los Estados Unidos para financiar obras locales; el gobierno federal intentó lo mismo. Sin embargo, los mexicanos en el extranjero se han mostrado renuentes a participar, frente a las frecuentes denuncias de su intencionalidad partidista.

10 Sería incorrecto ignorar los daños ocasionados por un manejo incorrecto de los ecosistemas, como muchos que ocurren actualmente. Sin embargo, parte importante de éstos son consecuencia de la escasez de mano de obra para realizar las labores correctamente, o los conflictos sociales que provoquen un uso inadecuado o inducen a prácticas destructivas, como el uso de incendios forestales para conseguir la autorización para un cambio en el uso del suelo.

Bibliografía

Appendini, Kirsten, Raúl García Barrios y Beatriz de la Tejera, « ¿ Por qué los campesinos mexicanos siguen cultivando maíz? La seguridad alimentaria en el contexto del TLCAN. » Tercer Congreso Europeo de Latinoamericanistas, Ámsterdam, 2002.

Barkin, David. *Un Desarrollo Distorsionado: México en la economía mundial*, México: Siglo XXI editores, 1991a.

Barkin, David, Rosemary Batt, y Billie R. DeWalt. *Alimentos vs. Forrajes: La sustitución global de granos en producción*. México: Siglo XXI editores, 1991b.

Barkin, David (comp.), *Innovaciones Mexicanas en el Manejo del Agua*. México: Centro de Ecología y Desarrollo y Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, 2001.

Berlan Jean Pierre, Jean-Louis Durand y Michael Hansen, *La guerre au vivant, OGM et mystifications scientifiques*, Paris, Agone, 2001.

Gustavo, Esteva et *al, La Batalla en el México Rural*, México, Siglo XXI, 1980.

Hamilton, Sarah, Billie R. De Walt y David Barkin, « Household Welfare in Four Rural Mexican Communities: The economic and social dynamics of surviving national crises. » *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, Vol. 19: 2, 2003.

Wolf, Eric, *Europa y la Gente Sin Historia*, México, Fondo de Cultura Económica, 1982, (Versión en inglés de University of California Press, 1982).

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Au Mexique, le maïs s'identifie pour une large part au pays qui l'a vu naître. Il est au cœur de ses traditions, de ses modes de vie, de sa culture populaire. En dépit de cette importance économique, sociale et culturelle, les différents gouvernements ont préféré favoriser l'importation de grain étranger, beaucoup moins cher, qui représente aujourd'hui près du quart de la consommation nationale. Pourtant, malgré des prix de ventes peu attractifs, des millions de paysans persévèrent dans la culture de variétés locales de maïs, ce qui leur permet de maintenir la qualité de leurs aliments, ainsi que les équilibres des écosystèmes dans lesquels il vivent et produisent. Ils ont répondu partiellement à l'abaissement des prix de vente par la diminution des coûts de production, grâce à une extension des surfaces cultivées et une diminution des investissements. Le marché leur donne raison, dans la mesure où le grain ainsi produit est de grande qualité. Il est donc particulièrement recherché par les consommateurs.

***

En México, el maíz se identifica ampliamente con el país que lo vio nacer. Está en el centro de sus tradiciones, modos de vida y cultura popular. A pesar de esta importancia económica, social y cultural, los gobiernos sucesivos han preferido favorecer la importación de grano extranjero, mucho más barato, que representa hoy en día casi la cuarta parte del consumo nacional. Sin embargo, pese a precios de venta poco atractivos, millones de campesinos persisten en el cultivo de variedades locales de maíz, lo que les permite mantener la calidad de su alimentación, así como los equilibrios de los ecosistemas en los cuales viven y producen. Contestaron en parte el descenso de los precios de venta por la disminución de los costos de producción, merced a un ensanchamiento de las superficies cultivadas y una reducción de las inversiones. El mercado les da la razón en la medida en que el grano así producido resulta de gran calidad y suscita una fuerte demanda por parte de los consumidores.

***

In Mexico, maize identifies a large part of the country which witnessed its birth. It is at the heart of its traditions, of its way of life, of its popular culture. In spite of its economic, social and cultural importance, different governments have preferred to favorise the importation of less expensive foreign grain, which today represents nearly a quarter of national consumption. Yet, despite unattractive prices, millions of peasants preserve the culture of local maize varieties, which permits them to maintain the quality of their produce, as well as the equilibrium of the ecosystems in which they live and produce. They have partially responded to falling prices by the diminution of the costs of production thanks to an extension of the cultivation area and a diminution in investments. The market justifies them, to the extent that the grain they produce is of great quality and is therefore particularly sought after by consumers.

Palabras claves: México, maíz, planta de civilización, importaciones, produccion, mercados

Mots clés: Mexique, maïs, plante de civilisation, importations, production, marchés

Key words : Mexico, maize, plant of civilization, importation, production, markets

LA PART DES PRODUCTEURS FAMILIAUX DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE COLOMBIEN

JAIME FORERO-ALVAREZ*
& LUZ ELBA TORRES-GUEVARA**

LA COEXISTENCE DE FORMES d'organisation économique domestiques et capitalistes reste l'une des caractéristiques centrales des économies de marché, tant dans les pays hautement industrialisés que dans le tiers-monde. L'organisation domestique des activités est fondée sur les stratégies de reproduction ainsi que sur les spécificités des familles et des groupes communautaires. Dans le tiers-monde, elle génère la majeure partie de l'emploi, tant dans le secteur informel et les micro-entreprises urbaines que dans l'économie paysanne en zone rurale. En Colombie, comme on va le voir, l'apport de l'économie paysanne à la production agricole et au système alimentaire est très significatif.

Le haut degré de monétisation des systèmes de production familiaux, illustré au tableau n° 2, coexiste avec une forte participation des échanges non-monétaires qui sont essentiels non seulement pour leur organisation productive et entrepreneuriale, mais aussi pour la subsistance des familles et des communautés. L'utilisation du travail familial reste de toute façon très significative, entre 47 et 83 % selon les données du tableau n° 2.

L'autoconsommation agricole fournissant une part du régime alimentaire des producteurs familiaux, est un autre élément central de la sphère domestique de l'économie paysanne. En dépit de la monétisation intense et croissante de leurs systèmes de production, les paysans maintiennent diverses stratégies leur assurant un certain niveau d'auto-approvisionnement.

* Facultad de Estudios Rurales y Ambientales, Universidad Javeriana, Bogota.
** Instituto de Estudios Rurales (IER), Facultad de Estudios Rurales y Ambientales, Universidad Javeriana, Bogota.

TABLEAU N° 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA COLOMBIE (POPULATION, ÉCONOMIE NATIONALE, AGRICULTURE ET PAUVRETÉ)

PIB per capita 2000	1 936 dollars	
Part du PIB agricole dans le PIB total 2001	14 %	
Accroissement annuel population urbaine (chef-lieux municipaux) 1984-1993	2,70%	
Accroissement annuel reste (population rurale dispersée) 1984-1993	0,93%	
Accroissement annuel total 1984-1993	2,12%	
Population totale nationale année 2001	**43 035 394**	
Indice GINI de concentration de la terre – 1996	0.88	
Population sous le seuil de pauvreté – 2000	Rurale : 82.6 %	Urbaine : 39.1 %
Population sous le seuil de misère – 2000	Rurale : 43.4 %	Urbaine : 8.3 %
Surface cultivée (hectares) – 2001	4 054 000	
Surface en pâtures (hectares) – 2001	40 000 000 aprox.	

Sources : Ministère de l'agriculture et Département national de la statistique (DANE).

TABLEAU N° 2 : DEGRÉ DE MONÉTISATION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION PAYSANS DE LA RÉGION ANDINE COLOMBIENNE (VALEURS MOYENNES EN MILLIERS DE DOLLARS DE JUILLET 2001)

Type de producteur	Ventes	Relation auto-consommation / ventes	Relation coûts monétaires / coûts totaux	Relation travail salarié /travail total
Production maraîchère	5 443,9	11 %	58 %	44 %
Pomme de terre à Lenguazaque, Cund.	11 005,8	8 %	71 %	50 % aprox.
Paysan traditionnel dans le Santander	3 821,4	11 %	38 %	29 %
Minifundiste dans le Nariño	571,1	67 %	31 %	17 %
Producteurs de café à Buga, Valle	5 948,1	8 %	55 %	30 % aprox.
Producteurs de café à Restrepo, Valle	7 109,8	5 %	44 %	53 %

Sources : Forero et *al.*, 2000, 2002 ; Forero, 1999 ; Paz, 1999.
Taux moyen du dollar en juillet 2001 : 2 304,42 pesos.

À l'extérieur de l'unité familiale, les relations entre paysans fondées sur la parenté et le voisinage sont fondamentales pour la circulation de la main-d'œuvre, de la terre et du capital et sont un autre élément clé de l'économie paysanne non régulée par les échanges monétaires. On a ainsi les associations pour la culture ou l'élevage, le troc de produits et de facteurs de production, l'échange de travail selon divers systèmes de contre-prestation, la *mano vuelta* (échange de travail).

Le maintien des liens de parenté et de voisinage entre les producteurs paysans a permis la persistance jusqu'à ce jour des contre-prestations et des dons dans le cadre d'un vaste réseau d'échange de biens et de services. Cette persistance à travers les époques met en évidence l'importance des relations hors-marché dans les stratégies de reproduction et de génération de revenus des ménages[1].

En même temps, le contexte monétaire de l'économie familiale rurale agricole est d'une grande importance. La majeure partie des revenus des systèmes de production des paysans colombiens provient de la vente des récoltes (voir tableau 2) : cette population acquiert donc une grande partie de ses moyens de subsistance sur le marché. En outre, la plupart des paysans embauchent systématiquement des travailleurs salariés, de sorte que souvent la part du travail familial est moindre que celle de la main-d'œuvre extérieure. Ils achètent d'ailleurs des produits agrochimiques et, dans certains cas, acquièrent ou louent des outils et des machines agricoles tels que les *trapiches* (pressoirs à canne à sucre), les *beneficiaderos* mécanisés (pour traiter les grains) et les tracteurs, ce qui affecte sensiblement leurs coûts de production.

L'existence concomitante dans l'économie paysanne d'une sphère mercantile (où les transactions passent par l'argent) et d'une sphère domestique, détermine son mode de participation au système alimentaire[2]. Dans le cas colombien, cette participation se réalise par différents circuits :

1. L'autoconsommation familiale (produits de la ferme consommés par les ménages ruraux) et l'autoconsommation locale (produits circulant dans les réseaux d'échange réciproque et solidaire) ;
2. L'approvisionnement direct des marchés locaux par les petits intermédiaires et, dans une moindre mesure, par la vente directe des produits par les producteurs eux-mêmes ;
3. L'approvisionnement des centres urbains sur un marché ouvert, grâce à un vaste réseau d'intermédiaires ruraux-urbains et grossistes urbains.
4. L'articulation avec des chaînes formelles selon des mécanismes plus ou moins stables, donnant parfois lieu à une « agriculture sous contrat ».

À partir des résultats de nos recherches et de données tirées d'autres sources, deux circuits du système alimentaire seront analysés dans cet article : l'autoconsommation et l'approvisionnement rural-urbain. Nous montrerons que si l'économie paysanne joue un rôle de premier plan dans l'approvisionnement du système alimentaire par le biais du marché, sa capacité à s'autoapprovisionner en aliments reste en même temps primordiale dans la dynamique productive et reproductive des ménages ruraux.

MARCHÉ OUVERT ET APPROVISIONNEMENT MASSIF EN ALIMENTS

La part des produits agricoles paysans[3], dont la dynamique relève fondamentalement de la production familiale rurale, est supérieure à celle des produits capitalistes[4] ; ils représentent actuellement 68 % du total de la production agricole du pays (voir tableau 4)[5]. Pour certaines cultures, une proportion importante est produite dans le cadre d'associations entre entrepreneurs-financiers agraires et unités familiales. C'est le cas notamment de la culture de la pomme de terre sur les hauts plateaux du Cundinamarca et du Boyacá (Forero, 1999) et de la production de la *panela* dans la vallée du río Suárez (RUDAS, 1989).

TABLEAU N° 3 : DISTRIBUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE COLOMBIENNE ENTRE PRODUCTION PAYSANNE ET PRODUCTION CAPITALISTE (MOYENNE 1999-2000)

		avec coca et pavot	sans coca et pavot
Surface cultivée	Prod. à prédominance paysanne	68.1 %	67.3 %
	Prod. à prédominance capitaliste	31.9 %	32.7 %
Valeur de la production	Prod. à prédominance paysanne	69.1 %	62.9 %
	Prod. à prédominance capitaliste	30.9 %	37. 1 %

Sources : Statistiques du Ministère de l'agriculture et FEDECAFÉ. Pour la coca et le pavot : surfaces estimées par la Police nationale, in Tavera, 2000 ; diffusion SINSI et Nations unies.

Jusqu'à la fin des années quatre-vingts, la production paysanne avait maintenu son espace productif en augmentant à un rythme plus élevé que la population, afin de satisfaire la croissante demande urbaine d'aliments, mais plus lentement que la production capitaliste. Pour cette raison, son poids relatif, qui était encore très important à cette époque avec plus de 50 % de la production agricole totale, s'est réduit progressivement.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, le secteur agricole colombien est non seulement soumis aux mesures d'ouverture internationale et à la suppression des subventions et autres services fournis par l'État, mais aussi à des taux d'intérêt exceptionnellement élevés. Les effets de la libéralisation économique touchent plus sévèrement la production capitaliste que la production paysanne : le café cultivé par les entrepreneurs recule très fortement, alors que les cultures de coton, soja et sorgho ont connu une chute sévère. Ces produits souffrent ainsi davantage de la concurrence des importations que la plupart des produits paysans. De façon générale, les productions des paysans restent stables, certaines montrent même une tendance à l'expansion, comme la pomme de terre, la *panela*, la banane plantain et la production maraîchère.

Cette stabilité de la production familiale s'explique, en premier lieu, par la relation essentielle du producteur familial rural avec sa condition de paysan et avec sa communauté rurale[6] et, en second lieu, par l'organisation des systèmes de production qui offrent divers avantages :

1) des coûts monétaires relativement bas par unité de production ;
2) une combinaison d'activités pour la commercialisation à travers un système souple d'adaptation des lignes de production ;
3) l'apport significatif de l'autoconsommation aux revenus du ménage ;
4) la possibilité d'augmenter la contribution de l'autoconsommation en temps de crise ;
5) les associations entre producteurs paysans ou entre ceux-ci et financiers agraires pour la circulation productive de terre, capital et travail et la minimisation des risques[7].

La pomme de terre, le maïs, la *panela*, la banane plantain, le haricot, l'igname, les légumes et les fruits circulent sur un marché ouvert (absence de contrats – formels ou informels – et de rapports agro-industriels stables entre acheteurs et vendeurs). Une caractéristique centrale du système alimentaire colombien est d'être approvisionné par un grand nombre de producteurs aux quatre coins du pays, par une production atomisée sur des centaines de milliers de parcelles qui, dans des conditions tropicales, avec des mésoclimats et des microclimats variés, offre tout au long de l'année une large gamme d'aliments. L'infrastructure routière, en dépit de sa précarité, a permis l'intégration interrégionale des marchés et la formation d'un marché national qui transmet l'information sur les prix et met en circulation les aliments dans de grands réseaux interconnectés. Les centres de gros des grandes agglomérations et une série de centres régionaux d'approvisionnement se chargent de redistribuer l'offre alimentaire au niveau régional et national.

Ce marché est approvisionné par un réseau varié de commerçants ou d'intermédiaires ruraux-urbains. Les uns sont des entrepreneurs indépendants, les autres travaillent pour les grossistes. Plusieurs études démontrent que les premiers, sorte d'« entrepreneurs informels », sont généralement compétitifs et efficients. Leur substitution par des systèmes formels augmenterait les marges de commercialisation, ceux qui s'approprient des profits extraordinaires étant sans doute les grossistes (Forero *et al*, 1991). Ce canal de commercialisation par lequel transite l'essentiel des aliments consommés dans le pays et qui permet un approvisionnement constant en produits frais, a mis plus d'un siècle à se constituer en s'adaptant aux conditions de l'offre répartie sur l'ensemble de la Colombie.

La consommation de produits frais est élevée et représente un avantage inestimable pour les ménages. Ceci est valable pour les familles à faibles revenus, qui, pour des raisons de budget, préfèrent transformer les aliments dans leur cuisine et évitent ainsi le surcoût à payer à l'industrie alimentaire pour les aliments élaborés, mais également pour les ménages à revenus moyens, qui, à des prix raisonnables, ont un accès permanent à des produits frais, d'une meilleure qualité nutritionnelle que les produits élaborés.

Comme l'indique le tableau 4, sur la base du dernier panier d'aliments établi par le DANE[8], le poids de la production des paysans dans le régime ali-

mentaire de la population colombienne est important : 35 %. Ce pourcentage n'inclut pas les aliments élaborés dont les matières premières sont fournies par les paysans (café, oléagineux). D'autres produits paysans ne font pas partie du panier d'aliments. Ils sont destinés à l'agro-industrie non-alimentaire et aux exportations (café, fibre d'agave, coton, tabac, orge, coca, pavot, marihuana).

TABLEAU N° 4 : PART DES PRODUITS DE L'ÉCONOMIE PAYSANNE DANS LES DÉPENSES EN ALIMENTS[9] (ANNÉE 1995)

Produit	Part en %
Riz	0.7 %
Tubercules et banane plantain	8.1 %
Produits maraîchers, légumes	8.7 %
Fruits	5.8 %
Viande	6.2 %
Produits laitiers	4.2 %
Panela	1.5 %
TOTAL	35.3 %

Sources : Tableau élaboré à partir du DANE. Enquêtes revenus et dépenses 1984-1985 et 1994-1995 pour définir le panier d'aliments.

Les dépenses en produits agricoles de consommation directe (tubercules, banane plantain, légumes) représentent aujourd'hui 23 % du total des dépenses en aliments consommés dans le ménage pour le groupe de revenus bas, et 21 % pour les revenus moyens (tableau n° 5). Depuis une trentaine d'années, la demande de ces produits augmente fortement, en relation avec les changements dans les préférences alimentaires des consommateurs et l'accroissement de la valeur (monétaire et nutritionnelle) du régime moyen de la population colombienne.

L'expansion des cultures maraîchères et fruitières s'effectue par l'intermédiaire de petits établissements utilisant beaucoup de produits agrochimiques et de main-d'œuvre. Un élément fondamental dans ce développement est l'irrigation (par gravité sur les versants montagneux et par aspersion). Les paysans s'approvisionnent à toutes sortes de sources, par diverses adductions, avec des impacts certains sur l'environnement. Alors que la superficie agricole augmentait de 34 % entre 1973 et 2000, les cultures maraîchères ont augmenté de 67 % pour atteindre 108 000 hectares répartis en parcelles généralement

TABLEAU N° 5 : SURFACE ET VALEUR DE LA PRODUCTION OBTENUE DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES (TOTAL NATIONAL 1990–2000)

	Année de base	Index de la surface		Index de la Production		Surface en milles d'ha.
	1990	1998	2000	1998	2000	2000
Sésame	100	50	51	42	50	6
Arracacha	100	83	95	SD	SD	7
Riz sec manuel	100	118	128	116	141	46
Cacao	100	79	77	90	79	93
Café	100	86	84	91	75	850
Canne à sucre - *panela*	100	105	108	120	120	215
Orge	100	11	10	12	11	5
Cocotier	100	69	89	60	85	14
Fibre d'agave	100	116	114	107	90	18
Haricot	100	74	70	87	94	116
Fruits	100	189	224	208	218	159
Cultures maraichères	100	112	123	90	94	108
Maïs traditionnel	100	50	57	53	70	423
Igname	100	336	307	582	900	23
Pomme de terre	100	102	106	103	120	171
Banane plantain	100	106	109	100	111	377
Tabac noir consommation interne	100	78	67	80	81	2
Tabac noir exportation	100	108	55	112	60	5
Tabac blond	100	66	99	71	117	7
Blé	100	34	35	37	41	20
Manioc	100	85	86	82	92	179
TOTAL CULTURES PAYSANNES	**100**	**81**	**86**	**108**	**118**	**1993**
TOTAL C. CAPITALISTES (non compris café)	**100**	**65**	**75**	**97**	**112**	**1082**
Cultures transitoires	**100**	**57**	**64**	**81**	**94**	**1604**
Cultures permanentes (y compris café)	**100**	**101**	**103**	**114**	**114**	**2321**
Total cultures	**100**	**77**	**83**	**102**	**107**	**3925**

* 1992 = 100

de moins d'un hectare. Quant à la surface des cultures de fruits pour la consommation intérieure (on ne prend pas en compte ici la banane d'exportation), elle a augmenté de 979 %[10], atteignant actuellement 158000 hectares. Dans le tableau 6, on observe que l'indice de la surface des cultures maraîchères passe de 100 en 1990 à 123 en 2000, celui de la production de fruits passe de 100 à 224 sur la même période, alors que l'indice du total des cultures baisse de 100 à 83.

Nombreux en Colombie sont ceux qui pensent que le commerce des fruits (autres que la banane) est aujourd'hui aux mains de l'entreprise capitaliste, une opinion qui s'explique sans doute par quelques cas remarquables, mais exceptionnels. L'analyse objective de ce secteur productif montre une autre réalité. Selon l'étude Deproyectos (2001), la presque totalité de la production fruitière (les 158000 hectares mentionnés, n'incluant pas la banane d'exportation) est l'oeuvre des petits producteurs. Indiquons aussi que les exportations de fruits autres que la banane n'ayant connu qu'un succès limité, la proportion de fruits exportés aujourd'hui est infime par rapport à la consommation interne.

On soulignera enfin que si le marché ouvert est très important, une autre part significative de la production paysanne est intégrée à des circuits agro-industriels :

- Les principaux produits concernés sont le lait, en raison de son importance quantitative et stratégique, et le café, avec une intéressante et souple combinaison entre acheteurs institutionnels (les coopératives) et commerçants privés. Pour la coca, les accords entre acheteurs et vendeurs semblent se stabiliser, suite à l'intervention de la guérilla sur ce marché.
- D'autres secteurs ont un moindre poids quantitatif : le tabac, la production de porcs et, dans quelques cas, des petits ateliers de production avicole industrielle (dans des installations rudimentaires mais efficaces).
- Par ailleurs, il faut rappeler que l'ouverture des marchés a déstabilisé les relations entre producteurs d'orge et industrie de la bière, ainsi que les premières alliances établies entre producteurs de fruits et industries de transformation. Cependant, d'après l'étude citée plus haut concernant la production de fruits, de nouveaux rapprochements semblent s'effectuer entre industriels et petits producteurs de fruits. La nécessité d'approvisionner le florissant marché des jus de fruits conditionnés et, dans une moindre mesure, la possibilité d'accroître les exportations sur un marché très concurrentiel représentent deux facteurs décisifs à cet égard.
- La production familiale représente 18 % de la production moderne de riz du pays, et une part significative de la production de coton, de sorgho et de palme africaine, trois cultures nettement capitalistes.
- Mentionnons enfin l'articulation des petits producteurs de riz, coton et oléagineux aux chaînes agro-industrielles de ces produits.

La forte présence des paysans dans ces diverses cultures, leur participation largement majoritaire à la production des aliments de consommation directe faisant partie du régime de base de la population colombienne, démontrent leur capacité et leur faculté d'adaptation tout au long de l'histoire.

PRODUCTION DESTINÉE À L'AUTOCONSOMMATION ET AUX ÉCHANGES RÉCIPROQUES

La production d'aliments pour l'autoconsommation et pour les échanges entre parents, voisins et amis est une tradition bien ancrée parmi les producteurs paysans des Andes colombiennes. C'est ce que démontrent plusieurs études menées dans différentes communes andines du pays, nous offrant un tableau précis des divers types de producteurs qui, de notre point de vue, représentent l'hétérogénéité productive socio-économique et agro-écologique de ces paysans[11].
Dans tous les cas analysés, la valeur annuelle de l'autoconsommation atteint un niveau élevé : entre 86 et 1010 dollars par an (année 2001), soit une moyenne arithmétique de 889 dollars par an.

TABLEAU N° 6 : AUTOCONSOMMATION CHEZ LES PRODUCTEURS PAYSANS DE LA RÉGION ANDINE COLOMBIENNE (VALEUR ANNUELLE EN MILLIERS DE DOLLARS DE JUILLET 2001)

Rang d'autoconsommation	Moins de 268.1	Entre 268.2 et 762·1	Plus de 762.1
Minimum	11	370	86
Maximum	262	745	1 010
Moyenne	154	496	889
Déviation standard	86	93	53
Moyenne Auto / Gto Rur Alim	8 %	27 %	49 %

Sources : Lizarazo, 1994 ; Serrano, 1995 ; Amaya, 1998 ; Molina, 1998 ; Jaramillo, 1999 ; Paz, 1999 ; Barón, 2000 ; Forero, 1999 ; Forero et *al.*, 2000a, 2000b.
Dépense annuelle en aliments en juillet 2001 (moyenne annuelle) : 1 827,12.

Taux moyen du dollar en juillet 2001 : 2304,42 pesos.

Dans l'autoconsommation, l'élément protéinique occupe une place primordiale. Quasiment tous les producteurs paysans élèvent des poulets et des poules, tâche à laquelle se consacrent femmes et enfants. Pour nombre de familles paysannes c'est la seule source accessible de protéines. Chez les plus pauvres, la viande bovine (toujours achetée au marché) est remplacée par l'œuf. Dans certains cas, seuls les enfants consomment les quelques œufs produits à la ferme, de sorte que les adultes, quand ils travaillent leur propre exploitation, consomment très peu ou pas de protéines[12].

Le lait est une source de protéines pour les enfants (auxquels il est donné en priorité) et un élément important de l'alimentation des adultes sous forme de fromage blanc (fabriqué pour l'autoconsommation et la vente) ou dans les boissons (jus de fruits, café au lait, chocolat). Il est donc essentiel dans le régime alimentaire des producteurs andins.

Le produit agricole d'autoconsommation par excellence est le maïs, directement, dans toutes sortes de préparations et, indirectement, à travers l'élevage de volailles. À la différence de ce qu'ils produisent uniquement à des fins

commerciales, les paysans plantent le maïs pour satisfaire en priorité leurs besoins, et ne vendent que la production excédentaire. Mais les politiques d'ouverture des années quatre-vingt-dix ont frappé de plein fouet le « maïs traditionnel ». Le maïs étant cultivé sans mécanisation et avec très peu de produits agrochimiques sur les versants montagneux, les surfaces de production se réduisent de 740000 à 422000 hectares entre 1990 et 2000[13]. Selon nos observations (Forero *et al*., 1999 et 2002), face à la chute drastique de la rentabilité du maïs, les paysans optent pour réduire sa culture au niveau de celui requis pour leur consommation.

Dans les secteurs où l'utilisation de produits agrochimiques est intensive, comme la pomme de terre et les cultures maraîchères, le niveau d'autoconsommation est élevé. La pomme de terre donne lieu à d'importants excédents non commercialisables que les paysans valorisent comme autoconsommation. Chez les producteurs de pomme de terre, le lait occupe également une place importante dans la mesure où l'élevage bovin est une activité complémentaire de cette production[14]. Dans ce cas, la production laitière est destinée prioritairement à l'autoconsommation et l'excédent est vendu.

Selon une étude sur les producteurs maraîchers de Fómeque[15], les paysans de la région, malgré leur position de leaders dans la culture de la tomate en serre et d'autres légumes destinés aux marchés de Bogota et Villavicencio, maintiennent des parcelles de sagou et de maïs[16] destinées à l'autoconsommation. Plus de 60 % des paysans interrogés disent consommer des œufs, du lait, du fromage et du poulet. Près de 60 % des produits d'autoconsommation sont d'origine bovine (tableau 8). Selon la même étude, lorsque les familles paysannes traversent une crise économique grave, liée aux mauvaises récoltes ou au bas niveau des prix, elles recourent aux réseaux de solidarité et d'échanges réciproques, qui leur assurent les aliments pour survivre.

L'analyse statistique des relations entre les variables mène à deux conclusions. D'une part, les unités productives qui réussissent le mieux sur le plan commercial sont également celles qui ont les plus hauts niveaux d'autoconsommation. D'autre part, en ce qui concerne l'autoconsommation et les échanges réciproques, il est essentiel de considérer l'attitude de la famille face à la vie, c'est-à-dire les attentes, les particularités de l'organisation familiale, les stratégies d'anticipation des contingences, certaines habitudes, le goût pour les tâches liées au potager, l'élevage bovin, la culture du sagou, etc., et surtout les préférences alimentaires.

Ces résultats confirment que les producteurs disposant de plus de ressources ont davantage de possibilités pour atteindre un plus haut niveau d'autoconsommation, en particulier ceux qui peuvent maintenir un certain niveau d'élevage pour la production d'aliments d'origine bovine.

Les producteurs ayant des stratégies d'accumulation, par exemple les producteurs de tomate en serre, adoptent les mêmes mesures pour optimiser leur autoconsommation (culture de potagers, élevage animal, etc.). Ils intègrent également les réseaux d'échanges réciproques, où certains peuvent donner davantage que ce qu'ils reçoivent, d'autres moins : des compensations se présentent ainsi entre groupes de revenus supérieurs et inférieurs par l'intermédiaire de transferts asymétriques.

TABLEAU N° 7 : FOMEQUE : DISTRIBUTION DE LA VALEUR DE L'AUTOCONSOMMATION SELON LES TYPES DE PRODUITS

Produits alimentaires	Pourcentage de familles qui consomment les produits mentionnés
ORIGINE ANIMALE	
Bovine	58.8
Autres produits d'origine animale	10.4
ORIGINE VÉGÉTALE	
Maïs	7.0
Sagou	4.2
Fruits	3.3
Autres produits d'origine végétale	16.3
TOTAL	100

Comme l'indique le tableau n° 8, l'autoconsommation peut représenter jusqu'à 43 % du revenu familial agricole[17], la proportion la plus faible (4,2 %) correspondant aux plus grandes exploitations. Elle représente également en moyenne 24,6 % de l'excédent familial de production[18]. Au niveau agrégé, l'autoconsommation a donc pour tous les ménages de l'échantillon un poids important dans leur revenu. On note également que sa part dans la valeur du panier d'aliments normal[19] est très significative : entre 21 et 82 %.

Ces différentes études de cas permettent de conclure que l'autoconsommation joue un rôle important au niveau de l'ensemble des ressources, même si elle est très inférieure aux besoins alimentaires des ménages. Elle constitue un élément essentiel dans la consolidation du revenu paysan, ainsi que dans la sécurité alimentaire des familles et des communautés rurales grâce aux échanges. Dans la mesure où l'autoconsommation est estimée selon le prix au consommateur, comme il y a des différences notables entre le prix au producteur et le prix au consommateur, une stratégie intéressante pour favoriser le bien-être des ménages ruraux serait de mettre en œuvre des politiques d'appui et de développement des potentialités de l'autoconsommation.

***

Les études sur le terrain montrent clairement que lorsque le degré d'intégration au marché et le niveau de ventes s'élèvent, le niveau d'autoconsommation ne baisse pas. Dans bien des cas, les producteurs à revenus élevés

TABLEAU N° 8 : FOMEQUE : RÉPARTITION DE L'AUTOCONSOMMATION (VALEUR ANNUELLE)

Surface totale du système selon les rangs	Moyenne annuelle de l'auto-consommation (série 1998-1998) en dollar de juin 2000 (AA)	Dépenses des ménages ruraux en aliments	Valeur de la production agricole (VPA)	Excédent familial de production (EFP)	Revenu familial agricole (RFA)	Revenu du ménage domestique (RMD)
Surface <=1,3 ha	960,35	48%	32,3%	41,8%	43,5%	87,2%
1,3 < surface <=2,9 ha	1 167,02	59%	24,9%	33,2%	35,8%	94,9%
2,9 < surface <=4,6 ha	408,75	21%	5,4%	8,2%	10,1%	85,1%
Surface > 4,6 ha	1 620,67	82 %	22,0 %	27,8 %	28,2 %	98,4 %
Valeurs extrêmes (+ de 95 ha)	496,60	25 %	3,0 %	4,2 %	4,2 %	84,9 %
TOTAL	1 037,25	52 %	18,3 %	24,6 %	25,9 %	91,7 %

Source : Forero et *al*., 2002 ; Torres, 2001
AA: Autoconsommation
VPA: Autoconsommation + ventes + dons et échanges réciproques offerts
EFP: Valeur de la production agricole – coûts monétaires
RFA: Excédent familial de production – rentes payées
RMD: Autoconsommation + dons et échanges réciproques offerts et reçus + autres revenus
Taux moyen du dollar en juin 2000 : 2 119,75 pesos.

ont aussi de hauts niveaux d'autoconsommation, notamment parce qu'ils peuvent investir l'excédent de la vente de produits commerciaux en éléments clés pour la consommation familiale : vache laitière, volaille, installation de pisciculture, aliments pour animaux. Bien entendu, le renforcement de l'autoconsommation n'empêche pas les ménages ruraux de placer leurs excédents sur le marché ; il est totalement complémentaire.

L'existence simultanée d'une sphère économique monétaire et d'une sphère économique domestique est une caractéristique essentielle des systèmes de production paysans dans les économies de marché contemporaines. Elle constitue un avantage pour se maintenir et s'étendre sur le marché lui-même. La plasticité de ces systèmes pour s'adapter à toute sorte de circonstances – souvent de façon plus efficace que l'entreprise agricole capitaliste – pour faire face aux crises, pour conquérir des marchés ou pour créer des associations, est liée précisément à cette double nature monétaire et domestique. C'est un fait évident, mais pourtant complètement ignoré des concepteurs de politiques agricoles et agroalimentaires, élaborées selon le paradigme de l'entrepreneur moderne, et ne laissant quasiment aucune place à l'actuelle paysannerie du tiers-monde. Avec les mêmes fantômes idéologiques du XIX^e siècle, on efface ou « invisibilise » de la scène économique le paysan du XXI^e siècle, en dépit de sa formidable présence.

Notes

1 Selon Meillassoux (1978), la réciprocité est un fait généralisé, et non un phénomène exceptionnel. On la retrouve dans des millions de « cellules productives insérées dans le capitalisme », où précisément les formes de reproduction fondées sur l'organisation familiale et les rapports de voisinage jouent un rôle de premier plan. Dans certains cas, ce sont elles qui, en fin de compte, permettent aux individus de survivre dans des sociétés d'économie capitaliste.

2 On peut définir le système alimentaire comme l'ensemble de relations qui s'établissent entre les divers agents et institutions intervenant dans le processus de production primaire, transformation, commercialisation et consommation des aliments. L'analyse implique la compréhension de ses éléments structurels économiques primaires, secondaires et tertiaires (différents types d'agents socio-économiques, d'entreprises ou de secteurs d'entreprises), des comportements alimentaires des divers groupes de consommateurs, des éléments institutionnels (normes et règles, organisations corporatives, gouvernementales, communautaires, ONG, etc.), des flux de produits, intrants, informations et monnaies, des rapports de pouvoir, des relations de marché locales, régionales, nationales et internationales, des résultats obtenus par rapport à la finalité de subsistance.

3 Pomme de terre, maïs, *panela* (sucre non raffiné), banane plantain, manioc, haricot, igname, sésame, tabac, fibre d'agave, cacao, légumes verts, fruits pour la consommation interne, café (culture traditionnelle et moderne sur moins de 10 hectares), 60 % de la coca et du pavot.

4 Canne à sucre, banane d'exportation, fleurs, palme africaine, riz, coton, sorgho, café (culture moderne sur plus de 10 hectares), 40 % de la coca et du pavot.

5 Si on ne prend pas en compte la coca et le pavot, actuellement cultivés à 60 % par les paysans (SINSI-Nations unies), cette part baisse à 62,9 %.

6 Forero *et al.* (2002) montrent que les paysans de deux régions andines préfèrent vivre et travailler en zone rurale qu'en zone urbaine.

7 En général, ces financiers sont également d'extraction paysanne.

8 Département national de la statistique.

9 Pour les tubercules, la banane plantain, les légumes, les fruits et la *panela*, on considère la part des dépenses en aliments consommés par le ménage. Pour les autres produits, on attribue à chacun un pourcentage en fonction de sa part dans la production paysanne : riz 15 %, produits laitiers 40 %, viandes 20 %.

10 Ces calculs sont effectués à partir des données officielles du Ministère de l'agriculture.

11 Ces recherches concernent des paysans de 14 zones andines colombiennes, sur 5 départements : Cundinamarca, Tolima, Nariño, Santander et Valle del Cauca. Au total, elles analysent 39 types de producteurs.

12 Quand les hommes travaillent comme journaliers, ils consomment de la viande de bœuf (au moins à l'un des repas qu'ils reçoivent à la ferme où ils travaillent) ; traditionnellement, les paysans nourrissent bien leurs ouvriers. Quant aux femmes, qui en général ne travaillent pas à la journée, elles ont peu de possibilités de consommer de la viande.

13 Selon les *Annuaires statistiques du secteur agriculture, élevage et pêche* du Ministère de l'agriculture.

14 Sur les cultures de pomme de terre, pendant les périodes de repos de la terre, le paysan maintient du bétail de façon extensive, avec des paramètres productifs très bas.

15 Située à 56 km de Bogota, au sud-est du département du Cundinamarca, cette commune comprend trois niveaux thermiques : climat modéré (sur 67 km), climat froid (169 km) et *páramo* au-delà de 3 200 m (164 km), permettant la pratique d'une large gamme de cultures : pomme de terre en climat froid ; haricot vert, tomate *chonto*, café, maïs, banane plantain, entre autres, en climat moyen-froid ; canne à sucre, mandarine, orange en climat moyen ; canne à sucre, mandarine, orange en climat moyen-chaud. Les paysans de la région vivent un processus de monétisation croissant de leurs systèmes de production sur la base des nouvelles propositions de la révolution verte.

16 Deux produits traditionnels destinés presque exclusivement à la production de pain.

17 Le revenu familial agricole (RFA) correspond à l'excédent qui reste au producteur après déduction des frais en argent (coûts monétaires) et des rentes à payer.

18 L'excédent familial de production (EFP) représente la rémunération du producteur une fois déduits les coûts monétaires, s'il ne paie pas de rentes.

19 La valeur du panier d'aliments rural est de 1827,03 dollar (de juillet 2001). Cette valeur correspond à la dépense moyenne en aliments des ménages ruraux, d'après les estimations du DANE.

Bibliographie

Amaya Pedraza, Silvia, 1998, *Identificación de elementos de sostenibilidad e insostenibilidad de una cafilcultura diversificada eficiente*. Mémoire de maîtrise en développement durable des systèmes agraires, Bogota, Université Javeriana.

Barón Cruz, María Teresa, 2000, *Mujer y seguridad alimentaria. Estudio de caso vereda San Francisco (Tibacuy, Cundinamarca)*, Mémoire de maîtrise en développement rural dirigé par Pierre Raymond, Bogota, Université Javeriana.

Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE), *Cuentas de los hogares por categorías socioeconómicas de 1984 y 1994 : metodología y resultados,* Bogota.

Deproyectos, 2001*, Estudio del consumo de mango, mora, lulo, uchuva y pitaya en las cinco grandes ciudades*. Bogota, étude réalisée pour Corporación Colombia Internacional.

Forero A., Jaime, Luz Elba Torres, Mario Avellaneda, Rafael Ortiz, Xiomara Puente, Juan Andrés Galarza, Juan Camilo Cárdenas, Elsa Hernández, Jorge Alfonso Muñoz, Hernando Cordero, 2000, *Revisión de incentivos económicos para proyectos de microcuencas*. Bogota, Projet IER-MMA-DNP.

Forero A., Jaime, Luz Elba Torres, Pilar Lozano, Guillermo Rudas, Claudia Durana, Juan Andrés Galarza, Elcy Corrales, 2002, *Sistemas de producción rurales en la Región Andina Colombiana. Análisis de su viabilidad económica, ambiental y cultural.* Bogota, Institut des études rurales, Faculté des études environnementales et rurales de l'Université Javeriana et Colciencias.

Forero, Jaime, 1999, *Economía y sociedad rural en los andes colombianos*. Bogota, Faculté des Études environnementales et rurales, Université Javeriana.

Forero A., Jaime, Guillermo Rudas, Elcy Corrales, Adriana Prieto, Liliana Schmitz, Maria Juliana Báez, 1991, *Tres estudios sobre comercialización de alimentos en Colombia*. Bogota, Université Javeriana et ECOE, février.

Jaramillo Cardona, Carlos Mario, 1999, *Evaluación de la seguridad alimentaria con una visión integral : proyecto piloto : vereda los medios, municipio de Sonsón, departamento de Antioquia.* Mémoire de maîtrise en développement rural dirigé par Pierre Raymond, Bogota, Université Javeriana.

Lizarazo Beltrán, Maria Oliva, 1994, *Cambio en las relaciones intergéneros y las estrategias de supervivencia en las unidades domesticas. El caso de la vereda Cuincha (Muzo)*. Mémoire de maîtrise en développement rural dirigé par Ana Rico de Alonso, Bogota, Université Javeriana.

Meillassoux, Claude, 1978, *Mujeres, graneros y capitales*. *Economía domestica y capitalismo*. México, Siglo XXI ed.

Molina Durán, Enrique José, 1998, *Sistemas productivos integrados al cultivo de la caña de azúcar en el Valle del Cauca*. Mémoire de maîtrise en développement durable des systèmes agraires dirigé par Enrique Murgueitio Restrepo, Bogota, Université Javeriana.

Paz Solano, Jaime, 1999*, Elementos de sostenibilidad o insostenibilidad del sistema productivo finca en las veredas de Portachuelo y Hatotongosoy en Nariño*. Mémoire de maîtrise en développement durable des systèmes agraires dirigé par Jaime Forero A., Bogota, Université Javeriana.

Rudas, Guillermo, 1989, *Estudio general de la agroindustria panelera en Colombia*. Bogota, Université Javeriana et Asocaña.

Serrano Galvis, Pilar, 1995, *Factores que regulan el comportamiento del estado nutricional y la seguridad alimentaria en el área rural del municipio de San Mateo, Boyacá*. Mémoire en Nutrition et diététique dirigé par Luz Nayibe Vargas et codirigé par Felipe Cárdenas Tamara, Bogota, Université Javeriana.

Torres Guevara, Luz Elba, 2001, *El autoconsumo rural de alimentos en la Región Andina Colombiana. Un estudio de caso en Fómeque, Cundinamarca.* Mémoire de maîtrise en développement rural dirigé par Guillermo Rudas Lleras, Bogota, Université Javeriana.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

En Colombie, la part très significative de l'économie paysanne dans la production agricole est en augmentation constante, tout en conservant ses caractéristiques traditionnelles. Les paysans maintiennent diverses stratégies leur assurant un très important niveau d'autoconsommation, tout particulièrement en matière d'aliments protéiniques, même si la majeure partie de leurs revenus provient de la vente de leurs récoltes. Cette double nature monétaire et domestique confère une très grande plasticité aux systèmes de production paysans, ce qui leur permet de s'adapter à toutes sortes de circonstances, particulièrement en temps de crise. Ces systèmes se révèlent très souples et beaucoup plus efficaces que les entreprises capitalistes agricoles, qui sont souvent en difficulté et dont le poids relatif diminue dans la production nationale.

***

En Colombia, la parte – muy significativa – de la economía campesina en la producción agrícola está aumentando constantemente, sin perder sus características tradicionales. Mantienen los campesinos diversas estrategias que les aseguran un alto nivel de autoconsumo, especialmente en proteínas, aunque la mayor parte de sus ingresos procede de la venta de sus cosechas. Esta doble naturalieza monetaria y doméstica confiere una gran flexibilidad a los sistemas campesinos de producción, lo que les permite adaptarse a todo tipo de circunstancias, particularmente en tiempo de crisis. Tales sistemas resultan muchos más ágiles y eficientes que las empresas agrícolas capitalistas, de las que muchas conocen dificultades y cuyo peso relativo va disminuyendo en la producción nacional.

***

In Columbia, the very significant part of the peasant economy involved in agricultural production is in constant increase, all the while conserving its traditional characteristics. The peasants maintain diverse strategies which assure them an important level of auto-consummation, particularly with regards to protein produce, even if the majority of their revenue comes from the sale of their harvests. This double nature, monetary and domestic, confers a great plasticity on the peasant's systems of production, something which permits them to adapt to all sorts of circumstances, particularly in times of crisis. These systems reveal themselves as very flexible and much more efficient than the capitalist agricultural enterprises, which are often in difficulty and whose relative importance within the national production is diminishing.

Mots clés : Colombie, économie paysanne, autoconsommation, adaptabilité, production nationale

Palabras claves : Colombia, economía campesina, autoconsumo, adaptabilidad, producción nacional

Key words : Columbia, peasant economy, auto consummation, adaptability, national production.

LA RÉVOLUTION DU MARAÎCHAGE DANS LES ANDES DU VENEZUELA

JEAN-CHRISTIAN TULET*

AVANT LES ANNÉES 1970, la partie andine du Venezuela, avec les trois États de Trujillo, Mérida et Táchira, constituait l'une des contrées parmi les plus déprimées du pays. Trop éloignée de la capitale, elle était très peu touchée par la manne pétrolière. Celle-ci avait au contraire provoqué la marginalisation de sa seule ressource traditionnelle importante, le café, qui avait fait sa fortune à la fin du XIX[e] siècle. Cette décadence avait converti le massif montagneux en un pôle d'émigration particulièrement intense. Les *Andinos* ont contribué à peupler la plupart des grandes villes du pays.

Tout a changé avec l'arrivée du maraîchage dans les hautes vallées. Ces dernières étaient considérées jusque-là comme les zones les plus ingrates et « répulsives » de la montagne. En quelques années, elles se sont transformées de manière radicale et sont devenues une très grande source d'enrichissement, en provoquant des effets d'entraînement sur une bonne partie de la région. Cette mutation tient à la valorisation actuelle de leurs conditions écologiques spécifiques qui leur a permis de se convertir en zone de production de légumes frais d'origine tempérée, dont elles ont le monopole. L'outil de transformation a été la mise en place de petits réseaux d'irrigations contrôlés par les communautés locales. Le moteur de ces changements provient du développement de la demande urbaine en légumes frais. Il fallait donc en préalable le gonflement d'une demande solvable, d'une classe moyenne susceptible de changer ses modes traditionnels de consommation alimentaires.

Ce surgissement d'un nouveau foyer de production très puissant n'a donc rien à voir avec une demande extérieure. Comme beaucoup d'autres activités agricoles du Venezuela, il participe au développement d'une production nationale pour une consommation nationale. Il s'agit d'une production endogène, comme on en rencontre de plus en plus dans beaucoup d'autres pays.

*GEODE-CNRS, Toulouse (tulet@univ-tlse2.fr)

Il aboutit à la restructuration d'une très grande région, à la mise en place de nouveaux réseaux de commercialisation et l'affirmation de nouveaux pôles de croissance.

LES CONDITIONS DU CHANGEMENT

La Sierra : un château d'eau

Les Andes du Venezuela constituent le dernier prolongement de la grande cordillère de l'Amérique du Sud. Elles se divisent dans ce pays en deux chaînes parallèles, séparées par une profonde dépression centrale, drainée par le Chama dans l'État de Mérida et par le Motatán dans l'État du Trujillo. On y rencontre beaucoup de hautes vallées, mal reliées à l'axe central. Les reliefs demeurent particulièrement vigoureux, les parties basses se situant rarement au-dessous de 1000 mètres, tandis que les lignes de crêtes les plus hautes dépassent assez souvent les 4000 mètres. La route du col permettant de passer de la vallée du Chama à celle du Motatán grimpe à 4100 mètres. Le Pic Bolívar, le sommet le plus élevé, situé au centre de la chaîne, s'élève à 5007 mètres.

Les différences provoquées par les très fortes différences d'altitude se trouvent renforcées par celles qui touchent la répartition spatiale et temporelle des pluies. Les dépressions en position d'abri sont parfois très sèches, avec une végétation arbustive mêlée de cactus (« cardones »). Cette aridité affecte de nombreuses vallées et remonte parfois très haut en altitude. Par contre, il existe des espaces très humides, couverts de *selva nublada*, la forêt nuageuse très bien nommée, ruisselante d'humidité. Avec le *páramo*, une steppe d'altitude froide et relativement humide, en général au-dessus de 3000 mètres et caractérisée par la présence des *frailejones* (*Espeletia*), ces milieux servent de réserve d'eau pendant la saison sèche (de novembre à avril). L'ensemble constitue une mosaïque de paysages fortement contrastés.

Maintien d'une petite et moyenne paysannerie traditionnelle

Avant les bouleversements actuels, les zones sèches sont avant tout utilisées sous forme de parcours pour les animaux et aussi par une très modeste agriculture itinérante. Les versants de moyenne altitude plus humides ont connu, dans la seconde moitié du siècle dernier, un aménagement et un peuplement important grâce à la culture du café. La plupart des petits bourgs de la région se sont développés pendant cette période, au cœur de la zone caféière. Quant aux hautes vallées, elles sont encore le siège de cultures traditionnelles (maïs, pomme de terre, blé) dans les secteurs les plus secs et dans le cadre de rotations relativement longues. Le bétail utilise les parcelles en jachère, les immenses espaces du *páramo*, ainsi que les pâturages des fonds de vallées lorsqu'ils sont trop humides pour être cultivés. Ces ressources ne permettent pas aux habitants de vivre correctement. La pauvreté, voire la misère, est à peu près générale. De nombreux habitants se souviennent de l'époque où ils se couchaient fréquemment sans avoir mangé. Pourtant, les communautés paysannes, de culture hispanique, se maintiennent malgré un exode rural intense, en particulier grâce à un accroissement naturel toujours élevé qui non seulement les préserve d'une éventuelle dissolution, mais aboutit le plus souvent à une croissance de la population rurale.

Beaucoup de ces vallées très peu accessibles, ont longtemps été les terres privilégiées de chefs locaux, de caciques. La vallée de Tuñame, dans le Trujillo (municipe de Jajó), a même constitué le refuge le plus sûr, à défaut d'être le plus confortable, pour le « général » Araujo, l'un des plus célèbres du Venezuela, dont beaucoup d'habitants portent aujourd'hui encore le nom, par filiation directe… ou indirecte. Les formes traditionnelles de relations sociales n'ont pas véritablement disparu. Si l'on adresse aujourd'hui plus d'attention à la réussite matérielle, maintenir une certaine respectabilité demeure toujours important. Le paysan andin est réputé pour être très travailleur, respectueux de l'ordre établi, qu'il soit politique ou religieux, ce qui n'exclut pas une certaine violence. La vie reste assez précaire dans ces hautes vallées où la courtoisie habituelle peut brusquement laisser place à une brutalité extrême, surtout lorsqu'elle est liée à l'alcool. Les rixes de soir de fête, les assassinats, souvent impunis, demeurent fréquents.

Développement d'une demande spécifique

Les particularités de ces milieux montagnards tropicaux ont déjà entraîné dans le passé des mises en valeur originales provoquées par une demande extérieure. Dès les débuts de l'époque coloniale, les hauts versants secs, au-dessus de 2500 mètres, ont été les premiers espaces montagnards à intéresser les colonisateurs espagnols, parce qu'ils étaient les seuls susceptibles de permettre la culture du blé. Il en a résulté la création d'un paysage et d'une société spécifique dont les héritages sont encore perceptibles de nos jours (de Robert, 2001). Au XIX^{e} siècle, c'est l'étage écologique situé entre 800 et 1500 mètres qui assure la prospérité régionale, grâce à la culture du café « arabica », également impossible ailleurs, les Andes devenant grâce à elle la région la plus prospère du pays (Tulet, 2001).

Le développement actuel provient d'une nouvelle demande, liée au développement de la consommation urbaine en légumes frais d'origine tempérée, seulement cultivables au-dessus de 1500 mètres. À partir des années 1950, la classe moyenne urbaine devient de plus en plus importante au Venezuela, d'autant plus susceptible de modifier les modes traditionnels de consommation alimentaire locaux qu'elle est partiellement issue d'une immigration européenne récente (italienne et portugaise en particulier). Avant son arrivée, beaucoup de Vénézuéliens, ruraux comme citadins, affirmaient « qu'ils n'étaient pas des ânes pour manger de l'herbe », c'est-à-dire des légumes. Les immigrants souhaitent une diète alimentaire plus équilibrée. De nouvelles habitudes se diffusent peu à peu dans le reste de la population.

LE « PROGRAMA VALLES ALTOS » DANS LE TRUJILLO

Si l'ensemble du massif se trouve touché par les transformations liées au développement du maraîchage, celles-ci ont pris dans le cas du Trujillo, un aspect tout à fait particulier, avec une opération de développement originale à bien des égards (Tulet, 1993).

Les déboires d'une politique de protection de l'environnement

Dès le début de la démocratie au Venezuela, après 1958, l'on porte un grand intérêt aux problèmes de lutte contre l'érosion, avec une priorité pour les versants montagnards, considérés comme les milieux les plus fragiles. Le nouveau Ministère de l'agriculture et de l'élevage crée un Service de conservation des sols qui reçoit le soutien des plus hautes sphères de l'État. Un grand volontarisme préside aux premières mesures. Il s'agit de mettre en œuvre une série de pratiques anti-érosives destinées à protéger les versants et à reboiser en luttant contre le surpâturage (celui des chèvres en particulier). Au besoin, on utilise la répression par l'intermédiaire de la Garde nationale.

De telles dispositions ne pouvaient que rencontrer l'hostilité des populations paysannes andines, implicitement accusées d'être les principales responsables de la dégradation de leur milieu, mais absolument pas décidées à modifier leurs pratiques ancestrales sans raisons valables à leurs yeux et en l'absence de toute solution alternative. Les résultats calamiteux de certaines initiatives gouvernementales, provoquant des phénomènes érosifs de grande ampleur, ne pouvaient que les conforter dans leur opposition. Ce n'est qu'en analysant progressivement et de manière empirique les causes des premiers échecs que certains responsables de l'administration se sont localement acheminés vers des solutions plus acceptables par les populations directement concernées. À la mise en place d'antennes locales dotées d'une certaine autonomie d'action, s'est ajoutée un instrument spécifique de financement, le *Subsidio Conservacionista*. Dans un premier temps, l'action de celui-ci reste fidèle aux origines. Il s'agit avant tout d'une « incitation économique » accordée par l'État vénézuélien à des « communautés organisées en comités pour favoriser la conservation, le développement et la mise à profit des ressources naturelles renouvelables tout en améliorant la situation économique de ces mêmes communautés » (Aguilar, 1978).

Progressivement, les responsables locaux abandonnent l'option forestière trop opposée aux intérêts immédiats des agriculteurs. Ils se tournent vers des pratiques « agronomiques », d'ailleurs plus proches de leur formation professionnelle. Ils élaborent une pédagogie de la protection de l'environnement destinée à faire adopter volontairement les mesures proposées. On met ainsi l'accent sur la construction de murs de contention, édifiés par l'épierrage des champs. Ces travaux sont réalisés par les paysans eux-mêmes, moyennant rétribution. Ces derniers y voient seulement dans un premier temps une source nouvelle de revenus et guère plus. Toutefois leur défiance, voire leur hostilité initiale, laisse place progressivement à une certaine volonté de collaboration, situation plus favorable pour leur faire accepter l'éventuel bien-fondé de certaines mesures.

Le choix de l'irrigation

Le saut qualitatif va cependant s'effectuer avec la création des premiers systèmes d'irrigation. L'idée initiale est de provoquer la concentration du travail dans les zones les plus planes, les moins vulnérables. Il existe déjà, ici ou là, quelques précédents servant d'exemple, qui prouvent la viabilité de ces systèmes et des pratiques qui lui sont associées. Par ailleurs, la demande urbaine potentielle pour les produits susceptibles d'être cultivés sous irrigation est déjà très importante. Le producteur est donc assuré de vendre. De plus, il

n'a pas besoin d'investir à long terme, la plupart de ces cultures pouvant être récoltées au bout de quelques mois seulement. Les frais d'installation du système, terrassement, aménagements divers, sont pris en charge par le *Subsidio* et ne pèsent donc pas directement sur les finances des producteurs, alors bien incapables de les assumer.

La technique adoptée est celle de l'aspersion. Elle offre l'avantage de s'adapter à toutes les formes de terrain, moyennant un nivellement sommaire. Elle valorise également les actions de protection déjà proposées: l'épierrage, l'aménagement de surfaces régulières séparées par des murettes, la création de drain, etc. La demande en travail de ces nouvelles spéculations est telle que la main-d'œuvre familiale doit y consacrer l'ensemble de ses capacités de travail. Moyennant quoi, il se produit un bouleversement complet du système d'utilisation du sol: l'agriculture tend à se concentrer sur les bas-fonds, sur les terrasses alluviales (qui se révèlent d'une très grande fertilité), tandis que les versants autrefois cultivés sont peu à peu abandonnés à l'élevage ou à la friche.

Tout cela ne s'est pas effectué spontanément. Les hésitations, les échecs n'ont pas été rares. Certains responsables évoquent encore le mauvais souvenir de leur première tentative d'installation d'un réseau d'irrigation à Tuñame: c'était il y a près de trente ans et cette tentative avait tourné au fiasco devant toute la communauté villageoise rassemblée, les tuyaux cédant sous la pression de l'eau. Il avait alors fallu tout reprendre, recommencer les réunions de producteurs, convaincre à nouveau de participer, ce qui n'était pas facile après un tel avatar… Les tentatives suivantes, effectuées en particulier avec l'aide de Canariens[1] ayant pris des terres en fermage, sont couronnées de beaucoup plus de réussite. La vente des premières récoltes, écoulées sans difficultés à des prix très élevés, entraîne l'adhésion immédiate des producteurs. À partir de ce moment, tout le monde souhaite participer à ce véritable pactole et veut se lancer dans le maraîchage sous irrigation.

Le *Subsidio* se révèle alors progressivement inadéquat, les crédits ayant été prévus pour des actions « au coup par coup », destinées à des opérations de protection de versants et non à des opérations « intégrales » de plus grande ampleur. La création du Programme de développement agricole des hautes vallées de l'État de Trujillo, Venezuela, plus connu sous l'appellation simplifiée *Programa Valles Altos*, est alors décidée en 1974. Dotées de beaucoup plus de moyens, les opérations d'aménagement vont prendre en compte chaque vallée dans son ensemble en mettant systématiquement en place des réseaux d'irrigation par aspersion. Les problèmes de protection de l'environnement deviennent alors des sous-produits d'une opération délibérément tournée vers le développement.

Le « Programa Valles Altos » : une méthodologie du développement

Le passage du *Subsidio* au *Programa* constitue une officialisation, ce dernier devenant l'instrument unique de toutes les opérations d'irrigation de montagne dans le Trujillo. C'est aussi le moment où les expériences accumulées se matérialisent sous forme d'un manuel didactique (Corpoandes, 1978) qui met l'accent sur divers aspects pragmatiques. L'organisation des producteurs en *Comités de Riego* reprend les formes traditionnelles de travail collectif en usa-

ge dans les Andes (convite, cayapa, mano vuelta, etc.). Au bout du compte, la communauté dispose auprès de l'Administration d'un « capital », constitué par les heures de travail effectuées, avec lequel celle-ci « paye » les équipements ainsi que l'installation du réseau d'irrigation. Les travaux d'aménagements sont décidés en commun, à partir des recommandations des techniciens du *Programa* sans appel à des entreprises (sauf cas extrême) et sans rétribution individuelle. Cela donne parfois des résultats pittoresques. Il n'est pas rare de voir des tuyaux traverser les routes, juchés sur des fourches d'arbres, ou même s'appuyant sur des carcasses de voitures. Il faut assez souvent ressouder, remplacer des tuyaux défectueux, construire des bassins initialement non prévus pour rompre la pression. Mais globalement tout cela fonctionne, et même très bien, depuis des dizaines d'années à présent.

Ce *Programa* a connu un remarquable succès. Il est devenu un véritable exemple, une référence pour l'ensemble des Andes. Une dynamique a été lancée, largement reprise par d'autres. Les résultats ont été jugés tellement positifs par les paysans eux-mêmes que les diverses instances administratives ne sont actuellement plus capables de faire face à des demandes de nouvelles implantations, d'autant que la conjoncture économique n'est plus aussi favorable et que les nouvelles réalisations demanderaient souvent des efforts d'investissements beaucoup plus considérables que les « bricolages » des débuts.

LA PRÉÉMINENCE PRISE PAR LES CULTURES IRRIGUÉES

Si le démarrage de ces nouvelles spéculations, totalement hors des habitudes culturales et culturelles des paysans de la région, a été particulièrement difficile, les bénéfices tirés dès les premières récoltes par ceux qui avaient osé s'y risquer, sont apparus véritablement miraculeux.

L'enrichissement par l'agriculture irriguée

L'ensemble comprend environ 300 petits périmètres irrigués couvrant entre 25000 et 30000 hectares, ce qui est considérable pour un milieu montagnard. Pour apprécier la surface réellement utilisée, il faut au moins doubler ces chiffres, voire les tripler, afin de tenir compte du nombre des récoltes possibles au cours d'une année. Les légumes se rencontrent plutôt dans les altitudes moyennes tandis que la pomme de terre domine dans les espaces plus élevés, où les premiers subissent diverses limitations. La plupart des rendements sont élevés. Selon les données proposées par les services du *Ministerio de Agricultura y Cria* ou de la *Corporación de los Andes* (Corpoandes), ils tournent autour de 12 t./ ha pour une moyenne de dix produits, avec des variations très importantes. Cela va de 5 t./ ha pour le haricot vert (d'ailleurs assez peu cultivé) jusqu'à 25 t./ ha pour le chou. La pomme de terre, extrêmement importante pour toute la région, possède un rendement moyen de 20 t./ ha, mais avec de grandes différences selon les lieux.

Il est assez difficile d'évaluer les profits obtenus par les producteurs. Ils varient considérablement selon la conjoncture et selon les produits. Le bénéfice net pour un hectare récolté peut varier d'un pour le chou à cinq pour la

carotte, l'ail ou la pomme de terre. À titre indicatif, à partir d'estimations déjà anciennes, le revenu annuel moyen pour un hectare représenterait une somme supérieure au salaire d'un professeur de Lycée (Tulet, 1987)[2]. Même en tenant compte des variations de prix et des pertes de récoltes, le producteur passe ainsi d'une situation de pauvreté extrême à celle d'une relative prospérité. Lorsqu'on dispose de plusieurs hectares, c'est l'aisance assurée, au-delà on peut atteindre la vraie richesse !

Une mentalité spéculative s'est même rapidement développée. La récolte permettant d'acheter d'un seul coup le 4x4 tant convoité a fait – et fait toujours – rêver. Elle permet d'oublier les récoltes invendues, phénomène pourtant devenu bien plus fréquent que le premier. Mais globalement les effets cumulés de l'enrichissement apparaissent tout à fait évidents. La crise qui affecte l'ensemble du Venezuela ne semble pas remettre en cause les acquits de la révolution horticole dans son ensemble. La pomme de terre fait partie de l'alimentation habituelle des Vénézuéliens. Quant aux produits maraîchers, malgré leur prix plus élevé, ils continuent de trouver des débouchés. Cela tient probablement au fait qu'ils restent toujours consommés en moindre quantité qu'ailleurs et avant tout par une minorité aisée de la population urbaine : en 1992 leur consommation était estimée à 20 kg par habitant et par an, alors qu'elle était de 150 kg pour les pays européens. Quant aux marges bénéficiaires, elles demeureraient toujours appréciables selon les producteurs eux-mêmes. Il est vrai que le travail investi n'est pas toujours estimé à sa juste valeur, comme c'est le cas parmi beaucoup de paysanneries de par le monde (Jímenez, Tulet, 1999).

L'extension des surfaces irriguées : la rançon du succès

Il n'est donc guère étonnant que chaque paysan ait rapidement voulu accroître à tout prix sa propre surface irriguée, aux dépens de toute autre ressource. Les cultures destinées à l'alimentation familiale se trouvent à présent largement sacrifiées (Huitric, Thomas, 1993). Le café lui-même, lorsqu'il est en concurrence avec les cultures maraîchères (entre 1200 et 1500 mètres) est également écarté, alors que les replantations en nouvelles variétés pourraient assurer des bénéfices très acceptables dans le contexte vénézuélien, tout en préservant bien mieux les équilibres écologiques et surtout en ne demandant qu'une dépense bien plus faible en eau.

Car désormais se pose, entre autres, le problème de l'approvisionnement en eau. Chaque exploitant cherche à étendre sa propre surface au-delà des limites prévues et installe de nouveaux robinets sur les conduites d'eau pour mettre de nouvelles parcelles sous irrigation. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement des paysans déjà en place, mais aussi de leurs descendants lorsque ceux-ci souhaitent s'installer à leur tour et à qui il est difficile, lorsque l'on est voisins, *compadres* ou amis, de refuser l'accès aux bénéfices de l'irrigation. Même en l'absence de telles relations, il serait d'ailleurs assez délicat de s'y opposer, compte tenu de la rudesse des réactions éventuelles.

Toutes les possibilités d'alimentation en eau sont aujourd'hui mises à profit. De grands efforts ont été déployés, mais ils ne suffisent jamais. Ainsi le réseau de Jajó, dans le Trujillo, a été initialement prévu pour 100 ha. Il est passé ensuite à 350 ha. De nouvelles conduites forcées, sur une vingtaine de kilomètres, ont permis d'augmenter le débit disponible à 250 l./sec. et

d'accroître encore la surface irriguée. Celle-ci couvrirait actuellement plus de 500 ha (plus personne ne sait au juste, ou ne veut savoir!). La situation peut apparaître moins spectaculaire en d'autres lieux, mais reste semblable dans ses aspects fondamentaux. Le manque d'eau est devenu un lieu commun des préoccupations locales. Les parcelles situées en bout de ligne des réseaux connaissent à présent de graves problèmes tant dans leur approvisionnement en eau qu'en pression suffisante pour l'aspersion. Lorsque survient une saison sèche plus marquée que d'habitude, c'est alors une grande partie du système qui se trouve menacé.

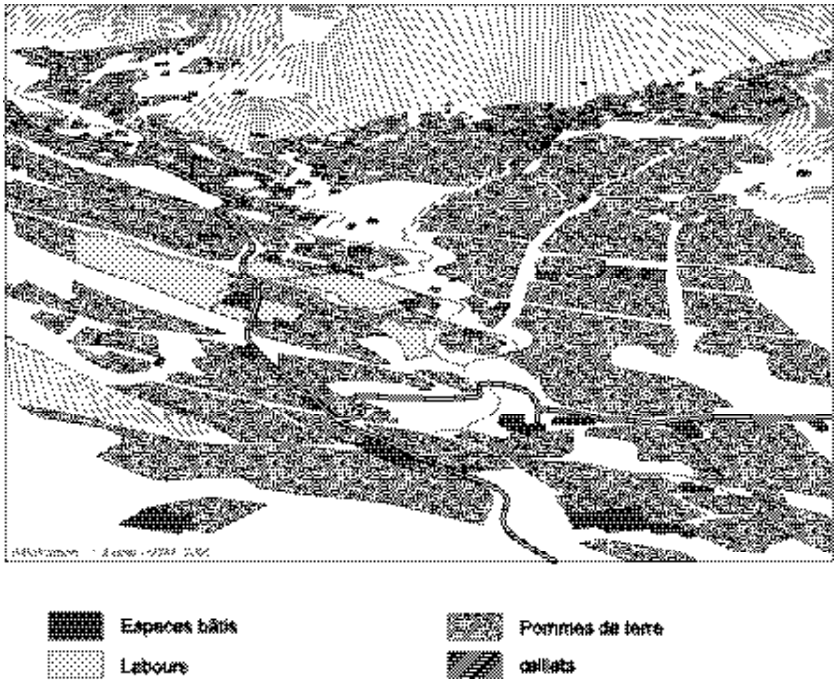
Il s'agit là d'un problème de plus en plus difficile à résoudre. Il faudrait aller très loin pour capter de nouveaux débits, ce qui impliquerait des investissements particulièrement coûteux que les pouvoirs publics ne semblent pas prêts à consentir. D'ailleurs, les communautés locales connaissent à présent la valeur de leurs ressources en eau et ne sont pas toujours disposées à les céder à d'autres, même si elles en sont abondamment pourvues.

Les conversions de l'intensif

Les problèmes d'approvisionnement en eau ne sont d'ailleurs plus les seuls auxquels les producteurs se trouvent confrontés. Il y a déjà bien longtemps que la fertilité originelle des terrasses alluviales et des fonds de vallée, où sont situés la plupart des périmètres irrigués, s'est épuisée. Pour maintenir le même rythme de production, il a été nécessaire de recourir à des applications de plus en plus massives de fertilisants et d'intrants divers, ce qui a rapidement augmenté la vulnérabilité des cultures. Le tonnage des engrais utilisés pour certaines d'entre elles dépasserait celui de la récolte. Les terres, fragilisées par des années de production intensive, deviennent plus sensibles aux parasites, d'autant qu'il n'existe aucune assistance technique qui soit en mesure d'apporter des solutions. Dans certains cas, la solution a été trouvée par une fuite en avant dans l'intensification. Dans le cas de Tuñame, la pomme de terre traditionnelle, la *papa negra* (*Solanum andigenum*) constituait une des ressources de la vallée, l'altitude limitant quelque peu les possibilités de choix. Mais il fallait attendre huit à neuf mois pour la récolter. Avec l'irrigation, elle a été remplacée par une nouvelle variété importée, la *papa blanca* (*Solanum tuberosum*), beaucoup plus productive, ne demandant que quatre mois de maturation dans les conditions locales, moyennant des applications d'intrants très importantes. Elle a été cultivée durant des années avec deux récoltes par an, le cycle étant seulement interrompu de temps en temps par une culture de carottes qui avait l'avantage de ne pas nécessiter d'engrais supplémentaires, en utilisant ce qui restait dans le sol du précédent cycle de culture. En 1978, toute la vallée était encore presque exclusivement couverte de *papa blanca*, à l'exception des champs de carottes et d'une parcelle d'œillets (Figure n° 1).

Quelques années plus tard, on pouvait dénombrer une cinquantaine de parcelles d'œillets dans la vallée. L'origine d'un tel changement ne vient pas d'un problème de baisse des prix ou de difficultés de commercialisation. En revanche toutes les personnes interrogées à Tuñame donnent la même réponse : il a fallu trouver une alternative aux mauvaises récoltes dues à l'apparition de parasites inconnus jusqu'alors. Ceux qui disposaient de plus de terres ont voulu se tourner vers l'élevage laitier intensif. Cela a fonctionné quelques années, mais

FIGURE N° 1 : VALLÉE DE TUÑAME, UTILISATION DU SOL EN 1979 (CF. PHOTOGRAPHIE P. 12)



la tentative a tourné court en raison de la hausse de certains intrants. Par contre la parcelle d'œillets prouvait que cette culture était possible dans la haute vallée. Beaucoup d'exploitants se sont donc tournés vers cette nouvelle spéculation qui permettait une optimisation supérieure des conditions de production. À côté de la *papa blanca* qu'il persiste à produire sur les parcelles non « contaminées », le producteur a donc consacré un quart ou un demi-hectare de ses terres (parfois plus, les capacités de travail disponibles représentant le critère déterminant) à la culture de l'œillet (Figure n° 2). Celui-ci permet, encore plus que la pomme de terre, d'utiliser l'abondante main-d'œuvre familiale, femmes comprises, alors qu'elles sont pratiquement exclues des autres travaux des champs. L'œillet dispose par ailleurs d'un bon débouché et permet à une famille de vivre sur un espace minime.

Le répit n'a duré que quelques années. Divers autres parasites ont à leur tour attaqué l'œillet. Les producteurs se sont alors tournés vers la culture de l'ail, également d'un très bon rapport. À présent, le paysage de la vallée présente une diversification beaucoup plus grande (Figure n° 3) que lors des débuts de l'irrigation. Si la pomme de terre domine toujours, elle a perdu son hégémonie. Elle a toutefois reconquis un certain nombre de versants, en particulier dans la partie la plus haute de Tuñame, au-dessus de 3000 m, où elle revêt même toutes les apparences d'un petit front de colonisation. Il s'agit là d'une reprise

FIGURE N° 2 : VALLÉE DE TUÑAME, UTILISATION DU SOL EN 1986

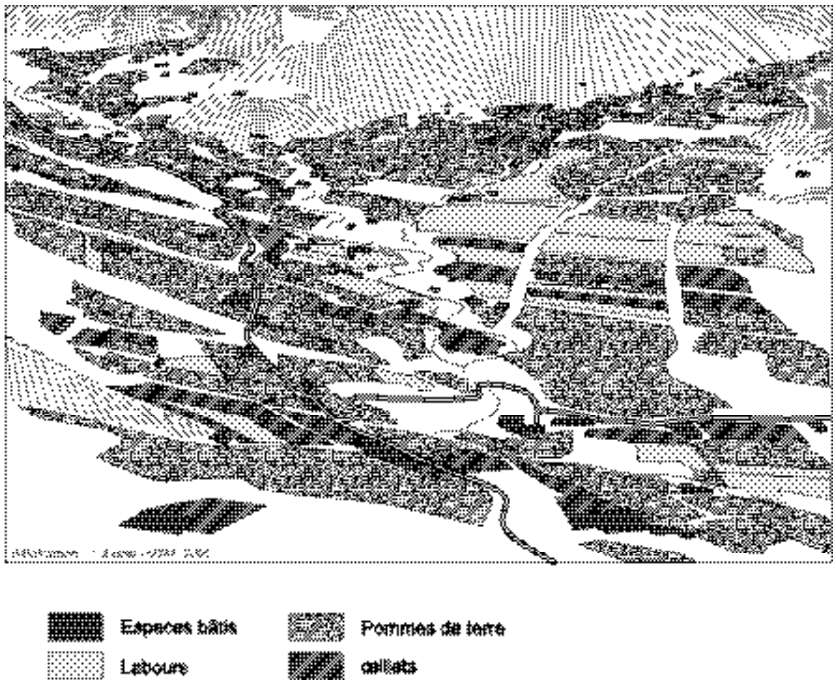
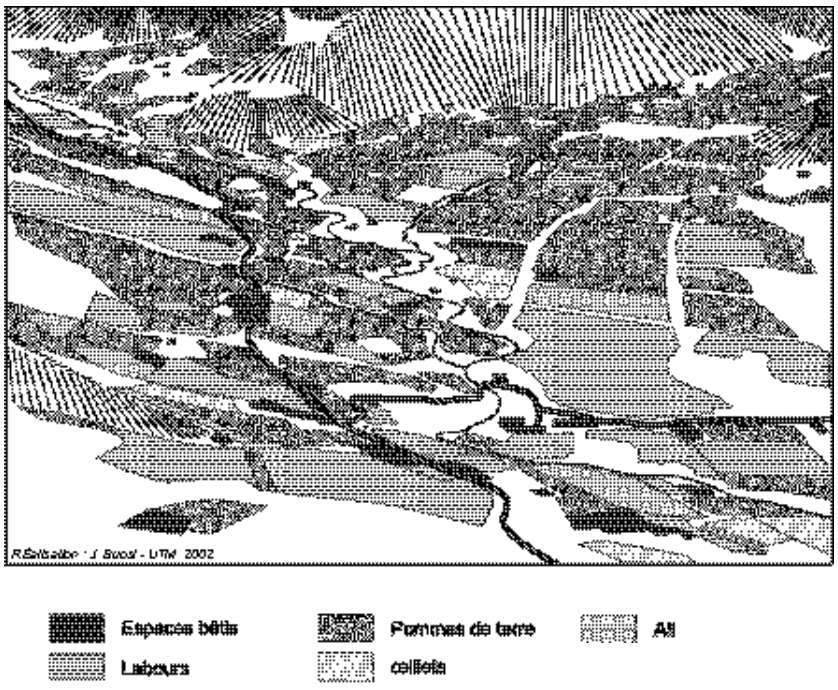


FIGURE N° 3 : VALLÉE DE TUÑAME, UTILISATION DU SOL EN 1998



de la *papa negra*, seule capable de s'adapter à des milieux aussi difficiles que les terres de *páramo*, avec l'apparition des risques de gelées susceptibles d'anéantir tout le travail investi. Les cultivateurs de ces terres sont d'ailleurs le plus souvent des exploitants sans terre, métayers de quelques docteurs ou avocats titulaires de vagues titres de propriété, ou même des petits producteurs qui s'installent à leur propre compte sans demander l'autorisation à quiconque.

Aux attaques des parasites s'ajoutent les problèmes liés à la contamination du sol et des eaux, avec leurs conséquences sur la qualité des produits récoltés et la santé des habitants. Ces questions commencent à émerger dans les préoccupations et les discussions locales, pour l'instant en pure perte. Elles ne peuvent être résolues, en l'absence d'un quelconque encadrement technique. L'amélioration de la productivité du travail ou des investissements risque également de se faire attendre. À Tuñame comme ailleurs, il n'existe pratiquement aucune mécanisation, en dehors de quelques tracteurs. Il est vrai que les pentes, même sur les terrasses alluviales, constituent un obstacle sérieux à leur usage. En fait, ils ne sont guère plus utilisés sur les terrains qui leur sont accessibles. L'essentiel des labours se fait toujours avec l'antique araire romaine tirée par une paire de bœufs, ces derniers étant renvoyés dans le *páramo* après leur travail. Tous les autres travaux s'effectuent à la main. Il n'existe pas davantage de motoculteur. Dans ce cas, cette situation est un choix qui ne relève pas du manque de moyen. Beaucoup de producteurs ont préféré acheter un 4x4 Toyota, qui permet de rompre leur isolement. La marque jouit d'un quasi-monopole, à tel point qu'on peut considérer qu'une part essentielle de la richesse agricole produite par la région, grande comme les Pyrénées et bien plus peuplée, a été captée par la firme japonaise.

DE TRÈS IMPORTANTES TRANSFORMATIONS RÉGIONALES

Le maraîchage s'est diffusé dans un très grand nombre de hautes vallées des Andes, provoquant des bouleversements socio-économiques d'une ampleur jamais vue depuis la diffusion de la culture du café dans les moyennes altitudes, à la fin du siècle dernier.

Renforcement des services et de la petite exploitation

La période de prospérité créée par le maraîchage dure depuis près d'une génération. Les changements qui en résultent sont perceptibles pour tous. En 1978, s'il fallait prévoir le nécessaire pour s'alimenter avant de grimper par une route difficile jusqu'à Tuñame et redescendre dans la soirée à Jajó en raison de l'absence d'hébergement, il n'en est plus de même à présent. Le 4x4 n'est d'ailleurs plus obligatoire sur une route asphaltée depuis déjà assez longtemps, même s'il faut toujours conduire de manière précautionneuse afin d'éviter les éboulis présents en permanence sur la route. On remarque surtout un changement complet de l'équipement de la vallée, autrefois réduit à la présence de quelques buvettes et d'une boucherie de plein air. En 2000, on dénombre tout au long de l'axe central de circulation, cinq restaurants, auberges ou hôtels, une demi-douzaine de services publics et privés (il y a même un dentiste !), une quinzaine de commerces, dont cinq avec une spécialisation agricole explicitement affichée. On constate néanmoins que les

buvettes restent toujours aussi fréquentées pour les beuveries de fin de semaine. Mais à présent on s'y rend en voiture. Le reste du temps, on travaille toujours avec acharnement. Les *andinos* sont reconnus dans tout le pays pour leurs capacités dans ce domaine.

Pour toute personne pouvant espérer accéder à la propriété d'un lopin de terre, il n'est donc plus question d'émigrer, surtout dans la conjoncture actuelle. Les exploitations se multiplient avec le fractionnement plus grand et l'installation à leur compte d'une grande partie des descendants de chaque famille. On a ainsi une des explications de la très grande croissance du nombre des exploitations agricoles andines, qui rassemblent aujourd'hui 20 % du total national[3]. Le Trujillo, l'un des plus petits États du pays, avec 7 400 km², est désormais celui qui rassemble la communauté de propriétaires la plus nombreuse. Le recensement agricole de 1998 en dénombre 38 235, dont 40 % ont moins de 2 ha. Les données à plus grande échelle semblent parfois plus discutables. Afin de tenter d'évaluer la puissance d'une telle évolution, un sondage a été effectué il y a quelques années (Tulet, 1987) avec 66 enquêtes dans les espaces irrigués de la région de Bailadores (État de Mérida), dont 50 exploitables. Sur ces dernières, 15 propriétaires n'ont pas de succession assurée, en raison de l'absence de descendance directe, la plupart étant célibataires. Par contre, chez les 35 autres, 105 enfants au total travaillent soit directement avec leur père, soit sur des parcelles qu'il leur a déjà concédées. Il faut souligner qu'un tel mouvement ne peut être perçu autrement que par une enquête directe, la division de fait de l'exploitation familiale ayant peu de chances d'être prise en compte par les recensements. Certaines autres estimations indiqueraient un doublement, voire un triplement du nombre des exploitations à Tuñame au cours des dernières décennies, celles de moins de 5 ha passant de 57 % à 62 % du total et celles de 10 à 50 ha diminuant de 22 % à 18 %.

De zone traditionnelle d'émigration, l'ensemble de la région s'est converti en un puissant foyer d'emploi. Le maraîchage suppose une énorme consommation de travail humain. La main-d'œuvre locale ne suffit plus désormais à couvrir tous les besoins. Elle est plus difficile à rencontrer, plus exigeante et elle coûte plus cher. Cela, en soi, exprime également une redistribution du bénéfice des systèmes d'irrigation, au-delà de la catégorie des propriétaires fonciers, par l'intermédiaire de salaires plus nombreux et plus élevés. Il existe peu de données sur l'importance des paysans sans terre. Il semble qu'ils soient relativement minoritaires. Il existe surtout un grand nombre de familles qui, tout en disposant d'une parcelle plus ou moins grande de terre, doivent recourir au travail salarié pour subsister. Le développement du maraîchage a permis à tous ces demandeurs potentiels d'emploi d'obtenir des conditions de travail et de rémunération incomparablement supérieures à celles qui prévalaient avant celui-ci, en dépit de la concurrence exercée par de nouveaux venus. Dans beaucoup de cas, les difficultés pour rencontrer une main-d'œuvre stable et fiable ont provoqué le développement d'une participation aux bénéfices par l'intermédiaire du métayage (*medianería*). Un certain nombre de ces nouveaux métayers sont les enfants des propriétaires, ces derniers effectuant ainsi une première distribution de leurs terres, tout en se garantissant une source appréciable de revenus.

Croissance des emplois et de la population

Le nombre total des travailleurs (propriétaires et ouvriers agricoles) impliqués directement dans cette nouvelle activité peut être estimé à un minimum de 30000 personnes. Il faut ajouter tous les emplois induits en aval dans le transport, le groupage et la commercialisation. Au total, cela fait au moins 100000 emplois créés, ce qui est tout à fait considérable. Une partie d'entre eux échappe à la région. L'essentiel de la production s'en va directement depuis le lieu de la récolte jusqu'aux centres de gros de grandes villes situées très loin, à plusieurs centaines de kilomètres (Barquisimeto, Maracaibo, Valencia, Caracas), sans aucune transformation, avec un conditionnement des plus élémentaires. L'État a voulu créer des marchés locaux (*centros de acopios*) pour tenter de diminuer le poids des grossistes et des ententes qu'ils nouent aux dépens des producteurs. Très rapidement cette tentative a tourné au fiasco, du fait de malversations dans la gestion de ces marchés. Il existe toujours diverses coopératives locales, mais elles ne traitent qu'une part minime de la production. Par contre, une bonne partie des *camioneros*, des intermédiaires qui achètent la récolte et qui la transportent jusqu'aux centres de gros des grandes villes (où ils ont leurs entrées et leurs relations personnelles…) vivent dans la région. Ils contribuent fortement à la revitalisation de bourgs ou de petites villes, comme Timotes ou Bailadores, dans l'État de Mérida, où l'on rencontre infiniment plus de véhicules de charge que de voitures de tourisme. Il existe donc des effets d'entraînement très importants sur l'ensemble de la région.

Ces derniers se manifestent également par une très forte croissance démographique. Le visiteur discerne sans peine le très grand nombre de maisons neuves. Ces vallées maraîchères deviennent de vraies fourmilières humaines. Les recensements enregistrent cette augmentation de population, mais elle est diluée dans l'ensemble du *municipio*, donc moins perceptible. La population de Bailadores, dans l'État de Mérida, stagnait encore dans les années 1960 autour de 7300 habitants (7248 habitants en 1950 pour le municipe et 7268 en 1961). La croissance se manifeste dès 1971, avec 8637 habitants, soit + 18,8 %. En 1981, le territoire originel, divisé en deux municipes, comprend 10317 habitants. Le recensement de 1990 donne au total 13206 habitants. Le bourg de Bailadores, stricto sensu, compte alors 2936 habitants, soit une augmentation de 40 % en vingt ans. Si l'on ne tient compte que de la surface aujourd'hui réellement utilisée, la densité de population atteint des sommets de type asiatique, avec plus de 700 habitants par km^2 (Douzant-Rosenfeld, Tulet, 1999).

CONCLUSION

Le succès des petits systèmes d'irrigation dans les hautes vallées andines du Venezuela ne semble pas discutable. On peut affirmer dans ce cas précis que l'on a bien « semé le pétrole ». Après avoir provoqué la stagnation d'une bonne partie des activités productives (main-d'œuvre relativement trop chère, monnaie trop forte, aspiration trop puissante vers les emplois de service), le pétrole (crédits disponibles durant un temps et consommation urbaine élevée)

a, dans ce cas, favorisé l'émergence et la structuration d'un nouvel espace productif particulièrement dynamique. Il faut toutefois ajouter que les capitaux investis par l'État ne sont en rien comparables à ceux des grandes opérations de développement de la défunte période « saoudite », lorsque ce pays ne savait que faire de ses fonds. De même, on peut s'interroger sur la réelle volonté des gouvernements successifs en la matière. Dans le Trujillo, il a fallu l'obstination, la volonté d'un groupe relativement réduit de personnes pour aboutir à de tels résultats. Il ne semble d'ailleurs pas inutile de souligner que, même si ce groupe a bénéficié de circonstances exceptionnelles, il a pu durablement mener à bien sa mission sans affronter de difficultés majeures dues aux responsables locaux de l'État. Comme si les entraves administratives et la corruption cessaient de faire obstacle à un programme lorsque son bien-fondé et son profit social ne faisaient pas de doute. Cet état de grâce a depuis disparu.

L'introduction de l'agriculture irriguée a donc entraîné un bouleversement considérable des systèmes de production, avec un retrait de l'autosubsistance et une très forte orientation vers les cultures commercialisées. Bien souvent, une telle évolution après quelques avantages passagers, provoque à terme une fragilisation de la position des agriculteurs et peut même aboutir à l'expulsion des catégories les plus vulnérables. Les problèmes rencontrés pour l'instant tiennent principalement à l'épuisement des sols, sollicités, années après années, pour plusieurs récoltes par an, sans repos ni véritable rotation. La baisse de la fertilité a pu être compensée par l'apport de plus en plus important d'engrais, avec pour contrepartie une hausse des coûts de production et une vulnérabilité encore plus grande du milieu. L'apparition de parasites s'est traduite par la destruction des récoltes, l'obligation d'observer un certain délai avant de reprendre les mêmes cultures, ou l'obligation d'effectuer une reconversion culturale. Le dynamisme acquis a pour l'instant permis de surmonter les difficultés rencontrées, grâce aux surplus accumulés, sans que cela préjuge du futur. Toutefois, cela fait une génération à présent que la mutation s'est accomplie et les cultivateurs qui disposent de surfaces irriguées jouissent toujours d'une relative aisance que beaucoup d'autres pourraient leur envier.

L'exploitation paysanne sort renforcée de cette évolution. L'exode rural est provisoirement stoppé et la population augmente fortement, avec l'accroissement du nombre des exploitations et la multiplication des services de tous ordres. Le Venezuela, urbanisé à 85 %, et pour cela souvent soupçonné d'avoir liquidé une grande partie de ses activités agricoles, démontre ainsi que peuvent surgir de surprenants dynamismes lorsque l'essentiel a pu être préservé, c'est-à-dire une société paysanne encore bien structurée.

Notes

1 Les immigrés canariens, appelés localement *Isleños* pour les différentier des autres Espagnols, ont joué un très grand rôle dans la modernisation de l'agriculture vénézuélienne. La plupart d'entre eux sont arrivés très pauvres, mais avec des compétences agronomiques dont ne disposaient pas toujours leurs homologues agriculteurs vénézuéliens. Beaucoup ont acquis une belle aisance en fondant des exploitations agricoles prospères. On raconte, pour Tuñame, l'exemple de l'un d'entre eux qui est arrivé dans la vallée sur sa mule, la seule richesse dont il disposait. Il a loué des terres pour pratiquer le maraîchage, avec un tel succès que les propriétaires les ont assez rapidement récupérées pour les cultiver eux-mêmes (certains de ses congénères avaient eu la prudence de les racheter et sont restés sur place). Il s'est alors lancé dans la vente des tuyaux pour l'irrigation, puis, près de Mérida, dans l'élevage porcin intensif. On s'accorde pour considérer qu'il se trouve depuis longtemps à l'abri du besoin.

2 Il semble tout à fait aléatoire d'effectuer aujourd'hui des calculs analogues, du fait de données moins cohérentes et d'une inflation dépouillant toute réalité à des données relevées à des dates différentes.

3 Contrairement à ce que l'on pourrait croire dans un État aussi urbanisé, les exploitations agricoles ont connu au Venezuela un accroissement considérable au cours des dernières décennies, en passant de 284 283 en 1972, à 381 276 en 1984-1985 et 500 959 en 1997-1998. Cette hausse de 216 676 exploitations au total, n'est pas liée à l'augmentation de la surface appropriée, qui reste stable. Les Andes et le maraîchage prennent une place très importante dans cette progression.

Bibliographie

Aguilar, Luis A., 1978, *El Subsidio Conservacionista y la difusión y adopción de inovaciones tecnológicas,* Mérida, Venezuela, ULA, Fac. de Ciencias Forestales, Igcrn.

Corpoandes, 1978, *Programa de Desarrollo agrario de Valles Altos de la región Andina: fundamentos y metodología*, Mérida, Venezuela.

Douzant-Rosenfeld, D. et J. Chr. Tulet, 1999, « L'affirmation du maraîchage intensif à Bailadores (Mérida, Venezuela) », dans *Ateliers de Caravelle* n° 12, Toulouse, Publications de l'Ipealt, fév. p. 157-175.

Huitric, A. et E. Thomas, 1993, *Diagnóstico estratégico de la cooperativa agricola « La Andina » en los Andes venezolanos*, École supérieure d'agriculture d'Angers, thèse de fin d'études, sept.

Jímenez, J. et J. Chr. Tulet, 1999, *Les maraîchers des Andes*, film vidéo, 28 minutes, Le Vidéographe, Toulouse.

Robert, P. de, 2001, *Apprivoiser la montagne. Portrait d'une société paysanne dans les Andes*, Paris, IRD Éditions.

Tulet, J. Chr., 1987, *Evaluación cualitativa del impacto de los sistemas de riego en los Valles Altos de los Andes Venezolanos,* Corporación de los Andes, Mérida, Venezuela.

Tulet, J. Chr., 1993, Protection de l'environnement et développement agricole: le « Programa Valles Altos » dans les Andes vénézuéliennes, dans *Agricultures et paysanneries en Amérique latine*, Orstom éditions, p. 61-64.

Tulet, J. Chr., 2001, « Conquête du pouvoir et affaissement économique des Andes du Venezuela au XXe siècle », dans *Les montagnes tropicales, identités, mutations, développement*, Pessac, p. 409-421.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La construction de petits systèmes d'irrigations dans les hautes vallées andines du Venezuela a entraîné des conséquences radicales pour toute la région. Ces hautes vallées approvisionnent désormais les centres urbains en légumes de type « tempéré ». Elles sont devenues des pôles de croissance, avec la multiplication du nombre des exploitations agricoles et des emplois et en suscitant l'émergence de nombreux services. Même dans un pays urbanisé à 85 % et dont les orientations générales ont longtemps négligé l'agriculture, le maintien d'une société rurale toujours bien structurée permet de valoriser les opportunités de développement, lorsque celles-ci apparaissent.

***

La construcción de pequeños sistemas de irrigación en los valles altos andinos de Venezuela ha acarreado consecuencias radicales para toda la zona. De ahora en adelante, estos valles altos abastecen los centros urbanos en hortalizas de tipo « zona templada ». Se han transformado en polos de crecimiento, con la multiplicación del número de las explotaciones agrícolas y de los empleos, suscitando la emergencia de numerosos servicios. Incluso en un pais urbanizado en un 85 % y cuyas orientaciones generales han despreciado la agricultura, la conservación de una sociedad rural siempre muy estructurada permite valorar las oportunidades de desarrollo, cuando éstas se dan.

***

The construction of small irrigation systems in the high Andean valleys of Venezuela has had radical consequences for the whole region. These high valleys provide the urban centres with vegetables of the type found in temperate climates. They have become expansion points, with the multiplication of agricultural exploitations and employments and have encouraged the emergence of numerous services. Even in a country where 85 % of the population is urbanised, and where the general orientations have neglected agriculture for a long time, the continuity of a well-structured rural society permits the valorisation of opportunities for development when they appear.

Mots-clés : Venezuela, Andes, irrigation, maraîchage, sociétés rurales, développement économique

Palabras claves : Venezuela, Andes, irrigación, sociedades rurales, desarrollo económico

Keywords : Venezuela, Andes, irrigation, rural societies, economic development

POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT EN MAÏS AU BRÉSIL : LE CAS DU PERNAMBOUC

JEAN-PIERRE BERTRAND*, YONY SAMPAIO** & TALES VITAL***

LA SÉLECTION ET L'UTILISATION EFFECTIVE par un Gouvernement de tel ou tel outil de la politique agricole, par exemple pour traiter la question de l'approvisionnement alimentaire direct ou indirect de sa population, dépendent dans une grande mesure de la mobilisation et du pouvoir de pression relatifdes groupes d'intérêts engagés dans ce champ d'activités. Sur le plan théorique, le courant « néo-corporatiste » prend en compte les actions d'organisations représentatives des différents acteurs présents dans une branche donnée et analyse leur impact auprès des institutions gouvernementales sur la définition des politiques publiques en regardant si les décisions et leur mise en œuvre effective sont conformes aux intérêts des groupes considérés (Silva, 1991).

Selon Viana, « l'analyse néo-corporatiste se définit comme une nouvelle forme de mise en relation entre l'État moderne et la société. Ce concept exprime un moyen particulier d'articulation où se combinent deux aspects centraux : l'intermédiation des intérêts, d'une part, et une modalité spécifique de formation et de configuration des politiques, d'autre part » (Viana, 1997). Le comportement des acteurs liés à l'importation du maïs dans l'État du Pernambouc est analysé ici dans cette optique « néo-corporatiste », approche utile pour comprendre le passage dans cet État du Pernambouc d'une politique active d'importation du maïs – surtout en provenance d'Argentine – à un recours délibéré, avec l'aide de l'État Fédéral, à des achats sur le marché intérieur brésilien.

* Inra, Unité Stepe/Mona du Département économie et sociologie rurales (bertrand@ivry.unra.fr)

** Université Fédérale du Pernambouc

*** Université Fédérale Rurale du Pernambouc

LA DYNAMIQUE DES MARCHES DU MAÏS

Le maïs est l'un des éléments fondamentaux de l'alimentation humaine et animale. Riche en amidon (transformé en énergie) et en quelques acides aminés essentiels, le maïs est l'une des céréales les plus consommées dans le monde. Il est utilisé dans l'industrie alimentaire (farines, semoule, produits de petit-déjeuner, isoglucose substitut du sucre de canne ou de betterave, dextrines, huile extraite de son germe), mais connaît aussi des usages industriels très variés (alcool, amidon, papier, etc.). Toutefois, c'est son utilisation dans l'alimentation animale – associé à des sources de protéine végétale, comme celle qui provient du tourteau de soja – qui a fourni un débouché croissant à cette plante, selon un modèle « maïs-tourteau de soja » qui est né aux États-Unis dans les années trente pour faire face à une crise de surproduction et s'est diffusé ensuite à travers le monde (Berlan J.-P., Bertrand J.-P., Lebas L., 1976). Ainsi la consommation indirecte de maïs par les animaux élevés dans des conditions intensives (volailles, porcs, vaches laitières et bœufs issus des « feed lots ») prend le dessus sur la consommation humaine directe. Par exemple, si l'on consomme près de 1000 kg de céréales par tête et par an aux États-Unis, la consommation directe n'en représente plus que 10 %. Bien entendu, ces chiffres sont beaucoup plus faibles dans les pays en développement, mais ils augmentent partout où la production animale intensive décolle.

Le marché mondial du maïs est dominé par les États-Unis

Durant les années 1990, la production mondiale de maïs a augmenté assez rapidement, passant de 532 millions de tonnes (Mts) en 1992-1993 à 600,7 Mts en 1999-2000. La consommation apparente durant cette période s'est accrue de près de 100 Mts (de 507 Mts à 601 Mts). Les principaux pays producteurs et exportateurs de maïs sont les États-Unis, très largement en tête (239 Mts produites en 1999-2000) devant tous les autres pays : l'Argentine, l'Afrique du Sud, la France, la Thaïlande ou la Hongrie. Cette puissance américaine se retrouve à l'exportation. Les ventes américaines (52 Mts en 1999) représentent environ les 2/3 du maïs qui circule à l'échelle internationale. Les autres pays exportateurs circonscrivent en général leur action prioritairement aux marchés régionaux avoisinants : la France à ses voisins européens, la Chine à la Russie et l'Argentine aux pays latino-américains et tout particulièrement au marché brésilien.

Le Japon est le principal marché à l'importation du maïs (16,5 Mts importées en 1999, niveau pratiquement inchangé depuis le milieu des années quatre-vingt). Les marchés du Sud-Est asiatique se développent rapidement : les quatre « dragons » (Corée du sud, Malaisie, Taïwan et Thaïlande) ont importé 12 Mts de maïs en 1999, avec 9 Mts pour la seule Corée du Sud et 2,4 Mts pour la Malaisie. Ces importations sont un indicateur du développement de l'élevage intensif dans ces pays, notamment de la production de viande de volaille.

La Chine est le second pays importateur de maïs en 1999 (11,6 Mts) et elle se substitue désormais à l'ex-URSS. En effet, les importations de cette zone s'écroulent à partir de 1990 : 6,8 Mts en 1990-1991, 9,2 Mts en 1991-1992 et 251000 tonnes seulement en 1999 pour la Russie. Les autres pays

de l'Est européen (PECOS) n'importent plus qu'un peu plus de 0,6 Mts de maïs en 1999, contre près de 4 Mts au milieu des années quatre-vingt-dix. L'Union européenne (UE-15), qui constituait un marché important pour les États-Unis, voit ses importations nettes diminuer au profit de la production et des échanges intracommunautaires. Le pourtour méditerranéen (Égypte, Afrique du Nord, Moyen-Orient) importe du maïs destiné surtout à des élevages de volailles, alors que le principal importateur latino-américain, le Mexique avec 2,7 Mts en 1999, destine une grande part de ses importations à l'alimentation humaine.

Les marchés du maïs à l'intérieur du Mercosur

Le Mercosur, constitué en 1995 de quatre pays, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, est un bloc commercial important en Amérique latine. Issu d'un processus d'intégration initié en 1986 entre le Brésil et l'Argentine, il a progressivement élargi sa base à deux pays plus petits et développé des accords de coopération avec la Bolivie et le Chili. Il s'agit pour l'instant d'une Union douanière incomplète (car des exceptions existent à la règle de la disparition des droits de douanes entre les membres) mais qui dispose d'un tarif extérieur commun et figure désormais parmi les acteurs importants dans les négociations commerciales internationales.

Les effets de la création du Mercosur ont été sensibles dans le domaine agricole, notamment dans le cas de la production de blé (dans laquelle l'Argentine se spécialise) ou de sucre (où le Brésil est plus compétitif. Pour le maïs ou le soja, la situation est moins tranchée, dans la mesure ou les deux principaux pays producteurs du Mercosur, le Brésil et l'Argentine ont continué à développer rapidement leurs productions. En 1998, la production de maïs dans le Mercosur a été de 50 Mts, dont 30 MTS pour le Brésil, 19 Mts pour l'Argentine et 1 Mts pour l'Uruguay et le Paraguay, pris ensemble. Parmi les pays membres, seule l'Argentine dispose d'un excédent de maïs exportable, compris entre 8 et 12 Mts ces dernières années.

La production brésilienne de maïs a enregistré une forte croissance au cours de la dernière décennie, passant de 24 Mts en 1990/1991 à 33,8 Mts en 1999-2000. L'augmentation sensible de la productivité explique en grande partie cette croissance de la production (le rendement moyen du maïs au Brésil est passé de 17,9 q/ha à 24,8 q/ha au cours de cette période). Toutefois ces rendements restent très inférieurs aux rendements argentins (qui sont passés dans le même temps de 24,8 q/ha à 60,8 q/ha) et *a fortiori* aux performances américaines ou européennes.

L'offre brésilienne de maïs couvre, pour l'essentiel, la consommation intérieure, mais exige un certain effort d'importation (1,4 Mts en moyenne) pour maintenir le stock de sécurité. Ces importations proviennent principalement d'Argentine, jusqu'en 1999.

L'approvisionnement en maïs du Nordeste reste fragile

Dans le Nordeste du Brésil, la production de maïs s'est maintenue autour de 2,4 Mts depuis 1996, à l'exception de 1998 (0,9 Mts seulement), année de sécheresse qui a dévasté la région (Sudene, 1999). Selon Sungai (1998), la demande brésilienne de maïs en 2005 pourrait être

TABLEAU N° 1 : BILAN DU MAÏS AU BRÉSIL, EN MILLIERS DE TONNES (1996/1997-1999/2000)

	1996/1997	1997/98	1998/99	1999/00
Stock initial	5 961,0	6 169,0	3 122,0	1 639,0
Production	35 703,0	30 188,0	32 417,0	33 794,0
Importation	500,0	1 765,0	1 100,0	1 500,0
Offre totale	42 164,0	38 122,0	36 639,0	36 933,0
Consommation intérieure	35 912,0	35 000,0	35 000,0	35 700,0
Exportation	83,0	...	...	...
Stock final	6 169,0	3 122,0	1 639,0	1 233,0

Source : Conab, sec. Federal, Decex, Bcsp, Fibge, Abrasem, b. B. Sinditextil, Moinhos, Cooperativas e agentes de mercado.

Élaboration : Conab/Sepla/Nupla/Geame

TABLEAU N° 2 : RÉPARTITION DE LA PRODUCTION BRÉSILIENNE DU MAÏS PAR RÉGIONS

	Superficie (1 000 ha)			Production (1 000 t)			Productivité (q/ha)		
Régions	99/00	00/01	Var. %	99/00	00/01	Var. %	99/00	00/01	Var. %
Brésil	12 758	13 080	2,5	31 641	41 009	29,6	24,8	31,3	+26,4
Nord	668	663	-0,1	1 051	1 016	-3,3	15,7	16,0	+1,90
Nord-Est	2 587	2 368	-8,5	2 954	1 830	-38,1	11,4	0,77	-32,3
Sud	5 033	5 346	6,2	14 062	21 787	54,9	27,9	40,8	+45,9
Sud – Est	2 495	2 533	1,5	7 191	8 140	13,2	28,8	32,1	+11,5
Centre-Ouest	1 976	2 201	11,4	6 383	8 236	29,0	32,3	37,4	+15,8

Source : Conab (Élaboration RCW)

TABLEAU N° 3 : PRODUCTION DE MAÏS DANS LES ÉTATS DU NORDESTE (1996-1999)

État/Régions	Production (tonnes)			
	1996	1997	1998	1999
Bahia	740 214	1 067 178	693 349	895 224
Alagoas	42 625	50 866	21 772	20 898
Ceará	551 166	266 019	93 038	443 417
Maranhão	415 383	367 634	136 724	240 993
Paraíba	209 914	146 388	3 205	14 774
Pernambuco	241 219	184 279	11 401	34 831
Piauí	411 311	173 058	55 966	234 205
Rio Grande do Norte	70 969	43 170	6 866	10 233
Sergipe	111 574	92 095	73 877	116 587
Nordeste	2 794 375	2 197 218	1 036 198	2 013 162

Source : Ibge/Deagro ; Sudene/Cpe/Ine/Comptes Régionaux.

comprise entre 44 et 50 Mts, celle de la région du Nordeste être de l'ordre de 8,4 à 9,3 Mts et celle de l'État du Pernambouc varier entre 1,5 et 1,7 Mts. Les projections faites jusqu'en 2050 de la production et de la consommation de maïs pour cette région conduisent à un solde positif, malgré le fort déséquilibre entre les États de la région (Sudene & Ufrpe-Cmarcr, 1994). Mais le Pernambouc est l'un des États qui présente un déficit chronique en maïs. Par ailleurs, la consommation de maïs de cet État connaît un bond considérable et atteint aujourd'hui un million de tonne/an (Conab, 2000). Cette croissance de la consommation reflète non seulement l'expansion de l'élevage des volailles mais aussi celle de l'industrie de produits dérivés du maïs. Quelles ont été les politiques fédérale et locale d'importation du maïs et quelles ont été les stratégies des principaux groupes d'intérêts dans ce processus d'insertion sur les marchés internationaux qui va connaître un infléchissement majeur après 1998?

Régionalisation de la production brésilienne de maïs

La production brésilienne de maïs est concentrée dans le Sud du pays, bien que l'on assiste à une croissance rapide dans le Centre Ouest, où les rendements sont plus élevés.

La taille des exploitations qui produisent du maïs est nettement plus faible dans le Nordeste (et dans le Pernambouc) que dans le reste du pays comme le montrent les données suivantes élaborées à partir du recensement effectué par l'IBGE en 1996.

Dans le Nordeste, la productivité du maïs est très largement inférieure à la moyenne nationale. La politique nationale de soutien de ce produit ne prévoit pas de régionalisation de ses actions en termes de prix garantis ou de crédit. Cela conduit à une concentration de la production dans les zones où les ressources naturelles, les structures foncières et les infrastructures sont les plus favorables, et où, en fin de compte, les avantages comparatifs sont les plus grands.

Dans cette concurrence interrégionale, le Nordeste ne peut globalement l'emporter pour la production de maïs. Toutefois, certaines zones du Nordeste ont connu récemment un développement de la production. C'est le cas des États de Bahia, du Ceará, du Piauí et du Maranhão. La sécheresse de 1998 a touché la majorité des États de la région et a entraîné une chute brutale de la production du maïs cette année-là.

Dans l'État du Pernambouc, la production du maïs est principalement localisée dans la méso-région du Sertão, soit en culture sèche, soit en culture irriguée. On notera l'incidence très forte des variations climatiques sur les niveaux de production.

LA POLITIQUE AGRICOLE BRESILIENNE DE SOUTIEN DU MAÏS

Au cours des cinq dernières années (1996-2000), la politique du taux de change abandonne progressivement le système de parité fixe établi avec le dollar en 1994. Dès 1996, la flexibilité du change est de fait rétablie et

TABLEAU N° 4 : PRODUCTION DE MAÏS PAR MÉSO-RÉGIONS DE L'ÉTAT DU PERNAMBOUC (1995-1999)

Méso-régions/État	Production (tonnes)				
	1995	1996	1997	1998	1999
Sertão	115 710	151 233	93 499	1 544	24 614
São Francisco	8 684	14 588	14 166	3 335	1 865
Agreste	69 217	67 935	72 323	8 731	7 500
Mata	2 186	2 309	6 458	1 297	939
Metropolitana	345	241	259	259	12
Pernambuco	196 142	236 306	186 697	15 166	34 930

Source : IBGE – Production agricole municipale

s'accompagne d'une dévaluation lente mais continue du *real* par rapport au dollar (1996-1998). En janvier 1999, une maxi-dévaluation (50 %) est appliquée en réponse aux attaques spéculatives sur le real, avec abandon des bandes de fluctuation. Les industries vont dès lors modifier leur stratégie d'approvisionnement en maïs et se tourner davantage vers le marché intérieur brésilien.

Un soutien à la production de maïs qui reste actif

La politique de financement de la production adoptée par le gouvernement brésilien ces dernières années explique en partie la croissance régulière des superficies cultivées en maïs pratiquement partout dans le pays. Toutefois, la chute de la récolte de maïs enregistrée en 1995-1996, notamment dans le Sud du pays, a entraîné le Gouvernement à prendre des mesures supplémentaires d'incitation. La remise totale ou partielle des dettes des agriculteurs a été autorisée pour les producteurs ruraux et leurs partenaires commerciaux, associations et coopératives (Conab, 1997 ; Bacen 1997).

Durant la campagne 1996-1997, les ressources du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf) ont été augmentées sensiblement, avec comme objectif de dynamiser une production agricole familiale moderne et compétitive, incluant la production de maïs. Le gouvernement a remplacé les emprunts sur les avances productives (semis, labour) par des crédits pour la commercialisation et a créé un contrat d'option de vente qui est supposé éviter au producteur le risque lié aux fluctuations de prix des produits. Les mécanismes d'acquisitions et de prêts du Gouvernement fédéral ont été modifiés en conséquence en introduisant des mécanismes de marché qui restent encadrés par l'État.

Pour la campagne 1996/1997, le prix minimum du maïs a été fixé en fonction des conditions réelles du marché, devenant un signal clair et un facteur essentiel de garantie bancaire pour l'octroi de financement sur la totalité des dépenses productives et pour la commercialisation des produits. Les résultats de ces mesures ont été, dans l'ensemble, positifs et ont permis la croissance de la production de maïs (elle passe de 35 Mts en 1996-1997 à

41 Mts en 2000-2001), croissance favorisée aussi par une meilleure utilisation des techniques de travail du sol et des engrais (Bacen, 1997).

Les mesures gouvernementales de soutien à la production prises en 1997-1998 sont restées en vigueur jusqu'en 2000-2001. Seuls les volumes de crédit sur les dépenses productives et les investissements ont été augmentés et les taux d'intérêts réduits de 12 % à 9,5 %. Dans le cas des ressources du Pronaf, les intérêts sur les emprunts sont passés de 9 % à 6,5 % et leur volume accru. Au cours de la campagne 1998-1999, les taux d'intérêts sur les emprunts baissent de nouveau (8,75 % au lieu de 9,5 % dans le cas général et 5,75 % au lieu de 6,5 % dans le cadre du Pronaf). Cette politique déboucha cependant, en 1998-1999 sur un niveau de production de maïs relativement réduit (32,4 Mts) à cause des problèmes climatiques, mais les importations restent modérées (1,1 Mts) inférieures aux stocks détenus et mobilisés par le Gouvernement (1,6 Mts).

La politique agricole brésilienne est une politique de régulation (avec intervention forte de l'État) en voie de libéralisation, avec privatisation de certaines fonctions (comme le transport ou le stockage), avec une volonté d'introduire les signaux du marché dans les mécanismes de soutien, notamment pour la fixation des prix garantis (recours aux contrats de vente aux enchères), Mais l'intervention de l'État ne disparaît pas. Elle change de forme et continue à se donner des moyens d'orientation générale : bonification des taux d'intérêts agricoles, garanties de prix et soutien à la production familiale, souci des équilibres de l'approvisionnement alimentaire intérieur.

COMPORTEMENT DES ACTEURS ET POLITIQUES PUBLIQUES DANS L'ÉTAT DU PERNAMBOUC

À côté des producteurs de maïs, il existe trois autres secteurs importants qui utilisent le maïs comme matière première pour leur production : l'industrie alimentaire de produits dérivés du maïs, les fabricants d'aliments du bétail et les éleveurs de volailles représentés par leur association, l'Avipe.

Les acteurs en présence

Les producteurs de maïs sont, pour l'essentiel, liés à l'agriculture familiale[1]. Le maïs est inséré dans un système de polyculture et d'élevage dans de toutes petites propriétés. L'accès à la terre, au financement, à l'approvisionnement en semences et à l'assistance technique fait partie des revendications de ces producteurs familiaux auprès de la puissance publique.

L'industrie alimentaire de dérivés du maïs installée dans l'État du Pernambouc transforme annuellement près de 257000 tonnes de maïs. Sur ce total, l'entreprise Corn Products Brasil, filiale du groupe américain installée dans le municipe de Cabo de Santo Agostino, en utilise, à elle seule, 180000 t. L'approvisionnement est réalisé en quasi totalité sur la base d'importations et d'achats à d'autres régions du pays.

Les éleveurs de volailles (organisés au sein de l'Avipe) produisent œufs et viandes dans des conditions relativement intensives, notamment pour les

TABLEAU N° 5 : CONSOMMATION ANNUELLE DE MAÏS PAR LES PRINCIPALES AGRO-INDUSTRIES DE L'ÉTAT DE PERNAMBOUC EN 2000

Agro-industries	Consommation	
	Volume en tonnes	%
Agribrands Purina do Brasil	10 920	4,25
Corn Products Brasil	180 000	70,08
Clovis Alves Barros	72	0,03
Harcata Com. Ind. Ltda	1 680	0,65
José Agostinho Leandro	48	0,02
Moinho Santa Rosa Ltda	4 368	1,70
Nippon Com. Ind. Ltda	1 440	0,56
Nordical Ne Ind. Com. A Ltda	1 920	0,75
Nutripajeú Ltda	1 200	0,47
Ordep Fabril Ne Ltda	420	0,16
Paulo Barros Nogueira	96	0,04
Paulo Dehon Goes Pires	85	0,03
Rações Melodia	14 560	5,67
Socil-Sgn Ind. Com. Ltda	21 840	8,50
Seleto Alimentos	18 200	7,09
Total	256 849	100,00

Source : Listel (enquête directe)

principaux centres urbains du Nordeste Ils sont les principaux utilisateurs de maïs proposé par une industrie d'aliments composés qui se développe rapidement.

L'organisation et le poids économique des groupes d'intérêts agissants dans les diverses filières « grains » et avicoles sont fondamentaux pour comprendre leur relation avec le pouvoir politique et leur influence dans le processus de décision. Ainsi d'un côté, les grands projets d'infrastructure de l'« Initiative pour le Pernambouc » ont été choisis comme un des chantiers prioritaires pour le développement de l'économie pernambucaine et il s'agissait là d'une des revendications essentielle de l'Avipe. À l'inverse, la fragilité des petits producteurs de maïs liés a l'agriculture familiale, empêche, le plus souvent, la pression qu'ils peuvent exercer sur le gouvernement du Pernambouc d'aboutir. La politique macro-économique accentue ces différences dans les moyens d'action des divers acteurs en présence.

Les effets de la dévaluation du Réal

Entre 1996 et 1998, le maïs, matière première essentielle de cette industrie alimentaire, venait principalement d'Argentine. Les revendications

des industriels auprès du gouvernement portaient alors surtout sur la réduction des coûts des opérations portuaires, puisque le prix du maïs importé était équivalent au prix du produit national, avec une qualité bien supérieure. En 1999-2000, suite à la dévaluation du réal, le prix en monnaie locale du produit importé devient plus élevé et l'industrie se tourne alors vers le marché national et local et s'engage dans une politique de stimulation de la production régionale du maïs. Par exemple, dans le cas du groupe Corn Products Brazil, en 1998, 100 % de son approvisionnement était assuré par des importations d'Argentine. En 1999, elle n'importait plus que 15 % de son maïs d'Argentine, soit 15 % des besoins de cette entreprise, le reste étant fourni par des achats sur le marché brésilien (dont 15 % en provenance de Bahia et 70 % du Goiás et du Minas Gerais, pris ensemble).

En 2000, un nouveau changement s'opère. Corn Product a importé 30 % de son maïs d'Argentine et a acheté les 70 % restants à des États nordestins (Piauí, Maranhão et Ceará). Les revendications d'amélioration des infrastructures et notamment des chemins de fer de la région, sont mises en avant, l'objectif étant d'abaisser le coût de transport du maïs acheminé des autres régions.

Le secteur avicole et son syndicat très actif (Avipe) parviennent de leur côté à maintenir une croissance modeste, mais continue, assurant au Pernambouc la quatrième place au niveau national pour la production d'œufs, la septième pour la production de viande de volaille (Farias, 2002)

La consommation de maïs de ce secteur est passée de 337000 tonnes en 1996 à 519000 tonnes en 2000. Au niveau de l'approvisionnement en maïs, le secteur avicole a réduit, comme l'industrie alimentaire, ses importations, ces dernières chutant de 80 % de la consommation en 1998 à 60 % en 2000. Les achats sur le marché national ont donc augmenté, principalement dans le Mato Grosso, le Goiás et Bahia.

La mise en place d'une fiscalité différentielle dans l'État du Pernambouc

Au cours de la période analysée, l'Avipe a concentré ses actions sur la recherche d'un approvisionnement au moindre coût, et notamment pour le maïs, principale source d'énergie dans les rations. Le secteur avicole a réussi à être entendu par le gouvernement de l'État du Pernambouc, en obtenant la mise en place d'un niveau élevé de l'Icms (impôt sur la circulation des marchandises) frappant les poulets congelés et refroidis en provenance des autres États du pays. D'autre part, le soutien du gouvernement au débarquement dans le port de Recife du maïs transgénique acheté par les éleveurs de volailles[2] souligne l'importance du pôle avicole comme force économique et politique capable de rendre prioritaires certains investissements en infrastructures utiles pour le bon fonctionnement de leurs activités.

La politique fiscale du gouvernement de l'État du Pernambouc vise à assurer la compétitivité du secteur avicole sur le marché régional, notamment pour l'approvisionnement de grandes plates-formes de distribution.

TABLEAU N° 6 : BRÉSIL : VARIATIONS DU TAUX DE CHANGE, DES PRIX DU MAÏS IMPORTÉ ET DES PRIX REÇUS PAR LES PRODUCTEURS

Année	Taxe de Change Moyen (R$/US$) (1)	Prix moyen du maïs importé (US$/t) (2)	Prix moyen reçu par les producteurs (US$/t) (3)	Prix à terme moyen du maïs (US$/t) (4)
1996	1,008	160	112	134
1997	1,077	140	108	108
1998	1,160	110	115	88
1999	1,808	110	90	81
2000	1,830	100	108	82

Source :
(1) Bacen (Banque Centrale du Brésil) ;
(2) Mdic/Secex- Ministère du développement, de l'industrie et du commerce/Secrétariat du commerce extérieur ;
(3) Conab (Compagnie Nationale de l'Approvisionnement/RCW Consultants – ces données n'incluent pas les coûts de transport) ;
(4) Bourse de Chicago (Cbot)/RCW Consultants.

Les importations de maïs de l'État du Pernambouc se renchérissant après la dévaluation du Réal, les éleveurs de volailles comme les industriels se tournent vers le marché intérieur brésilien : vers des régions qui présentent des excédents de produit (Goiás, Minas Gerais, São Paulo, Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul et Ceará). Les réponses données par le Gouvernement de l'État du Pernambouc aux pressions des divers groupes d'intérêts ont donc été assez différenciées. Ces actions se sont finalement concentrées sur la politique fiscale, l'amélioration des infrastructures, l'aide à la recherche agronomique et vétérinaire et l'assistance technique aux producteurs.

En ce qui concerne la fiscalité, deux voies d'intervention ont été utilisées : l'exemption de l'Impôt sur la circulation des marchandises et des services (ICMS) pour le maïs produit dans l'État et la taxation des viandes de volaille en provenance d'autres États. De même, le maïs importé d'Argentine, pays du Mercosur, acquitte un montant de 3 % d'ICMS sur la valeur du produit, alors que les importations en provenance d'autres pays sont taxées à hauteur de 11 %. La deuxième voie a consisté à élever le taux d'ICMS à 17 % sur les viandes de volailles entrant sur le territoire du Pernambouc en provenance d'autres régions du Brésil, ce qui assure une solide protection au secteur avicole pernamboucain.

La politique d'amélioration des infrastructures (routes, approvisionnement en eau et en énergie, création du Centre Technologique de l'élevage avicole à Nazaré da Mata) a été réalisée en réponse à la mobilisation de la filière avicole. Dans le domaine de la recherche sur le maïs, l'entreprise Pernambucaine de recherche en agriculture et sur l'élevage (IPA), liée au Secrétariat de l'agriculture de l'État a développé de nouveaux cultivars (BR106, BR5026, BR5037, CML36 entre autres) mieux adaptés et de plus grande productivité que ceux utilisés par

TABLEAU N° 7 : PROFIL ÉCONOMIQUE DE LA FILIÈRE AVICOLE DU PERNAMBOUC (1998-2001)

Catégories	1996	1997	1998	1999	2000
Logement des pondeuses (1 000 têtes)	621	732	710	1 026	967
Production de poussins de chair (1 000 têtes)	101 619	99 942	112 595	135 479	124 810
Logement de poussins de chair (1 000 têtes)	82 000	83 530	93 996	113 803	107 260
Production de poulets de chair (t)	177 667	181 627	205 381	248 739	235 436
Abattage de poulets sous inspection (t)	14 812	31 960	49 789	75 214	83 729
Logement de poulettes prêtes à pondre (1 000 têtes)	2 691	3 236	3 432	3 557	3 654
Production d'œufs commercialisés (millions de boîtes)	2 322	2 940	3 134	3 353	3 490
Consommation du maïs (t)	337 902	384 930	423 501	501 862	519 692
Consommation de graines et farine de soja (t)	119 566	133 862	147 179	175 239	173 231
Consommation estimée d'aliment volailles (t)	519 849	589 020	659 043	780 987	787 412
Emplois directs dans la filière (1 000 personnes)	210	220	242	258	244
Emplois indirects dans la filière (1 000 personnes)	840	880	968	1 032	986
Total emplois dans la filière (1 000 personne)	1050	1 100	1 210	1 290	1 230
Chiffre d'affaires (R$ millions)	3200	3 388	4 050	4 488	4 560
Part dans le PIB de l'État (%)	162	150	179	165	164
PIB de l'État de Pernambouc (R$ millions)	19,7	22,0	22,6	27,0	28,0

Source : UBA/A

TABLEAU N° 8 : IMPORTATIONS DE MAÏS DU BRÉSIL ET DU PERNAMBOUC EN TONNES (1996-2000)

Années	Brésil	Pernambouc
1996	321 614	389 433
1997	532 458	205 987
1998	1 810 959	704 655
1999	822 146	291 313
2000	1 749 840	382 047

Sources : Gazeta Mercantil de 17 février 2000 ; Secex/Decex/Port du Recife

les agriculteurs. Toutefois, la reproduction et la commercialisation de ces nouvelles semences améliorées sont encore très limitées (IPA, – Divulga, n⁰ 50, 68,67 et IPA-CT/61)[3]. Une autre action de grande envergure est en cours. Il s'agit de l'intégration de la compagnie d'approvisionnement de l'État (Ceagepe) avec le terminal « grains » du port de Suape, avec comme objectif de diminuer le coût d'importation des grains (Inform Avipe, 2000). On notera également que le programme de distribution d'aliments du gouvernement de l'État (Prodea) achète par l'intermédiaire d'Avipe environ 30 millions d'œufs/an aux éleveurs du Pernambouc qui sont distribués par les cantines scolaires, contribuant à la création de nouvelles habitudes de la consommation par les élèves.

L'assistance technique officielle apportée aux producteurs de maïs (surtout aux petits producteurs) par l'entreprise d'assistance et de vulgarisation rurales de l'État (Ebaper) se cantonne à la distribution de quelque semence au début de la saison des pluies, à la mise en place de champs d'expérimentation pour tester les nouvelles variétés et à la diffusion de conseils sur les pratiques culturales. Cette assistance est toutefois assez précaire, davantage tournée vers l'élaboration de projets destinés à l'obtention de financements bancaires. Quelques ONG, liées aux mouvements sociaux agricoles, ont engagé des actions de qualité en matière d'assistance technique, mais ces actions sont assez ponctuelles.

CONCLUSION

Le maïs est une des céréales les plus importantes au Brésil. Le Gouvernement fédéral comme les autorités régionales ont soutenu le développement de sa production, et quand cela s'avérait nécessaire son importation pour compléter l'approvisionnement intérieur. Au cours de la période étudiée (1996-2000), les changements intervenus au niveau de la politique macro-économique (dévaluation de Réal, hausse des taux d'intérêt) ont entraîné des hausses de prix du maïs importé, ce qui a conduit les groupes utilisateurs, dans un État fortement dépendant des importations comme le Pernambouc, à modifier leurs stratégies d'approvisionnement.

Les industriels qui produisent des aliments dérivés du maïs et les fabricants d'aliments du bétail ont commencé à acheter du maïs produit au Brésil dans les États ayant des excédents et à encourager la production locale. Les importations de maïs ordinaire ont de ce fait fortement chuté (alors que les importations de maïs transgéniques augmentaient). Cette nouvelle situation s'accompagne de changements dans les priorités affichées et les revendications présentées par les différents groupes d'intérêts aux autorités fédérales et du Pernambouc. Avant la dévaluation du réal, il était moins coûteux d'importer du maïs d'Argentine et les revendications portaient davantage sur l'amélioration des services portuaires. À partir de 1999, les demandes se sont faites plus pressantes sur la remise en état des voies ferrées intérieures et sur le soutien à la production locale et régionale de maïs (ou de sorgho) ? Mais surtout ces différents groupes ont obtenu aux différents niveaux de l'État, la mise en place d'une vigoureuse politique de protection grâce à un double verrouillage fiscal, sur la matière première (hausse de l'ICMS sur les importations de maïs, y compris en provenance d'Argentine, partenaire au sein du Mercosur) et sur le produit fini (hausse de l'ICMS sur les achats de viande de volaille en provenance des autres régions du Brésil). Cette politique est-elle viable à long terme dans le cadre national d'une part et plus largement au niveau du Mercosur? La crise argentine déclenchée en décembre 1999 et la dévaluation du peso qui a suivi pourraient, à terme, remettre en cause ce compromis autour de l'approvisionnement « national » en maïs du Nordeste. En 2002, les importations en provenance d'Argentine n'ont pas encore repris…

Notes

1 Les producteurs qui disposent d'exploitations dont la taille est inférieure à 100 hectares sont au nombre de 258630 dans l'État du Pernambouc, avec la répartition suivante par méso-région : Metropolitana, 3056 ; Mata, 20488 ; Agreste, 129765 ; São Francisco, 21293 et Sertão, 93739 (IBGE, Cens. Agro. 1995-1996).

2 Après la dévaluation du Réal entamée en 1998, les éleveurs de volailles avaient décidé d'importer, en juin 2000, du maïs trangénique d'Argentine dont le prix était plus bas que le maïs national non transgénique. Le Ministère public fédéral répondant à une action de Greenpeace avait interdit le débarquement de 38000 tonnes de maïs transgénique dans le port de Recife. Quelque temps après, le maïs transgénique fut autorisé à entrer par le Tribunal régional fédéral en réponse au recours de l'Avocat général de l'Union, sur la base d'un avis de la Commission technique nationale de biosécurité (JC, 07/07/2000). Pour obtenir cette possibilité d'utiliser le maïs transgénique importé, les éleveurs de volailles ont organisé des protestations (en distribuant des poulets à la population) et ont menacé de prendre des mesures de réduction d'activité affectant l'approvisionnement de la population (JC, 07/07/2000).

3 L'IPA développe également des expériences avec du sorgho en grains, sur le plateau d'Araripe dans le Sertão du Pernambouc. Ce plateau dispose de 350000 hectares de terres de bonne qualité et d'un climat favorable.

Bibliographie

Bacen, 1996, 1997, 1998, 1999, *Rapport annuel*.
Berlan, J.-P., Bertrand J.-P., Lebas L., 1976, « Éléments sur le développement du complexe soja à travers le monde » dans *Tiers-monde* XVII, n° 66, Avril – juin.
Conab, 2000, *Quadros de Suprimentos: Oferta e Demanda Brasileiras (Algodão em Pluma, Arroz em Casca, Feijão, Milho, Soja em Grão)*, Brasilia, Avril.
Condepe, 2001, *Projeto Iniciativa por Pernambouc*, Recife, Septembre.
Dekald, 2001, *Publicação da Jornal Sorgo*, São Paulo, Ano I, Avril.
Corn Products Brasil, 1998, *Rapport annuel*, Août.
Farias, M., 2001, *Avicultura cresce, mas a oferta de grão não, in plantão do Sorgo*, São Paulo, Agroceres, Ano I, n° 2, Avril.
Guarda, A., 2001, « Corn incentiva cultivo de milho na Zona da Mata para reduzir importação », *Gazeta do Nordeste*, 8 juin.
Ibge, 2001, *Censo Agropecuário de 1995-1996*, Rio de Janeiro.
InformAvipe, 2000, Informavipe, n° 4, Décembre.
Jornal do comercio, 2000, « Avipe se apóia no parecer da CTNbio para protestar », Recife, 7 juillet.
Jornal do comercio, Justiça libera o desembarque de milho transgênico no Estado, Recife, JC online, Economia, p 1-2.
Lira, M. d'A *et al*., 1983, *Cultivo de milho*, Instruções Técnicas do IPA-6, Recife, SAG, PE/IPA, Février, 4 p.
Revista de política, 1998, Ano VII, n° 2, Avril-juin, p. 28-40.
Santiago, E. J. 2000, « Milho: Panorama Internacional » dans *Conjuntura Agrícola*, Brasília, Avril.
Silva, J. G. 1991, « Complexos Agro-industriais e Outros Complexos » dans *Ensaios e Debates*, Sept.-déc.
Sudene, 1999, *Boletim Conjuntural: Nordeste do Brasil*. Recife, Août, p. 1-348.
Sudene/Ufrpe-Cmarcr, 1994, *Projeções do Abastecimento de Alimentos a de Produtos da Cesta Básica – Nordeste do Brasil: 1990-2050*, Relatório n° 2, Versão Preliminar, Recife, Décembre.
Viana, José M., 1997, Estado e Complexos Agro-industriais: Caso da Avicultura Nordestina. Recife, Ufrpe-Cmarcr. Dissertação de Mestrado, 122 p.
Sugai, Y. et *al.*, 1998, *Projeção da Demanda Regional de Grãos no Brasil – 1996-2005.*

***

Mots-clés: Nordeste du Brésil, groupes d'intérêts, politique agricole, maïs, aviculture

Keywords: Northeats of Brazil, interest groups, agricultural policy, corn, broiler industry

Palavras chaves: grupos de interesse, política agrícola, Nordeste do Brasil, milho, indústria avícola

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Ce travail cherche à montrer comment, au cours de la période 1996-2000, les groupes d'intérêts de l'État du Pernambouc (Nordeste du Bresil) s'organisent pour faire face à la dépendance vis-à-vis des importations de maïs et comment ils agissent auprès des gouvernements Fédéral et régional pour garantir leur approvisionnement de ce produit essentiel pour l'alimentation de la population comme pour l'agriculture. La méthodologie utilisée prend en compte les groupes d'intérêts (approche néo-corporatiste) et analyse l'influence des organisations d'agents productifs dans la définition des actions des institutions gouvernementales dans les domaines d'activités de ces acteurs. On peut ainsi identifier trois secteurs clés : celui de l'industrie alimentaire des dérivés du maïs, celui des aliments du bétail et celui de la production avicole (ces deux derniers étant fortement liés, car l'aviculture est le principal utilisateur d'aliments composés). Ces secteurs sont les principaux consommateurs et importateurs de maïs de l'État et ils ont fait pression sur les gouvernements pour assurer leur approvisionnement. Le changement en 1998 de la politique de change a entraîné ces agents à modifier leurs stratégies et à demander un soutien à l'État Fédéral pour une utilisation du maïs national produit dans les États du Centre-Ouest, au lieu du maïs importé principalement d'Argentine. Politique qui permet un développement du complexe « grains-productions animales » au Brésil, mais crée un conflit au sein du Mercosur entre les deux pays.

***

Este trabalho procura mostrar como no decorrer da período 1996-2000, grupos de interesses no Estado de Pernambuco (Nordeste do Brasil) se organisaram para enfrentar a dependência em relação as importações de milho e como atuaram junto aos governos Federal e Estadual para assegurar a disponibilidade desse produto, essencial para alimentação da população humana e animal. A metologia utilisada (uma abordagem neo-corporativista) considera os grupos de interesses e analisa a influência das organizações de produtores na definição das ações das instituições governamentais no campo das atividades destes atores. Três setores chaves podem ser identificados: indústrias alimentares de derivados do milho; alimentação animal e produção avícola (essas duas últimas estão fortemente ligadas, tendo a avicultura como o principal usuário desse milho). Esses setores são os principais consumidores e importadores de milho no Estado e têm exercido pressão sobre o Governo para assegurar o suprimento. A mudança em 1998 na política de câmbio levou estes agentes a modificarem suas estratégias de abastecimento. Passaram a solicitar um maior apoio do Governo Federal para viabilizar a utilisação do milho nacional produzido nos estados do Centro-Oeste, em substituição ao milho importado principalmente da Argentina. Esta política permite sustentar o desenvolvimento do complexo « grãos – produção animal » no Brasil, mas pode criar um conflito no âmbito do MERCOSUL entre esses dois Países.

***

This study analyses how along the period 1996-2000, interest groups in the State of Pernambuco tried to face the dependency on cheap corn imports pressing federal and State governments to assure an adequate disposability of corn as food and as an input in the broiler industry. The methodology considers the interest groups (a neo corporate approach) and analyses how influent are producer´s organizations in defining government actions. Three key sectors can be identified: food industries processing corn, animal food producers and the broiler industry, the last two highly connected because broiler producers are the main users of animal food. These sectors are the main corn consumers and importers in the state and as such press the government to assure an adequate supply. Changes in the exchange rate policy in 1998 leaded these agents to change their strategies and demand support from the Federal Governement to substitute corn produced in the center-west state for imports mainly from Argentina. These changes imply in a policy that can sustain development of the complex of grain-animal food in Brazil but creates some conflict in Mercosur between the two countries.

UNE AGRICULTURE DE PROXIMITÉ EST-ELLE POSSIBLE EN ARGENTINE ?

LE CAS DU MARAÎCHAGE À BAHIA BLANCA

CHRISTOPHE ALBALADEJO*, CAROLINE COUVE**
& AMALIA LORDA***

LE PLAN NÉOLIBÉRAL DIT DE « CONVERTIBILITÉ », appliqué en Argentine de 1991 à 2001 a modifié profondément la société et l'économie de ce pays, notamment son secteur agricole. Ce plan reposait sur une privatisation des principaux services de l'État, un ajustement de la monnaie nationale sur le dollar américain, une dérégulation de l'économie et une ouverture aux marchés mondiaux avec des conséquences parfois catastrophiques. Ce n'est pas le cas de la production de légumes frais pour le marché national, qui s'est accrue significativement grâce à la croissance et la différenciation du marché interne. Nous tenterons ici de comprendre les retombées du développement de ce marché national sur les marchés locaux. Nous prenons l'exemple d'un marché local longtemps très fermé sur lui-même qui s'est brutalement ouvert sur le marché national des légumes frais : le district de Bahía Blanca. La ville de Bahía Blanca (300 000 habitants), située au sud-ouest de la province de Buenos Aires sur la côte Atlantique, s'est développée au début du XIX^e^ siècle à partir des activités agricoles (céréales, élevages) et industrielles (abattoir, meunerie…), du fait de la présence de son port d'exportation. Aujourd'hui, avec le développement du port, la croissance du secteur pétrochimique, l'arrivée d'investissements étrangers, la mise en place

* INRA/SAD BP 27 31326 Castanet Tolosan

** CNEARC BP 5098 34033 Montpellier

*** Boursière CIC, Province de Buenos Aires et programme Agropolis IDRC, Canada Universidad Nacional del Sur, Bahía Blanca, Argentine

Collaborations : Isabelle Duvernoy (INRA/SAD) et Hubert Devautour (CIRAD/CNEARC)

d'un axe routier d'exportation vers la côte pacifique, il s'agit sans aucun doute de l'une des régions les plus « globalisées » de l'Amérique latine.

La croissance de la ville a permis l'émergence d'une ceinture maraîchère, qui occupe actuellement plus de 800 ha. Cette dernière est principalement constituée par des petites exploitations familiales avec des producteurs d'origine italienne (descendants des premiers immigrants européens au début du siècle) et bolivienne (immigration plus récente à partir des années 1970).

Jusqu'à présent ce secteur maraîcher a bénéficié de la proximité de la ville. Mais depuis l'arrivée des hypermarchés en 1995 et l'augmentation de la concurrence des autres régions de production du Nord du pays, les maraîchers locaux rencontrent des difficultés de commercialisation ayant pour conséquence l'abandon progressif de l'activité de certains d'entre eux et le refus des jeunes d'assurer la succession dans cette activité. Face à l'effacement de l'État dans le secteur agricole, la municipalité de Bahía Blanca a donc décidé de mettre en place, en 1996, un programme[1] de relance de l'activité maraîchère, activité qui fait vivre aujourd'hui encore près de 70 producteurs et leurs familles.

Quelles sont les réponses et stratégies des acteurs face à cette crise ? Peut-il encore exister un maraîchage en périphérie de Bahía Blanca ? Si oui, sous quelles formes d'intégration ou articulation au marché national, et quelles sont les stratégies collectives qui peuvent être proposées aux maraîchers ?

CONTRÔLE DU MARCHÉ LOCAL ET TRANSFORMATIONS DU SECTEUR EN ARGENTINE JUSQU'EN 1995

Les transformations du secteur en Argentine

Selon R. Benencia (2002), nous pouvons rencontrer trois types d'exploitations apparues à des périodes différentes :

– Au cours de la première période (1950-1975), les exploitations sont principalement basées sur de la main d'œuvre familiale avec des journaliers pour les périodes de récolte. Plus de 91 % des 11 000 exploitations de la ceinture maraîchère de Buenos Aires n'employaient que de la main d'œuvre familiale permanente.

– Lors de la seconde période (1975-1990), le marché national est saturé ; les producteurs et les intermédiaires cherchent alors des économies d'échelle. La création du Marché central de Buenos Aires en 1984 et la fermeture des autres places de concentration (il y en avait plus de 23 pour la seule banlieue de Buenos Aires…) réduisent l'émiettement du marché. Les producteurs les plus aisés augmentent les superficies exploitées en louant des terres, en mécanisant certaines cultures et en recrutant du personnel. La *mediería* (métayage) se développe ; elle représente entre 30 et 40 % de la main d'œuvre permanente selon les districts. Il s'agit d'un contrat verbal entre le propriétaire de l'exploitation et la personne employée, appelée *mediero* (métayer). Le propriétaire apporte le capital foncier (la terre), les outils, les intrants, et s'occupe de la commercialisation, tandis que le *mediero* apporte le travail. Ce dernier perçoit

entre 30 et 40 % de la production commercialisée. Les *medieros* sont généralement boliviens. Actuellement, les exploitations présentant ce type d'organisation sont dominantes parmi les maraîchers.

– Durant la troisième période (années 1990), le marché interne en frais se développe fortement et se différencie. Une certaine frange de la population, qui fréquente notamment les hypermarchés, est prête à payer plus pour des légumes de qualité et de bonne présentation. La culture sous serre se développe, accompagnée d'innovations techniques (semences hybrides, fertilisants, etc.) exigeant une meilleure connaissance de la production et une main d'œuvre spécialisée. Les maraîchers « entrepreneurs » les plus capitalisés sont les mieux placés pour se saisir de ces nouvelles opportunités, mais ils ne sont pas les seuls.

L'arrivée des hypermarchés dans les années 1990 est une cause importante de bouleversements dans la commercialisation des légumes (Green, Gutman et Rocha de Santos, 1992 ; Viteri et Ghezán, 2000). Elle entraîne notamment l'affaiblissement des marchés locaux de concentration, l'apparition de nouveaux agents et formes d'intermédiation (dont les relations contractuelles avec les producteurs) et une marginalisation des petits producteurs qui ne peuvent s'adapter aux nouvelles conditions.

Les hypermarchés ont largement contribué à faire émerger une nouvelle demande de légumes de qualité dans les classes moyennes urbaines et à consolider des échanges au niveau national avec des zones de production parfois éloignées. Mais la grande distribution n'a pas le monopole de la couverture de cette nouvelle demande et, par ailleurs, elle réalise quotidiennement des achats de fruits et légumes au Marché central de Buenos Aires[2] (entre 60 et 80 % suivant les entreprises et l'époque de l'année). Bien qu'affaibli, le MCBA continue donc de jouer un rôle central dans la détermination des prix de référence au niveau national.

À Bahía Blanca, un maraîchage couplé à son marché local urbain jusqu'en 1995...

L'activité agricole de la zone est surtout orientée vers l'élevage et la production de céréales. L'activité maraîchère occupe entre 800 et 900 ha. Elle a été présente dès le début et s'est développée en même temps que Bahía Blanca. Les premières exploitations maraîchères s'installent à Cerri situé à quinze kilomètres de Bahía Blanca, fort militaire créé en 1876 au cours de la conquête du désert et destiné à assurer une protection face aux invasions indigènes. Elles approvisionnent alors le fort et la population locale. Ces petites unités productives profitent de la présence de terre limoneuse dans l'ancienne plaine d'inondation du río Sauce Chico et de ce même fleuve comme source d'irrigation. Des exploitations se développent également au bord du fleuve Napostá, dans la zone d'Aldea Romana (à cinq kilomètres seulement du centre de Bahía Blanca), et sur l'avenue Alem. Ces exploitations constituent progressivement la ceinture maraîchère de Bahía Blanca.

Rapidement le fort devient une ville, Cerri constitue aujourd'hui le 2e noyau urbain du district de Bahía Blanca avec 5 700 habitants. Jusque dans les années 1960, les exploitations maraîchères profitent de cette croissance et approvisionnent les marchés locaux de Cerri et de Bahía Blanca. Mais les difficultés

économiques de Bahía Blanca dans les années 1970, ainsi que celles de Cerri, constituent un environnement défavorable pour l'activité maraîchère. Aujourd'hui, l'activité maraîchère compte environ 67 producteurs d'origine italienne (descendants des premiers immigrants européens au début du siècle) et plus récemment d'origine bolivienne (deuxième vague d'immigration à partir des années 1960).

LA FIN DU CONTRÔLE INSTITUTIONNEL DU MARCHÉ URBAIN PROCHE

Jusqu'au début des années 1980, Bahía Blanca approvisionnait toute la Patagonie. Par la suite, la production maraîchère de Bahía Blanca s'est limitée à un marché moins lointain dans un rayon de 300 km. Depuis 1965, sous la pression du lobby local maraîcher, la ville a fortement légiféré la vente de légumes et imposé trois marchés de gros de fruits et légumes : le marché Aguado, le marché Abasto, et le marché de la coopérative des maraîchers. Dans les années 1990, 80 % des produits maraîchers étaient encore commercialisés par l'un de ces trois marchés.

À partir de 1995, l'expansion des supers et hypermarchés vers l'intérieur de l'Argentine s'accélère fortement. Aujourd'hui, les grandes surfaces affichent la volonté de développer le secteur des fruits et légumes qui, bien que ne représentant que 5 à 15 % de leurs ventes, leur rapportent entre 10 et 30 % des marges.

Le premier supermarché de la ville et de la région fut inauguré en 1965 par la chaîne régionale *Cooperativa obrera*. Cette dernière est bâtie sur le modèle des coopératives de consommateurs, mais est de fait tenue par des capitaux locaux de la bourgeoisie de Bahía Blanca. Avant 1995, la ville comptait seulement des commerces traditionnels et des supermarchés. En 1996, la *Cooperativa obrera* décide de prendre les devants et installe le premier hypermarché. Elle dominait alors le marché et fixait les prix. En 1997, deux nouvelles chaînes s'installent : Disco, associée au groupe hollandais Ahold, et Wal Mart d'origine nord-américaine. En riposte à l'installation de ces deux nouvelles chaînes, la *Cooperativa obrera* adopte une politique de forte croissance. En trois ans, elle passe de 20 à 53 succursales et ouvre un deuxième hypermarché avec un centre commercial.

Celle-ci cherche à se positionner sur des créneaux différents des autres chaînes de distribution par la mise en place d'une marque propre, d'une marque de premiers prix et du programme BIA (*Bajo Impacto Ambiental*) conçu à partir d'un décret de la Province de Buenos Aires garantissant des normes de production pour les produits maraîchers ayant ce label. Aujourd'hui, la *Cooperativa obrera* détient la première place dans Bahía Blanca, avec une participation de 59 % au sein de la grande distribution pour les produits alimentaires (données de la *Cooperativa obrera*, mars 2001).

Les grandes chaînes de distribution présentes à Bahía Blanca comme Wal Mart, Disco et Tía, s'approvisionnent directement auprès de grands producteurs (tous hors de la zone de Bahía Blanca) qui livrent la marchandise jusqu'à la plate-forme de distribution (ou à la succursale si elle est située près de

l'exploitation). Le producteur et la chaîne de distribution sont liés par un contrat définissant la qualité de la production à livrer, les conditions de livraison et de paiement. Grâce à ces contrats, les grandes surfaces cherchent à anticiper l'approvisionnement et à assurer la qualité des produits. Nous ne sommes plus ici dans les relations de confiance interpersonnelles (convention domestique) qui dominent au sein des marchés de gros et dans les relations entre producteurs et grossistes, mais dans des relations contractuelles relevant d'une convention industrielle. Le responsable achat détient tout le pouvoir de négociation, fixe les règles, les prix et le délai de paiement (en moyenne 90 jours). Un producteur qui ne peut suivre les conditions requises est immédiatement écarté.

La *Cooperativa obrera* a mis en place une autre politique d'approvisionnement. Elle privilégie l'achat auprès de producteurs de la région et joue sur la relation de proximité en dosant de façon complexe des relations d'ordre personnel et contractuel. Elle achète à 28 producteurs de la région (soit 425 ha en production), dont 15 sont du district voisin de Villarino, 6 de Bahía Blanca, 2 de Tres Arroyos (à plus de 100 km). Ces producteurs sont fortement dépendants de la *Cooperativa obrera* car ils écoulent à travers elle jusqu'à 80 % de leur production. Liés par un contrat, ils ont obligation de répondre au cahier des charges du plan BIA mis en place il y a trois ans, et un ingénieur agronome est recruté à des effets de contrôle par l'hypermarché sous couvert d'assistance technique.

Parallèlement un fonctionnaire du Ministère provincial de l'agriculture, basé à Bahía Blanca, a pour fonction le contrôle chimique des légumes produits sous étiquette BIA. À l'heure actuelle, seuls les maraîchers de la région produisent selon le plan BIA. C'est un problème pour la *Cooperativa obrera* qui ne peut ainsi assurer à ses clients une production continue de produits maraîchers BIA sur toute l'année. Toutefois les produits BIA représentent déjà 10 à 12 % des produits maraîchers vendus par la *Cooperativa obrera*. D'autres grandes chaînes de distribution se lancent sur ce créneau, comme Disco qui vient de mettre en place une marque « Bell's organicos » pour tous ses produits biologiques. Mais pour l'instant, la production de produits biologiques reste encore réduite en Argentine.

Aujourd'hui, de nombreux *puesteros* s'accordent à dire qu'entre 40 et 50 % des produits maraîchers ne passent plus par les marchés de gros de Bahía Blanca. Ils subissent de plus en plus de concurrence et perdent de leur influence. D'autres causes que l'arrivée des hypermarchés en province sont également à l'origine de l'affaiblissement de ces marchés de gros. La croissance de centres urbains au sud du pays, le développement du réseau routier et aérien, ainsi que la déréglementation du transport ont fait perdre à Bahía Blanca son rôle de ville intermédiaire entre le sud et la capitale. Aujourd'hui, la zone sud s'approvisionne directement sur les marchés du Nord du Pays et de Buenos Aires. Également du fait d'une production de meilleure qualité avec des prix moins élevés dans les autres régions maraîchères, les transporteurs-revendeurs ont pris de plus en plus d'importance et finissent par gêner considérablement les *puesteros*. Ces derniers se plaignent fortement de cette pratique qui constitue pour eux une concurrence déloyale.

L'évolution la plus importante concerne les *puesteros* du marché de la coopérative. En effet, aujourd'hui ils ne sont plus qu'une petite dizaine à ne vendre que leur production. Les autres producteurs ont intégré la fonction de

grossistes en tant que moyen de diversification ou de reconversion pour faire face à la crise qu'ils subissent. Ils achètent leur marchandise le plus souvent directement aux producteurs et aussi aux marchés de gros de Buenos Aires, La Plata, Rosario, etc. La plupart de ces producteurs ont un rôle de grossistes seulement en période de faible production de leur exploitation. La marchandise achetée pendant cette période peut représenter jusqu'à 70 ou 80 % de la marchandise qu'ils commercialisent.

Tous les acteurs du marché s'accordent à dire que le vieux système de consignation, lorsque la marchandise est laissée en dépôt-vente, a quasiment disparu. Seuls deux producteurs enquêtés laissent une partie de leur production en consignation. Désormais, le grossiste achète la marchandise au producteur, au prix du jour, et le paie en liquide une à trois semaines après la livraison. La pratique du chèque a fortement diminué ces dernières années suite à de nombreux problèmes de chèques sans provision. Désormais la confiance n'est plus de rigueur dans les relations. Le grossiste prend en charge désormais les risques de commercialisation, mais il est en position d'exiger du producteur une marchandise de meilleure qualité.

La relation avec le client a également évolué. Aujourd'hui, de plus en plus de *puesteros* proposent le service de livraison à domicile. Certains le font gratuitement pour leurs clients fidèles de Bahía Blanca, tandis que d'autres le pratiquent comme un service payant. Ils facturent alors un à deux dollars supplémentaires par cageot. Cela demande un certain investissement (organisation et personnel supplémentaires) que tous les *puesteros* ne peuvent réaliser.

Malgré l'apparition des hypermarchés ces dernières années, les commerces traditionnels gardent toujours la préférence des consommateurs dans le secteur des fruits et légumes, comme le montrent les résultats d'une étude statistique nationale de la consommation en 1996 et 1997 (rapport Nielsen cité par Rotstein, 1999).

Sur Bahía Blanca, les commerces traditionnels réalisent 69,6 % des ventes de fruits et légumes contre 30,4 % pour les super et hypermarchés. Par contre, pour les autres produits alimentaires, les grandes et moyennes surfaces prennent la première position avec 65,9 % (Rotstein, 1999). Les détaillants cherchent de plus en plus à offrir des produits de meilleure qualité aux consommateurs. Ils soignent également la présentation sur les rayons et le service au client. De nombreux commerces de fruits et légumes et épiceries proposent un service à domicile afin de fidéliser leur clientèle.

TABLEAU N° 1 : ACHATS DE PRODUITS MARAÎCHERS DANS LES PRINCIPALES VILLES D'ARGENTINE

	Capitale Fédérale	Grand Buenos Aires	Rosario	Córdoba	Mendoza	Tucumán
Commerces traditionnels	65,3	74,9	66,3	86,1	68,4	85,1
Super / hypermarchés	40,7	27,0	31,2	14,6	32,4	12

D'après Rotstein, 1999.

DES MARAÎCHERS EN QUÊTE D'UNE STRATÉGIE LOCALE

Depuis une dizaine d'années, le maraîchage à Bahía Blanca est passé d'une activité relativement homogène, fermée et contrôlée à une plus grande diversité d'acteurs, de pratiques et de statuts du fait de l'arrivée de nouveaux venus (des Boliviens surtout, mais aussi quelques urbains) et de l'émergence de nouveaux modèles de production.

Le maraîcher typique des années 1970-1980, d'origine italienne, produisait des légumes variés pour le marché local de Bahía Blanca et commercialisait à travers le marché de la coopérative (éventuellement à travers son propre poste de vente), ou les marchés privés de *Aguado* ou *Abasto*. Dans les années 1980, des immigrants d'origine bolivienne (ou des régions argentines limitrophes avec la Bolivie) ont constitué une main d'œuvre bon marché recrutée par ces maraîchers sous la forme de contrats oraux de métayage. Comme nous l'avons décrit par ailleurs pour d'autres régions de l'Argentine (Albaladejo, 1999), certains de ces métayers qui ont réussi à investir dans un minimum d'équipement, et qui ont obtenu la confiance de propriétaires terriens, deviennent des maraîchers par fermage et emploient alors à leur tour des métayers boliviens. Au bout de quelques années, ces fermiers peuvent acquérir une terre, louer un poste de vente à la coopérative, et ainsi changer complètement de statut.

L'immigration bolivienne, et l'accession de nombre de ces immigrés au statut de maraîchers, ainsi que l'arrivée sur la scène locale de puissants opérateurs commerciaux ont fait éclater la double fermeture du monde du maraîchage à Bahía Blanca en terme d'accès à l'activité et d'accès au marché. Une enquête a été menée auprès de la quasi intégralité (39 producteurs sur 41) de la principale zone de maraîchage autour de Bahía Blanca, représentant près de 60 % de tous les maraîchers de l'agglomération. Nous avons ensuite réalisé une typologie basée sur les différences dans les modes de commercialisation et l'organisation sociale de la production. Le tableau 2 donne une vision synthétique des 5 types distingués.

Nous retrouvons distinctement les « maraîchers traditionnels » (type 2.1) qui sont, aujourd'hui assez âgés (54 ans en moyenne), descendants des Italiens fondateurs de la coopérative, vendant en général par eux-mêmes sur le marché local. La plupart d'entre eux renforcent leur activité commerciale en systématisant leurs achats de légumes à des voisins, voire en dehors de la zone (à plus de 600 ou même 1000 km) et en déléguant de plus en plus la production à leurs métayers. De « nouveaux maraîchers » font leur apparition (type 2.2) constitués par le petit nombre d'immigrés boliviens qui ont réussi à acheter des terres et louer un poste de vente à la coopérative pour acquérir, enfin, le statut de « maraîchers » (type 2). Ils sont plus jeunes, assez fortement investis dans les institutions comme la coopérative, disposent d'une main d'œuvre familiale importante renforcée par des métayers plus ou moins considérés comme de la « famille », mais qui n'en sont pas moins exploités. Eux aussi se déplacent très loin avec leurs camionnettes pour compléter l'offre en légumes de leurs points de vente.

TABLEAU N° 2 : PRINCIPAUX TYPES DES PRODUCTEURS DE LÉGUMES DISTINGUÉS

Type Nombre de cas enquêtés Age moyen du chef d'exploitation		Surface exploitée Lieu de résidence	Famille, main d'œuvre et emplois	Modes de commercialisation	Origine
TYPE 1 Les petits cultivateurs de légumes *(quinteros)* 9 cas 53 ans en moyenne		De 1 à 3,5 ha en propriété ou louées, proches de la localité de Cerri. Tous vivent à Cerri sauf 2 qui vivent sur l'exploitation	Petits collectifs familiaux de travail. En général 2 personnes, dans deux cas il s'agit de toute la famille : soit 7 travailleurs. Les membres de la famille ont en général un emploi en dehors de l'agriculture	Vente directe à Cerri et souvent aussi à des *puesteros* des marchés	7 sont originaires de Bolivie ou du Nord-ouest argentin, 2 sont des descendants d'Italiens et un est descendant d'Espagnols
TYPE 2 Les maraîchers professionnels-locaux (Les « Horticultores bahienses »)	TYPE 2.1 Les maraîchers traditionnels 8 cas 54 ans en moyenne	De 2 à 42 ha, en propriété Tous vivent sur l'exploitation sauf un qui réside à Bahía Blanca	La moitié d'entre eux a des métayers boliviens, ils emploient de la main d'œuvre temporaire. 2 à 9 travailleurs, 6 en moyenne	Tous ont un poste de vente sur le marché	Tous descendants d'Italiens, sauf un Paraguayen
	TYPE 2.2 Les nouveaux maraîchers 4 cas 46 ans en moyenne	5 à 100 ha exploités. Tous sont propriétaires, cependant certains louent aussi une partie des terres. Tous vivent sur l'exploitation	La moitié d'entre eux a des métayers boliviens. Les autres ont de la famille qui travaille pour eux. 6 à 17 travailleurs, 10 en moyenne	Trois un poste à la coopérative, le 4e cherche à en louer un	Tous sont boliviens ou fils de Boliviens
TYPE 3 Les maraîchers en formation 8 cas 43 ans en moyenne		6 à 15 ha exploités. Tous louent leurs terres. Tous vivent sur l'exploitation	5 d'entre eux ont des métayers boliviens. 2 à 9 travailleurs, 4.6 en moyenne	Deux ont déjà un poste à la coopérative, les autres vendent à travers les *puesteros*	Tous boliviens sauf un descendant d'Espagnol et un migrant du Nord-ouest argentin
TYPE 4 Les maraîchers urbains diversifiés *Los horticultores urbanos diversificados* 7 cas 41 ans en moyenne		La famille, deux ont des salariés Tous vivent en ville (Bahía Blanca)	1,5 à 4 travailleurs, 2.6 en moyenne. Pas de métayers, 3 d'entre eux ont des employés	Vente directe, disposent pour deux d'entre eux de commerces de fruits et légumes	Origines diverses descendants d'Espagnols ou Italiens, migrants de Mendoza, un Bolivien
TYPE 5 Les grands producteurs maraîchers *Los productores de hortalizas* 3 cas 37 ans en moyenne		Tous vivent en ville (Bahía Blanca)	Ont respectivement 3, 5 et 33 travailleurs. Main d'œuvre salariée et métayers	Exportent. Contrats avec des sociétés. Un dispose de 3 postes à la coopérative	Descendants d'Italiens

Sources : enquêtes A. Lorda (2000 – 2001).

Les « maraîchers traditionnels » (type 2.1) et les « nouveaux maraîchers » (type 2.2) représentent un maraîchage que nous pouvons dénommer « professionnel-local » qui est à la fois spécialisé, fortement investi dans des institutions propres au secteur visant un contrôle du marché local. La différence entre eux porte principalement sur l'importance de la main d'œuvre familiale et leur stratégie (plus commerciale pour les maraîchers traditionnels et plus tournée vers la production pour les « nouveaux maraîchers »). Le mode de vie plus austère, le lien plus fort de la famille à l'exploitation semble aussi distinguer les « nouveaux maraîchers », mais pour combien de temps ? Il faut savoir que le maraîchage n'était pas l'activité des Boliviens dans leurs régions d'origine (instituteurs, ouvriers agricoles, chauffeurs de taxi, etc.) et que cette activité peut très bien représenter pour eux un tremplin vers d'autres positions sociales, ce que confirme leur attachement à la scolarisation des enfants.

Par ailleurs, la socialisation des enfants en Argentine, partielle certes car difficile, impliquera sans doute l'acceptation progressive de valeurs et de modes de vie qui sont peu compatibles avec les rapports sociaux et familiaux rapportés de Bolivie, et avec l'austérité des modes de vie. C'est pourquoi cette catégorie de « maraîchers professionnels-locaux », bien que majoritaire (30 % de la population enquêtée représentant 66 % des surfaces cultivées en légumes) a un avenir largement compromis par les transformations que nous avons signalées. Les maraîchers traditionnels, déjà âgés, n'ont plus de successeurs et les nouveaux maraîchers ne pourront se maintenir que par une forte exploitation de leur main d'œuvre. Il est vraisemblable qu'ils sortiront du secteur au fur et à mesure de leur intégration sociale en Argentine.

En attendant, cette voie d'intégration reste attractive parmi les métayers. Les « maraîchers en formation » (type 3) sont des immigrés boliviens, ou leurs fils qui, ayant réussi à prendre des terres en fermage, cherchent clairement à accéder à la catégorie de maraîchers professionnels-locaux. Les « petits cultivateurs de légumes » ou *quinteros* (type 1), peu insérés dans le monde professionnel local du maraîchage, ont des exploitations de très petite taille, à proximité de la localité de Cerri. Ils commercialisent tous par la vente directe dans des commerces de fruits et légumes de Cerri, ou bien par le porte-à-porte. Ils vendent aussi à des *puesteros* sur les marchés principalement pour écouler leurs surplus. Ce sont des exploitants souvent assez âgés dont l'activité vient en complément de revenus familiaux obtenus hors de l'agriculture. Les difficultés économiques ressenties par les couches les plus pauvres de la population en Argentine font penser que cette catégorie de cultivateurs ne va pas décroître bien au contraire.

Les « grands producteurs maraîchers » (type 5) ne sont représentés que par trois exploitants, mais ils contrôlent près de 49 % de la surface cultivée en légumes de l'échantillon étudié. L'un d'entre eux est un maraîcher d'origine italienne qui a réussi à capitaliser et se transformer en entrepreneur. Il fait partie du plan BIA et est à présent le principal fournisseur de la *Cooperativa obrera*. Il était membre de la Coopérative de Maraîchers, mais il en « est parti en claquant la porte à ces gens qui n'ont pas su réussir ». Il a 7 salariés et plus de 23 personnes employées sous la formule du métayage. Ces dernières années, il s'est agrandi en achetant les terres des voisins qui ont abandonné… Les deux autres producteurs sont des gens de la ville qui continuent de pratiquer une profession libérale (dentiste et comptable) et investissent dans

des productions spécifiques destinées à l'exportation (oignons ou plantes aromatiques). Ils emploient des salariés et travaillent avec des contrats écrits de commercialisation.

La catégorie des « maraîchers urbains diversifiés » (type 4) est sans doute l'une des plus intéressantes pour considérer le développement d'un maraîchage de proximité. Numériquement, elle reste modeste avec moins de 4 % de la surface cultivée par la population interrogée et 18 % des exploitants. Cependant son intégration au marché urbain de Bahía Blanca est la plus forte. Ce sont des gens qui, pour certains d'entre eux, disposaient d'un commerce de fruits et légumes et qui ont décidé d'acheter des terres pour produire une partie des légumes qu'ils commercialisent. D'autres ont acheté un commerce ou vendent auprès de partenaires particuliers (cantines de la base navale, petit réseau de commerces de fruits et légumes, etc.). Ils ont introduit des innovations comme la construction de serres et l'irrigation au goutte-à-goutte. Ces initiatives datent seulement de quelques années, mais elles sont bien consolidées. Chacune est très différente de l'autre, et elles se développent sans s'intégrer au système professionnel local, qu'elles ignorent un peu. Ce sont des maraîchers jeunes (41 ans de moyenne d'âge) et motivés, qui habitent en ville et travaillent seuls ou avec des salariés (sans métayers car ils veulent contrôler la qualité des légumes et donc tout le processus de production).

Les « petits producteurs de légumes » et les « maraîchers urbains diversifiés » (types 1 et 4) ont su développer un maraîchage de proximité non basé sur une tentative de fermeture du marché local par des institutions sectorielles et des règlements municipaux. De fait, les « maraîchers traditionnels » évoluent sensiblement vers des fonctions de commerçants, allant acheter des légumes hors site afin de compléter l'offre auprès de leurs clients locaux. La population immigrée bolivienne se charge d'investir ce champ avec des conditions de travail et de sacrifices sur les modes de vie que ne sont plus prêts à accepter les fils de colons italiens. En quelques années, on peut ainsi s'apercevoir par la typologie des exploitants maraîchers combien les stratégies se sont diversifiées.

La typologie rend également évidente la chute irréversible du « marché de proximité institutionnel » que s'étaient forgé les maraîchers avec l'aide des autorités locales. Les efforts pour renforcer les contrôles, le poids des taxes locales sur les marchandises venues des autres régions de l'Argentine et l'immobilisme de la coopérative, signent le désarroi des maraîchers professionnels. Parallèlement, les initiatives ayant un certain succès restent des démarches très individuelles et peu reliées entre elles dans une vision cohérente de la production au niveau local. Comment, dans ce nouveau contexte, concevoir une nouvelle action publique aidant à reconstruire un ou des maraîchages de proximité à Bahía Blanca?

DISCUSSION

Cette recherche montre clairement que, face au développement vigoureux d'un marché national de légumes frais, l'ancienne stratégie de maîtrise institutionnelle du marché local n'est aujourd'hui plus possible. De plus, les efforts des maraîchers professionnels-locaux, pour maintenir inchangée l'action de la coopérative et réclamer plus de contrôles fiscaux vis-à-vis des légumes des

régions du Nord, ne fondent pas une stratégie d'avenir. Ce sont d'ailleurs ces mêmes producteurs qui prennent leurs camionnettes pour ramener des légumes des marchés de Mar del Plata, la Plata, Rosario ou Buenos Aires. La transformation de ces anciens maraîchers en intermédiaires, l'arrivée de maraîchers boliviens reproduisant le même système d'auto-exploitation de la force de travail à l'instar de leurs compatriotes ailleurs en Argentine, le développement des grandes surfaces et l'intrusion des camions « sauvages » apportant massivement des légumes d'autres régions, imposent de redéfinir ou peut-être « réinventer » ce que l'on appelait le « le marché local » à Bahía Blanca. En moins de cinq ans, ce système maraîcher local s'est effondré, ce qui permet à certains gros investisseurs d'acheter les terres libérées, et de faire des produits d'exportation plus lucratifs (oignons).

Divers phénomènes nous permettent d'entrevoir simultanément l'émergence d'un nouveau maraîchage de proximité. D'une part, la crise sociale et économique maintient et même renforce un petit maraîchage de subsistance qui écoule ses produits directement par le porte-à-porte et dans des réseaux de voisinage. Ce genre de complément de revenu devient non négligeable depuis l'approfondissement de la crise en décembre 2001. D'autre part nous constatons l'émergence de maraîchers diversifiés, modernisés, très fortement articulés à un marché urbain sur des créneaux spécifiques. Ils font partie d'initiatives « discrètes » (Albaladejo, 2001) qui ne sont pas des résistances ou des marginalités, car elles peuvent fonder des alternatives plus générales de production, à condition d'être prises en compte et appuyées par l'action publique de développement. Cultiver à côté de la ville n'a pas cessé d'être intéressant, c'est seulement devenu une activité différente et plus complexe. C'est bien ce qu'a compris un grand acteur local à présent rodé à des stratégies de développement dans une économie globalisée : la chaîne de super et hypermarchés de la *Cooperativa obrera*. Son programme BIA de production « d'agriculture raisonnée » s'appuie fortement sur une image locale et de qualité. Cette chaîne de supermarché s'est alliée aux actions de la Municipalité de Bahía Blanca pour la construction d'un atelier de conditionnement des légumes en direction des petits maraîchers.

L'action de la Municipalité de la ville de Bahía Blanca repose précisément sur l'hypothèse d'une refondation d'un maraîchage de proximité à Cerri à partir d'un lien fort entre le consommateur urbain et le producteur. Les préoccupations des urbains sur la qualité des aliments, mais aussi leur attachement à une identité locale (l'image d'une localité de Cerri maraîchère aux premiers temps de la colonisation) y contribuent. Le programme de conseil technique aux maraîchers est doublé d'une aide à l'outillage et la mécanisation, à l'organisation des producteurs pour l'usage de l'eau d'irrigation, la mise à disposition de petits crédits, le conditionnement des légumes ainsi que… la promotion touristique de la zone de production en périurbain (avec notamment la construction d'un petit train touristique).

Nous observons également que, malgré le développement des grandes surfaces, le consommateur argentin continue fortement à acheter ses légumes à son petit commerce de quartier spécialisé dans les fruits et légumes (plus de 60 % des ventes). Un rapprochement entre ces petits commerçants et les maraîchers devrait être facilité par les agences de développement afin de consolider des circuits plus directs d'approvisionnement.

Le développement du marché national des légumes frais au cours des années 1990 est bien la cause d'un démantèlement du système maraîcher de Bahía Blanca tel qu'il avait été institué dans les années 1975, mais cela ne conduit pas nécessairement à la disparition d'un marché local. L'émergence de nouveaux comportements (complémentarité entre activité commerciale et production) et surtout de nouvelles formes de maraîchage (liant plus directement le consommateur au producteur) montre la rapidité de la recomposition locale de ce secteur et l'émergence de nouveaux modes d'articulation avec le marché national. L'engagement de la municipalité, et d'un groupe local de grandes surfaces, en fait une expérience particulièrement intéressante vers un développement local « non enkysté », articulé à sa ville proche et au marché national.

Notes

1 Ce programme implique également le département d'agronomie de la Universidad Nacional del Sur et s'articule avec le programme de coopération Recompositions territoriales dans la zone de transition sud-pampéenne (A99H01) financé par ECOS-Sud, comité Evaluation – orientation de la COopération Scientifique (Argentine – Chili – Uruguay).

2 MCBA : Inauguration en octobre 1984. Sa création fut inspirée par les MIN français (Marchés d'intérêt national). Il commercialise annuellement 1400000 tonnes de fruits et légumes, dont 100000 seulement sont importées.

Bibliographie

Albaladejo C., 1999, « Le développement local en question : diversité des acteurs, des temps et des territoires de la culture de l'oignon du Río Colorado en Argentine, province de Buenos Aires », dans *Ateliers de Caravelle*, Toulouse, 12, 1-19.

Albaladejo C., 2001, « Una Argentina discreta… La integración social y territorial de las innovaciones de las familias rurales en el partido de Saavedra », dans *Revista Universitaria de Geografía*, Bahía Blanca, Argentina, 10, 1 & 2, 131-148.

Albanesi R., Cassinera A., Propersi P., Qüesta T., Rosenstein S., 1999, *Horticultura rosalina. Comercilización, organización laboral, adopción tecnológica*. Rosario, Universidad Nacional de Rosario, 182 p.

Benencia R., 2002, *Transformaciones en la horticultura bonaerense en los últimos cincuenta años. El papel de la tecnología y la mano de obra*. XIII Economic History Congress. Buenos Aires, 22-26 July 2002, www.eh.net/XIII congress/ed/ paper/52Benencia447.pdf, 22 p.

Couve C., 2002, *Analyse de l'évolution de la commercialisation et de la production maraîchère afin d'établir des stratégies de commercialisation et de valorisation pour les maraîchers de Bahía Blanca, Argentine*. CNEARC Montpellier et INRA/SAD Toulouse, Master of Science DAT Développement Agricole Tropical et DIAT option Valor, 92 p.

Green R., Gutman G.E., Rocha De Santos R. 1992, *Argentine-Brésil : la distribution des produits alimentaires*, Problèmes d'Amérique Latine, La Documentation Française, Paris, juillet-septembre 1992, 6.

Rotstein F. 1999. *Diseño de estrategias de aprovechamiento de productos hortícolas frescos y su evaluación económica-financiera para lograr ventajas competitivas frente a la oferta externa a la ciudad de Bahía Blanca*. Informe final.Universidad Nacional del Sur, Dpto de Economía, Bahía Blanca, Argentina, -56 p.

Viteri M.L. et Ghezán G. 2000, *El impacto de la gran distribución minorista en la comercialización de frutas y hortalizas*. X World Congress of Rural Sociology, July 30 to August 5, 2000, Rio de Janeiro, Brasil.

Mots clés : Argentine, agriculture de proximité, marché local, chaîne de commercialisation.

Palabras claves : Argentina, agricultura de proximidad, mercado local, cadena de comercialización.

Keywords : Argentina, agriculture of proximity, local market, commercialisation chain.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cet article analyse les possibilités d'émergence et de développement d'une agriculture de proximité dans une Argentine soumise depuis dix ans à une vigoureuse politique néolibérale. Le maraîchage dans les environs de Bahía Blanca s'appuyait depuis les années 1975 sur un contrôle très fort du marché local par les organisations de producteurs et les autorités locales. À partir de 1995, il s'est ouvert brusquement au marché national des légumes frais qui est en plein développement. Une analyse inductive de la filière et en particulier des stratégies des maraîchers met en évidence à la fois que l'ancien système est condamné et que des initiatives « discrètes » des acteurs permettent de refonder un maraîchage de proximité, à condition d'être soutenues et articulées à ce nouveau marché national en émergence.

***

Este artículo analiza las posibilidades de emergencia y de desarrollo de una agricultura de proximidad en una Argentina sometida durante 10 años a una fuerte política neoliberal. Desde 1975, la horticultura en los afueras de la ciudad de Bahía Blanca se basaba sobre un control fuerte del mercado local por las organizaciones de los productores y de las autoridades locales. À partir de 1995 se abrió recién de repente al mercado nacional de hortalizas frescas que está en pleno desarrollo. Un análisis inductivo de la cadena de comercialización y en particular de las estrategias de los actores permite evidenciar a la vez que el antiguo sistema está condenado y que iniciativas « discretas » de los actores permiten fundar de nuevo una horticultura de proximidad, a condición de que estén apoyadas y articuladas a est mercado nacional en desarrollo.

***

This paper is analysing the possibilities of raising and development of an agriculture of proximity in Argentina, a country that is submitted to a strong neoliberal plan. Since 1975, market gardening outside the city of Bahía Blanca was based upon a high control of the local market by farmers organisations and local authorities. After 1995, it abruptly opened to the national market of fresh vegetables which is developing rapidly. An inductive analysis of the commercialisation chain shows first that the previous system is no more viable and that « discreet » initiatives of local actors allow to do up a proximity market gardening, to the condition of being sustained and articulated with the emerging national market.

ENGENHO ITAIUBA (MONTE APRASIVEL, ÉTAT DE SAO PAULO, BRÉSIL). DANS CETTE PETITE EXPLOITATION ARTISANALE, LE TRAITEMENT DE LA CANNE À SUCRE QE FAIT TOUJOURS DE MANIERE TRADITIONNELLE. CLICHÉ : ALAIN MUSSET.

L'ÉVOLUTION DES CULTURES LIÉES AU MARCHÉ INTERNE :

UNE APPROCHE DES DISPARITÉS SOCIALES ET SPATIALES DU BRÉSIL CONTEMPORAIN

PERNETTE GRANDJEAN*

LE BRÉSIL EST SOUVENT CITÉ comme l'un des plus grands exportateurs mondiaux de denrées agricoles, occupant les premières places pour des cultures tropicales (café, sucre de canne), mais aussi pour des produits qui ont fait une percée plus récente sur le marché international, comme le soja, les oranges ou les volailles. La croissance très vigoureuse de ces productions (par exemple, le fameux « boom du soja » des années 1970) est souvent considérée comme la preuve de l'incontestable vitalité de l'agriculture du pays, portée par des productions dont la rentabilité et les prix sont bien supérieurs à ceux de l'agriculture traditionnelle. La priorité donnée par les politiques agricoles à ce type de productions, pour accroître la compétitivité du pays sur le marché international, a contribué à renforcer l'image d'une agriculture largement tournée vers l'exportation.

Pourtant, cette image reste très partielle, voire fausse. Un nombre important de produits exportés alimentent aussi le marché interne, directement (café, maïs), ou en matières premières pour l'industrie énergétique (canne à sucre) ou agroalimentaire implantée dans le pays. Ainsi le soja, grand produit d'exportation, approvisionne-t-il depuis les années 1970 une puissante industrie d'aliments composés pour le secteur animal tout en fournissant, avec l'huile, une grande partie des matières grasses consommées par les Brésiliens. Par ailleurs, à côté des évolutions du marché international, les transformations de la demande interne ont constitué un puissant facteur d'évolution de l'agriculture du pays alors que les politiques agricoles, tournées vers l'un ou l'autre de ces secteurs, n'ont pas manqué d'avoir de profondes répercussions sur l'ensemble des productions agricoles et leur inscription dans l'espace. L'interpénétration des deux marchés est donc très forte et les synergies particulièrement nombreuses entre les deux secteurs.

* Département de géographie, Université de Reims – Centre de recherche en géographie, aménagement et gestion de l'environnement (pernette.grandjean@wanadoo.fr).

Pourtant, sans opérer une séparation stricte des productions en fonction de leur destination finale (marché international ou marché intérieur), on peut néanmoins aisément distinguer celles qui sont plus spécifiquement destinées au marché intérieur[1] et celles dont la croissance a été davantage soutenue par la demande interne. C'est ce type de productions – que l'on appellera « productions liées au marché interne » – qui sera considéré ici en portant une attention particulière à sa place et à sa fonction dans l'ensemble de l'agriculture brésilienne. Cet angle de vue est assez révélateur notamment depuis l'élection, le 27 octobre 2002, du nouveau président de la république, Luis Inácio Lula da Silva, qui prône un nouveau modèle de développement pour le Brésil. Celui-ci s'appuie sur un programme économique dont un des objectifs premiers est « l'inclusion économique et sociale de près de 50 millions de Brésiliens vivant en dessous de la ligne de pauvreté ». Nul doute que ce projet « faim zéro », annoncé lors de la campagne, amènera le nouveau président à reconsidérer l'ensemble complexe des éléments qui interviennent dans la production alimentaire des Brésiliens.

L'agriculture brésilienne a connu des évolutions continues, particulièrement fortes depuis trente ans, qui ont abouti à une transformation importante des systèmes productifs (modification de la place des principales cultures dans l'ensemble des productions, modernisation des pratiques techniques, financières et organisationnelles des exploitations agricoles) et à des mutations importantes de la carte agricole du pays[2]. Les productions liées au marché interne ont largement pris part à ces évolutions sous tendues par un ensemble complexe d'éléments en interaction qu'il convient de prendre en compte dans une approche en terme de système. Dans les multiples liens à considérer, certains ont trait aux modes de consommation dont l'évolution qualitative a été particulièrement nette depuis les années 1950, d'autres aux modalités de la commercialisation et de la transformation de la production. Les évolutions sont parallèles, elles-mêmes dictées par un ensemble de forces socio-économiques et politiques (urbanisation accélérée, industrialisation, politiques agricoles, exportation, d'industrialisation, politiques salariales, contrôle des prix, demandes diverses des groupes sociaux etc.).

Au moins trois grands systèmes agroalimentaires peuvent être repérés à trois périodes différentes. Leur présentation montrera la place qu'y tiennent les productions liées au marché interne, le rôle des acteurs impliqués dans ces filières et l'organisation des systèmes spatiaux dans lesquels elles s'inscrivent. Il s'agira également d'identifier les facteurs qui ont provoqué le passage d'un système à l'autre.

DES ANNÉES 1940 AUX ANNÉES 1960, UNE PRODUCTION AGRICOLE TRADITIONNELLE CARACTÉRISE DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT RÉGIONAUX

L'agriculture brésilienne des décennies 1940-1950 est caractérisée par une nette séparation entre, d'une part, les productions destinées au marché international – auxquelles se consacre une grande partie des plantations – et,

d'autre part, les productions dites « vivrières » destinées à un marché intérieur encore compartimenté en marchés régionaux peu intégrés. Ces dernières sont le fait d'une agriculture aux techniques traditionnelles, sans grand lien avec l'industrie (faible utilisation d'intrants et mécanisation inexistante) et comportent encore un nombre important de produits bruts, tels des céréales (maïs, riz), des tubercules (manioc, patates douces), des légumineuses (haricot noir) ainsi que des bananes, du porc et de la viande bovine séchée.

Les formes que prend cette production, essentiellement assurée par de petits agriculteurs, varient selon les contextes régionaux et la mise en place historiquement différenciée des agricultures. Il peut s'agir d'une petite production incluse dans les grandes propriétés, selon diverses modalités de cession de la terre par les grands propriétaires (cas des plantations). L'agriculture vivrière peut aussi être le fait de petits producteurs minifundistes, implantés dans les zones périphériques des plantations, tel l'Agreste au contact des zones sucrières de la plaine littorale du Nordeste. Dans ce cas, la partie commercialisée représente l'excédent d'une production en grande partie destinée à l'autoconsommation. Sous une forme plus commerciale, proche de l'agriculture paysanne européenne, l'agriculture vivrière caractérise aussi les régions de colonisation plus tardive (Etats du Sud). Elle est également présente dans les Etats de Rio de Janeiro, de São Paulo et de l'Espirito Santo. Cet ensemble régional du Sud et Sudeste arrive alors en tête pour les productions de riz, haricot noir, manioc et maïs. Enfin, la production vivrière est également pratiquée par les producteurs de la frontière agricole qui avance aux marges des zones d'exploitation. À ces différentes formes de production végétale, il faut ajouter la production animale, en particulier l'élevage extensif de bovins pratiqué dans les *fazendas.*

On est donc en présence de systèmes agroalimentaires régionaux caractérisés, dès les années 1950, par une certaine instabilité. En effet, le pays entre alors dans une période de forte augmentation de la demande en produits alimentaires. Celle-ci est le résultat du vigoureux processus d'urbanisation caractérisant les phases d'accumulation et de croissance économiques et démographiques des années 1950. Cette forte demande entraîne une croissance des prix de la plus grande partie des aliments de base (de 15 à 35 % dans les décennies 1950 et 60) alors que les prix des cultures d'exportation (coton, canne à sucre et café) ont tendance à stagner ou même à régresser. Des mécanismes de régulation interne des systèmes se mettent alors en place, impliquant une très forte croissance de la production d'aliments (3,7 % par an pour le haricot noir, 11,1 % par an pour le manioc, et 6,3 % par an pour le riz). Seul le maïs, déjà en grande partie substitué par le blé, est resté en retrait.

Cette croissance s'est effectuée par incorporation de nouvelles terres, permettant une consolidation de la frontière agricole, surtout dans les espaces de fortes densités rurales du Sud qui devient la première région productrice du pays dans les quatre aliments de base. La croissance agricole s'est également appuyée sur la mise en culture de terres jusqu'alors non exploitées dans des régions consolidées, selon le modèle de la frontière interne décrit par Sá Junior (1975) et Oliveira (1975).

Pourtant, en l'absence de toute politique relative au ravitaillement des villes[3], on arrive dans les années 1960 à une situation de blocage, la forte

demande urbaine restant en partie non satisfaite et l'augmentation du prix des aliments de base alimentant largement l'inflation. La structure foncière, marquée par la présence des grandes propriétés improductives, constituait un obstacle essentiel à la progression des cultures alimentaires. Perçue comme le goulot d'étranglement de l'économie, la grande propriété se trouvait également mise en cause par les manifestations de mécontentement qui secouaient les campagnes brésiliennes au début des années 1960. La question de la modernisation de l'agriculture est alors posée, englobant non seulement le problème du ravitaillement suffisant et à bas prix des citadins mais aussi celui de la fourniture d'une matière première à un secteur industriel implanté dans le pays et en pleine expansion. C'est le gouvernement militaire, arrivé au pouvoir en 1964, qui engagera un processus violent de modernisation agricole suivant des modalités qui ont profondément transformé la place des cultures destinées au marché interne dans le système agricole ainsi que les conditions techniques et sociales de leur production.

LE SYSTÈME AGRO-INDUSTRIEL DES ANNÉES 1970

La modernisation de l'agriculture – et donc l'évolution du système agroalimentaire – s'inscrit dans un contexte international marqué par une forte demande et de grandes facilités d'obtention de crédits, et dans un contexte intérieur marqué par un interventionnisme massif de l'Etat. Les objectifs affichés étaient doubles : permettre le ravitaillement des marchés urbains dans de bonnes conditions (offre suffisante et à bas prix) et stimuler les cultures d'exportation pour financer les importations de biens d'équipement et d'énergie. Toutefois, l'ensemble du processus a été nettement subordonné aux nécessités de la diversification industrielle, répondant aux intérêts conjugués des groupes industriels à capitaux nationaux ou étrangers, alors en pleine expansion dans le pays et opérant à l'amont ou à l'aval de la production agricole.

Les instruments de la modernisation agricole ont déjà fait l'objet de multiples analyses[4], de même que son principal résultat qui a été l'intégration extrêmement poussée de l'agriculture dans un complexe agro-industriel. Celui-ci se définit non seulement par les relations étroites qui, en son sein, unissent le secteur agricole et les secteurs industriels, mais également par la forte intégration financière qu'on y relève. L'agriculture, comme l'industrie, est devenue un important champ d'application des établissements financiers, dans un contexte économique marqué par la forte concentration des capitaux et des formes oligopolistiques de structuration des marchés (Müller, 1982).

Les IAA ont donc constitué un vigoureux moteur du processus de modernisation agricole et dès le début de la décennie 1970, la moitié de la production agricole alimentait l'industrie en utilisant machines et intrants. Cependant, d'autres éléments, par une succession de boucles de rétroaction, ont également joué sur l'évolution du système. Parmi ceux-ci, l'amélioration des réseaux de transports a permis de substituer, pour la majorité des productions, un marché national aux différents marchés régionaux et de répondre à la très forte croissance urbaine de la période 1960-1975,

alimentée par un intense exode rural, lui-même provoqué par le processus de modernisation (un quart de la population du pays a migré vers les villes durant cette période).

À côté de ces aspects quantitatifs, c'est le changement qualitatif de la demande, plus diversifiée et segmentée qu'auparavant[5], qui constitue l'élément essentiel de l'évolution. Sans nier la diversité que celle-ci a présentée selon les régions et les classes sociales, il s'agit surtout d'en souligner ici le caractère général. Le changement des modes de consommation est incontestable et repérable dans l'ensemble de la population, même s'il est plus sensible parmi les catégories citadines les plus aisées. Les régimes alimentaires ont élargi la gamme des produits consommés, faisant une plus large place aux fruits et légumes, aux produits élaborés (fromages, yaourts, etc.) et introduisant des aliments nouveaux qui se substituent aux anciens (davantage de blé, de viande de volailles, d'huile de soja)[6].

La diffusion de ces modes de consommation a elle-même été impulsée et/ou favorisée par le développement des structures modernes de distribution des produits alimentaires, opérant pour ce marché national. Certaines de ces structures ont été mises en place par l'Etat, au milieu de la décennie 60, afin de moderniser le commerce de gros des fruits et légumes : ce sont les centrales de ravitaillement, les CEASAS (*Centrais de Abastecimentos Sociedades Anônimas*) progressivement implantées, à partir de 1968, dans toutes des grandes métropoles du pays. Mais c'est essentiellement la croissance rapide des supermarchés et, par la suite, des hypermarchés, qui constitua un maillon essentiel de la diffusion de nouveaux modes de consommation, y compris dans les classes les plus défavorisées.

Le mouvement commercial urbain a eu d'autre part une influence décisive sur les modalités de la production, imposant aux producteurs des normes de quantité, de qualité et de standardisation des produits, de même que sur les réseaux et les formes de commercialisation dans les campagnes.

On le constate donc, tous ces éléments, intimement liés au modèle de développement mis en place dans le pays au milieu des années 1960, ont eu un rôle moteur dans les changements considérables qui ont affecté l'agriculture, dont la modernisation constituait un enjeu majeur dans la poursuite de la croissance économique.

On a souvent caractérisé la modernisation agricole comme un processus très sélectif sur le plan des productions et très concentré au niveau régional. Il est vrai qu'elle a d'abord concerné des produits susceptibles d'être exportés et qu'elle a considérablement favorisé les grands producteurs, approfondissant ainsi, selon certains auteurs, « le fossé séparant les secteurs modernes des secteurs archaïques, et la production interne de la production pour l'exportation, et accentuant par là même les déséquilibres régionaux » (Favero, 1998:39). L'évolution du processus mérite cependant d'être observée avec davantage de nuances.

Sans doute faut-il mesurer pleinement l'importance de la diffusion des innovations technologiques, en grande partie liée aux ramifications du complexe agroalimentaire évoqué ci-dessus. Si les productions tournées vers l'exportation, traditionnelles (canne à sucre, café, cacao, tabac) ou plus récemment développées avec cette finalité (oranges, soja, etc.), fortement stimulées par le marché international, ont été les premières bénéficiaires de la

modernisation des techniques agricoles, celle-ci a concerné aussi beaucoup de produits plus spécifiquement destinés au marché interne. L'orientation plus technique des pratiques culturales (utilisation de semences sélectionnées, d'engrais chimiques, mécanisation) a souvent été complétée par l'amélioration des systèmes de stockage, de transport, de distribution des produits. Il faut voir dans ces évolutions le rôle essentiel des industries des intrants, qui avaient besoin d'élargir leur marché et des industries agroalimentaires, à capitaux souvent étrangers, qui se trouvaient en pleine phase d'expansion dans le pays et réclamaient des matières premières.

On assiste donc, sous l'impulsion des secteurs industriels, à un glissement vers des formes plus industrialisées de la production. La finalité de la production peut évoluer : un produit, autrefois commercialisé sur un marché local en constituant la part excédentaire d'une petite production destinée à l'autoconsommation, peut désormais être cultivé selon des méthodes modernes et commercialisé au niveau national. Le cas du haricot noir est exemplaire de cette évolution : pour répondre à la forte demande urbaine concentrée dans la région du Sudeste, l'Etat a financé, au début des années 1970, la mise au point d'un programme technologique sur une variété de haricot, et a poussé les producteurs de la région de São Paulo à l'adopter, en leur proposant de bénéficier d'un crédit à taux négatif (Romão, 1982).

Le cas du maïs illustre aussi l'évolution différenciée de certaines cultures. En déclin dans le Nordeste, il s'est bien développé dans les régions Sud et Sudeste où il est devenu matière première pour l'industrie de l'alimentation animale (élevage intensif de volailles et de porcs). De même le riz, une des bases de l'alimentation brésilienne, offre des situations différenciées. Financièrement encouragée grâce aux actions du puissant Syndicat du Riz du Rio Grande do Sul, la culture irriguée et mécanisée du riz a connu, dans cette région, une forte expansion (plus de 4 % par an durant les décennies 1960 et 1970) surtout par accroissement des rendements. Dans le Nord, il s'agit au contraire d'une culture pluviale, souvent utilisée par les petits producteurs pour ouvrir les fronts pionniers. On pourrait multiplier de tels exemples illustrant les formes très différenciées des productions alimentaires.

Les transformations techniques et économiques sont allées de pair avec d'importantes mutations sociales. Certaines cultures sont essentiellement pratiquées par de grandes exploitations de type capitaliste ; c'est le cas de la canne à sucre et, dans une moindre mesure, du soja, du riz, des oranges ou encore, parfois, du café, du cacao, du blé. Il en est de même pour l'élevage bovin (pour le lait et pour la viande). Mais la période a vu la progression importante, surtout dans les régions Sud et Sudeste, du nombre de producteurs moyens capitalisés à la tête d'exploitations familiales devenues les principales responsables du ravitaillement alimentaire de la population[7]. Une nouvelle ligne de partage s'est affirmée durant cette période, marquant le profond décalage entre petits producteurs modernisés et petits producteurs traditionnels. Ces derniers, ne bénéficiant d'aucun soutien financier et technique, ont vu leur nombre diminuer[8]. La concurrence des produits commerciaux, la baisse de consommation de certains aliments traditionnels tels le manioc et un contrôle rigoureux des prix des produits de base (pour éviter une inflation excessive) ont provoqué l'effondrement de leur production, qui continue néanmoins à approvisionner des marchés locaux.

Les évolutions décrites se sont traduites par une régionalisation plus nette des zones de production. Les données concernant les produits alimentaires de base (riz, haricot noir, manioc et maïs) indiquent le maintien des régions Sud[9] et Sudeste en haut de la hiérarchie régionale pour ces produits, alors que la participation du Nordeste a chuté (voir tableau). La frontière agricole, quant à elle, n'a pas assumé un rôle d'approvisionnement en produits de base[10].

Pour l'ensemble des productions commercialisées sur le marché interne, le poids du Sud et du Sudeste reste incontestable. Sans doute certains facteurs ont-ils permis à ces régions de répondre aux exigences nouvelles de l'approvisionnement urbain. Parmi ceux-ci, on peut évoquer l'importance des grands marchés que constituent les mégapoles du Sudeste[11], la présence de réseaux, techniques et financiers, plus denses et mieux organisés, ou, pour le Sud, les incitations à l'intégration exercées par les industries ou les grandes coopératives dans leur région d'origine[12].

L'évolution du Centre Ouest s'inscrit dans un contexte de consolidation de frontière agricole avec le développement d'une agriculture très capitalisée, subventionnée parfois par des capitaux étrangers[13], et dirigée vers des productions commerciales (soja, blé) à côté du riz et du maïs. Dans le Nordeste, le développement des pôles irrigués de la vallée du São Francisco, en grande partie consacrés à cette époque à des cultures commerciales destinées aux marchés urbains du sud du pays (Bertrand, Droulers, Lavinas, 1987) comme la constitution de ceintures maraîchères autour des pôles urbains ont accru une tendance déjà marquée à la fragmentation territoriale. Des îlots de prospérité où se développe une agriculture modernisée s'opposent au reste de la région où se maintiennent de vastes espaces de production traditionnelle.

LES ÉLÉMENTS DE L'ÉVOLUTION ACTUELLE

Le système agroalimentaire brésilien et les systèmes spatiaux qu'il présente continuent d'être marqués par d'importantes dynamiques liées, depuis les années quatre-vingts, à deux facteurs principaux : d'une part, la crise de l'endettement et les solutions choisies pour sa résolution et, d'autre part, une ouverture plus forte des marchés avec, en particulier, le processus d'intégration du Mercosul.

Dans les années quatre-vingt, la crise de la dette a fortement ébranlé le modèle antérieur basé sur le contrôle des prix et les subventions, obligeant le gouvernement à trouver, sous la pression internationale, des solutions consistant à diminuer les subsides à la production et à la consommation, à augmenter les exportations et à ouvrir plus largement le marché brésilien. Dans le même temps, le contexte politique de démocratisation permettait l'expression plus ample des revendications des producteurs, tant en termes de prix que pour un accès plus juste à la terre. Ce contexte difficile explique en partie les errances d'une politique qui, jusqu'en 1986, n'a fait que répondre au coup par coup aux brusques évolutions des prix et de la production alimentaire[14]

Après 1986, le Brésil entre dans une période marquée par le choix affirmé du libéralisme et le retrait du rôle régulateur de l'Etat. Le démantèlement

TABLEAU : PRODUCTION D'ALIMENTS DE BASE PAR RÉGION (EN MILLIERS DE TONNES)

Produits	Région	1940		1960		1980		1988-90	
		T	%	T	%	T	%	T	%
Riz	Norte	37	3,4	73	2,0	411	5,1	458	4,6
	Nordeste	85	7,9	608	16,6	1 268	15,7	1 573	15,7
	Centre-Ouest	81	7,5	690	18,9	2 687	33,2	2 055	20,6
	Sudeste	532	49,3	1 125	30,8	988	12,2	1 363	13,7
	Sul	344	49,3	1 159	31,7	2 732	33,8	4 532	45,4
	BRESIL	*1 080*	*100*	*3 655*	*100*	*8 086*	*100*	*9 981*	*100*
Haricot noir	Norte	9	1,3	11	0,8	49	2,8	103	4,1
	Nordeste	193	28,9	524	36,9	446	25,8	765	30,3
	Centre-Ouest	18	2,8	107	7,5	118	6,8	152	6
	Sudeste	256	38,3	346	24,4	470	27,1	683	27,1
	Sul	192	28,7	432	30,4	649	37,5	820	32,5
	BRESIL	*688*	*100*	*1 420*	*100*	*1 732*	*100*	*2 523*	*100*
Manioc	Norte	135	12,5	1 150	12,9	2 644	23,9	2 818	22,7
	Nordeste	588	54,5	50 244	58,8	4 257	38,5	5 029	40,5
	Centre-Ouest	176	16,3	139	1,6	196	1,8	289	2,3
	Sudeste	94	8,7	858	9,6	980	8,9	1 258	10,1
	Sul	86	8,0	1 522	17,1	2 973	26,9	3 038	24,4
	BRESIL	*1 079*	*100*	*8 913*	*100*	*11 050*	*100*	*12 432*	*100*
Maïs	Norte	57	1,1	57	0,7	238	1,5	449	1,9
	Nordeste	395	7,5	1107	13,2	850	5,4	1 486	6,2
	Centre-Ouest	197	3,7	457	5,5	556	10	4 280	17,2
	Sudeste	2 775	52,7	2 881	34,4	4 707	29,9	6 645	27,5
	Sul	1 843	35,0	3 872	46,2	8 361	53,2	11 259	46,7
	BRESIL	*5 267*	*100*	*8 374*	*100*	*15 732*	*100*	*24 119*	*100*

Sources : IBGE, recensements 1950, 1966, 1983, 1990, 1991.

Les données de production concernant la période 1988-1990 pour le riz, le haricot noir et le maïs sont une moyenne des productions des années 1988, 1989, 1990. Pour le manioc, les données sont celles de 1985.

des outils de politique agricole et la déréglementation des marchés accompagnent une coupure drastique des dépenses publiques touchant le secteur du ravitaillement (prix minima, stocks régulateurs, appui financier aux petits producteurs). Les prix reçus par les producteurs chutent fortement, principalement dans certains secteurs comme celui du blé qui cesse d'être subventionné ou celui de la viande bovine. L'ouverture des marchés entraîne, par contre, l'augmentation des importations de plusieurs produits alimentaires. Le Brésil qui n'importait que 4 % des aliments consommés en 1970 en importait près de 20 % en 1985 (Favero, 1998:40).

Paradoxalement, ce difficile contexte économique et social n'a pas empêché une forte croissance de la production alimentaire, non par expansion de l'aire cultivée (celle-ci a plutôt eu tendance à stagner) mais par une importante hausse des rendements. Certains économistes (Müller, 1990 ;

Silva, 1996) voient dans cette évolution l'indice d'une intégration plus complète du secteur agricole dans le complexe agro-industriel. Celui-ci finit par substituer entièrement l'Etat dans ses fonctions régulatrices, en fournissant crédits et technologies, en dictant ses conditions d'achat aux producteurs, en commercialisant la production sur ses propres réseaux. Le secteur privé a encore été conforté dans ce rôle par la Loi Agricole Nationale de 1991 qui, à travers divers instruments[15] cherche à rendre l'agriculture brésilienne plus compétitive dans le contexte affirmé de libéralisation et de privatisation. Pour José Graziano da Silva, on serait rentré dans « un nouveau modèle de croissance de l'agriculture ». La modernisation serait en voie d'achèvement, et les petits producteurs restés à l'écart du processus seraient voués à l'exclusion, l'Etat ne pouvant plus mener à leur égard qu'une politique d'ordre social[16]. En effet, il est clair que le récent PRONAF (Programme Nationale d'Aide à l'Agriculture Familiale) mis en place en 1995, s'adresse principalement aux producteurs familiaux modernisés.

C'est dans les régions Sud, Sudeste et Centre Ouest que les petites et moyennes exploitations familiales capitalisées, responsables pour une grande part de la production d'aliments et insérées dans des structures professionnelles, sont les plus nombreuses. Cette évolution de la structure sociale permet à ces trois régions de se maintenir au premier rang des régions productrices, y compris dans les aliments de base : elles fournissent 80 % du riz, 80 % du haricot et 91 % du maïs. Les producteurs de ces régions seraient déjà entrés dans ce qu'on a appelé le « cercle vicieux de la productivité » par lequel ils compensent la forte chute des prix agricoles et la diminution des aires cultivées en augmentant les rendements. Par contre, beaucoup résistent à ce type d'engrenage en optant pour des stratégies flexibles de production (Hoefle, 1995) : une polyculture, mêlant des produits à hauts risques, mais à forte rentabilité, et des produits alimentaires peu risqués, mais aux prix plus stables ; ce qui permet de donner la priorité à l'une ou l'autre des productions en fonction de l'évolution du marché.

Ce type de petits producteurs est moins fréquent dans le Nordeste, si ce n'est dans les pôles d'excellence développés sur les périmètres irrigués s'orientant de plus en plus vers des productions à haute rentabilité et destinées au marché international[17], ou dans les zones céréalières des *cerrados* de l'Etat de Bahia. La crise des années quatre-vingt s'est ailleurs manifestée par un nombre accru de tous petits producteurs, en situation de forte précarité, et repliés sur une activité de subsistance. Une majorité des producteurs nordestins reste en marge du marché national des aliments.

Depuis les années 1940, l'agriculture brésilienne a ainsi été concernée par des bouleversements de très grande ampleur, touchant non seulement la palette des productions, dont certaines ont connu des progressions récentes et spectaculaires, mais aussi les systèmes d'exploitations et la localisation des aires de cultures. Dans ces évolutions, celles concernant les productions liées au marché interne constituent un excellent reflet des mutations d'ensemble du secteur agricole. La modernisation des systèmes de production a permis le développement d'un secteur performant lié à l'agro-industrie qui approvisionne une très large partie du marché intérieur tandis que l'agriculture paysanne traditionnelle se cantonne désormais dans des systèmes locaux de ravitaillement, voire dans l'autoconsommation. Ces disparités dans les systèmes

de production s'accompagnent de très importantes évolutions spatiales dont les grandes tendances ont été analysées (Théry, 1995). Parmi celles-ci, le renforcement du poids du Sudeste et du Sud dans l'économie agricole moderne du pays et la poussée pionnière vers le Nord-ouest qui acquiert un rôle croissant dans le ravitaillement des populations, constitue de bons révélateurs de dynamiques spatiales plus générales.

Mutations rapides des secteurs d'activité, creusement des disparités sociales et spatiales, ces thèmes récurrents de la géographie brésilienne se retrouvent également dans l'étude des productions liées au marché interne.

Notes

1 Dans la production destinée au marché intérieur, peuvent être distingués d'une part des produits bruts, traditionnellement inclus dans la diète des Brésiliens (manioc, riz, haricot noir, etc.) ou plus récemment introduits (certains fruits et légumes) et, d'autre part, des produits industrialisés dont la part a considérablement augmenté depuis les années 1960.

2 Pour une mise au point récente des changements de la carte agricole, voir Théry, H., 1995. Pour les changements structurels et techniques, voir, entre autres, Silva, J. Graziano da, 1996.

3 La politique de développement menée dans les années 1950 a surtout été dirigée vers la croissance de l'industrie lourde et la modernisation des infrastructures urbaines et de transports. La politique agricole est restée au second plan, et surtout aucune politique spécifique n'a concerné les cultures vivrières. Dans le domaine du ravitaillement alimentaire, les actions de l'Etat sont restées très ponctuelles, visant principalement à juguler les crises inflationnistes en constituant des stocks de produits alimentaires de base distribués aux familles à bas revenus, ou en bloquant un certain temps les prix de détail (Ladefroux, 1988 ; Maimon, 1988).

4 Les trois grands instruments de la modernisation agricole ont consisté en une politique de crédit et de fixation de prix minima (garantie des prix), en des actions dans le domaine de la commercialisation (taux de change, politique fiscale et subvention à l'exportation) et, enfin, en une politique très active de soutien à la recherche et à l'innovation. Voir, entre autres, Silva, J. Graziano da, 1996.

5 Ces caractères découlent de la composition sociale très contrastée des sociétés urbaines dans les grandes métropoles (les très pauvres côtoyant les très riches dans les espaces urbains), nuancée par la présence d'une classe moyenne étoffée pendant les années du « miracle » (décennies 1960 et 1970).

6 Analysant les résultats d'une enquête effectuée en 1975 par l'ENDEF (*Estudo Nacional de Despesa Alimentar*), Jean-Pierre Bertrand montre que l'évolution des modes de consommation obéit à deux logiques. La première, soutenue par les classes aisées mais non totalement fermée aux autres catégories de la population, développe un modèle de consommation incluant davantage de viande et moins de consommation directe de céréales, tubercules et haricots noirs ; la seconde, adoptée par les classes à faibles revenus, substitue au sein des grandes catégories d'aliments des produits meilleur marché : consommation accrue de viande de volaille, substitution de farine de blé et de pain à la consommation de manioc (Bertrand, 1985).

7 Beaucoup de travaux ont concerné ces « nouveaux petits producteurs » modernisés et les exploitations familiales, pour la plupart inférieures à 50 hectares, qu'ils dirigent. L'agriculture sous contrat y est bien représentée, principalement dans certaines productions (tomates, tabac, volailles).

8 L'exode rural est là pour attester la difficulté pour les tout petits producteurs de se maintenir sur les exploitations inférieures à un hectare. En outre, la modernisation des techniques agricoles a affecté les formes sociales de la production et les relations de travail, en diminuant les possibilités de petite production au sein des grandes propriétés.

9 La région Sud est devenue la principale productrice d'aliments de base, malgré le développement du complexe soja/blé.

10 Les modalités de l'avancée du front pionnier amazonien n'ont pas permis l'implantation durable de petits producteurs de cultures alimentaires, excepté sur ses marges méridionales. La plus grande partie des terres de la frontière agricole appartient à de grandes entreprises tournées vers la culture des grains ou l'élevage (Velho, 1972 ; Becker, 1990).

11 Voir l'importance des zones de cultures maraîchères et fruitières où des producteurs capitalisés de toutes tailles alimentent les marchés urbains.

12 Les grandes coopératives comme la Sadia ou Perdigão ont joué un rôle primordial dans l'intégration des petits producteurs dans la filière de l'élevage porcin. Il en est de même dans cette région pour l'aviculture.

13 Ce fut le cas avec l'accord signé en 1974 entre le Brésil et le Japon dans le cadre du PRODECER, programme de développement des *Cerrados* qui permit l'expansion de la culture du soja dans les Etats du Mato Grosso do Sul, du Mato Grosso, du Goiás, dans l'ouest du Minas Gerais et l'ouest de l'Etat de Bahia.

14 Une tentative de politique économique hétérodoxe a été menée en 1986 avec le Plan Cruzado qui a principalement consisté à geler les prix et les salaires, à garantir des prix avantageux pour les produits de base et à accroître les possibilités de crédit. Cette période fut marquée par une croissance importante de la consommation et de la production de certains produits alimentaires. En dehors de cet intermède, achevé en 1987, la politique agricole a consisté à importer des aliments quand la réduction des prix provoquait une chute de la production, tout en la stimulant par la libération des crédits pour un ou deux ans. L'augmentation de la production provoquait de nouveau une baisse des prix, une suspension des crédits et une nouvelle tendance à la chute des prix (Hoefle, S.W., 1995, p. 664).

15 Les instruments principaux concernent le crédit agricole, une planification indicative relative aux grandes zones agricoles, une régionalisation des prix des productions et des intrants, l'incitation au développement des chambres sectorielles et à une intégration plus poussée des producteurs dans les filières de production.

16 À l'inverse, certains auteurs comme G. Martine (1989) pensent que le processus de modernisation agricole est loin d'être achevé. La preuve en serait la faible diffusion des tracteurs (utilisés par seulement 7 % des producteurs en 1987) et le rapport encore déséquilibré entre la proportion de surface agricole occupée par les petits producteurs (17 %) et leur poids dans la production agricole (40 %).

17 Par exemple, les fruits (voir Broggio, C., Droulers, M. et Grandjean, P. L'irrigation dans le Nordeste du Brésil, *L'information géographique*, vol. 63, n° 5, 1999 p. 223-231).

Bibliographie

Becker B. K., 1990, « A fronteira em fins do século XX », dans Becker, B.K., Miranda, M. e Machado, L.O. (org) *Fronteira amazônica*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília, p. 15-28.

Bertrand, J. P., 1985, « Brésil : modernisation agricole et restructuration alimentaire dans la crise internationale » dans *Revue Tiers Monde*, t. XXVI, n° 104.

Bertrand J.-P., Droulers M., Lavinas, L., 1987, « Juazeiro-Petrolina : un pôle maraîcher au cœur du Sertão » dans Rivière d'Arc, H. (coord.) *Portaits de Bahia. Travail et modernisation dans quatre régions agricoles d'un Etat du Brésil*, Paris, Ed. Maison des Sciences de l'homme, p. 85-143.

David M. B. de Albuquerque, 1997, *Les transformations de l'agriculture brésilienne*, Paris, Thèse de doctorat, EHESS.

Douzant-Rosenfeld D. et Grandjean P. (coord.), 1995, *Nourrir les métropoles d'Amérique latine. Approvisionnement et distribution*, Paris, L'Harmattan, 302 p.

Favero C. A., 1998, « A globalização e as novas experiência dos agricultores » dans *Cadernos C.H.R.*, Salvador, n° 28, p. 27-57.

Green R. et Rocha dos Santos R., 1993, *Brésil, un système agro-alimentaire en transition*, Paris, IHEAL-CREDAL.

Hoefle S. W., 1995, « Capitalização flexível na produção de alimentos básicos » dans *Boletim de Geografia teorética*, vol. 25, n° 49-50, p. 647-672.

Maimon D., 1988, *Politiques d'approvisionnement alimentaire au Brésil (1967-1986)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris.

Martine G., 1989, *Fases et faces da modernização agrícola brasileira*, Brasília : OIT/PNUD/IPLAN, mimeo.

Müller G., 1982, « Agricultura e industrialização do campo no Brasil » dans *Revista de Economia Política,* São Paulo, vol. 2, n° 1(6), p. 47-77.
Müller G., 1984 *Alimentação e agricultura no Brasil, subsídios para o estudo da evolução alimentar-nutricional nas metrópoes brasileiras no período 1960/75*, São Paulo, CADERNOS-CEBRAP.
Ladefroux R., 1988, *Le problème alimentaire des couches sociales urbaines pauvres au Brésil*, Paris, Strates-CNRS, miméo.
Oliveira F., 1975, A economia brasileira : crítica à razão dualista, *Seleções CEBRAP*, n° 1, São Paulo, Ed. Brasiliense, p. 5-78.
Romão D., 1982, *Do autoconsumo à produção capitalista : a evolução da produção de feijão no estado de São Paulo*, Campinas, DEPE/IFCH/UNICAMP, mimeo.
Sá Junior F., 1975, « O desenvolvimento da agricultura nordestina e a função das atividades de subsistência », dans *Seleções CEBRAP* n° 1, São Paulo, Ed. Brasiliense, p. 79-134.
Silva J. Graziano da, 1996, *A nova dinâmica da agricultura brasileira*, Campinas, UNICAMP/IE.
Théry H., 1995, « Des "frontières" agricoles en marche », dans *Les Cahiers des Amériques latines* n° 20, Paris, Iheal, p. 99-111.
Velho O.G., 1972, *Frentes de expansão e estrutura agrária ; Estudo do processo de penetração numa área da transamazônica*, Rio de Janeiro, Zahar ed.

Mots Clés : système agroalimentaire, complexe agroindustriel, modernisation agricole, modes de consommation alimentaire, politique agricole
Palabras claves : sistema agroalimentario, complejo agroindustrial, modernización agrícola, modos de consumo alimentario, política agrícola
Keywords : food-processing system, agro-industrial complex, modernisation of agriculture, foof consummation modes, agricultural policy

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Depuis les années 1950, les systèmes de production des cultures liées au marché interne brésilien ont connu des évolutions de grande ampleur sous l'influence de multiples facteurs (urbanisation, évolution de la consommation, rôle croissant des industries agroalimentaires, modernisation de l'agriculture etc.). Une très large partie du marché interne est aujourd'hui ravitaillée par des systèmes agro-industriels performants tandis que l'agriculture paysanne se cantonne désormais dans des systèmes locaux de ravitaillement, voire l'autoconsommation. L'approfondissement des disparités socioéconomiques accompagne des évolutions spatiales renforçant le poids des régions Sudeste et Sud dans l'économie agricole moderne du pays.

***

A partir de los años cincuenta, los sistemas de producción de los cultivos vinculados al mercado interno brasilero han conocido evoluciones de gran amplitud bajo la influencia de múltiples factores (urbanización, evolución del consumo, papel cada vez más importante de las industrias agroalimentarias, modernización de la agricultura, etc.). Una gran parte del mercado interno esta hoy en día alimentada por los sistemas agroindustriales competitivos mientras que la agricultura campesina sigue organisandose en sistemas locales de abastecimiento, o de autoconsumo. El crecimiento de las desigualdades socioeconómicas acompaña evoluciones espaciales fortaleciendo el peso de las regiones Sudeste y Sur en la economía agrícola moderna del país.

***

Since the 1950s, the systems of production of cultures linked to the internal Brazilian market have known evolutions of great magnitude influenced by multiple factors (urbanisation, evolution of consummation, the growing role of the food industries, modernisation of agriculture etc.). A very large part of the internal market is today supplied by successful agro-industrial systems despite the fact that the agricultural peasantry confines itself within local systems of supply, that is to say auto-consummation. The deepening of socio-economic disparities accompanies spatial evolutions reinforcing the importance of the south-eastern and southern regions in the modern agricultural economy of the country.

DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL RÉVOLUTIONNAIRE :

RÉFLEXIONS À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE SALVADORIENNE (1970-1994)*

JULES-FRANCE FALQUET**

CE TRAVAIL CONSTITUE UN NOUVEAU REGARD sur la participation des femmes au processus révolutionnaire salvadorien, qui a fait l'objet de ma thèse (Falquet, 1997b). Frappée par le haut degré de participation et d'organisation des femmes, étudié notamment par la sociologue salvadorienne Candelaria Navas (Navas, 1987), j'avais d'abord décrit les motifs et les modalités de leur incorporation à la guerre et au processus révolutionnaire (Falquet, 1996). Impressionnée par les transformations que la guerre, typiquement « masculine », produit dans la vie quotidienne des femmes qui constituent « l'archétype » de la population civile, j'avais ensuite suivi les pistes ouvertes par les sociologues italo-mexicaine Francesca Gargallo et salvadorienne Merces Cañas. La première présente la guerre comme une irruption du public et du politique dans l'espace privé des femmes (Gargallo, 1987), la seconde parle de la guerre comme une manière pour elles de « sortir des cuisines », dans des circonstances certes cruelles, mais dont elles ont su profiter pour révéler des capacités insoupçonnées (Cañas, 1992).

J'ai ensuite esquissé un bilan de la guerre pour les femmes, selon leur origine sociale et leur type d'engagement dans la lutte (Falquet, 1997a), en m'appuyant notamment sur les analyses d'un des principaux groupes féministes salvadorien, les Dignes, qui montrait comment les femmes ont porté sur leurs épaules une grande partie du poids de « la douleur invisible de la guerre » (Garraízabal & Vásquez, 1994). Finalement, j'ai décrit les luttes des femmes dans l'après-guerre et le développement d'un fort mouvement féministe, très actif

* Cet article reprend en grande partie notre communication à l'atelier « Hommes et femmes dans le changement social » organisé par la professeure Marta Zabaleta, lors du IIIe Congrès européen de latino-américanistes (CEISAL) à Amsterdam, du 3 au 6 juillet 2002.

** CNRS-CREDAL (Juliosorro@wanadoo.fr).

dans le processus de « démocratisation » (Falquet, 2002), en me demandant malgré tout, comme Candelaria Navas, si « Cela valait la peine ? ! » (Navas, 1995).

En effet, je ne parvenais pas à expliquer pourquoi les rapports sociaux de sexes étaient demeurés presque inchangés, alors que la guerre et, a fortiori, la lutte armée révolutionnaire constituaient apparemment des moments de rupture avec la vie quotidienne dont le but était de secouer les systèmes de domination traditionnels. Certes, j'avais bien constaté que les dirigeants politico-militaires du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) étaient presque exclusivement des hommes, et leurs cuisinières, des femmes. Mais c'est seulement en utilisant de manière systématique la notion de « division sexuelle du travail », telle qu'elle est employée par les anthropologues féministes, notamment la Française Nicole Claude Mathieu et l'Italienne Paola Tabet (Mathieu, 1991 ; Tabet, 1998), et surtout par la sociologue française Danièle Kergoat (Kergoat, 2000), que j'ai pu comprendre pleinement les logiques de la lutte révolutionnaire salvadorienne[1].

Reprendre la notion de division sexuelle du travail pour analyser une lutte se voulant aussi désintéressée que le projet révolutionnaire, et un vécu aussi cruel que la guerre, peut paraître déplacé ou même choquant, et je veux ici rappeler mon respect et mon admiration envers toutes les révolutionnaires salvadoriennes. Cependant, je pense que c'est précisément ce « choc » qui est révélateur. Assimiler l'action révolutionnaire à un « travail » et l'analyser comme tel, permet de s'interroger sur la continuité qui existe entre toutes sortes d'activités humaines même si leurs sphères semblent éloignées, et même si le terme de « travail »[2] peut paraître inadapté, du fait qu'il puisse être perçu comme libérateur et/ou aliénant pour les groupes opprimés, et tout particulièrement pour les femmes.

Il me faut encore préciser deux points. D'abord, j'insisterai ici sur ce que les femmes partagent en tant que classe d'un même sexe, c'est-à-dire comme groupe situé du même côté de la division sexuelle du travail, bien qu'il existe entre elles, simultanément, de grandes différences sociales et politiques. Ensuite, le matériel sur lequel je m'appuie est essentiellement qualitatif. Souhaitons qu'un jour, des enquêtes quantitatives soient réalisées pour approfondir ce type de réflexion, à l'instar des grandes enquêtes statistiques existantes sur la division sexuelle du « travail ordinaire ».

Pour analyser la continuité qui existe – du point de vue des femmes – entre guerre et paix, entre travail et travail révolutionnaire, dans le cadre d'une division sexuelle du travail pratiquement inchangée, je diviserai cet article en deux parties. Dans un premier temps, je montrerai que la division sexuelle du travail révolutionnaire va beaucoup plus loin que la question de qui fait la cuisine, qui commande et qui va armé(e) au combat. J'analyserai non seulement le type de travail et les conditions de sa réalisation, mais aussi la question plus complexe de la reconnaissance du travail effectué et de sa rétribution, pour finalement souligner que les femmes ne sont jamais pleinement considérées comme « travailleuses/révolutionnaires ». Dans un second temps, j'analyserai les luttes des femmes révolutionnaires salvadoriennes en tant que « travailleuses », leurs moyens d'action et leurs revendications, avant de revenir sur deux autres grandes lignes d'analyse de la participation des femmes à la guerre – en termes d'assomption de « nouveaux rôles » et dans la perspective de la création de « nouvelles identités ».

APPLICATION DU CONCEPT DE DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL AUX ACTIVITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

Types d'activités et conditions de travail

Une des grandes caractéristiques de la division sexuelle du travail « productif » est la ségrégation professionnelle selon le sexe et la concentration des femmes dans certaines professions. Il est vrai que dans un front de guerre, tout le monde doit être polyvalent : la combattante travaille aussi en éducation, la commandante coupe du bois. On était parfois cuisinière un temps, puis brigadiste de santé, avant d'être envoyée en ville au ravitaillement. Les femmes ont fait « de tout », mais ont été principalement cuisinières ou « radios » (chargées des communications radio), brigadistes de santé et responsables d'éducation et de propagande. Autrement dit, elles ont travaillé plus ou moins dans les mêmes secteurs que dans la vie civile, selon la division sexuelle du travail la plus « classique ». À la fin de la guerre, la mission de l'ONU inscrivait sur ses tablettes 3285 femmes ex-combattantes, entre 15 et 29 ans (*Fundación 16 de enero*, 1993)[3]. Les chiffres sont parlants : 29 % de ces « travailleuses de la révolution » faisaient la cuisine pendant la guerre, alors que très peu d'hommes firent de même. Si parfois ils aidaient à préparer les *tortillas*, c'était généralement plus l'effet d'une sanction que d'autre chose. Bien que directement présentes sur les fronts de guerre, peu de femmes ont été véritablement combattantes, moins encore responsables de peloton, de campement ou de front. Au sein des directions militaires, elles ont constitué une infime minorité, de même que parmi les « intellectuel(le)s » dont les conceptions orientaient la lutte.

Un autre trait commun à la division sexuelle du travail révolutionnaire et « productif » est la position généralement subordonnée des femmes. Même bombardées, « responsable de cuisine » ou « responsable des communications », la plupart des femmes travaillaient sous l'autorité d'autres personnes, généralement de sexe masculin. De fait, beaucoup d'elles se chargeaient des liaisons radios ou devenaient les compagnes des chefs dont elles transmettaient les communications. Comme le rappelle la commandante Rebeca Palacios, des Forces populaires de libération (FPL, la plus grande organisation du FMLN) : « [Sur le front occidental], il y avait une quinzaine de compagnes. Tu les voyais si intelligentes, si lucides, et la plupart étaient « radios ». Je leur demandais : « Vous n'en avez pas marre d'être radios ? » et elles me répondaient que non, parce que le chef de l'escouade de sécurité était leur compagnon » (Harnecker, 1993). Certes, le travail militaire est le lieu par excellence de la hiérarchie, mais même si beaucoup d'hommes ont occupé des positions subordonnées (en particulier les jeunes et les paysans), il n'y eut jamais de femme Secrétaire générale d'aucune organisation politico-militaire. La commandante Ana María (Mélida Anaya Montes) elle-même, qui fut numéro 2 des FPL, fut assassinée sur ordre du numéro 1, le commandant Marcial, qui craignait semble-t-il qu'elle ne prenne la tête du mouvement révolutionnaire à sa place. La commandante Rebeca Palacios, déjà citée, explique que du jour où elle atteint un rang politico-militaire plus élevé que son compagnon, leur relation tourna court (Harnecker, 1994). Une autre interviewée, *Roberta*[4], l'une des fondatrices du PRTC (Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains, la plus petite organisation du FMLN), raconte qu'elle fut nommée responsable politico-militaire d'un front de guerre quand aucun homme ne voulut plus se charger

de cette tâche : « Pour moi, ce fut une frustration, en fait le parti ne s'occupait pas de ce front, il concentrait tous ses efforts sur San Vicente. Ça a été très dur : imagine-toi, j'étais l'unique femme responsable de front, avec tous les autres qui étaient de vrais tigres. » (Falquet, 1997b).

Dans la division sexuelle du travail « classique », les femmes sont cantonnées aux tâches les plus monotones et les plus parcellisées (formant généralement la majeure partie des ouvriers non qualifiés et la majorité de « ceux » qui travaillent à la chaîne), et souvent, paradoxalement, les plus risquées. Pour ce qui est de la parcellisation du travail, on peut considérer qu'il s'agissait d'une situation commune aux deux sexes, en fonction de la logique militaire. Cependant, certaines tâches particulièrement répétitives telles que faire bouillir le maïs et les haricots et faire des *tortillas* trois fois par jour pour tout un groupe, parfois douze années durant, furent effectivement attribuées presque exclusivement à des femmes. La question du risque de ces activités est plus complexe. Effectivement, les lignes de feu, plus dangereuses mais aussi plus prestigieuses, ont souvent été réservées aux hommes.

Cependant, rappelons qu'il ne manqua jamais de jeune paysanne acharnée au combat ou d'excellentes tireuses, pour s'immiscer dans ces espaces masculins[5], ni même de pelotons exclusivement féminins (généralement éphémères), en particulier le peloton Silvia, du Parti communiste. Ensuite, les femmes ont réalisé des tâches extrêmement dangereuses, quoique peu visibles, comme la fabrication de mines « maison », le renseignement, le ravitaillement et le transport (de combattant(e)s, de matériel, de messages ou d'armes). Une tâche apparemment bénigne, comme celle de « radio », était aussi particulièrement risquée : en cas d'attaque, l'ennemi tire en premier sur les responsables de transmission. Surtout, bien que chaque sexe ait eu à affronter des risques assez semblables sous les balles adverses, proportionnellement, les femmes avaient un moindre accès aux armes (et à des armes moins puissantes), avec l'argument classique : « d'abord pour les hommes, et ensuite, s'il y en a assez pour tout le monde… ». Or, dans une situation ou il y a au moins autant de risques pour les femmes que pour les hommes, ne pas donner d'armes aux combattantes, c'est les exposer davantage au danger.

Quatrième trait commun entre la division sexuelle du travail et la division sexuelle du travail révolutionnaire : la plus grande précarité des femmes. Les exemples sont abondants, que ce soit au niveau de l'incorporation au travail, du temps de travail, de l'interruption du travail ou du manque de clarté dans le contrat, c'est-à-dire de la « privatisation » de la relation de travail. L'incorporation des femmes au projet révolutionnaire a toujours été menacée par le « qu'en dira-t-on », la jalousie des maris et le mécontentement des pères imaginant leurs filles « au milieu de tant d'hommes » – phénomène qui a totalement épargné les hommes. De même, l'incorporation partielle a été plus fréquente chez les femmes, ainsi que l'incorporation postérieure à celle d'un homme (une femme suivant parfois son père ou son mari dans un front sans trop savoir pourquoi, avant de décider de s'engager elle-même en toute connaissance de cause). Alors que les hommes s'engageaient davantage à plein temps, beaucoup de femmes n'étaient recrutées que comme miliciennes, et restaient avec la population civile de leur zone, ce qui leur permettait de concilier plus facilement leurs tâches révolutionnaires avec leurs devoirs familiaux (nous reviendrons sur ce thème).

Pour ce qui est de l'interruption du travail, toutes les femmes ayant choisi de mener à terme une grossesse durent quitter le front pour accoucher et/ou confier leur bébé à quelqu'un d'autre, et beaucoup d'entre elles eurent d'importantes difficultés pour rejoindre ensuite leur poste de combat. D'autres à leur retour se virent suspectées de vouloir abandonner leurs responsabilités – situation qu'aucun homme n'eut à affronter. Bien entendu, ces interruptions du travail remettaient en cause leurs possibilités d'accéder à des responsabilités plus élevées, comme le raconta la future commandante Rebeca Palacios : « Quand je suis tombée enceinte, j'étais aspirante à combattante. Ils ont annulé tout ça d'un coup, et ils m'ont donné comme tâche de cuisiner pour un groupe de camarades qui venaient participer à une école clandestine. [...] Je crois que, en fonction de sa condition physique, on peut être amenée à changer d'activité. Mais dans mon cas, ce qui s'est passé, c'est que j'ai été rétrogradée à un niveau inférieur d'activité. Et cela me semble incorrect » (Harnecker, 1994).

Finalement, les cas de manque de clarté du « contrat » sont légion. D'abord, on trouve des femmes qui n'ont jamais su si elles avaient été ou non militantes du parti, comme nous le confia *La Negra*, une femme du PRTC, après avoir été incarcérée plusieurs années pour un attentat qu'elle n'avait pas commis. Une autre femme du même parti, *Sofía*, transportait régulièrement des armes dans son panier de fruits pour le compte de l'organisation, mais étant l'unique survivante de son collectif de travail, elle n'avait pas de témoin pour solliciter une compensation au titre d'ex-combattante démobilisée. Ensuite, en plus grande proportion que les hommes, de nombreuses femmes se sont engagées pour suivre un membre de leur famille, généralement père ou mari. Au sein des organisations de petite taille comme le PRTC ou la RN (Résistance nationale, le deuxième plus petit parti du FMLN), bien souvent les femmes avaient comme responsables des membres de leur famille. L'autorité paternelle ou maritale se mêlait ainsi à l'autorité militaire, dans les rapports des hommes envers les femmes. Pour beaucoup plus de femmes que d'hommes, les relations de travail révolutionnaire ont été médiatisées par les rapports familiaux, c'est-à-dire « privatisées », d'une manière très semblable à ce qui se produit dans la division sexuelle du travail « classique ».

Le cinquième trait commun est l'importance du harcèlement et de l'exploitation sexuelle des hommes envers les femmes – liés à la fois à la privatisation de la relation de travail et au caractère précaire et subordonné des tâches qu'elles remplissent. Ainsi, pour cesser d'être cuisinière, une femme pouvait se laisser séduire par un dirigeant intermédiaire et devenir sa radio favorite… jusqu'à être remplacée par une autre et devoir retourner en cuisine. Sans vouloir trivialiser le vécu des femmes et leurs luttes, l'on ne peut négliger le fait qu'il y eut des promotions ou des sanctions attachées au fait d'avoir, ou non, des rapports sexuels avec des hommes « mieux placés ». Le harcèlement et le chantage sexuel ont existé dans la lutte révolutionnaire, et même le viol pur et simple, sans promotion et parfois avec des vexations supplémentaires à la clé, comme le raconte une combattante de la RN : « Trois mois après être arrivée sur le front, un camarade me viola. C'était le chef. Ce fut horrible, parce que je voyais en lui le meilleur homme de tous ceux qui étaient dans le campement. […] Ma camarade de tente s'était rendu compte que le chef avait essayé de me violer mais elle ne dit rien : là-bas, on ne pouvait pas parler de ces choses-là. Ils étaient chefs et il valait mieux se taire, sinon, ils t'envoyaient

travailler en cuisine et cela signifiait n'être pas valorisée, ne pas être suffisamment courageuse pour combattre, être faible. » (Garraízabal, 1994).

Un autre exemple montre que même en étant en position de pouvoir hiérarchique supérieur, les femmes n'échappaient pas si facilement au harcèlement sexuel masculin. Il s'agit d'une ex-combattante lesbienne, qui bien qu'elle ait développé toute une stratégie pour éviter le harcèlement, dût l'affronter plus d'une fois: « Adolescente, je m'étais rendu compte que les femmes me plaisaient et je me réprimais […] J'ai trouvé une échappatoire dans la lutte […] Les camarades me disaient: « Tu n'aimes pas les hommes? », « Bien sûr que si, je leur répondais, mais la révolution avant tout! » Je suis passé au travail clandestin et là j'ai commencé à sentir le harcèlement sexuel, mais comme les hommes ne me plaisaient pas, je continuais à refuser d'avoir des relations sexuelles. […] Une fois, j'allais avec les deux pelotons dont j'avais la responsabilité, et le deuxième responsable essaya de me prendre de force. J'ai tout de suite dégainé mon arme et il m'a demandé de n'en parler à personne et de ne pas le rétrograder, j'ai accepté. » (Las Dignas, 1995).

Reconnaissance et rétribution du travail

D'abord, de même que dans le travail « productif », la formation avec laquelle les femmes s'intégraient au travail révolutionnaire n'était jamais reconnue: savoir préparer la nourriture ou laver les vêtements était considéré comme un « don naturel ». On leur attribuait donc des tâches selon leurs « aptitudes », sans jamais reconnaître les efforts nécessaires à leur acquisition, et encore moins l'origine patriarcale de la répartition des différentes aptitudes entre femmes et hommes. Si la guérilla forma des paysans à des tâches auxquelles leur socialisation ou leur classe sociale ne les préparait pas (par exemple, pour apprendre à diriger une attaque militaire), elle eut plus de mal à former les femmes à des tâches non traditionnelles. Malgré certains efforts louables, les femmes eurent un moindre accès aux formations les plus prestigieuses, comme le raconte *Adela*, une ex-combattante d'origine paysanne: « Si je n'ai pas été combattante parce que j'étais une femme? Non, je ne crois pas: il y a eu des femmes combattantes. Je ne sais pas pourquoi. Parfois, ils nous utilisaient pour d'autres tâches, bien sûr, parfois ils nous marginalisaient parce que nous étions des femmes. […] Il y a des gens qui se demandent pourquoi il y avait peu de femmes dans le commandement. Peut-être parce que nous sommes des femmes, ils ne nous préparent pas, parfois nous n'avons pas la formation suffisante. » (Falquet, 1996)[6].

Deuxième point commun avec le travail « productif » : une tâche accomplie par des femmes se dévalorise, tandis qu'elle se masculinise quand elle devient plus technique. Nous en donnerons deux exemples. D'abord, celui de *Roberta*, déjà évoquée: au moment où elle fut nommée responsable politico-militaire d'un front, le parti s'en désintéressait presque complètement. Ensuite, c'est au cours des années soixante-dix, quand les organisations étaient de tailles modestes et plus politiques que militaires, que des femmes sont devenues commandantes. À partir des années quatre-vingt, quand il s'agit d'une guerre ouverte et que la partie militaire prend plus d'importance, quasiment aucune femme n'est promue à des responsabilités de direction.

De façon générale, bien souvent le travail révolutionnaire réalisé par les femmes n'a pas été considéré comme du travail, il était invisible ou rendu

invisible, minimisé et perçu comme de moindre valeur que celui d'un homme, même lorsqu'il était plus important. Travail invisible parce que typiquement féminin – presque un devoir – comme celui que réalisèrent des milliers de femmes en réunissant des vivres ou en cousant des sacs à dos dans les camps de réfugié(e)s (comme simples « bases d'appui » et non pas comme membres formels du FMLN). Travail rendu invisible, comme le raconte une combattante de la RN : « Je sentais des attitudes de discrimination qui me mettaient très en colère. Une fois, j'avais monté une opération, j'en étais l'unique responsable. Tout fonctionna merveilleusement. La veille, mon compagnon était arrivé dans notre front. Il était le responsable de la zone, et rien que pour cela, il se vit attribuer tout le mérite de l'opération. C'est lui qui fut interviewé par la Radio Venceremos. Personne, pas même lui, ne mentionna ma participation. » (Garraízabal, 1994).

Il ne s'agit pas ici de défendre de quelconques fiertés déplacées, mais de remarquer comment on empêche les femmes d'accéder à de plus importantes responsabilités. D'autres tâches ne furent jamais non plus reconnues comme telles : toutes celles qui ont trait à l'attention émotionnelle et physique quotidienne pour améliorer le bien-être des autres, et tout particulièrement des hommes. Comme le rappelle le passionnant travail de la sociologue française Geneviève Cresson, le travail domestique « civil » de santé réalisé par les femmes est particulièrement invisible (Cresson, 1995). En temps de guerre, où ce travail est plus nécessaire que jamais, il passe encore plus inaperçu. Ainsi, quand une brigadiste de santé veillait toute la nuit un camarade blessé, c'était « naturel », non seulement parce il s'agissait d'un compagnon de lutte, mais parce qu'il s'agissait de son rôle de femme ; de même lorsque les vieilles paysannes venaient silencieusement laisser des *tortillas* aux pauvres *muchachos* affamés. Quand une femme lavait les vêtements de son compagnon en plus des siens, alors que tous deux étaient également combattants, il ne s'agissait pas d'un travail mais d'une manifestation atavique d'amour – seules les femmes qui ne le faisaient pas suscitaient l'interrogation, comme *Alba*, qui consacra quinze ans de sa vie à la lutte au sein de la RN : « Je travaillais dans le même collectif que mon compagnon. Il était responsable militaire, comme moi. Les gens me critiquaient parce que je ne lavais pas ses vêtements, je ne lui faisais pas dorer ses *tortillas*, comme c'est la norme dans les couples. » (Falquet, 1997b).

De plus, comme le souligne le travail réalisé par Les Dignes, ce furent presque toujours les femmes qui durent assumer le poids de « la douleur invisible de la guerre », comme elles baptisèrent le livre recueillant leur expérience avec les ex-combattantes (Garraízabal, 1994). Pleurer les morts et les disparus, assumer le poids du travail émotionnel dont personne, en pleine urgence militaire, ne voulait se charger, constitue une somme de travail considérable, bien que dépréciée. Une militante de la RN raconte : « Les compagnons se moquaient de moi : les larmes, la douleur, l'amour étaient symboles d'humiliation et d'infériorité. Quelqu'un qui aimait et pleurait était « moins », parce que ces sentiments n'étaient pas ceux des valeureux, mais ceux des femmes. C'était un symbole de faiblesse. » (Garraízabal, 1994). Et finalement, les hommes obtinrent bien souvent des satisfactions sexuelles aux dépens des femmes (souvent sans aucune réciprocité), comme quelque chose de tout à fait naturel. Ce « plus » pour le moral des troupes (masculines) ne fut jamais considéré pour être rétribué, bien que les troupes « régulières »

de n'importe quelle armée du monde soient généralement obligées de payer ce « service » à des prostituées extérieures.

Finalement, c'est sur le plan de la rétribution matérielle et symbolique que l'on note peut-être le parallèle de la manière la plus crue. Dans son discours, le FMLN a toujours salué la présence des femmes comme une victoire et une condition de leur libération. En termes vagues, beaucoup de combattants estimaient que dans les fronts, la présence des femmes – « plus joyeuses » et « plus sensibles » – « adoucissait » l'ambiance et lui donnait un caractère plus agréable. Cependant, les femmes n'obtinrent aucun bénéfice concret ni reconnaissance matérielle pour leur travail, mis à part la nourriture et les vêtements, en fonction des moyens de l'organisation. Bien sûr, il n'y avait de solde pour personne : on luttait pour la révolution et non pour un bénéfice économique individuel. Mais beaucoup d'hommes purent se consacrer à la lutte à temps complet sans en retirer un centime parce que leurs mères et épouses (et parfois même des femmes totalement inconnues d'eux) continuaient à travailler pour nourrir les enfants et les parents de ces hommes.

Ainsi, une femme des quartiers marginaux de la capitale explique : « Notre organisation ne nous aide jamais sur le plan économique. Notre avant-garde ne nous dira jamais : vous allez avoir plein de choses, vous allez vivre bien : chaque personne qui s'incorpore doit être un révolutionnaire totalement désintéressé. […] C'est pour cela que moi, je n'ai jamais pu m'incorporer à temps complet. […] Mon mari était déjà incorporé et nous ne pouvions le faire tous les deux, parce qu'il fallait s'occuper de la maison et du travail domestique. » (Cañas, 1989). Non seulement les femmes ne reçurent pas d'argent ni de rétribution matérielle pour leur travail révolutionnaire, mais en plus elles durent bien souvent apporter leurs propres ressources : « Je connais une femme qu'ils firent sortir du front pour qu'elle s'occupe des enfants des autres, puis ils l'abandonnèrent. Personne ne lui donnait d'argent et elle n'avait aucun moyen de leur donner à manger : elle s'en fut donc trouver un travail de domestique pour nourrir les enfants des autres. Elle sentait que c'était son rôle de révolutionnaire, procurer le nécessaire à tous ces enfants. » (Las Dignas, 1995). Ajoutons que l'argent des organisations de femmes créées pendant la guerre fut souvent « détourné » par les différents partis du FMLN pour financer l'effort de guerre, avec ou sans le consentement des femmes[7], ce qui représente un considérable transfert de ressources d'un collectif féminin vers un collectif majoritairement masculin.

Pour les femmes, la rétribution symbolique, qui aurait pu être offerte sans coût majeur, n'a guère non plus été au rendez-vous. Pendant le conflit, les hommes monopolisèrent la quasi totalité des postes les plus prestigieux et visibles et jouirent davantage de promotions. À la fin de la guerre – et du fait de leur plus grande visibilité – ils furent les premiers à obtenir les compensations accordées par les Accords de paix, oubliant même parfois de signaler aux femmes qu'il fallait s'inscrire sur des listes ad hoc pour en bénéficier. De surcroît, à l'heure de la « reconversion », l'invisibilité et la déqualification de leur travail ont laissé les femmes très désarmées face à la recherche d'un travail « civil ». La plupart des hommes virent leurs apprentissages validés d'une manière ou d'une autre : certains se firent chauffeurs, d'autres gardes du corps.

Les femmes paysannes en revanche (qui avaient appris à faire des points de suture avec du fil dentaire) ou les jeunes éducatrices populaires, n'obtinrent

aucun appui du Front pour faire reconnaître leurs nouvelles qualifications d'infirmières ou d'institutrices rurales. Quand la guerre fut terminée, beaucoup d'hommes purent se considérer – et furent perçus – comme des « héros », la majorité des femmes, en revanche, apparurent comme de mauvaises mères ayant abandonné leurs enfants pour revenir les mains vides. Elles n'en tirèrent aucune gloire. Comme le souligne l'Allemande Ingrid Ströbl, dans un travail sur les Européennes qui, dans les années trente et quarante, résistèrent au fascisme les armes à la main : « Les femmes elles-mêmes se taisent. Elles se taisent pour différentes raisons : par modestie féminine. Parce qu'elles ne veulent pas se donner d'importance. Parce qu'elles n'ont jamais appris à se représenter. Parce qu'elles-mêmes se considèrent comme insignifiantes. Parce que les réactions de leurs propres compagnons de lutte les ont rendues amères. » (Ströbl, 989).

Des « travailleuses révolutionnaires » marginalisées

Ainsi, les femmes ne furent jamais sérieusement considérées comme de véritables « travailleuses révolutionnaires à temps plein », à la différence des hommes. De même que sur le marché du travail « formel » ou « traditionnel », il leur fut toujours exigé qu'elles « concilient » le travail et les responsabilités familiales, en même temps qu'on leur refusait la pleine reconnaissance des risques « professionnels » auxquels elles s'exposaient. Revenons donc sur la « conciliation » travail/famille. Norma Virginia Guirola de Herrera, pionnière du féminisme salvadorien, militante du parti communiste et assassinée en 1989, déclarait avec enthousiasme : « La femme salvadorienne a dû adapter ses propres tâches familiales, professionnelles et de lutte révolutionnaire, pour pouvoir conjuguer ses devoirs familiaux avec son militantisme politique. » (Ce Mujer, 1992).

Si fort était l'esprit de sacrifice que la sœur d'Eugenia, une fameuse révolutionnaire tombée aux premiers temps des noyaux urbains, commente à propos de la maternité : « C'est une expérience très belle, et un très grand sacrifice. Nous, les mères révolutionnaires, nous devons nous sacrifier davantage que les autres mères. Nous devons dormir moins pour travailler plus. » (Alegría, Flakoll, 1987). Il est vrai que la plupart des organisations du FMLN se sont préoccupées de la question des enfants (mais pas des personnes âgées et autres personnes à la charge des femmes). Selon les endroits et les périodes, un certain nombre de « garderies » fonctionnèrent. Mais ces garderies étaient presque exclusivement à charge d'autres femmes, et souvent très informelles. On l'a dit, il n'était pas rare que l'on recrute pour cette tâche la mère ou la grand-mère d'un combattant, « privatisant » ainsi de nouveau la relation de travail. Et souvent, les femmes durent laisser leurs enfants de manière individuelle à un(e) parent(e), assumant personnellement les frais, le poids émotionnel, la tristesse et les complications que signifiait le fait « d'abandonner » leurs responsabilités de mères. Ce thème a été largement développé par les Salvadoriennes, qui le vécurent avec beaucoup de culpabilité et de rage (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1993a).

Par contre, la question des relations amoureuses ou de couple a été moins prise en compte, alors qu'elle représentait pour les femmes un problème très concret. La commandante Rebeca Palacios raconte : « La situation des femmes qui sont indépendantes est bien injuste, parce que le fait d'agir de manière

conséquente par rapport à tes idées implique ne pas parvenir à avoir une vie affective stable, avec qui que ce soit. […] Pour moi, la victoire serait de pouvoir être révolutionnaire et de trouver un homme qui me comprenne dans cette dimension, pour que nous avancions ensemble. » (Harnecker, 1994). Beaucoup de femmes ont dû sacrifier leur parcours politico-militaire à cause de la jalousie de leur compagnon (même révolutionnaire). Alors qu'à bien peu d'hommes, leurs épouses ou mères osèrent faire reproche de s'incorporer à la guérilla, abandonnant leur famille ou la mettant en danger, bien des femmes durent affronter sur ce plan de durs conflits. Les hommes, en entrant dans la lutte armée, se voyaient presque toujours déchargés de toute autre responsabilité, alors que la plupart des femmes durent continuer à se soucier de leurs parents, maris, enfants et autres membres de leur famille, comme si elles ne travaillaient pas, elles aussi, à temps plein, pour la révolution.

Ainsi, le problème de la conciliation entre lutte révolutionnaire et responsabilités familiales, que les femmes rencontrent classiquement dans le travail « productif », semble plus important encore dans les activités révolutionnaires, dans la mesure où y participer a souvent été considéré à la fois comme un devoir et comme un privilège. Qui oserait compter, réclamer ? Moins encore les Salvadoriennes, élevées dans l'idéal du sacrifice chrétien de Marie. Norma Guirola le rappelle, avec les accents enthousiastes des premières années de lutte : « En général, l'activité révolutionnaire est un grand acte d'amour, qui signifie se dévouer complètement et donner le meilleur de soi-même pour une grande cause, pour l'intérêt d'une grande famille : l'humanité. » (Ce Mujer, 1992).

N'étant pas considérées clairement, pleinement, comme des travailleuses de la révolution au même titre que les hommes, les femmes ne reçurent pas non plus le même appui qu'eux face aux « risques » professionnels du métier de révolutionnaire. Ce thème est délicat, et personne n'a encore osé se lancer dans une macabre et désagrégée comptabilité par sexes des peines, de la peur, de la souffrance, des traumatismes, des projets personnels abandonnés en chemin (en particulier les études), de la torture, de l'emprisonnement, de la clandestinité et de l'exil. Pourtant, avec tout le respect que cette question mérite, il est important de s'y arrêter. Rappelons d'abord que l'armée traita les femmes avec une barbarie toute particulière. Selon le témoignage d'une avocate de l'évêché, María Julia Hernández : « Ce qui m'a le plus impressionnée, c'est la manière dont la femme rurale est assassinée, outragée jusqu'au plus intime, parce qu'elle est une femme. Par exemple, des femmes à qui ils sortaient leur enfant du ventre, ou des femmes à qui ils coupaient la tête et la leur plaçaient dans le ventre. D'autres femmes étaient empalées. C'est-à-dire que la répression contre les femmes comporte un élément d'outrage à leur féminité. Toutes celles que nous trouvions mortes, ils leur avaient coupé les seins, ils les avaient violées, peu importe leur âge. » (Gargallo, 1987).

Ensuite, si la majorité des morts furent des hommes, la majorité des personnes survivantes, devant affronter tout le poids de la douleur, de l'angoisse et souvent des conséquences économiques de la situation, furent des femmes. Eux héros et martyrs, elles, veuves souvent abandonnées à leur sort. Quant aux femmes capturées et emprisonnées, elles reçurent une moindre attention que les hommes. Peu d'entre elles purent compter sur des visites ou sur une aide juridique, hormis dans les cas retentissants des commandantes

Ana María (Ana Guadalupe Martínez) et Nidía Díaz (María Marta Vallardes), qui firent connaître leur témoignage sur la détention et la torture (Martínez, 1981; Díaz, 1988). Le dernier prisonnier politique à être libéré à l'issue des Accords de paix était d'ailleurs… une femme, *La Negra*, déjà évoquée. Finalement, la tâche de lutter pour les personnes emprisonnées ou disparues, d'exiger la justice pour les personnes assassinées, ne fut pas assumée directement par le Front, mais laissée à la population civile[8]. Ainsi, *Comadres*, le premier et plus important groupe en ce domaine, se constitua à l'initiative de mères et de compagnes de disparu(e)s et des prisonnier(e)s, ce qui nous ramène à nouveau à la « privatisation » (à la charge des femmes) de toute une partie du processus de travail révolutionnaire. Certes, il existe de nombreuses explications à tout cela, notamment la féroce répression gouvernementale et la relative fragilité des groupes révolutionnaires. Cependant, force est de constater la claire persistance d'une nette division sexuelle du travail durant l'ensemble du processus révolutionnaire.

LIMITES ET UTILITÉ DU PARADIGME DE DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL POUR ANALYSER LES ACTIVITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

Luttes pour l'amélioration des conditions de « travail »

Pour autant que nous sachions, on n'assista pas à des luttes collectives de radios, de brigadistes de santé, ni même de « troupes » contre le commandement, pendant le processus révolutionnaire. Par contre, il exista plusieurs organisations de femmes : ceci laisse penser qu'effectivement, quelque chose les unissait. Nous nous demanderons ici s'il s'agissait de nécessités spécifiques des femmes, ou de revendications communes liées à leur position dans la division sexuelle du travail.

D'abord, beaucoup d'organisations de femmes furent créées par les directions avec des objectifs qui n'avaient pas directement à voir avec les besoins des femmes. Notamment, pour donner une image « avancée » et conquérir les cœurs, aussi bien de la population salvadorienne que des soutiens diplomatiques et financiers extérieurs. Cela permettait de légitimer la lutte (« même les femmes participent »), de recruter plus facilement d'autres femmes (« les fronts ne sont pas des lieux mal famés où l'on viole les femmes ») et bien entendu d'autres hommes (car « une petite culotte tire plus qu'une paire de bœufs »). Très rapidement, les directions du Front notèrent que les femmes pouvaient apporter une force de travail considérable, fidèle et plus désintéressée que les hommes, et elles s'attelèrent à la « capitaliser ». En ce sens, elles favorisèrent la formation des femmes, en particulier des paysannes, afin qu'elles puissent participer autant que les hommes – bousculant même parfois courageusement les préjugés des deux sexes.

Par ailleurs, plusieurs tentatives organisationnelles furent le fait de femmes de la ville (de classe moyenne, plus scolarisées), avec trois séries de motifs. D'abord, pour remédier aux « problèmes » créés par la présence de femmes dans des fronts dominés par des hommes machistes (jalousie, violence entre

hommes, coups et viols contre les femmes). Ainsi, les pelotons composés exclusivement de femmes permettaient notamment de regrouper physiquement les femmes dans des campements différents, et donc de les éloigner des hommes. Deuxièmement, pour tenter d'éviter les grossesses – car l'organisation « perdait » un(e) combattant(e) et la confiance des parents, voyant leur fille revenir enceinte du « maquis ». Troisièmement, du fait du choc que ressentaient ces femmes d'origine urbaine confrontées à la dure réalité des rapports sociaux de sexes dans le monde rural.

Une des luttes les plus autonomes de femmes, qui sans être la cause de la formation du groupe, lui donna un contenu réel et important y compris pour les paysannes, fut la lutte de l'Association de femmes salvadoriennes (Asmusa du PRTC) pour obtenir des serviettes hygiéniques. Liliana, une paysanne de San Vicente, raconte : « [Les femmes d'autres organisations] étaient choquées : comment était-il possible que nous utilisions des serviettes hygiéniques ? Nos compagnons les achetaient, elles, elles utilisaient des torchons, elles n'accordaient pas d'importance à ces questions. Alors Manuel [un médecin étranger] leur expliquait qu'il valait mieux acheter des serviettes plutôt que d'utiliser des torchons, parce qu'elles pouvaient tomber malades, attraper des infections, et que ça reviendrait plus cher que d'acheter des serviettes. Elles nous critiquaient pour cela, elles disaient que nous avions l'air de citadines, de petites-bourgeoises, bref, elles nous voyaient d'un mauvais œil du fait que nous utilisions des serviettes. […] Ça a été difficile, les compagnons n'étaient pas tellement d'accord. » (Falquet, 1996).

L'argument décisif ne fut pas la commodité des femmes, ni l'impossibilité en temps de guerre de laver les torchons à la rivière comme le veut la tradition, mais la parole d'un homme/médecin/étranger, et l'intérêt supérieur de la guerre : ne pas perdre un combattant pour une infection. Une fois adopté le principe et débloqué l'argent nécessaire, les compagnons rechignaient cependant à entrer dans une pharmacie acheter les serviettes. Or, seules les femmes étaient capables de marcher de longs kilomètres en portant sur la tête des palettes d'œufs sans les casser. Ainsi, envoyées au ravitaillement, elles se chargeaient de l'achat des étranges objets de l'hygiène féminine, montrant ainsi combien il faut « en avoir » pour obtenir des serviettes (en référence au jeu de mots intraduisible : « *para usar toallas, quiere huevos* »).

Cependant, il semble qu'il y ait eu peu de luttes collectives de femmes pour obtenir des améliorations dans leurs « conditions de travail révolutionnaire ». Beaucoup d'entre elles résistèrent individuellement au harcèlement sexuel, à la perte de rang pour cause de grossesse, ou à leur disqualification pour manque de formation, et se mirent même à exiger une arme. En revanche, nous connaissons peu d'exemples de luttes collectives et autonomes de femmes pour demander des changements. Bien entendu, au sein d'une structure militaire et plus encore en situation de guerre, les organisations « parallèles », ou critiques, sont extrêmement mal vues.

Pourtant, le parti lui-même promouvait l'organisation des femmes, et parfois ses intérêts coïncidaient avec ceux de femmes du commandement intermédiaire. En général, leur stratégie fut surtout de rendre visible la participation et les apports des femmes, Une dirigeante intermédiaire de la RN d'origine urbaine déjà évoquée, *Alba*, se souvient : « En 1982, avec quelques compagnes, nous avions commencé à penser à la possibilité de créer une organisation de

femmes. Nous avons fondé l'Association de femmes Lil Milagro Ramírez. À travers cette initiative, nous cherchions – et je crois que nous y avons réussi – à rendre plus efficace l'appui des femmes à la guerre. En aucune manière, nous ne nous posions le problème de la condition des femmes. Nous ne travaillions absolument pas les nécessités spécifiques des femmes: ce qui nous intéressait, c'était de rendre leur travail plus efficace, et aussi plus visible. […] Cet apport existait de toute façon, mais il était très dispersé, donc nous fîmes notre organisation pour le rendre visible. Une de nos frustrations, à l'époque, c'était qu'à l'heure de comptabiliser les succès militaires, on faisait très peu – ou pas du tout – allusion à l'appui des organisations de femmes. » (Falquet, 1997b).

Pendant la guerre, il existait très peu de moyens de pression à la portée des femmes. Le sabotage, les grèves, incluant la « grève des ventres », n'avaient pas leur place dans le projet révolutionnaire: comment les combattantes auraient-elles pu lutter contre « leur propre lutte » ? On se trouve ici devant les problèmes que pose la « polarisation politique » : il existe seulement deux camps, et protester au sein du sien propre est immédiatement assimilé à une trahison. Ce « chantage » imposé par la dynamique de la situation fut renforcé par les organisations du FMLN, qui considérèrent toujours comme petites-bourgeoises, déviationnistes et même réactionnaires, les luttes des femmes pour leurs propres intérêts. Certes, dès 1979, avant la guerre, il existait une organisation qui se revendiquait ouvertement du « féminisme révolutionnaire », l'Association de femmes du Salvador (Ames, proche des FPL).

Cependant, quand la guerre commença à faire véritablement rage, l'association mit de côté son aspect féministe pour se concentrer sur sa dimension révolutionnaire, avant de cesser toute activité en 1983-1984 (Navas, 1987). Le terme même de « féminisme » demeura pratiquement tabou pendant toute la durée du conflit. À tel point que la Conamus, autre organisation de femmes proche des FPL et créée en 1986, rencontra de grandes difficultés quand elle voulut dénoncer non seulement la violence militaire de l'ennemi, mais aussi la violence domestique. Ce n'est qu'à la fin de la guerre, quand la polarisation politique eut diminué, que les femmes purent s'organiser de manière beaucoup plus autonome (même en gardant « des attaches » avec leurs anciennes organisations) et poser leurs propres exigences (Falquet, 2002).

Sur ce plan, comme dans la division sexuelle du travail « classique », on peut remarquer que les femmes ont eu tendance à se mobiliser davantage comme « femmes » dans le sens le moins social et le plus « biologique » du terme (pour des revendications liées « au corps »), plus qu'en tant que personnes situées du même côté de la division sexuelle du travail, comme travailleuses exploitées. Une perspective marxiste classique appelle pourtant les exploité(e)s à s'organiser comme « classe ». Mais par rapport à la division *sexuelle* du travail, il existe une forte résistance à raisonner dans les mêmes termes, même chez les révolutionnaires marxistes. Je fais ici l'hypothèse que la minceur des transformations des rapports sociaux de sexes dans le cas salvadorien à l'issue du processus révolutionnaire, s'explique notamment par le manque de clarté des femmes dans l'analyse de leur situation et par l'utilisation des modes d'organisation inappropriés face à la division non seulement sociale, mais aussi *sexuelle*, du travail.

Autres lignes d'analyse de la « participation des femmes à la guerre »

Il est temps maintenant de regarder en arrière pour réévaluer les autres lignes d'analyse de la « participation » des femmes à la guerre révolutionnaire que j'avais suivies précédemment, et dont les limites apparaissent maintenant avec plus de clarté.

La première ligne est celle qui prévalait pendant le processus révolutionnaire salvadorien, ainsi que dans de nombreux travaux concernant d'autres pays et d'autres époques. Il s'agit d'une vision très marquée par la perspective « marxiste » classique, et de la ligne dominante dans le cas du Salvador : c'est celle que les révolutionnaires adoptèrent et diffusèrent, celle qui les motiva et que reflétèrent les témoignages publiés pendant la guerre – généralement à des fins politiques et avec l'appui et l'*imprimatur* des organisations du FMLN (Alegría, Flakoll, 1987 ; Carter, Loeb, 1989 ; Díaz, 1988 ; Guirola, 1983 ; Lievens, 1986 ; Martínez, 1981 ; Thomson, 1986). Fondamentalement, cette ligne d'analyse fait valoir qu'en « participant », les femmes sont *déjà* en train de gagner leur libération, à la fois future et présente, en assumant des responsabilités nouvelles, jadis réservées aux hommes. C'est ce que résume avec une clarté méridienne une communiste convaincue, Yuri, à l'époque première responsable de l'État major des Forces armées de libération (FAL, proches du Parti communiste) : « Dans les campements de la guérilla comme dans tous les domaines de travail de notre processus révolutionnaire, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, nous les femmes, nous gagnons dès maintenant notre poste dans la nouvelle société. […] Nous conquérons aussi, les armes à la main, nos droits à l'égalité face aux hommes et face à la société. » (Ce Mujer, 1992). Et certainement, les femmes ont gagné des choses en participant au processus révolutionnaire. Mais ce sont pratiquement les mêmes « gains » qu'obtiennent les femmes quand elles entrent sur le marché du travail salarié…

Par exemple, la plus grande indépendance économique, par rapport à la famille ou au niveau des relations affectives, est une « avancée » conquise aussi bien par les salariées que par les guérillères. De même, une plus grande liberté de mouvement, notamment pour choisir un(e) partenaire, s'en séparer et s'unir à nouveau, peut être considérée comme une conquête, aussi bien pour les révolutionnaires du FMLN que pour les femmes qui travaillent en dehors du foyer domestique. Développer de nouvelles capacités et exercer de plus grandes responsabilités peuvent également être perçus comme un résultat (pour certaines femmes) de l'accès au travail salarié comme de la participation au travail révolutionnaire. Le phénomène de la guerre a provoqué une mobilité sociale jusqu'alors inconnue, dont beaucoup de femmes surent profiter – bien que beaucoup d'autres n'aient pas eu les moyens de le faire. Mais cette mobilité s'est manifestée, nous semble-t-il, de la même manière pour les hommes que pour les femmes. Sur le plan symbolique, l'impact a peut-être été plus grand pour les femmes, dont le destin maternel et domestique semblait plus immuable, mais sur le plan matériel, les deux sexes en ont bénéficié. Tout ce qui a trait à une meilleure formation en terme général ou « éducatif », ainsi qu'à un meilleur contrôle de la fécondité féminine, apparaît de reste comme l'un des succès des révolutionnaires, mais c'est aussi la

réussite des femmes, généralement quand elles sont reconnues comme nécessaires à la production ou à la révolution.

Par contre, pour ce qui est d'obtenir un allégement de leurs tâches domestiques, des garderies ou l'appui de leur compagnon, il semble que les guérillères n'eurent pas beaucoup plus de succès que les salariées : pour rendre possible leur incorporation, des efforts furent accomplis, principalement par rapport aux garderies. Mais moins encore que dans la vie civile, ces garderies furent placées sous la responsabilité d'hommes – ce qui aurait transformé un peu plus la division sexuelle du travail. Bien plus que dans le cas du travail salarié, les garderies furent confiées à d'autres membres de la famille, c'est-à-dire sans sortir du cadre de relations « privées ». La possibilité de laisser ses enfants sous bonne garde n'était pas un droit du travail mais plutôt une situation « de fait ». Plus encore qu'aux salariées, il fut fait reproche aux révolutionnaires de cet « abandon » des enfants aussitôt qu'elles cessèrent de participer à la « production ».

Il existe certes une tendance à faire porter aux femmes qui « travaillent à l'extérieur » la responsabilité de l'échec scolaire, de la consommation de drogue et même de la délinquance de la jeunesse. Mais, aussi pénibles que soient les discours réactionnaires à ce sujet, ils sont moins douloureux que la situation que durent affronter beaucoup d'ex-guérillères en voyant que leurs enfants retrouvés après la guerre ne les reconnaissaient pas, ne leur disaient pas « maman », ne les comprenaient pas, voire les jugeaient durement (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1993a). En résumé, aussi bien les salariées que les guérillères doivent se débrouiller individuellement pour « concilier » leur travail avec les responsabilités familiales que la société leur assigne, et dont personne ne se charge de véritablement relever, même pour les rendre plus productives.

En ce sens, la perspective « marxiste » classique n'offre guère plus d'issue aux révolutionnaires qu'aux travailleuses : elle défend le droit des femmes à « participer » tant qu'elles sont jugées indispensables à la production ou à la révolution, sans remettre en cause leurs « obligations » familiales, c'est-à-dire, la division sexuelle du travail. Mais dès lors que les droits obtenus par les femmes, pour importants qu'ils soient, se mêlent à de considérables difficultés non-résolues, et lorsque les femmes semblent moins nécessaires, elles sont abandonnées à leur sort et rendues à leurs tâches habituelles comme si rien ne s'était produit.

Après la guerre, constatant que les Accords de paix taisaient totalement leur problématique et conquérant peu à peu leur autonomie idéologique, les Salvadoriennes commencèrent à développer une autre ligne de réflexion. À partir de nombreux ateliers et débats, elles commencèrent à analyser les « nouvelles identités » qu'elles s'étaient forgées dans la lutte (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1995). Cette ligne a certes permis des avancées et des applications concrètes très importantes, notamment la mise en place de groupes d'aide psychologique mutuelle pour les ex-combattantes. Cependant, il s'agit d'une analyse très marquée par la nécessité conjoncturelle de panser les blessures émotionnelles de la guerre (une tâche que les femmes se mirent aussitôt à remplir), et enracinée dans la psychologie. Il faut rappeler que dans l'immédiat après-guerre, le mouvement féministe naissant comptait dans ses rangs de nombreuses psychologues, et que plusieurs ex-révolutionnaires, en reprenant leurs études, choisirent la filière de psychologie. Le Salvador possède

d'ailleurs une forte tradition de psychologie sociale, notamment de psychologie sociale de la guerre, développée en particulier par le jésuite Ignacio Martín Baró, professeur à l'université de la UCA et assassiné par l'armée en 1989 (Martín Baró, 1990). Son concept de la « déshumanisation » des personnes à cause de la « polarisation » politique fut ainsi transposé et complété par celui de la « masculinisation » des femmes, dans un intéressant parallélisme entre masculinité et « inhumanité ».

Les femmes commencèrent à remettre en cause le vieux modèle du « *guérillero* héroïque », des années après la chute du mythe de Stakhanov. Non seulement les idoles tombèrent, au fur et à mesure que se révélaient les faiblesses de beaucoup de dirigeants, jadis protégés par la clandestinité et la « compartimentation » des informations (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1993b), mais de surcroît les femmes commencèrent à critiquer leur propre fascination pour cet idéal, à le voir comme un devoir-être qu'elles s'étaient ou qu'on leur avait imposé, et qu'elles percevaient à présent comme quelque chose qui les avait, au contraire, avilies. Ce n'est pas tant la « masculinisation » la plus superficielle qu'elles critiquaient – celle que continuent à stigmatiser certaines personnes particulièrement opposées à l'entrée des femmes dans les espaces masculins. Porter pantalons et bottes, cesser de se maquiller : certaines guérillères en avaient souffert et s'en étaient senties « enlaidies ». Certaines se laissèrent impressionner par les menaces toujours formulées à l'encontre des femmes qui franchissent l'invisible ligne qui sépare la « femme normale » de « l'hommasse ».

Cependant, elles insistaient presque toujours sur le fait « qu'elles gardaient une paire de boucles d'oreilles et une robe au fond de leur sac à dos », pour les jours de fête. De cette manière, elles ne cessèrent jamais « d'être des femmes » et leur masculinisation ne fut que très relative et temporaire. Autrement plus profond est le changement que signifie une « masculinisation » plus physique, telle qu'on envisage l'aménorrhée (due à la mauvaise alimentation ou au stress) et surtout le fait de cesser d'avoir des grossesses (on a dit à d'autres époques des femmes qui « travaillaient » que leur utérus de dessé-chait). Cependant, ce changement-là ne fut pas plus durable : à la fin du conflit, nombre de femmes tombèrent enceintes, et notamment celles qui étaient révolutionnaires. Le bilan global se résume à ce que de nombreuses femmes aient eu moins d'enfants que leurs mères, sans toutefois remettre en cause la maternité telle qu'elle est définie par le système dominant.

Ce que les femmes analysèrent avec le plus d'attention après la guerre, fut leur masculinisation sur le plan émotionnel. Elles soulignèrent qu'elles avaient dû devenir « dures » et « fortes », ravaler leurs larmes et réprimer leurs émotions pour pouvoir survivre à la fois à la guerre et au sexisme de leurs compagnons, et combien cela avait été négatif pour elles (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1995). Or, si l'on analyse cela comme déshumanisation, cette analyse est largement fondée. Cependant, lorsqu'on l'aborde sous l'angle d'une supposée « féminité » perdue ou supplantée, elle ouvre la porte à un dangereux naturalisme. Logiquement, après une guerre, le passé est idéalisé, ainsi que ce qui représente le mieux la permanence, la paix, le foyer intact et heureux auquel il est en réalité impossible de revenir : celui de « La Femme ». La psychologie sociale de la guerre, en se mélangeant à une certaine psychologie féministe proche de l'essentialisme, comme celle de Carol Gilligan (Yáñez

Canal, 2000), perd beaucoup de sa force. Et c'est ainsi, à travers ce prisme analytique, identitariste et binaire, que l'essentialisme latent du mouvement des femmes et du féminisme peut sortir renforcé, en voulant affirmer des valeurs « féminines » pour défendre le droit des femmes à continuer à participer à la vie politique, comme l'affirmait une banderole féministe juste après la guerre : « Parce que nous donnons la vie, nous voulons la changer ». Et non pas, simplement, parce que les femmes sont opprimées, ou utopistes.

Malgré les éléments positifs et pragmatiques qu'elle apporte, cette ligne d'analyse n'est pas pleinement satisfaisante. Elle ressemble trop à la simple « perspective de genre » qui n'aborde pas les *rapports sociaux* entre sexes, mais se contente d'ajouter un « point de vue féminin » à l'analyse. Ce n'est sans doute pas un hasard si elle s'est développée simultanément aux préparatifs de la Conférence de Pékin, à l'époque où l'ONU investissait de considérables ressources pour promouvoir « le genre ». Bien qu'elle dévoile de précieuses informations sur la guerre vécue à travers la subjectivité des femmes, elle offre peu d'éléments pour comprendre et résoudre les causes profondes de la situation – à savoir, la division sexuelle du travail.

***

Dans ce travail, basé sur l'analyse du processus de lutte au Salvador, mais dont les prémisses peuvent être utiles pour penser d'autres réalités, je me suis risquée à changer la perspective traditionnelle de l'analyse de la guerre – que j'avais longtemps partagée. Au lieu d'aborder celle-ci comme un « phénomène total », isolé et séparé de la « normalité », je l'ai située dans la continuité de la paix, pour utiliser les mêmes outils d'analyse qui s'appliquent à la vie « civile ». J'ai également pris la liberté d'observer un phénomène révolutionnaire avec les mêmes yeux qu'un processus de travail. J'ai voulu observer les rapports sociaux sur lesquels s'appuyait le processus de production d'une lutte révolutionnaire et, dans ce cas, armée. Les principaux résultats obtenus sont au nombre de trois. D'abord, j'ai confirmé que le concept de division sexuelle du travail pouvait rendre compte d'autres domaines que celui du travail « productif » et que la division sexuelle du travail était bien un phénomène transversal. Ensuite, j'ai présenté une perspective des processus révolutionnaires qui permet de mieux comprendre pourquoi les rapports sociaux de sexes changent si peu malgré les promesses et les idéaux qui président à ces processus. Enfin, j'ai ouvert de nouvelles pistes pour élargir le cadre d'analyse des luttes des femmes à l'intérieur des processus révolutionnaires.

Certes, l'analyse que j'ai présentée ici doit être approfondie, d'abord par la création d'outils qui permettent de mesurer plus précisément la division sexuelle du travail révolutionnaire, ensuite, en l'articulant avec ses autres dimensions importantes, notamment celles de classe sociale et de « race », qui donnent à certaines femmes plus de marge de manœuvre pour échapper à la division sexuelle traditionnelle du travail. Rappelons aussi que j'ai insisté sur les permanences de cette division sexuelle du travail : d'autres recherches devront mettre en relief les transformations provoquées par les processus révolutionnaires dans ce domaine. Finalement, je veux souligner que l'analyse en termes de division sexuelle du travail, qui pose que les femmes sont une classe de sexe et non un groupe biologique, ouvre aux femmes d'autres axes et perspectives de luttes, destinées à transformer à la source les rapports

sociaux de sexes, au lieu de se satisfaire de « changements d'identité » et de « nouvelles subjectivités » qui peuvent être facilement anéanties ou privées de leur sens, comme on l'observe quand les armes se taisent.

Notes

1 Selon Danièle Kergoat, la division sexuelle du travail est « la forme, historiquement et socialement modulée, de division du travail social qui découle des rapports sociaux de sexes. Elle a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive, ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions possédant une forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.). » (Kergoat, 2000). La division sexuelle du travail « possède deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe de hiérarchie (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme). » (Idem).

2 Nous utilisons le terme de « travail » (ou de « travail productif » de manière sans doute impropre, mais nous n'avons pas voulu discuter la pertinence de ces notions pour ne pas alourdir le texte), dans sa dimension de rapport social, qui, selon Danièle Kergoat, est « une tension qui érige certains phénomènes sociaux en points de dispute, autour desquels se constituent des groupes possédant des intérêts antagoniques. Dans ce cas, il s'agit du groupe social des hommes et du groupe social des femmes – qui ne peuvent en aucun cas être confondus avec la bi-catégorisation biologisante mâles/femelles. » (Kergoat, 2000). Toujours selon elle, la division sexuelle du travail, en tant que rapport social, « structure l'ensemble du champ social et est transversale à la totalité du champ […], et peut donc être considérée comme le paradigme des rapports de domination » (idem).

3 Les données de l'Onusal reflètent seulement la composition de la guérilla en 1992 : elles laissent donc de côté aussi bien les personnes mortes pendant la guerre que celles qui, pour une raison ou pour une autre, ont quitté les structures du FMLN au cours de ses vingt-deux années d'existence. Cependant, elles constituent la base de données la plus globale dont on dispose.

4 Les prénoms en italique sont des pseudonymes, ils correspondent aux ex-combattantes que nous avons interviewées personnellement entre 1992 et 1993.

5 Comme Ileana, une paysanne responsable du peloton Silvia, morte au combat à l'âge de 21 ans, qui raconte dans une interview la satisfaction que lui donna le fait d'être classée première au concours de tir organisé sur son front (Carter, Loeb, 1989).

6 Nous avons développé ailleurs la question des difficultés réelles auxquelles on se heurte pour former les femmes, surtout d'origine paysanne (avec de nombreux enfants, une mauvaise estime d'elles-mêmes et souvent analphabètes), de surcroît dans les dures conditions de la guerre. Il ne s'agit donc pas de lancer des reproches injustes au FMLN, mais simplement d'indiquer des tendances générales.

7 Cette question est complexe, car les dirigeantes des organisations de femmes, ferventes révolutionnaires, souhaitaient parfois fournir l'argent au parti, sans consulter les autres femmes qui étaient plus bas dans la hierarchie. Il arrivait aussi que le parti demande des financements au nom de groupes de femmes sans même les aviser. Une troisième formule consistait à envoyer des organisations du mouvement populaire « amies » emprunter de l'argent aux groupes de femmes, au détriment des réelles nécessités économiques de ces femmes.

8 Il pouvait bien entendu exister des liens entre les organisations civiles et les organisations politico-militaires, qui ne pouvaient être dévoilés en public pour d'évidentes raisons de sécurité.

Bibliographie

Ce Mujer, 1992, *Norma, vida insurgente y feminista*, San Salvador, Ce Mujer.

Cresson, Geneviève, 1995, *Le travail domestique de santé, analyse sociologique*, Paris, L'Harmattan.

Díaz, Nidia, 1988, *Nunca estuve sola*, San Salvador, UCA.

Falquet, Jules-France, 1996, « Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », dans *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 17, n° 2, Paris, p. 5-38.

Falquet, Jules-France, 1997a, « Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire. « Grâce à la guerre, nous sommes sorties des cuisines »… Mais pour aller où ? », dans *CLIO*, n° 5, Paris, p. 117-131.

Falquet, Jules-France, 1997b, *Femmes, projet révolutionnaire, guerre et démocratisation : l'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)*, Thèse de doctorat, Paris, Iheal.

Falquet, Jules-France, 2002, « Le mouvement des femmes dans la 'démocratisation' d'après-guerre au Salvador », *Cahiers du Genre*, n° 33, « L'égalité, une utopie ? », p. 179-200.

Fundación 16 de enero, 1993, *Diagnóstico de la situación actual de la mujer ex-combatiente*, San Salvador, F-16, Unicef, Prodepas, Pact, Secretaría de reconstrucción nacional et AID.

Garaízabal, Cristina et Vásquez, Norma, 1994, *El dolor invisible de la guerra. Una experiencia de grupos de auto-apoyo con mujeres salvadoreñas*, Madrid, Talasa (Hablan las mujeres), Mujeres por la dignidad y la vida.

Gargallo, Francesca, 1987, *Las mujeres en la guerra en El Salvador*, México, Tesis de doctorado en Estudios latinoaméricanos, Facultad de Filosofía y letras, Unam.

Guillaumin, Colette, 1992, *Sexe, Race et Pratique du pouvoir, l'idée de Nature*, Paris, Côté Femmes.

Guirola de Herrera, Norma Virginia, 1983, *El papel de la mujer en la revolución salvadoreña*, México, Editorial Claves latinoamericanas.

Harnecker, Marta, 1994, « Entrevista a la Comandante Rebeca, Retos de la mujer dirigente », La Habana, Colección Letra viva.

Kergoat, Danièle, 2000, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », dans Hirata, H. *et al*. (coord.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Puf, p. 33-54.

Lievens, Karin, 1986, *El quinto piso de la alegría, Tres años con la guerrilla*, Sistema Radio Venceremos/EPO (Pays Bas).

Martín Baró, Ignacio (comp.), 1990, *Psicología social de la guerra : trauma y terapia*, San Salvador, UCA.

Martínez, Ana Guadalupe, 1981, *El Salvador, une femme du front de libération témoigne*, Paris, Des Femmes.

Mathieu, Nicole Claude, 1991, *L'anatomie politique, Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes.

Mujeres por la Dignidad y la Vida, 1993a, *Aspectos sociales y emocionales de la maternidad, memoria de trabajo*, San Salvador, MDV, Mimeo.

Mujeres por la Dignidad y la Vida, 1993b, *Hacer política desde las mujeres, una propuesta feminista para la participación política de las mujeres salvadoreñas*, San Salvador, MDV.

Mujeres por la Dignidad y la Vida, 1995, *Montañas con recuerdos de mujer, una mirada feminista a la participación de las mujeres en los conflictos armados en centroamérica y Chiapas, Memorias del Foro regional*, San Salvador, MDV.

Navas Turcios, María Candelaria, 1987, *Las organizaciones de mujeres en El Salvador, 1975-1985*, Mexico, Tesis de Maestría en Estudios latinoamericanos, Facultades de Ciencias sociales y políticas, Unam.

Navas Turcios, María Candelaria ; Rivera, Ana Kelly ; Ortiz Cañas, Edy Arelí ; Domínguez Magaña, Liza, 1995, *Valió la pena ? ! Testimonios de salvadoreñas que vivieron la guerra*, San Salvador, Editorial Sombrero Azul.

Ströbl, Ingrid, 1989, *Partisanas, La mujer en la resistencia armada contra el fascismo y la ocupación alemana (1936-1945)*, Barcelona, Virus editorial.

Tabet, Paola, 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, Paris, l'Harmattan « Bibliothèque du féminisme ».

Thomson, Marilyn, 1986, *Women of El Salvador, the price of freedom*, London, New York, Zed Books Ltd, Comisión de Derechos Humanos de El Salvador (no-gobernamental), War on want.

Yanez Canal, Jaime, 2000, « El debate Kohlberg-Gilligan, algo más que un problema de género », dans Robledo, Angela Ines et Puyana, Yolanda, *Etica: masculinidades y feminidades*, Bogotá, Universidad de Colombia, Centro de estudios sociales, p. 273-354.

Mots clés: El Salvador, 1970-1994, guérilla, femmes, division sexuelle du travail

Palabras claves: El Salvador, 1970-1994, guerilla, mujeres, división sexual del trabajo

Keywords: El Salvador, 1970-1994, guerilla, women, sexual division o work

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cet article jette un regard nouveau sur la participation des Salvadoriennes au processus révolutionnaire et à la guerre qui ont secoué le pays entre 1970 et 1994. En effet, malgré les discours encourageants du FMLN et la forte participation des femmes à la guerre civile de libération, les rapports sociaux de sexes existants sont restés pratiquement inchangés. Pour comprendre ce résultat – commun à beaucoup d'autres expériences de lutte révolutionnaire – il est utile de faire appel au concept de « division sexuelle du travail ». En observant sous cet angle les conditions de production du processus révolutionnaire, on constate une frappante similitude avec la division sexuelle du travail qui prévaut en temps de paix. Cette approche explique également les limites des analyses en termes de « participation libératrice » ou de « nouvelles identités », qui ne permettent pas de rendre compte de la permanence de l'oppression des femmes, en dépit des luttes révolutionnaires.

***

Este artículo lanza una nueva mirada a la participación de las Salvadoreñas al proceso revolucionario y a la guerra que sacudieron el país entre 1970 y 1994. Efectivamente, a pesar de los discursos optimistas del FMLN y de la fuerte participación de las mujeres a la guerra civil de liberación, las relaciones sociales de sexo previamente existentes quedaron prácticamente incólumes. Para entender este resultado – semejante al de muchas otras experiencias revolucionarias – resulta esclarecedor usar el concepto de « división sexual del trabajo ». Al observar desde tal perspectiva las condiciones de producción del proceso revolucionario, se nota una impactante similitud con la división sexual del trabajo que prevalece en tiempo de paz. Esta perspectiva también explica los límites de los análisis en términos de « participación liberadora » o de « nuevas identidades », que no permiten entender la permanencia de la opresión de las mujeres, pese a las luchas revolucionarias.

***

This article takes a fresh look at the participation of Salvadorien women in the revolutionary process and the war which shook the country between 1970 and 1994. Indeed, despite the encouraging discourse of the FMLN and the strong participation by women in the civil war of liberation, the existing social relations between the sexes have remained practically unchanged. To understand this result – common to a lot of other experiences of revolutionary fights – it is useful to call on the concept of the « sexual division of work ». In observing from this angle the conditions of production of the revolutionary process, one detects a striking similarity with the sexual division of work which prevails in peacetime. This approach also explains the limits of analysis in terms of « liberation participation » or of « new identities », which do not convey the permanent nature of the oppression of women, despite revolutionary conflicts.

L'AMERIQUE COMME DESTIN DE L'EUROPE

NICOLAS GARANT & GILBERT LAROCHELLE*

America is a mistake ;
a gigantic mistake, but a mistake.
Sigmund Freud

LORSQU'ON S'INTERROGE DANS LES MÉDIAS sur la capacité de l'Europe d'aujourd'hui à faire face au géant américain, il n'est plus inhabituel de constater qu'une saveur de nouveauté enrobe désormais l'évocation de cette confrontation. Ainsi, une image du Vieux Monde surgit dans laquelle, enfin sortie d'un rapport d'inégalité séculaire avec l'Amérique, une rivalité mieux équilibrée pourrait dès lors s'exercer. Mieux pourvue sur le plan économique et en voie d'intégration sur le registre politique, l'Europe nouvelle aurait maintenant les moyens de ses ambitions : prendre sa propre mesure à partir de son Autre par excellence dont la découverte, il y a cinq siècles, allait laminer, lentement mais décisivement, sa prééminence universelle. Se faire bercer par une telle vision, c'est commettre un oubli crucial et céder à la négligence de l'histoire. Le rappel des relations entre les deux continents montre plutôt que leur perception réciproque se révèle jonchée d'embûches, d'ambiguïtés cultivées de part et d'autre, de malentendus aux conséquences insolites. Loin d'une ignorance délibérée que l'accès à la puissance permettrait inopinément de dissiper, la tentation de s'offrir comme la mesure du monde a toujours existé avec la représentation de l'Autre, là-bas sur la rive opposée de l'Atlantique.

L'appropriation du sens de l'Autre n'est jamais que le fruit d'une conquête. Elle s'établit également par la culture de l'esprit ou par ce qu'on appelait naguère des « faits de civilisation ». À cet égard, l'Europe n'a cessé de donner le ton dans la diffusion planétaire de ses valeurs. Même si

*Département des sciences humaines, Université du Québec, Chicoutimi, Canada (glaroche@uqac.uquebec.ca)

l'Amérique apparut longtemps comme la puissance d'avenir que rien ne compromît, sa force est restée inachevée tant que ses symboles ne purent en confirmer l'évidence. Or, c'est surtout au tournant du vingtième siècle que le doute fit irruption au sein même du foyer occidental. Les œuvres de Nietzsche, de Freud et de Weber témoignent fortement des limites de la Raison, mais aussi, en apparence, de la culture qui en incarnait l'expression. Somme toute, un moment marquant où les prétentions semblent s'inverser : l'idée d'une « américanisation de l'Europe » commence à circuler et, avec elle, le symptôme d'un changement déterminant : le déplacement du centre de gravité de l'Occident. Dès lors, le transfert de la prépondérance ne se fait guère sans suspicion : l'Amérique, en clair, a-t-elle les qualités de son rôle dans le monde ? La culture de ces « contrées sauvages » est-elle suffisamment consistante pour inspirer un *leadership* universel ? Les Européens sont tellement troublés, inquiets, qu'ils essaient par la voix de leurs penseurs, de voir triompher une société sans civilisation, sans culture.

L'Espagnol José Ortega y Grasset figure parmi ceux qui, avec Weber et Freud, tenteront, sinon un recentrage vers l'Europe, au moins l'expression, par leur œuvre respective, d'une inquiétude qui s'insère dans le crépuscule qu'ils ont sous les yeux. Le pessimisme de toute une génération d'intellectuels, d'artistes et d'écrivains tient dans le sentiment de devoir constater moins la fin de l'*Aufklärung* que l'inachèvement de la Raison. Un mot emblématique marque la réflexion d'Ortega : « L'Europe ne commande plus » (Ortega y Grasset, 1961:182). Il fournit une clé de lecture du symptôme qui marquait l'état d'esprit au début du siècle dernier[1]. Il atteste, par la négative, de l'européocentrisme dont la prise de conscience de ne plus être ce que l'on était devient la marque. Si l'identification de l'Occident à l'Europe restait de rigueur puisque l'on ne pouvait imaginer que le centre fût ailleurs, l'interrogation de ces écrivains du déclin consistait à penser le monde après l'effondrement de ce que Stefan Zweig appellera le « Monde d'hier » (Zweig, 1982). Or, dans cette ambiance tumultueuse, l'Amérique symbolisait le dépassement de ce « Monde d'hier » et le rejet de la « vieille Europe civilisée ». C'est pourquoi, n'en déplaise à Freud, le « malaise dans la civilisation » porte d'abord sur l'Europe et sur la déploration de sa splendeur perdue.

Témoin du passage d'un monde vers l'autre, défenseur de la gloire européenne et prophète de l'échec américain, Ortega y Grasset propose un questionnement qui permet de suivre à la trace le parcours transatlantique d'un préjugé : celui de ne dire l'Autre qu'à partir de Soi, de rabattre l'altérité en la nommant. Non pas que cette dynamique lui soit particulière d'aucune manière, car la division entre barbarie et civilisation a probablement le même âge que le regard même de l'humain sur son semblable. Au fond, l'intérêt d'un réexamen d'Ortega serait d'enseigner qu'il ne suffit pas d'être en déclin pour s'estimer quitte avec le préjugé sur lequel repose, en principe, la puissance. Plutôt, il s'offre comme un extraordinaire champ d'observation pour vérifier une proposition dont ce propos fait le pari : un préjugé s'accuse d'autant plus fortement que la réalité qu'il sert à exprimer décline. Qu'est-ce à dire ? Alors que les fondements de l'Europe vacillent et se lézardent de partout, la « force du préjugé », pour reprendre le titre de Taguieff (1987) s'accroît, se consolide dans l'esprit, y compris dans celui des élites éclairées. Dans cette trajectoire aller-retour qui mène de Soi à l'Autre

et, surtout, de celui-ci à celui-là, trois étapes ponctuent l'argumentation. D'abord, l'Autre incarne ce qui, en nous, décline : l'exemple américain magnifie le mal qui ronge la civilisation occidentale. Puis, le déclin révèle aussi ce qui, en nous, était grand : « le monde souffre aujourd'hui [...] de la démoralisation de l'Europe » (Ortega y Grasset, *op. cit*. 237). Enfin, l'Autre ne sera jamais aussi grand que nous : le déclin est son mode d'épiphanie et le signe de sa mort prochaine. La contribution d'Ortega, malgré son intérêt à maints égards, paraît se fonder sur une instrumentalisation de l'Autre en vue d'une révélation de Soi. Et c'est dans cette ligne de pensée que l'Amérique apparaît comme le destin de l'Europe.

« L'EUROPE NE COMMANDE PLUS »

D'une société de la distinction (l'Europe) à celle de la massification (l'Amérique) où les valeurs se perdent, d'une impulsion aristocratique vers un dépassement de soi (les élites) au règne de la satisfaction de la multitude (l'homme moyen), le diagnostic d'Ortega dépasse, en fait, la simple curiosité de l'anthropologue sur l'autre continent. Il s'établit plutôt par un effet de contraste dont les marqueurs sont moins d'ordre géographique que symbolique[2]. Il met en jeu non pas les accidents de l'existence humaine en tant qu'elle dépendrait du territoire comme variable déterminante, mais la manière d'advenir à soi dans l'histoire. Ainsi, le nœud du problème se situe précisément là : quelle idée de soi pousse vers l'action ? Comment s'acheminer vers la grandeur ? Quelle tâche faut-il se donner et à quels sacrifices consentir pour y parvenir ? Sur une inflexion qui n'est pas sans rappeler le rêve nietzschéen de la grande Europe ou l'interpellation d'une volonté qui sache d'abord se manifester par une maîtrise de soi, Ortega parle d'un « déplacement du pouvoir » (*op. cit*., 182) en des termes qui débordent la sphère politique.

« L'Europe ne commande plus » parce que l'idée qu'elle se faisait d'elle-même cesse lentement de prévaloir. Son rayonnement était tout entier redevable à l'esprit de distinction qui en faisait en quelque sorte une référence incontournable. Mais, dès lors que tout s'égalise et se relativise, les hiérarchies symboliques perdent leur fondement et, avec elles, les conditions du pouvoir ne sont plus préservées. À cet égard, l'Europe était la transcendance du monde ; l'Amérique en devient l'immanence. Plus rien ne dépasse quoi que ce soit et l'homme moyen, vivant de cette croyance, se prive de l'élan vital qui le pousse vers de grandes réalisations. La perte du sens de la finalité détruit les bases du pouvoir et provoque l'anomie. Bref, l'athéisme en politique ou l'éradication d'un ordre supérieur mine la légitimité même du commandement.

La foi en l'Europe fut la religion de ces intellectuels qui, comme Ortega, se refusèrent à désinvestir le Vieux Monde de sa tâche d'éclaireur. Si le commandement est une noblesse, la guerre a signifié la disparition de cette dignité dans le désordre des nationalités. Stefan Zweig : « Jamais l'Europe n'avait été plus puissante, plus riche, plus belle, jamais elle n'avait cru plus intimement à un avenir encore meilleur » (*op. cit.* : 230). Un idéal humaniste de fraternité qui ne se relèvera pas de l'épreuve du feu et de l'aisance avec laquelle le chauvinisme de plume va rappeler la pesanteur du principe des

nationalismes. Et l'inquiétude d'Ortega ne s'exprime jamais aussi pleinement que lorsqu'elle se fait crainte de la violence brute qui résulte d'un monde sans ordre, donc sans commandement pour montrer le chemin : « Lorsque les masses triomphent, la violence triomphe aussi » ; « la violence est devenue, dit-il, la rhétorique de notre temps » (*op. cit.* : 166-167).

Paul Valéry formule aussi à sa manière le tourment que provoque l'impuissance de voir l'Europe s'acheminer vers le crépuscule des Lumières : « L'Europe deviendra-t-elle *ce qu'elle est en réalité*, c'est-à-dire : un petit cap du continent asiatique ? Ou bien l'Europe restera-t-elle *ce qu'elle paraît*, c'est-à-dire : la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps ? »[3]. Or, pour Ortega autant que pour Valéry, l'européocentrisme n'est pas un dérapage de l'esprit, mais l'exigence d'un constat au sens matériel du mot. Dans cette optique, l'expression « culture européenne » constitue un pléonasme, le premier terme étant présupposé par l'autre. Il renchérit : « L'idée de culture, d'intelligence, d'œuvres magistrales est pour nous dans une relation très ancienne […] avec l'idée d'Europe […] Tout est venu à l'Europe et tout en est venu »[4]. D'où la difficulté à voir l'existence d'une culture en dehors de Soi. Valéry en appelle à contrer le destin qui emporte une *deminutio capitis* de l'Europe (*ibid*. : 1000).

Toutefois, l'Espagne ne souffre pas de cette *deminutio capitis*, parce qu'elle ne partage pas le rayonnement des grands pays de son continent ni les facteurs de son déclin. L'engagement d'Ortega à faire accéder la péninsule ibérique à la mouvance européenne est la condition de son émancipation, sa seule chance. Dès 1930, à l'époque où il écrit *La révolte des masses*, Ortega déclare que l'Espagnol ne va nulle part, n'a ni projet ni volonté, ni mission quelconque. Il ne fait que suivre, dit-il, le parcours de l'étranger, quel qu'il soit (Ortega y Grasset, *op. cit.* : 197). À la rigueur, il faut « européaniser » l'Espagne au sens symbolique, lui faire partager le fonds commun qui unit le continent par-delà la bigarrure aussi menaçante que stérile des nationalités.

La conscience européenne ne peut être disjointe de son implication nationale. Pour Ortega, être Européen a toujours été, à ses yeux, la meilleure façon d'être Espagnol, de contribuer à un progrès qui puisse faire s'équivaloir hispanité et modernité (Gray, 1989:13-14). L'entrée dans la civilisation occidentale est à ce prix : il faut sortir de l'immobilisme, s'ouvrir au XX^e^ siècle et partager le projet grandiose de l'Europe. Aussi, l'apathie et le sensualisme de ses concitoyens lui paraissent empêcher l'élan nécessaire vers la rigueur intellectuelle. Il s'agit de troquer Don Quichotte pour Descartes et de quitter la frivolité des petits pays qui profitent de la décadence de l'Europe pour adopter des airs de grande personne menant elle-même son destin (Ortega y Grasset, *op. cit.* : 186).

La désertion de l'Europe au poste de commandement est d'autant plus grave qu'Ortega ne voit pas de relève à l'horizon. Ni dans la Russie communiste ni dans l'Amérique. L'européocentrisme d'Ortega ne se révèle nulle part aussi bien que dans la relation qu'il développe avec le Nouveau Monde. Une relation pour le moins condescendante qui provoquera même, à l'occasion, l'ire de ceux dont il parle du haut de son mirador. Un sentiment de supériorité typique du regard hautain que porte la métropole sur les habitants de ses anciennes colonies (Gray, *op. cit*. : 176-183, 265-283). Une incapacité de penser l'Autre sans le jauger à partir de Soi, critère de toutes les références.

Bref, une manière de dire : « Ce que nous fûmes, vous ne l'êtes pas encore », prélude à une autre proposition, plus radicale encore : « Ce que vous êtes ne sera jamais ce que nous fûmes ».

Le décalage entre l'Européen et le citoyen du Nouveau Monde, de quelque région de l'hémisphère qu'il provienne, s'accuse davantage lorsque le contact avec l'Autre devient nécessité. À la suite de la guerre civile espagnole, le déracinement passe par un exil géographique vers l'Argentine. Loin de confronter le préjugé à l'épreuve de la réalité, du moins d'une autre réalité que la sienne, Ortega dévalue ce monde superficiel, matérialiste et sans histoire. La dignité de l'Autre n'est que l'ombre de celle qui porte l'âme européenne. L'Argentin est jugé par ce qu'il a de l'Européen en lui ou, mieux, par ce qui lui manque pour l'être véritablement. Devant la richesse des ressources matérielles du Nouveau Monde, l'exilé rappelle que la civilisation obéit à des impératifs de transcendance symbolique que ne satisfont pas la technique, la productivité, l'appât du gain. Libéral et élitiste, il dénonce l'inculture de ces jeunes contrées. Tocqueville plane sur cette perception de l'Amérique : absence de toute barrière sociale, règne de la multitude satisfaite, nivellement par la démocratie de l'éducation aristocratique, etc. L'Amérique comme pays des masses n'est pas l'avenir. Au contraire, elle fournit l'illustration d'une forme de primitivisme (Ortega y Grasset, *op. cit.* : 43), le rappel d'une société antérieure à tout contrat social.

L'idée même de civilisation, rappelle Valéry en convergence de vue avec Ortega, n'advient que si l'on s'adonne, comme l'Europe sut le faire, à cette « aventure prodigieuse qui consiste à modifier les conditions initiales, "naturelles" de la vie »[5]. Par contre, le primitif se satisfait d'être en immanence avec la nature. Et, de façon plutôt étonnante, l'Amérique vit d'une semblable béatitude dans laquelle la dignité humaine n'est plus conçue comme l'affirmation de soi dans le monde. L'Argentine et l'Amérique latine dans son ensemble ne représentent nullement, pour Ortega, une culture dans laquelle il pourrait se reconnaître. L'exil devient arrachement à soi au double sens du mot : déplacement géographique et, plus décisif encore, privation de symbole, voire d'humanité au sens aristocratique où il entend le mot. Le spectacle qu'il a sous les yeux – la rationalisation, la démocratisation, la massification – ne s'accordent pas du tout avec sa conception, au demeurant élitiste, individualiste et volontariste de la vie humaine. Sa perspective rompt donc avec tout ce qui nivelle : l'égalitarisme, le socialisme, le syndicalisme, « l'action directe » des masses (Ortega y Grasset, *op. cit.* : 119). Non sans paradoxe, Ortega a choisi de construire son œuvre et de la diffuser sur un mode journalistique, comme une adresse traitant des masses.

Tous les attributs populaires semblent suspects sous la plume d'un aristocrate. Ce que l'Amérique a fait de mieux devient ce que l'Europe a rejeté comme le pire d'elle-même : l'« *American way of life* », pourtant fondé sur l'individualisme, l'initiative et l'extrême circulation dans les hiérarchies sociales, n'est pas reconnu pour ce qu'il est. Ortega y voit tout au plus la reprise des principes civilisationnels issus de la culture européenne, et même la dégradation de ceux-ci dans la tyrannie du fonctionnel. Or, la technique, coupée de l'inspiration et du désintéressement de la science, cesse de porter un projet civilisateur. Les bases de l'esprit scientifique logent dans le quadrilatère formé par Londres, Berlin, Vienne et Paris et le Nouveau Monde est

encore, pour Ortega, étranger à cette réalité. L'Amérique devra tôt ou tard payer pour sa superficialité, son manque de culture, sinon pour son exploitation du génie européen. Somme toute, dans cette logique du préjugé, l'Autre constitue une dégradation déplorable de Soi, le point d'ancrage symbolique du déclin et le constat que quelque chose de grand fut perdu dans la traversée de l'Atlantique. Mais, dans l'atmosphère du crépuscule, l'Autre est aussi en Soi.

L'AMERICANISATION DE L'EUROPE

Sous le regard d'Ortega, l'Amérique n'existe pas pour elle-même. Elle est pré-jugée à l'aune d'un malaise qui se vit en dehors d'elle. Ses particularités se précisent toujours en référence à l'Europe, dans l'ombre de sa civilisation, de ses principes et de ses problèmes. Ce rapport asymétrique, sur le tableau duquel apparaît l'Amérique dans le discours de l'essayiste espagnol, s'exprime de manière évidente lorsqu'il critique le sentiment d'infériorité dont l'Europe elle-même devient la proie. Ainsi, s'affirme de plus en plus un drame appréhendé qui, par un effet de retour, rebondit en quelque sorte vers le Vieux Continent. C'est comme si le mal en l'Autre nous revenait à la fois pour expliquer le déclin et pour lui donner un visage. S'il faut extérioriser les causes du mal par une logique qui rappelle celle du bouc émissaire dont le préjugé fait généralement son alibi, il ne faut pas sous-estimer la dynamique à l'œuvre :

« Lorsqu'apparut en Europe cet état psychologique de l'homme moyen [...], lorsque s'éleva le niveau de son existence intégrale, le ton et les manières de la vie européenne acquirent soudain, dans tous les domaines, une physionomie qui firent dire à beaucoup : « L'Europe s'américanise ». Ceux qui disaient cela n'attachaient pas une très grande importance à ce phénomène. Ils croyaient qu'il s'agissait là d'une légère modification des mœurs, d'une mode, et, déroutés par l'apparence extérieure, ils l'attribuaient à je ne sais quelle influence de l'Amérique sur l'Europe » (Ortega y Grasset, *op. cit.* : 61).

Pour comprendre la critique que fait Ortega de cette perception à son époque, il est cependant nécessaire d'apporter une nuance. L'idée d'« américanisation de l'Europe » n'avait alors pas la charge dénonciatrice qu'on lui connaît aujourd'hui. Elle n'était pas encore entachée de cette connotation péjorative qui donnera corps à un mouvement qui, de la gauche à la droite, de Sartre jusqu'au général de Gaulle, se retrouvera autour d'un même enjeu : l'impérialisme américain (Portes, 1990 ; Strauss, *op. cit.*).

En fait le commentaire d'Ortega rappelle, au contraire, que cette formule comportait un aspect de neutralité où l'indifférence se mêlait à la fascination. Certes, du côté de l'Europe, l'insécurité issue du sentiment de ne plus être le porte-flambeau de la civilisation trahit un ressentiment face au cadet dans la hiérarchie des puissances. Les citoyens du Vieux Monde semblent manifester envers l'Amérique une attitude qui n'est pas sans témoigner d'une admiration secrète devant cette nouvelle société à qui tout réussit selon les apparences. Qui plus est, l'« américanisation de l'Europe » suggère parfois que l'avenir serait de l'autre côté de l'Atlantique et que le foyer occidental rayonnerait désormais depuis une provenance différente.

Que l'Europe soit l'avenir de l'Amérique, son champ d'expansion eu égard au succès des conditions socio-économiques qui font la gloire du Nouveau Monde paraît, aux yeux d'Ortega, relever d'un non-sens. Parce que l'Amérique n'a rien à proposer, ni projet ni idéal d'élévation vers la culture, nul ne peut tirer quoi que ce soit de ce souffle vide. L'Espagnol ne prise pas la suggestion selon laquelle cette influence puisse être inspirante. Sa position est plutôt prévisible à cause de la façon qu'il a toujours eu d'envisager l'Europe comme la médiation obligée pour accéder à la modernité comme Valéry disant que tout part d'elle et tout y revient :

« La courtoisie tenterait peut-être de me gagner maintenant à sa cause pour que je dise aux hommes d'outre-mer, que l'Europe en effet s'est américanisée, et que nous le devons à une véritable influence de l'Amérique sur l'Europe. Mais non. La vérité se heurte ici à la courtoisie et doit triompher. L'Europe ne s'est pas américanisée, elle n'a même pas subi une très grande influence de l'Amérique » (Ortega y Grasset, op. cit. : 63-64).

Si la thèse de l'influence de l'Amérique sur le Vieux Monde tient de l'illusion parce que les échanges symboliques n'auraient pas voyagé dans les deux sens, force est donc, en toute logique, de conclure que l'Europe s'est modifiée « pour des raisons internes ». Son évolution semble plutôt avoir été portée par deux siècles de discours progressistes, d'éducation des foules et d'enrichissement économique de la société. Le triomphe des masses et ce qu'il appelle la « montée du niveau historique » ont fini par faire coïncider la « situation morale de l'Européen moyen » avec celle de l'Américain, créant ainsi le mirage d'un ascendant américain déterminant. Le nivellement constitue, au fond, ce qui permet à un continent de comprendre l'autre, à l'Européen de pressentir la condition américaine et de dissiper le mystère de la différence :

« Le fait que le niveau moyen de la vie soit aujourd'hui le même que celui des anciennes minorités, est nouveau en Europe. En Amérique, par contre, il a été l'élément originel, constitutif. Pour voir bien clairement ma pensée, que le lecteur réfléchisse à la notion de l'égalité juridique. Cet état psychologique que donne à l'homme le sentiment de sa propre supériorité et qui le rend l'égal de n'importe quel autre individu, cet état que les groupes supérieurs parvenaient seuls à acquérir en Europe, est celui qui, depuis le *XVIII*e siècle, pratiquement depuis toujours existait en Amérique » (*ibid*. : 63).

Dans la grammaire du préjugé propre à Ortega, ce n'est pas *à cause* de l'Autre, mais c'est plutôt l'*image* de l'Autre en Soi qui représente l'enjeu de son constat historique. En clair, la décadence au sein de l'Europe même illustre de manière exemplaire ce qui, en nous, était grand. Grandeur à laquelle l'Amérique, par le défaut de son immanence dans les conditions initiales, n'est jamais parvenue et ne parviendra jamais, fût-elle la société la plus développée sur le plan matériel, seul domaine, d'ailleurs, où elle peut réussir quelque chose. Somme toute, le règne de la fonctionnalité, qui devient le partage commun de l'Amérique et de l'Europe, révèle par la négative la force d'attraction de l'éducation européenne. Si rien ne saurait la remplacer, c'est aussi parce que l'Autre ne sera jamais aussi grand que nous. Il reste à voir comment l'Amérique n'a pas les qualités nécessaires pour donner le ton à l'esprit du temps.

L'AMERIQUE, PARADIS DES MASSES

La véritable leçon d'Ortega n'est pas tellement de soustraire l'Europe à l'influence de l'autre continent. Elle se situe davantage dans la manière d'argumenter son point de vue et de reproduire l'image d'une Amérique « déjà constituée » au moment de sa naissance, rivée à une condition originelle d'où se définit son expérience ultérieure. Une manière de dire que l'Amérique ne saurait évoluer, eu égard à l'enlisement dans l'immanence de son état primordial. Ortega cède à ce diagnostic qui, depuis *De la démocratie en Amérique* de Tocqueville, fait autorité : « Le grand avantage des Américains, dit-il, est d'être arrivés à la démocratie sans avoir à souffrir de révolutions démocratiques et d'être nés égaux au lieu de le devenir » (1986, tome II : 147).

Même chez Tocqueville, ce constat est déjà trop imposant pour ne pas donner l'impression que la complexité de son analyse finit toujours par se soumettre, en bout de ligne, à ce déterminant ultime que sont les conditions initiales : « Les peuples se ressentent toujours de leur origine. Les circonstances qui ont accompagné leur naissance et servi à leur développement influent sur tout le reste de leur carrière. […] il n'est pas une opinion, pas une habitude, pas une loi, je pourrais dire pas un événement, que le point de départ n'explique sans peine ». À l'examen, la lecture de Tocqueville oscille entre le mystère historique et le mythe de l'origine. Elle rappelle, comme dans le récit d'une fable, qu'au commencement fut l'égalité des conditions certes, mais surtout celle des personnes. Portrait de l'Amérique *in statu nascendi*.

Ortega reprend cette image d'une Amérique sans conscience historique, mieux sans histoire. Il explique ce vide par cette particularité d'avoir été sans épreuve ou de n'avoir pas eu à fragiliser les systèmes contraignants à travers le sacrifice des révolutions. Nulle vraie conquête n'a galvanisé l'esprit de l'Américain qui n'a pas eu à souffrir les privilèges, l'inégalité de naissance, la vénalité des offices, les droits seigneuriaux, bref la société des ordres. Ni passé, donc ni futur : tel est le sens du vide de l'Autre, le prix à payer pour n'avoir pas eu à résister à quoi que ce soit. C'est donc comme si l'Amérique vivait dans un présent unidimensionnel, un moment fondateur reproductible à l'infini parce que toujours en redondance de l'origine, sans revendication et sans mérite. La difficulté des Européens à reconnaître l'importance de la Révolution américaine de 1776 n'est pas sans l'arrière-pensée qu'une telle résistance à l'histoire fût impossible à un peuple qu'Ortega compare à la condition d'un « enfant gâté » (*el niño mimado*).

Lorsqu'on pousse jusqu'au bout la logique de ce présent sans passé ni futur, c'est toute l'idée de progrès qui apparaît impossible. Puisque toutes les composantes sont réunies *ab initio*, le progrès n'est pas foncièrement acquis, mais plutôt inné, donc hors convention. Au fond, l'initiative humaine importe moins que la béatitude originelle. L'idée d'un progrès qui ne rompt pas avec les conditions de départ est un non-sens, un oxymore, un futur antérieur :

« On pensait alors très sérieusement que les Américains avaient découvert une nouvelle organisation de la vie qui annulait pour toujours ces perpétuelles plaies de l'humanité que sont les crises. Pour ma part, je rougissais de voir les Européens – inventeurs de la plus grande chose qui ait été inventée jusqu'à ce jour : le sens historique – s'en montrer si dépourvue en cette occurrence. Le vieux lieu commun : « l'Amérique est l'avenir », avait obscurci un instant leur

perspicacité. J'eus alors le courage de m'inscrire en faux contre cette erreur et j'affirmai que l'Amérique, loin d'être l'avenir, était en réalité un passé lointain […] » (Ortega y Grasset, *op. cit.* : 43).

Désarticulation dans la représentation de la temporalité et ambiguïté sur le statut du progrès dont se targue le début du XX^e siècle, sur ce double registre, Ortega, à l'instar de Weber, de Schumpeter, de Freud et de Spencer, exprime sa vision pessimiste de l'historicité du Nouveau Monde. Sa convergence de vues avec Freud, par exemple, paraît remarquable. Leurs propos résonnent du même inconfort vis-à-vis des masses, de la pulsion de mort qui y travaille, et de la « misère psychologique » qui y sévit. Si la masse est le produit de la civilisation, elle en constitue aussi la principale menace. Les deux penseurs soulignent, en effet, son potentiel destructeur, sa haine morbide de la différence, son incapacité à penser ou à se projeter dans ce qui n'est pas elle. Chez Freud, le lien social de la masse se crée par l'identification des membres d'une société les uns aux autres. À la différence du groupe ou de la foule, la masse se distingue par « une série d'individus parfaitement interchangeables, sans aucun idéal, incapable de se former un projet commun, vivant dans la crainte de l'originalité et manifestant de ce fait des capacités psychiques *rétrécies* » (Enriquez, 1983:126). L'Amérique comme paradis des masses : la différence avec l'Europe réside dans le primat de la loi de la nature, le rousseauisme en moins : « Quand la masse agit par elle-même, elle ne le fait que d'une seule manière – elle n'en connaît point d'autre. Elle lynche. Ce n'est pas par un pur hasard que la loi de Lynch est américaine » (Ortega y Grasset, *op. cit*. : 166). Un Léviathan sans Raison, une force brute qui n'a qu'elle-même pour finalité.

Là où Freud parlait d'une « pulsion de mort » pour pointer le danger dans la civilisation, Ortega s'alarme dans le même sens pour débusquer les germes de l'intransigeance. Il inverse la logique du préjugé pour dire que c'est l'Autre, en l'occurrence les masses américaines qui, satisfaites d'elles-mêmes jusqu'à la complaisance, s'abandonnent au pré-jugé, au *reçu* avant tout effort de l'intelligence humaine. Le plus grand péril qu'il observe est qu'à la parole raisonnée vienne se substituer l'arrogance illocutoire d'une *doxa* qui obstrue les voies de l'esprit. Bref, le manque de coïncidence entre la vie et la Raison, voilà le problème. Les masses revendiquent, en effet, le « droit d'en finir avec la discussion » et « répudie(nt) toute forme de communauté qui impliquerait en elle-même l'acceptation de normes objectives, et cela depuis les conversations jusqu'aux Parlements en passant par la science » (*ibid*. : 117). Un élan vers l'hermétisme.

Tout comme pour Ortega, Freud voit dans l'Amérique la terre d'élection des masses. En conséquence, il estime nécessaire de se livrer à un examen approfondi afin « d'étudier ce redoutable préjudice porté à la civilisation ». En fait, dans sa perspective, elle représente une « erreur, une formidable erreur ». Mais une erreur par rapport à quoi ? Freud ne précise pas le fond de sa pensée, déclinée sous forme de boutade[6]. Il est tentant de lire ce mot en recourant au schéma de *Totem et tabou* : la société américaine, en vertu de circonstances historiques uniques, n'avait pas eu besoin de passer par le meurtre du père pour signer son acte de naissance. C'est dans ce sens qu'elle serait une erreur, une exception, bref une anomalie. Voilà une autre variation du constat qu'a fait Tocqueville dans le premier tiers du XIX^e siècle,

à savoir que l'égalité en Amérique constituait un puissant mode d'interrogation de la vieille Europe. Les penseurs du début du XX^e siècle, de Schumpeter à Weber, de Freud à Ortega, vont tenter d'expliquer cette célèbre observation de la condition américaine, non sans y renouveler, à chaque fois et dans chaque cas, une certaine logique du préjugé dont le décodage reste, pour une large part encore aujourd'hui, une entreprise inachevée.

***

En conclusion, nul discours sur l'Autre n'est innocent en quelque sens qu'il aille et d'où qu'il vienne. Cependant, à la lumière de la réflexion d'Ortega sur le Nouveau Monde, marquée par un sens aigu du crépuscule, il ne devient plus inopportun de se demander si les intellectuels de la décadence ne se condamnent pas à réinventer l'Amérique dont ils parlent. La logique du préjugé à l'œuvre consiste à renvoyer l'altérité à ses conditions initiales et à suggérer que le devenir historique n'a point de prise sur elle pour l'engager vers un au-delà symbolique ou vers une transcendance culturelle. L'origine se présente alors comme modalité d'épiphanie dans une histoire dès lors immobile parce que rivée à un commencement sans fin. De là le problème crucial de l'Amérique : voilà une civilisation qui, à l'instar de ce que Valéry disait de la mer, est « toujours recommencée ». À la différence de l'Europe qui est tout entière mémoire, histoire, archive, le moment fondateur serait ici l'instant où tout s'est arrêté dans un éternel début. Jouvence sans Clio. Or, le témoignage, qui épuise son objet en n'admettant aucun démenti de l'origine par l'avenir, entretient, à l'analyse, moins la fausseté que le préjugé, c'est-à-dire cette façon de ne pouvoir concevoir l'Autre sans se distancier de la représentation que l'on s'en fait *ab initio*. Ainsi, l'Amérique souffre de sa perpétuelle origine, dit-on. Mais l'Européen pâtit également d'un renvoi à l'origine dans la mesure où son regard ne cesse de le ramener à lui-même dans une infinie circularité. Todorov pressentit l'impasse, lui qui observa naguère que le discours sur l'Amérique, depuis la conquête, s'inscrit, en général, dans le sillage d'une « altérité révélée et refusée » (Todorov, 1982:67).

Notes

1. Selon l'expression consacrée par les trois essais de Valéry écrits en 1919, cet état d'esprit apparaît être aussi une « crise de l'esprit ». Sur le déclin de l'Europe, cf. Strauss, 1978 ; Demangeon, 1920 ; Michaud, 1964 : 368-369.
2. José Ortega y Grasset écrit : « L'important n'est pas qu'à cet espace historique commun, où tous les hommes d'Occident se sentaient chez eux, corresponde un espace physique que la géographie appelle Europe. L'espace historique dont je parle se mesure à son rayon de coexistence effective et durable. C'est un espace social » (*op. cit.* : 13).
3. Paul Valéry, « La crise de l'esprit » in *Variétés. Essais quasi politiques*, 1957:995.
4. *Idem*. Le vocabulaire de Valéry ressemble parfois à celui de Rudyard Kipling : « Mettez dans l'un des plateaux d'une balance l'empire des Indes ; dans l'autre, le Royaume Uni. – Regardez : le plateau chargé du poids le plus petit penche ! » (*ibid.* : 996).
5. Paul Valéry, « Petit texte autour de la politique », in *op. cit.* : 1139.
6. Anecdote tirée du compte rendu de Paul Roazen sur le livre de Nathan G. Hale, « Freud and America », *Social research*, Vol. XI, 1970 : 720-732. Pour une analyse plus en profondeur des relations difficiles de Freud avec l'Amérique, voir Hale, 1971.

Bibliographie

Demangeon, Albert, 1920, *Le déclin de l'Europe*, Paris.
Enriquez, Eugène, 1983, *De la horde à l'État*, Paris, Gallimard.
Gray, Rockwell, 1989, *The Imperative of Modernity*, University of California Press.
Hale, Nathan G., 1971, *Freud and the Americas*, Vol. I, New York, Oxford University Press.
Michaud, Guy, 1964, « La crise de la civilisation européenne », in Max Beloff et al. (ed.), *L'Europe du XIX^e^ et du XX^e^ siècle*, Milan.
Ortega y Grasset, José, 1930, *La Rebelión de las Masas*, Vol. IV ; trad., 1961, *La révolte des masses*, Paris, Gallimard.
Portes, Jacques, 1990, *Une fascination réticente. Les États-Unis dans l'opinion française*, Paris, Presses Universitaires de France.
Strauss, David, 1978, *Menace in the West. The Rise of French Anti-Americanism in Modern Times*, Greenwood Press.
Taguieff, Pierre-André, 1987, *La force du préjugé*, Paris, Gallimard.
Tocqueville, Alexis de, 1986, *De la démocratie en Amérique*, tome II, Paris, Gallimard.
Todorov, Tzvetan, 1982, *La conquête de l'Amérique*, Paris.
Valéry, Paul, 1957, *Variétés. Essais quasi politiques*, Paris, Gallimard, coll. La Pléiade.
Zweig, Stefan, 1982, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

C'est principalement en fonction de l'Amérique que le sentiment du déclin, au cœur de la pensée européenne du début du siècle, se définit chez Ortega y Gasset. Son analyse pessimiste de l'évolution paradoxale de la civilisation occidentale trouve une sorte de confirmation dans l'« exemple américain ». Mais bien que l'Amérique apparaît comme la préfiguration d'une décadence annoncée, Ortega refuse néanmoins d'accorder au Nouveau Monde une quelconque part de responsabilité dans ce développement. Si l'Amérique est bel et bien le destin de la civilisation occidentale et de l'Europe, elle ne saurait cependant en être l'acteur.

***

Es principalemente en función de América que el sentimiento de decadencia, en el pensamiento europeo de principio de siglo, se define según Ortega y Gasset. Su análisis pesimista de la evolución paradójica de la civilización occidental encuentra una especie de confirmación en el « ejemplo américano ». Pero aunque América aparezca como la prefiguración de una decadencia anunciada, Ortega no acepta acordar al Nuevo Mundo una parte de responsabilidad en este desarrollo. Si América es verdademente el destino de la civilisación occidental y de Europa, ella no sabría ser su actor.

***

It is principally in terms of America that the sentiment of decline, at the heart of European thought at the start of the century, defined itself in Ortega y Gasset. His pessimistic analysis of the paradoxical evolution of occidental civilization found a confirmation of sorts in the « American example ». However, despite the fact that America appeared to be a prefiguration of coming decadence, Ortega nevertheless refused to accord an important part of the responsibility for its development to the New World. If America is really the destiny of occidental civilization and of Europe, she cannot be the actor.

Mots-Clés : altérité, massification, européocentrisme, américanisation, Nouveau Monde.

Palabras claves : alteridad, masificación, eurocentrismo, americanización, Nuevo Mundo

Keywords : otherness, spreading to the masses, euro-centrism, Americanisation, New World

QUI SUIS-JE ?
QUI SOMMES-NOUS ?

ENTRE CATÉGORISATION ET STIGMATE. COMMENT LES *DAMNIFICADOS*[1] VÉNÉZUÉLIENS NÉGOCIENT-ILS LEURS APPARTENANCES ?[2]

SANDRINE REVET*

EN DÉCEMBRE 1999, une catastrophe naturelle s'est produite au Venezuela, affectant de nombreux États et une partie de la ville de Caracas, et frappant de façon particulièrement forte l'État côtier de Vargas. La montagne qui séparait Caracas de la côte s'est en effet littéralement effondrée suite à des pluies continues, emportant avec elle habitants, constructions et infrastructures que des tonnes de boue ont enterrés. Si, presque trois ans après l'événement, le bilan chiffré de cette catastrophe est encore discuté, on estime entre 30 000 et 50 000 le nombre de morts et à 200 000 celui des personnes sinistrées.

À la suite de ces événements, des refuges ont été mis en place par le gouvernement dans la zone sinistrée et dans d'autres parties du pays, pour accueillir les survivants. Dans ces tentes, casernes militaires ou autres locaux de fortune, certains sinistrés sont restés jusqu'à un an dans des conditions parfois plus que précaires[3]. Ils ont dû, dès lors, apprendre à cohabiter avec des voisins avec lesquels ils ne partageaient bien souvent que la seule mémoire de la catastrophe.

Du 12 au 15 novembre 2000, de nouvelles pluies s'abattent sur la région du littoral central, et les coulées de boue qui s'en suivent, causent de nouvelles victimes. Le gouvernement décide alors d'évacuer les refuges et de déplacer les *damnificados* vers d'autres régions du pays, en mettant à leur disposition des logements afin qu'ils s'y installent définitivement.

Sur les 16 000 familles relogées[4], 1 700 ont été conduites dans l'État de Zulia, dans la région de Maracaibo, frontalière de la Colombie. L'État de Zulia est ainsi celui qui a reçu le plus grand nombre de personnes déplacées.

* Doctorante Iheal (s.revet@wanadoo.fr)

Les autres ont été relogées dans 18 autres États sur les 23 qui composent le pays. C'est à partir de la situation des familles qui ont été déplacées dans l'État de Zulia que s'est élaboré le travail présenté ici.

Dans les nouveaux lieux de vie, actuellement, la situation générale est relativement instable, puisque dans l'ensemble des quartiers visités en décembre 2001, il ne restait en moyenne que 30 % à 40 % des familles *damnificadas*. Les sinistrés, nouveaux arrivants dans des quartiers qui leur avaient été attribués par le gouvernement, ont en effet été confrontés à des situations de rejet et de stigmatisation particulièrement significatives. Dans ces processus qui ont permis la naissance ou la mobilisation d'une « altérité dangereuse », certains facteurs semblent puiser leur origine dans l'événement lui-même, alors que d'autres paraissent ancrés plus profondément dans l'histoire sociale et identitaire du pays. Ces phénomènes rappellent de façon plus générale les situations de confrontation qui naissent de la cohabitation entre « établis » et « marginaux », pour reprendre la terminologie de Norbert Elias (1965).

L'objet du présent article est de revenir sur la construction du stigmate qui entoure les *damnificados*, survivants de la catastrophe. Cette stigmatisation, dans laquelle la presse joue un rôle essentiel, est née dans les jours et les semaines qui ont suivi la catastrophe et s'est par la suite développée avec le déplacement d'une grande partie des sinistrés dans tout le pays. L'étude des différentes catégories mobilisées dans ce contexte permettra ensuite de s'interroger sur les mécanismes aboutissant dans ce genre de situations à l'élaboration de nouvelles « identités », et sur leur appropriation ou leur non-appropriation par les acteurs concernés. À partir du nivellement brutal opéré par la catastrophe, on a en effet assisté à un rétrécissement de la base sociale, économique et peut-être également de la base identitaire. Pendant un temps, celle-ci semble réduite à un seul « marqueur », celui de *damnificado*. Peut-on dire, dès lors, que l'on assiste à la naissance d'une nouvelle « identité » avec l'apparition d'un nouveau groupe au sein de la société vénézuélienne ?

LE STIGMATE

Les situations de « crise » telles que les catastrophes naturelles constituent un prisme particulièrement pertinent pour l'étude de mécanismes sociaux plus anciens qui ne sont plus dès lors cachés par les normes sociales ordinaires. Ainsi donc, les situations de rejet et de stigmatisation auxquelles sont confrontées les personnes déplacées ne trouveraient pas uniquement leurs racines dans les événements directement liés à la catastrophe naturelle, mais pourraient révéler des aspects du fonctionnement de la société vénézuélienne.

Les Grecs employaient le mot « stigmate » pour désigner « des marques corporelles destinées à exposer ce qu'avait d'inhabituel et de détestable le statut moral de la personne ainsi signalée » (Goffman, 1975:11). Cette notion touche donc à deux aspects fondamentaux : le corps et la morale. C'est à partir de ces deux aspects que se développent d'ailleurs les sentiments liés à la peur de la souillure et de la pollution (Douglas, 1971) qui sont inscrits dans les comportements de rejet mis en place par tous les acteurs amenés à cohabiter dans les nouveaux quartiers de l'État de Zulia que nous

avons étudiés. En effet, la stigmatisation devant être évoquée en termes de relation et non d'attributs (Goffman, 1975:13), on remarque que les processus se sont mis en œuvre aussi bien de la part de ceux arrivant dans l'État de Zulia que de ceux qui les y ont « accueillis ». Pour éviter l'écueil d'une analyse qui séparerait les uns et les autres dans des groupes distincts et immuables, citons Goffman (1975:160) :

> « La notion de stigmate implique moins l'existence d'un ensemble d'individus concrets séparables en deux colonnes, les stigmatisés et les normaux, que l'action d'un processus social omniprésent qui amène chacun à tenir les deux rôles, au moins sous certains rapports et dans certaines phases de sa vie. Le normal et le stigmatisé ne sont pas des personnes mais des points de vue. »

Sinistrés donc dangereux ?

Si l'on cherche à comprendre les mécanismes liés à la création du stigmate touchant les *damnificados*, il faut tout d'abord souligner ceux de ces mécanismes qui sont directement liés à la catastrophe. Celle-ci, en tant qu'événement tragique ayant marqué la mémoire du pays comme un point de rupture à partir duquel « rien ne sera plus jamais comme avant », constitue en partie le point de départ de l'existence d'un groupe qui vit, depuis l'événement, à la dérive de l'ensemble de la société. Les *damnificados*, survivants d'un événement marquant sont aussi porteurs d'une mémoire qu'on voudrait occulter. « Le "porteur de mémoire" peut être doté de prestige, si ce qu'il rappelle est valorisé (il est celui qui sait) ou stigmatisé lorsque l'image du passé qu'il renvoie est rejeté par la société entière (il est celui dont on ne veut rien savoir) » (Candau,1996:68).

Il faut souligner le rôle de la presse comme acteur du processus de stigmatisation. En effet, dans les zones dévastées par la boue et alors que les opérations de sauvetage se déroulent, sont commis des saccages, des pillages et des actes violents dont il est difficile d'évaluer le nombre. Alors que la nature se déchaîne, certaines personnes commettent des actes d'une violence qui marqueront le pays pendant longtemps. Comme dans les récits de « fin du monde », la rumeur[5] véhiculée par la presse parle alors de règlements de comptes, de lynchages, de profits effectués sur les morts ou les blessés, de violence des militaires, de viols, de meurtres et de nombreux pillages des maisons des quartiers aisés détruits par la boue.

La presse affiche alors des titres sensationnalistes tels que « Mille jeunes filles violées », « 15 000 maisons saccagées » (*Diario Puerto*, Vargas, 28 janvier 2000). Dès lors, on commence à parler d'une insécurité à Vargas, qui ne quittera pas la une des journaux dans les mois qui suivent (par exemple, le journal *El Universal* écrit « On réclame une plus grande sécurité à Vargas » le 7 février 2000).

L'assimilation des « gens de Vargas » à des « délinquants » a marqué et marque encore fortement les discours. Elle est reprise aujourd'hui aussi bien par les personnes qui cohabitent avec les « déplacés », que par ceux qui travaillent avec eux. Elle est également utilisée par les *damnificados* eux-mêmes qui reprennent ces discours à leur compte ou disent qu'ils ont été assimilés malgré eux à une petite minorité « délinquante ».

Pour examiner plus précisément la stigmatisation associée au fait d'être *damnificado,* nous mentionnerons les propos d'Ana Flores, déplacée à San Benito dans le Zulia. Elle est âgée de 35 ans, habite avec sa mère et un seul de ses 6 enfants. Elle veut vendre cette maison et partir à Yaracuy entre Valencia et Barquesimeto. Elle n'a là-bas ni famille, ni amis. Nous lui demandons alors si elle ne se sentira pas aussi rejetée et « étrangère » que dans le Zulia. Voici sa réponse :

> « Je veux vendre la maison et arriver [elle fait le geste de décoller quelque chose de son front] en enlevant de mon front l'étiquette de *damnificada*, arriver là-bas et ne pas raconter que j'ai vécu la Tragédie. Dire que je m'installe à Yaracuy parce que j'aime le coin, je ne sais pas, n'importe quoi [6] ».

Nous touchons ici à ce que Goffman appelle l'« information sociale » (1975:58), essentielle dans la mesure où elle permet de distinguer parmi les individus stigmatisés, le « discrédité » du « discréditable » (57). En ayant la possibilité de maîtriser l'information concernant son vécu de sinistrée, Ana Flores se pose du côté des « discréditables ». Elle identifie par ailleurs clairement l'origine du stigmate à la catastrophe naturelle. Sa tactique consiste à dissimuler son parcours afin d'éviter la stigmatisation. Pour éviter l'emprise péjorative de l'identification au groupe des *damnificados*, elle envisage d'utiliser des « désidentificateurs » (Goffman, 1975:114), c'est-à-dire, de mettre en œuvre des tactiques qui lui permettent de construire un récit qui occulte le lien avec la source du stigmate.

Dangereux parce que différents ?

Une part du stigmate est donc bel et bien associée à l'événement lui-même. Mais d'autres facteurs « font sens » ou permettent la construction de cette catégorisation négative. Il s'agit d'un certain nombre de marqueurs ayant trait aux modes de vie, aux habitudes, aux coutumes, aux socles culturels réels ou attribués. Certains proposent une lecture « ethnique » de la catastrophe naturelle, mettant l'accent sur le fait que la majorité de la population de l'État de Vargas est « afro-vénézuélienne » (García, 2000). Si la majorité des personnes rencontrées n'évoquent pas explicitement la couleur de la peau, les apparences phénotypiques ou la terminologie « ethnique » pour tenter d'expliquer les difficultés rencontrées par les déplacés, en revanche, on fera allusion à leur manière de se comporter ou de vivre.

Ainsi on dira des gens de Vargas qu'il sont « joyeux, actifs, noirs, qu'ils vivent au jour le jour, qu'ils aiment les tambours[7] » ou encore que « Vargas est un État côtier, avec une tradition afro-latine, ils sont joyeux et aiment faire la fête. La tradition c'est les tambours, la bière, la musique[8] ». Alors que les gens du Zulia seraient plus « conciliants, attentifs[9] » ou plus « conservateurs, moins ouverts[10] ». On entendra également dire que parce qu'ils viennent d'un état côtier, « ceux de Vargas » ne savent travailler que dans l'informel, ils ne sont donc pas qualifiés : « Si on faisait une étude économique de chacun d'eux, on verrait que beaucoup sont ce qu'on appelle des *toderos* au niveau du métier, des personnes qui font de tout (*de todo*)[11] ».

Tous ces marqueurs qui associent l'origine régionale, les « traditions culturelles » et un certain nombre de « comportements » nous invitent à réfléchir

aux manifestations d'un racisme latent et inavoué au Venezuela malgré les discours construits autour du « métissage harmonieux » et de la « démocratie raciale » promulguée au XIX^e siècle par le président Guzmán Blanco (Pollak-Eltz, 1993). Ce « racisme honteux » (Briceño Leon, 1992:150) qui permet d'occulter l'existence d'une relation proportionnellement inverse entre capital et négritude (151) est une construction collective mise en œuvre par l'ensemble de la société vénézuélienne.

Dès lors qu'il est honteux, ce phénomène n'est pas assumé. C'est ainsi qu'au cours des entretiens, quand nos interlocuteurs évoquent des « problèmes de cultures » qui ne seraient pas compatibles, et que nous demandons une précision ou des détails, ce sont souvent des explications plus structurelles qui sont mises en avant : les différences de formation ou de profession, ce qui permet de parler en termes de différences de classes sociales plutôt que de mobiliser certains propos racistes.

La stigmatisation à laquelle on assiste s'articule donc clairement autour de l'événement de la catastrophe naturelle, mais les mécanismes en œuvre font appel à des constructions plus anciennes. Ainsi, au fil des récits et des entretiens, des allusions aux fractures qui existent bel et bien dans la société vénézuélienne, entre « riches » et « pauvres », « Noirs » et « Blancs », « côtiers » et « andins », ressurgissent avec d'autant plus de force qu'elles sont mises à découvert par le désarroi de la crise. Tous les marqueurs du « sens commun » que sont la façon de parler, la façon de s'habiller, la musique ou encore la nourriture interviennent donc pour participer au sentiment de menace et au malaise exprimés par les uns et qui conduisent au rejet et à la mise à l'écart des autres.

Catégorisations, identifications

Il est nécessaire de se pencher sur les processus de construction de catégories dans ce contexte pour comprendre comment ils ont pu participer au mécanisme de stigmatisation, mais également parce qu'ils rendent visibles les stratégies ou les tactiques développées par les principaux acteurs.

Les inondations de décembre 1999 au Venezuela ont touché sans distinction des populations pauvres ou précaires et des populations issues des classes moyennes et aisées. En effet, la zone du littoral était caractérisée par la mixité et la proximité des habitations de groupes sociaux différents. Les maisons et immeubles de villégiature des habitants de la capitale étaient entourés par les nombreuses constructions plus ou moins irrégulières situées sur les flancs de la montagne et dans lesquelles habitait une population aux conditions nettement plus précaires. Cependant, et le cas vénézuélien n'est pas une exception, la catastrophe a touché plus durement et de manière plus prolongée les populations qui étaient déjà les plus vulnérables.

Il est pourtant difficile d'attribuer aux *damnificados* une origine sociale, culturelle, « raciale » ou même géographique commune. Nous ne pouvons donc qualifier la population concernée par le déplacement d'homogène. Il est ainsi difficile d'affirmer que le groupe des *damnificados* puis celui des *desplazados* constituent une ou des « identité(s) » nouvelle(s) au Venezuela même en « tentant d'"adoucir" le terme et de lever l'accusation d'essentialisme qui pèse sur lui en stipulant que les identités sont construites, fluides et multiples » (Brubaker, 2001:66).

Pourtant, dans certains cas, l'identification au groupe des *damnificados* semble faire sens, de même que le terme de *desplazados* est mobilisé lors de certaines interactions. La question de l'appartenance au groupe oscille dès lors entre la constitution d'une catégorie « utilisée pour l'action » (Barth, 1969) et une forme de catégorisation dont les mécanismes sont apparentés à la construction du « stigmate » (Goffman, 1975). Le tout se joue sur des scènes différentes et qui pourtant se croisent, au centre desquelles les acteurs principaux semblent parfois perdus entre les différents enjeux que représentent de telles catégorisations.

Le cas extrême étudié ici nous révèle donc des mécanismes identitaires plus généraux. Les individus, comme on le voit ici, évoluent entre différentes catégories, mouvantes et situationnelles, qu'ils peuvent mobiliser tour à tour ou simultanément. Les va-et-vient entre les assignations extérieures et leur appropriation ne se réalisent pas hors des relations de pouvoir et révèlent donc des processus sociaux à la fois historiquement construits et en constante renégociation.

DAMNIFICADOS, DIGNIFICADOS, CONSTRUCTORES DE NUEVOS HORIZONTES

On assiste donc tout de suite après les inondations, à une succession de constructions autour des termes. De « *damnificados* », les sinistrés sont devenus « *dignificados* » puis « *desplazados* » ou encore « *constructores de nuevos horizontes* ». Il s'agit donc ici de comprendre comment et par qui ces termes ont été choisis, utilisés, assimilés, afin de déceler l'impact qu'ils ont pu avoir et qu'ils ont encore à ce jour sur le repositionnement de ces populations dans l'échiquier social, économique, politique et même culturel.

Jeux de mots entre la presse et le gouvernement

Pour désigner les personnes ayant subi les inondations et y ayant survécu, le terme générique utilisé à la fois par la presse et par les institutions, gouvernementales ou non, en charge de la catastrophe et de ses conséquences est celui de « *damnificados* », que l'on traduira en français par « sinistrés ».

Le verbe « *damnificar* » peut être traduit en français par « endommager » et sa racine latine « *damnare* » signifie : condamner, blâmer, reprendre, critiquer[12]. Le terme évoque donc un dommage matériel dont la racine évoque pourtant des aspects « moraux ». Cette dualité de sens met en exergue, dans le cas qui nous occupe, le décalage existant entre l'origine « naturelle » de la catastrophe qui nous renvoie à une responsabilité « divine », et la nécessité de son humanisation à travers la recherche d'un coupable. Si le mot « *damnificado* » est un terme presque « technique », qui n'est *a priori* pas connoté, on s'aperçoit en étudiant les usages qui en sont faits qu'il est au centre de différents enjeux.

Il faut rappeler que dans le contexte dans lequel se déroulent les événements présentés ici, on assiste à un affrontement particulièrement significatif entre le président Chávez et le secteur privé. Les médias, et notamment la presse écrite, jouent dans cet affrontement un rôle non négligeable,

dans la mesure où l'ensemble de la presse écrite nationale, à quelques exceptions près, se positionne clairement dans ce conflit en opposition au président. La catastrophe naturelle constitue donc une occasion particulière de voir se développer cet affrontement. C'est ce va-et-vient entre les déclarations du président Chávez et les termes employés par la presse qui nous intéresse dans un premier temps.

La presse utilise donc de façon majoritaire le terme de « *damnificados* », en l'accompagnant le plus souvent de la précision : « *damnificados del Estado Vargas* » ou « *damnificados de Vargas* ». Rappelons pourtant que tous les sinistrés ne proviennent pas de l'État de Vargas, mais il semble que l'identification régionale fasse ici sens[13]. Peu à peu, le terme ne désignera plus que celles des personnes qui ont été sinistrées lors des inondations et qui vivent dans les refuges, c'est-à-dire qui sont prises en charge par l'État.

Le président Chávez semble assez vite comprendre l'intérêt qu'il pourrait tirer d'une stratégie de communication basée sur la construction d'une identification positive à partir de la catastrophe. C'est ainsi que quelques jours seulement après le 15 décembre 1999, il prononce une allocution télévisée dans laquelle il promet que :

> « Les personnes qui ont perdu leurs foyers avec la tragédie seront envoyées à l'intérieur pour faire démarrer les pôles de développement et deviendront *dignificados*, pas *damnificados* » (Rivas, 2000:369).

Cette promesse a un impact extrêmement important sur l'ensemble de la société vénézuélienne. Comme l'analyse Eloy Rivas, cette proposition de « rendre digne » doit être mise en parallèle avec un processus qui touche la société vénézuélienne dans son ensemble et qui fût l'un des fers de lance de la campagne de Chávez en 1998. Il s'agit de réintroduire la morale au cœur de la République (Rivas, 2000). En effet, la dignité plonge ses racines dans la modernité qui elle-même impose l'humanisme et met l'individu au centre du nouveau cosmos social contre l'ordre de la société holiste. Elle marque aussi l'apparition d'une philosophie juridique des droits de l'homme. Ainsi, après le passage de l'état de nature à la nature humaine, la découverte de la dignité conduit à l'égale dignité des hommes entre eux (Pavia, 1999:3). L'annonce d'une volonté de « dignification » nous impose donc de considérer celle-ci non seulement au niveau individuel, mais également au niveau collectif. Au niveau individuel, la « dignification » pourrait rejoindre la mise en exergue de la liberté individuelle. Au niveau collectif, elle met en scène l'espace social dans lequel la mise en œuvre de politiques doit permettre d'assurer les droits sociaux et fondamentaux qui garantissent cette égale dignité. Nous nous situons ici au cœur de la relation État/citoyens. Au centre de ce processus ou de cette volonté affirmée, se trouve le président Chávez, se posant en figure emblématique de ce « combat » pour la dignité.

L'apparition de ce terme s'accompagne, dans l'usage qu'en fait le président Chávez, de la volonté de rappeler que les victimes des inondations de 1999 n'apparaissent que comme l'un des aspects particulièrement visibles d'une tragédie générale qui touche le pays, celle de l'exclusion de la grande majorité de ses membres. S'il s'agit de rendre aux victimes des inondations leur dignité, Chávez n'aura de cesse de relier cet événement

avec les phénomènes d'exclusion qui traversent le pays. C'est ainsi par exemple que, le 6 octobre 2000, lorsque le gouvernement organise la « Première rencontre de familles *dignificadas*[14] », Chávez rappelle que :

> « Le travail du gouvernement ne cherche pas à bénéficier uniquement aux victimes de la tragédie du littoral central, mais que c'est une consigne valable pour tout le peuple vénézuélien, parce que le peuple est *damnificado* : sans logement, sans travail, sans santé[15] ».

Le terme de *dignificados* lancé par le président Chávez sera par la suite réutilisé par la presse, mais pour dénoncer l'inaccomplissement des promesses du président. Presque toujours entre guillemets ou suivie d'un point d'interrogation, cette expression sera employée par les journaux pour illustrer leurs articles dénonçant la situation précaire des victimes des inondations. On trouvera ainsi dans la presse nationale et régionale des titres tels que :

> « Vargas affronte sa seconde tragédie. Les *damnificados* et les étudiants ont pris d'assaut l'avenue Soublette à cause du manque de solutions de logement. (…) Pendant six heures, les « *dignificados* » ont protesté…[16] »
>
> « Des réfugiés, il n'y en a pas qu'en Tchétchénie ou au Timor Oriental. Notre pays a aussi ses déplacés : les « *dignificados* » du président Chávez[17] »
>
> « Les oubliés de Vargas. Semés dans le déracinement. Les mêmes calamités se répètent dans presque toutes les communautés dans lesquelles le FUS a envoyé les « *dignificados* » : Maracaibo et Guanare servent d'exemple[18] »

Dans la chronologie, le terme de *dignificados* apparaît donc juste après celui de *damnificados*. Les deux termes n'ont pourtant pas cessé de cohabiter. Les enjeux que l'expression *dignificados* véhicule tournent autour des promesses du président Chávez de transformer le drame en une occasion de réduire les inégalités dans le pays. Ce terme crée donc à la fois espoirs et déceptions, et nous pouvons nous demander à quel point il n'a pas donné naissance, dans l'imaginaire collectif, à la vision d'une population qui allait être particulièrement avantagée par le fait d'avoir survécu à la catastrophe naturelle de 1999. Il aurait de cette manière en partie participé à la construction du stigmate qui entoure aujourd'hui les sinistrés.

Au centre de cette polémique sur les termes et les enjeux qu'ils recèlent, nous trouvons ensuite une autre expression qui naît après la rencontre des « familles *dignificadas* » du 6 octobre 2000 que nous venons d'évoquer. On trouve dans la presse des jours qui suivent cette rencontre un avis publié conjointement par le ministère de la Santé et du Développement social et le FUS intitulé :

> « Les personnes affectées par la tragédie qui a eu lieu en décembre dernier, maintenant « Constructores de Nuevos Horizontes », à l'opinion publique. »[19]

Cet avis reprend les « accords » passés entre les « 450 délégués provenant de tous les refuges militaires, civils, solidaires et les Nouveaux *Asentamientos*[20] » lors de la rencontre. Le premier de ces accords est le suivant :

> « Solliciter formellement la non-utilisation des termes péjoratifs de *damnificado*, *afectado* ou *dignificado* que nous considérons discriminatoires (…) »

Le deuxième « accord » stipule :

> « À partir du samedi 7 octobre et suite au vote unanime de l'assemblée, exiger la dénomination futuriste (*futurística*) de « Constructores de Nuevos Horizontes », et pour cela il est demandé au Gouvernement National la réalisation d'une campagne publique de conscientisation »

Les enjeux que recèle cette rencontre organisée par le gouvernement sont importants. D'une part, il faut signaler que, dans les refuges encore en place et dans les nouveaux quartiers dans lesquels les premières familles ont été déplacées, une certaine mobilisation avait pu se construire autour de revendications concernant l'emploi, l'accès aux services et l'accomplissement des promesses effectuées par le président Chávez au lendemain des inondations. Les *damnificados*, dispersés sur le territoire, ont acquis grâce à l'appui de certaines ONG et à la formation reçue dans les refuges, des compétences organisationnelles qui leur permettent de se constituer en tant qu'acteur à part entière. L'organisation de cette rencontre par le gouvernement en octobre 2000 a donc peut-être pour but de contenir les capacités ou les volontés de mobilisation de ces acteurs. Elle aura en tous les cas pour effet de démanteler de manière très efficace une grande partie du processus organisationnel mis en place par les différents groupes de *damnificados* dans le pays.

On est dès lors amené à douter de la teneur de ces « accords », et l'on peut questionner le fait que le terme de *constructores de nuevos horizontes* soit le résultat d'une logique d'auto-identification positive qui tenterait de répondre à la stigmatisation rencontrée depuis la catastrophe naturelle. La construction de cette expression semble plutôt provenir du gouvernement que des propres intéressés. Il est donc important de souligner la dimension identitaire, territoriale et temporelle dont la formule est porteuse.

Cette expression de « *constructores de nuevos horizontes* » aura, comme le terme « *dignificados* », un avenir relativement court. Elle ne sera pas reprise par les sinistrés eux-mêmes. En revanche, la presse s'en empare, en la traitant de la même manière que le terme de « *dignificados* », c'est-à-dire entre guillemets et pour souligner le contraste qu'elle évoque avec la situation réelle des familles. Par exemple :

> « Les oubliés de Vargas. Les "constructores de horizontes", comme on appelle les damnificados au FUS, n'ont toujours pas d'horizon[21] ».

Enfin, dans la presse, d'autres termes reviennent avec moins de fréquence et servent également à désigner les *damnificados*. Ce sont les termes de : « sobrevivientes », « victimas » « afectados », mais aussi « reubicados », « inmigrantes » « varguenses » ou encore « olvidados ». Ces appellations font appel à trois mécanismes centraux : les trois premières désignent les inondations comme point de départ à l'existence du groupe. L'origine de leur existence collective est donc la catastrophe naturelle. Les trois suivantes mettent l'accent sur l'origine géographique de ces personnes et rejoignent en ce sens les expli-

cations en termes de déracinement, voire culturalistes. Enfin, la dernière (*olvidados*) souligne les carences d'un État qui a généré autour de ces personnes de nombreuses attentes auxquelles il n'a pu répondre.

Ces « jeux de mots » ont donc un impact extrêmement fort sur la modification du statut des personnes qu'ils désignent. Au centre des constructions de catégories qu'ils induisent, le gouvernement et la presse jouent un rôle fondamental. Mais d'autres acteurs utilisent les mécanismes de catégorisation pour développer par exemple des stratégies de mobilisation à partir d'une appellation « collective ».

ONG : catégories et stratégies de mobilisation

Nous nous baserons ici sur l'analyse du travail de l'ONG EFIP[22]. Sa présence dans ce contexte a été particulièrement significative, puisqu'elle a été impliquée dans les refuges de Vargas pendant toute l'année 2000 auprès des sinistrés par le biais de formations et d'accompagnement des processus d'organisation. Cette implication a perduré après le déplacement, avec notamment la mise en place de rencontres entre les familles déplacées et la tentative de constitution d'une coordination nationale, qui n'a pas abouti.

La mobilisation que cette ONG a effectué dans les refuges s'est construite dans un premier temps autour du terme « *damnificados* ». En témoigne par exemple la constitution, pendant l'année 2000 de l'ASODAM : Asociación de Damnificados del Estado Vargas[23], qui permettra aux sinistrés vivant dans les refuges de revendiquer leur participation aux décisions les concernant.

Le terme permettait certainement de trouver d'une part une dénomination commune pour la multitude des situations vécues, donc en quelque sorte d'homogénéiser le groupe autour d'un phénomène vécu par tous : celui de la catastrophe naturelle. D'autre part, le mot « *damnificados* » permettait de regrouper l'ensemble des revendications autour d'une justification commune : le fait d'être sinistré.

Au moment de l'évacuation des derniers refuges, en décembre 2000, l'ONG EFIP a accompagné certains des groupes dans leurs nouveaux lieux de vie. Par la suite, après des visites réalisées dans six régions du pays et constatant les difficultés rencontrées par les familles, l'association envisage d'organiser, avec les leaders des groupes déplacés dans les nouveaux sites une « rencontre nationale qui leur permette d'échanger leurs expériences et de dynamiser les alternatives nécessaires au renforcement du processus de formation et d'organisation[24] ».

Dès lors, dans les documents de l'ONG, le terme de « *desplazados* » apparaît. Celui-ci ne remplace pas totalement celui de « *damnificados* », mais va être particulièrement utile à un moment où le rejet des populations sinistrées qui arrivent dans les diverses régions du pays est au cœur des préoccupations. C'est autour du terme « *desplazados* » qu'EFIP parviendra à mettre en place un Plan d'Action National qui conduira à l'organisation de plusieurs rencontres régionales puis d'une rencontre nationale du 27 au 29 juillet 2001 dans l'État de Portuguesa. Cette rencontre est officiellement organisée conjointement entre l'EFIP et l'ASODAM.

La presse se fera l'écho de cette dénomination, puisque suite à cette rencontre du mois de juillet 2001, on trouve par exemple dans la presse :

> « Les *damnificados* de Vargas proposent une table de négociation nationale. Les dénommés "*dignificados*" par le président Chávez ou '*constructores de nuevos horizontes*' par le FUS préfèrent être connus comme "familias desplazadas" ».[25]

Le terme de « *desplazados* » permet peut-être aussi à l'ONG EFIP et aux sinistrés eux-mêmes de déplacer l'origine des problèmes rencontrés par ces familles. Ce n'est plus parce qu'ils ont été victimes de la catastrophe naturelle (*damnificados*) qu'ils sont rejetés, mais parce qu'ils ont été déplacés (*desplazados*) de leur lieu « d'origine ». Pourtant, les actions menées et les tentatives d'organisations appuyées par l'ONG ne se concentrent pas autour de la revendication d'un relogement à Vargas, mais autour d'actions mises en œuvres pour appuyer les groupes dans leur organisation dans les nouveaux lieux de vie afin de faciliter « l'intégration ». Malgré tout, on doit remarquer que ce glissement sémantique permet de donner à la détresse vécue par les sinistrés une cause sociale – le déplacement – et non plus une cause naturelle voire divine – la catastrophe.

Il faut en outre rappeler l'importance grandissante que ce terme de *desplazados* a pris dans un pays voisin, la Colombie, avec les déplacements forcés liés à la violence (Agier, 2000:91-105). Il n'est pas anodin qu'il ait été repris par une ONG sensibilisée à des problématiques internationales et qui a peut-être réalisé combien l'utilisation d'un terme aussi évocateur dans le contexte régional pouvait permettre de rendre visible un processus local.

Auto-identification : appropriation des termes

Les logiques de construction des différentes catégories sont donc manifestement inhérentes à des stratégies d'acteurs extérieurs (gouvernement, presse, ONG). Cependant, les mécanismes d'appropriation ou de rejet des termes nous renseignent sur l'impact qu'ont les catégorisations sur les personnes qu'elles désignent.

Comme on l'a vu, le terme de « *damnificados* » est repris par les principaux intéressés, qui en font durant toute la durée de leur résidence dans les refuges, le point d'articulation de leurs tentatives d'organisation. Mais de la part des sinistrés, l'usage du terme *damnificados* ne peut se résumer à une utilisation « instrumentale ». On le trouve couramment dans les récits que nous font les personnes déplacées dans le Zulia pour décrire par exemple leur nouveau quartier : « La première étape, c'est celle-là, c'est pour les *damnificados*. La seconde étape est pour les *naturales*, ceux d'ici. »[26], ou pour parler des enfants qui fréquentent l'école du quartier : « Les enfants d'ici *damnificados*, et les secteurs voisins »[27].

Le terme de *damnificados* permet en outre la naissance d'un « Nous » dont la teneur collective est construite autour des difficultés rencontrées et des souffrances partagées :

> « Mais tu sais, nous les *damnificados*, on a traversé des humiliations. Avec tout ce qui nous est arrivé ici, on a pleuré. »[28]

Le caractère péjoratif du terme est également ressenti. Ainsi Ingrid qui nous explique pourquoi les *damnificados* ont été « chassés » de leurs maisons par les Maracuchos[29] :

« Oui, parce qu'ils ne veulent pas vivre avec des *damnificados*. Je ne sais pas ce qu'ils ont dans la tête, mais c'est comme ça »[30]

À l'inverse, le terme *« dignificados* » lancé par le président Chávez n'a pas fait l'objet d'une ré-appropriation par les acteurs concernés, de la même manière que celui de « *constructores de nuevos horizontes* ». Leur utilisation n'offre visiblement ni la possibilité de construire une quelconque revendication d'amélioration de la situation, ni celle d'entrer dans le processus de normalisation souhaité par certains.

Le processus d'appropriation du terme de « *desplazados* » par les personnes sinistrées qui vivent dans l'État de Zulia nous révèle en revanche un aspect particulier de l'usage des catégories. S'il est peu utilisé dans les conversations courantes, il apparaît dans des contextes précis, comme lors de cet entretien avec une des leaders des sinistrés déplacés à Villa Baralt dans l'État de Zulia, quand elle nous explique que « la communauté » est en train de créer une association qui s'appelle Aprobaralt, qui est selon ses termes une « association pour le développement social, culturel, économique et humain des habitants déplacés de l'État de Vargas et résidant à Villa Baralt[31] ». Quand nous lui demandons à quoi sert cette association, elle répond :

Ingrid : Nous nous occupons avant tout de formation, de nous former comme de nouvelles personnes, au développement humain, à l'amélioration de notre qualité humaine pour pouvoir nous adapter au système, d'ici, de cet État. Et nous représenter d'une manière légale, au sein de l'association. Devant les lois. Parce que si nous avons ça, la loi, nous pouvons être un groupe. Et ce groupe, nous on l'appelle le groupe des déplacés[32], il faut donner un caractère juridique à ça. Mais sans but lucratif.

Sandrine : Alors il s'agit de défendre les droits des déplacés ?

Ingrid : Oui, des déplacés. Par exemple, on nous dit que si Chávez sort du gouvernement, on va nous reprendre les maisons. C'est une menace que profèrent les gens.[33]

Après l'expérience acquise dans les refuges et la mobilisation construite autour du collectif de *damnificados*, les leaders communautaires ont donc saisi d'une part les enjeux relatifs à l'utilisation d'une catégorie mobilisatrice, d'autre part l'importance de l'existence juridique, formelle, de ce groupe. C'est pour répondre aux « menaces » que le groupe se doit d'exister juridiquement. Ainsi, en évaluant le contexte et en mobilisant les savoirs d'arrière plan pour se repérer dans la situation actuelle, les « déplacés » mettent en œuvre des stratégies leur permettant de résister aux contraintes de la nouvelle situation.

L'analyse de ces différentes dénominations et de leurs usages nous confirme l'importance de la terminologie dans les processus d'identification opérés par les groupes et les personnes. Les mots utilisés permettent de déceler les logiques des acteurs et les enjeux sociaux qui leur sont inhérentes. Dans ces processus se croisent les assignations extérieures et les auto-assignations, dans des mouvements complexes où se confrontent la construction d'une image de soi valorisée ou dévalorisée et l'instrumentalisation. De même que le fait de vivre dans un « refuge » a pu permettre à un moment

précis de bénéficier d'un certain nombre d'avantages, la constitution d'un « sujet » politique de « *damnificado* » ou de « *desplazado* » possède aussi des fins pratiques.

« Nous » et « Eux » : qui sont les Autres ?

Si nous pouvons identifier, à travers les processus complexes d'auto et d'hétéro identification, la naissance d'un « Nous » qui s'articule, même chaotiquement, autour des événements de décembre 1999, et étant donné que « Nous » n'existe pas sans « Eux », il est nécessaire de chercher à savoir comment sont perçus les Autres. Nous avons donc choisi de nous placer, pour étudier cette question, du point de vue des *damnificados*, pour tenter de comprendre comment ces derniers perçoivent ceux qui ne font pas partie de cette « communauté » de sinistrés et de déplacés. Il s'agit donc ici d'adopter un angle différent, celui de l'Autre, du « marginal », devenu majoritaire.

La capacité de « riposte » qui se dégage de cette analyse vient montrer contrairement à ce que défend Norbert Elias (1965) que dans le cas qui nous occupe, le groupe « marginal » que constitue les *damnificados* parvient à un degré de cohésion suffisant pour utiliser à son tour les mécanismes verbaux de création de stigmate et pour construire autour des « installés » une altérité menaçante et dangereuse. Ces constructions coexistent par ailleurs avec l'intériorisation du préjugé négatif attribué aux *damnificados.*

L'Autre est localisé

Il semble qu'on puisse tenter d'organiser les altérités construites par les *damnificados* déplacés dans l'État de Zulia en fonction des interactions qui les produisent, mais également de l'espace physique dans lequel ces dernières se déroulent. On se situerait alors dans ce que Barth appelle une « perspective écologique » (1969:219) qui nous inviterait à explorer les différentes « niches culturelles » à la recherche des secteurs d'articulation entre les « groupes ». Mais on pourrait également rejoindre Goffman qui analyse les différentes structures au sein desquelles les contacts ont lieu, et qui constituent autant de contraintes sur les « rôles ». Ces structures que Goffman appelle les « lieux de l'action » (1974:158) et dans lesquelles on peut observer la « séparation des rôles » (1974:96) plus ou moins nette qu'opèrent les acteurs.

On distingue tout d'abord un Autre qui se situe au niveau de la région. Il s'agit soit des Zulianos[34] ou de manière plus récurrente les Maracuchos[35] même s'ils ne vivent pas dans la ville de Maracaibo[36].

Dans cette dénomination d'un autre « localisé », on trouve également deux autres catégories : les Colombianos et les Guajiros (de la Guajira, la région frontalière avec la Colombie, à peuplement majoritairement indigène).

Les Colombiens sont porteurs, eux aussi, d'un stigmate assez fort, ils sont assimilés à des immigrants illégaux, à des marginaux, à des trafiquants. Dans certains des sites où les quartiers voisins sont essentiellement habités par des Colombiens, le stigmate est très présent dans les discours. Quand Milagro, sinistrée habitant à Villa Baralt, nous parle des problèmes de sécurité dans le quartier elle nous explique : « C'est à cause de la zone. Il y a beaucoup de marginaux, il y a des Colombiens…[37] » Et quand la Sra Minga – elle-même indigène wayú – a vu arriver « ceux de Vargas », elle pensait qu'ils étaient Colombiens : « Parce qu'ils étaient tous noirs[38] ».

Le terme de Guajiros, lui, est essentiellement utilisé par ceux qui ne vivent pas en présence proche de communautés indigènes. À Villa Tamare, par exemple, où les voisins directs sont des indigènes de la communauté wayú, on les appelle les « Wayús ». Mais dans les autres quartiers qui sont moins en contact, on désigne les indigènes par le nom plus général de « Guajiro ».

Il semble donc bien exister des mécanismes de hiérarchisation de la stigmatisation, celle-ci se transformant en fonction des acteurs qui la construisent et l'utilisent. La Sra Minga par exemple peut très bien se trouver dans certaines situations, en position d'être stigmatisée comme indigène, mais elle trouve « plus stigmatisé qu'elle » avec les Colombiens et d'une manière générale avec « les Noirs ». Milagro, qui vient de Vargas, vit à son tour des situations de rejet et de stigmatisation, mais elle se protège en construisant à son tour envers les Colombiens une association stigmatisante.

Par ailleurs, il faut souligner qu'aucune de ces constructions n'est figée ou définitive, puisqu'on observe une certaine évolution. Alors qu'au départ la perception des autres se fait d'une manière indistincte, les autres étant tous ceux qui ne sont pas « *nosotros* », les mois qui passent ont permis de faire la distinction entre les *Maracuchos*, les *Colombianos*, les *Guajiros* et avec cette plus grande diversité s'installe d'autres niveaux de relations.

L'Autre à la fois concurrent et nécessaire

Un terme qui revient souvent pour désigner ceux qui ne sont pas « *damnificados* » est celui de « *compradores* »[39], ce qui a une signification particulière dans la mesure où il met l'accent sur les processus et les enjeux relatifs à la propriété des maisons. En effet, les *damnificados*, dans le cadre d'une politique sociale destinée à leur permettre une intégration plus facile dans les régions d'accueil, ont eu un accès particulièrement facilité à la propriété. Les maisons leur ont été pour le moment « mise à disposition » sur le seul critère d'être reconnu comme « *damnificados* », et un système de crédit devait être mis en place avec un accès à la propriété pour un prix couvrant environ 10 % de la valeur de la maison. Par contre, les « *compradores* » sont les personnes qui ne sont pas des *damnificados* et qui ont acheté les maisons au prix fort, soit à l'État, soit de manière illégale à ceux à qui ces maisons avaient été assignées. L'enjeu de la lutte pour l'espace est donc au centre de la construction d'une certaine altérité et par conséquent d'une certaine facette de l'identité.

Mais les constructions de catégories pour désigner l'Autre n'opèrent pas toutes autour du conflit. Parfois, la complémentarité intervient elle aussi. Dans le cadre de l'interdépendance qui se crée, l'Autre est alors redéfini en fonction de l'utilité qu'il peut avoir pour soi ou pour le groupe.

Une illustration de ce phénomène apparaît dans l'entretien avec Ingrid. Arrivée à Villa Baralt il y a un an, elle est en train de monter une ligne de transports collectifs qui relie l'urbanisation avec le quartier de La Curva, à quelques 15 minutes de là. Elle me raconte le projet :

> Ingrid : C'est notre projet, mais nous avons inclus dans le projet des personnes de faibles revenus d'ici. Ils ont des voitures en mauvais état, et on leur a donné des fonds pour qu'ils commencent, avant qu'on nous approuve, à nous, le projet. Apparemment, ce sera dans l'année qui vient, on en est au pourparlers.

Sandrine : Alors il y a des gens d'ici avec lesquels on peut parler, faire des choses ?

Ingrid : Oui, ça a été dur. Ce ne sont pas exactement des gens d'ici, mais… des contacts qu'on a fait… Même des gens qui nous rejetaient, mais avec lesquels on a parlé.[40]

Nous sommes là face à un processus qui nous renvoie aux situations étudiées par exemple par F. Barth (1969) qui analyse les situations entre les groupes ethniques dans une perspective écologique en termes de complémentarité :

« Le lien positif qui relie plusieurs groupes ethniques dans un système social englobant dépend de la complémentarité des groupes (…) Une telle complémentarité peut faire naître une interdépendance ou une symbiose, et constitue les zones d'articulation. » (1995:218)

L'analyse des différents niveaux d'identification et de construction de l'altérité dans le contexte qui nous occupe nous confirme qu'il existe autant d'images des autres qu'il existe d'images de soi. Ce sont les interactions qui détermineront ces différentes constructions, elles sont donc mouvantes, réversibles et peuvent se combiner.

CONCLUSION

Dans ce parcours sinueux à la recherche des différentes représentations de soi et des autres qui se sont construites au cours de ces deux années qui séparent le moment de notre recherche de l'événement que représentent les inondations de 1999, une tension apparaît, qui rend les processus d'identification et de reconstruction particulièrement complexes, tension entre le fait de chercher une « commune humanité » et la revendication des droits particuliers liés au fait d'être « une victime ».

C'est peut-être autour de la difficulté à se construire une identité propre et à la revendiquer qu'il faut alors chercher une piste d'explication. Comme le suggère Michel Agier, il faut certainement nous arrêter sur la difficulté à se situer face à cette identité de *damnificados*, ou de *desplazados* « identité donnée dans la contrainte et sans communauté, c'est-à-dire sans lieu et sans culture qui lui soient propre et qui la fondent. Toute communauté d'intérêt, nécessaire dès lors que l'exil perdure et qu'il faut agir pour survivre, devra donc être conçue dans des conditions particulièrement adverses, marquées par l'hétérogénéité ethnique, sociale ou politique, et par la dévalorisation de cette identité nouvelle dans le regard des autres » (Agier, 2002:56)

Par ailleurs, c'est probablement dans la gestion même de la crise, à la fois par les autorités gouvernementales et par les acteurs « humanitaires » (internationaux et nationaux) que l'on se doit de chercher les racines d'un positionnement social en tant que « victime » qui ne facilite pas l'émergence d'acteurs protagonistes. Dès lors, les stratégies collectives mises en œuvre pour dépasser les phénomènes de rejet, de stigmatisation et de dépendance créés par la crise s'appuient comme on l'a vu sur l'utilisation de certaines

catégories telles que celle de *damnificados* ou *desplazados*. Mais elles s'organisent dans un contexte qui ne les favorise pas. Nous proposons donc de parler dans ce cas de « tactiques », dans la mesure où ce terme semble assez bien décrire l'univers dans lequel se déroulent les pratiques décrites ici et mettre en évidence le différentiel de pouvoir existant entre les acteurs en présence. « Art du faible (…), la tactique est déterminée par *l'absence de pouvoir* » (de Certeau, 1990:61-62).

C'est dans le cadre de cette absence ou plus précisément de ce déséquilibre de pouvoir que se mettent alors en place l'ensemble des processus d'identification évoqués ici. L'usage et l'appropriation des catégories affectées par des acteurs extérieurs, tels que la presse, le gouvernement ou les ONG procèdent dès lors plus de ces « tactiques » qui s'articulent dans un univers de contraintes au sein duquel elles détectent « zébrures, éclats, fêlures et trouvailles dans le quadrillage d'un système » (de Certeau, 1990:62).

Rendre visibles ces mécanismes et ces tactiques semble d'autant plus important que leur existence permet de rendre compte de phénomènes qui se situent dans les « marges » de la société globale où l'informalité côtoie la création de normes, où les non-dits construisent presque autant les situations que les actions, où l'illégalité est partie intégrante du quotidien. Il s'agit dès lors d'élaborer des cadres à la fois méthodologiques et conceptuels qui puissent rendre compte de la fluidité, de l'informalité et de la mouvance de ces phénomènes.

Notes

[1] Sinistrés.

[2] Cet article est tiré d'un travail de recherche effectué dans le cadre du DEA « Étude des sociétés latino-américaines » à l'Iheal (Revet, 2002).

[3] Les estimations officielles font état de 120 000 personnes ayant ainsi transité par les refuges.

[4] Chiffres officiels du Fondo Único Social (FUS). Le FUS est une institution dépendant du ministère de la Santé et du Développement Social (MSDS) en charge de la gestion de la catastrophe et de ses conséquences, mais également habilitée à la mise en place de programmes sociaux dans le pays.

[5] Il ne s'agit pas de nier par l'utilisation de ce terme de « rumeur » la réalité des violences qui se sont déroulées, mais de souligner la façon dont les informations se sont propagées sur ce sujet.

[6] Entretien, 22 décembre 2001.

[7] Entretien d'un responsable d'une ONG dans le Zulia, 13 décembre 2001.

[8] Entretien député de Vargas à l'Assemblée Nationale, 4 décembre 2001.

[9] *Cf.* note 6.

[10] *Cf.* note 7.

[11] Entretien d'un responsable du FUS dans le Zulia, 12 décembre 2001.

[12] E. Sommer, *Lexique Latin-Français.*

[13] Les mécanismes relatifs à cette construction font l'objet d'un chapitre de notre travail de recherche dans le cadre du DEA. En effet, le lien entre identité et territoire requiert une prudence toute particulière, d'autant plus que dans le cas qui nous occupe les *damnificados* sont fortement stigmatisés.

[14] « Primer Encuentro de Familias Dignificadas : Hacia el Ejercicio del Poder Ciudadano », Parque Central, Caracas, 6 octobre 2000.

[15] *El Nacional*, 7 décembre 2000.

[16] Gustavo Rodríguez, *El Universal*, 22 février 2000.

[17] Aliana Gonzalez, *Tal Cual*, 6 mars 2000.

[18] Aliana Gonzalez, *La Nación*, 13 juin 2001.

[19] *El Nacional*, 12 octobre 2000.

[20] Sites dans lesquels les *damnificados* ont été relogés.

[21] Aliana Gonzalez, *La Nación*, 14 juin 2001.

[22] Equipo de Formación, Información y Publicaciones.

[23] Souligné par nous.

[24] EFIP, Bulletin « Solidaridad Permanente », 1er trimestre 2001, p. 5.

[25] *Tal Cual*, 31 juillet 2001.

[26] Entretien, 15 décembre 2001.

[27] Entretien, 15 décembre 2001.

[28] Entretien, 19 décembre 2001.

[29] Habitants de Maracaïbo.

[30] Entretien, 15 décembre 2001.

[31] Entretien Ingrid, Villa Baralt, 15 décembre 2001.

[32] Souligné par nous.

[33] Entretien, 15 décembre 2001.

[34] Habitant de l'État de Zulia.

[35] Ceux de Maracaibo.

[36] Notons qu'il existe deux termes pour désigner les habitants de la ville de Maracaibo : « Maracuchos » qui est le plus courant, mais quelque peu péjoratif même s'il est également utilisé par les gens de Maracaibo eux-mêmes, et « Marabinos » qui appartient à un registre plus écrit, et que l'on trouve plutôt dans la presse.

[37] Entretien, 15 décembre 2001.

[38] Entretien, 26 décembre 2001.

[39] Acheteurs.

[40] Entretien, 15 décembre 2001.

Bibliographie

Agier, Michel, 2002, *Aux bords du monde, les réfugiés,* Paris, Flammarion.

Agier, Michel, 2000, « Perte de lieux, dénuement et urbanisation : les *desplazados* de Colombie », *Autrepart*, n° 14.

Baby-Collin, Virginie, 2000, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *Cahiers des Amériques latines,* n° 35, p.109-128.

Barth, Frederick, 1995 (1969), « Les groupes ethniques et leurs frontières » dans P. Poutignat et J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, p. 203-249.

Bolivar, Teolinda, 1995, « Urbanizadores y constructores para ser citadinos. Creación de vidas en la necesidad », *Revista Urbana*, n° 16-17, p. 31-52.

Briceño-León Roberto, 1992, *Venezuela : clases sociales e individuos*, Caracas : Fondo Editorial Acta Científica Venezolana.

Brubaker, Rogers, 2001, « Au-delà de l'"identité" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 139, septembre, p. 66-85.

Candau, Joël, 1996, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF, Que sais-je ?

de Certeau, Michel, 1990, *L'invention du quotidien. 1. arts de faire, 2. habiter, cuisiner,* Paris, Gallimard, Folio essais.

Douglas, Mary, 1971, *De la souillure*, Paris, François Maspero.

Elias, Norbert, 2001 (1965), *Logiques de l'exclusion,* Paris, Fayard, Pocket Agora.

Garcia, Jesús Chucho, 2000, « La tragedia que sacudió al mundo. Ochenta por ciento de los afectados son Afrovenezolanos », *Africamérica,*Caracas*,* n° 8.
Goffman, Erving, 1975, *Stigmate,* Paris, Les Éditions de minuit.
Hurtado Samuel, 1995, « Matrisocialidad y la problemática estructural de la familia venezolana », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales,* n° 1, enero-marzo p. 147-167.
Pavia, Marie-Luce,1999, « La découverte de la dignité de la personne humaine », dans Marie-Luce Pavia et Thierry Revet (dir.), *La dignité de la personne humaine,* Paris, Economica, p. 3-23.
Pedrazzini, Yves, 2001, « Barrios, gangs, enfants de la rue… : Culture d'urgence et culture de l'asphalte en Amérique latine », Communication au séminaire Prisma-4, Toulouse, 10-11 mai.
Pollak-Eltz, Angelina, 1993, « Hay o no hay racismo en Venezuela ? », *Ibero Amerikaniches Archiv*, Berlin, Vol. 19, n° 3/4, p. 271-289.
Revet, Sandrine, 2002, « Crise, rupture et tactiques de reconstruction. Catastrophe naturelle et déplacements de population au Venezuela », Mémoire de DEA, Paris III-Iheal, sous la dir. de O. Hoffmann et C. Gros.
Rivas, Eloy, 2000, « Dignificación de los damnificados : Aproximación a una Constituyente Moral », *SIC*, Caracas, n° 628, sept.-oct, pp. 369-371.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Après la catastrophe naturelle de 1999 au Venezuela, les déplacements de population ont conduit à la cohabitation soudaine de groupes d'origines sociale, culturelle, géographique différentes. Les mécanismes qui se mettent en œuvre (catégorisation, stigmatisation, rejet) dans ce contexte de crise font resurgir des fonctionnements spécifiques à la société vénézuélienne. L'étude des différentes dénominations dont font l'objet les sinistrés et les déplacés et de leur appropriation ou non par les acteurs concernés révèlent des dispositifs identitaires mouvants et situationnels que l'on peut mettre en lien avec d'autres contextes de négociation d'appartenance.

***

Después de la catástrofe natural de 1999 en Venezuela, los desplazamientos de población han llevado a una situación repentina de cohabitación de grupos de orígenes social, cultural, geográfica diferentes. Los diversos mecanismos utilizados frente a ese contexto de crisis (categorización, estigmatización, rechazo) muestran unos funcionamientos específicos a la sociedad venezolana. El estudio de las distintas designaciones utilizadas para identificar a los damnificados y desplazados y su apropiación o no por los actores revelan dispositivos identidarios y situacionales que podemos relacionar con otros contextos de negociación de pertenencia.

***

After the natural disaster in Venezuela, 1999, there was an unexpected coexistence of groups with different social, cultural, geographical backgrounds, due to the fact that a part of the population had to be displaced. The different mechanisms (categorization, stigmatization, rejection) set in motion in such a context of crisis reveal ways of operating which are distinctive of the Venezuelan society. Analyzing the different designations given to the victims of the disaster and to the displaced persons, as well as the fact that those designations are or not assumed by the people involved, reveal unstable and situation-bound identity systems which can be related with other contexts concerning negotiation on membership.

Mots-Clés : Venezuela, 1999, désastre, déplacements de population, cohabitation de groupes sociaux, dispositifs identitaires
Palabras claves : Venezuela, 1999, desastre, desplazamientos de población, cohabitación de grupos sociales, dispositivos identitarios
Keywords : Venezuela, 1999, disaster, removing of population, coexistence of social groups, identity systems

MEMORIAL DA AMERICA LATINA (SAO PAULO, BRÉSIL). CETTE REPRÉSENTATION MONDIALEMENT CONNUE DE L'AMÉRIQUE LATINE, OU L'ON VOIT LE CONTINENT S'ACHEVER DANS UN RUISSEAU DE SANG, SYMBOLISE L'IDENTITÉ DES PEUPLES LATINO-AMÉRICAINS FACE À L'AMÉRIQUE DU NORD, ABSENTE SUR LA MAIN OUVERTE, MAIS OMNIPRÉSENTE DANS LES ESPRITS.
CLICHÉ : ALAIN MUSSET.

D'UN PARADIGME A L'AUTRE : LES APORIES DE LA NOTION D'AIRE CULTURELLE

NOËLLE DEMYK*

LE CHAMP DES RECHERCHES PORTANT SUR LES SOCIÉTÉS extra-européennes est souvent segmenté en aires géographico-culturelles telles que l'Amérique latine, le Maghreb, l'Asie orientale… On peut estimer que ceci ne préjuge en rien des thématiques étudiées ou des méthodes choisies par les chercheurs dans le cadre de leurs disciplines respectives : l'aire culturelle est alors définie comme un « ensemble de régions ou de pays sans cadre politico-administratif commun, mais où des problèmes sociaux analogues issus d'une histoire commune méritent un traitement unique ou du moins des études comparatives, dont les outils sont un centre de documentation capable de « bricoler » une information très disparate » (Bataillon, 1999).

En réalité, par ses origines et son utilisation institutionnelle, par les contenus scientifiques qui lui sont attachés, la notion d'aire culturelle demeure d'un usage profondément ambigu et contradictoire. Loin de se réduire à un simple découpage des aires de recherche, à un mode de structuration institutionnelle de la recherche, la notion d'aire culturelle est aussi porteuse d'une construction intellectuelle et idéologique du monde.

Ceci apparaît de manière indirecte mais très nette à travers les critiques récurrentes dont font l'objet les études dites « d'aires culturelles » en géographie notamment : y aurait-il des méthodes ou des problématiques spécifiques aux aires culturelles ? L'étude des aires culturelles éloignerait-elle les chercheurs des problématiques centrales de leurs disciplines ? Ne produirait-elle que des savoirs particuliers ? Si la réponse était positive, ne vaudrait-il pas mieux insérer ces études dans des programmes thématiques plus larges, supposés garants d'une plus grande ouverture théorique et disciplinaire ? À l'inverse, on met rarement en évidence les avantages mais aussi les pièges de l'identification entre le chercheur et son objet lorsqu'il travaille sur son propre pays, notamment les présupposés implicites et les risques de généralisation abusive.

* Université Paris VII-Denis Diderot, Laboratoire SEDET

Ces critiques peuvent être traitées sous deux angles. En premier lieu, la question du particulier et du général ne concerne pas uniquement les études d'aires culturelles extra-européennes, mais est au cœur de la démarche des sciences sociales dans la mesure où celles-ci ne peuvent proposer de véritables lois. Elle se pose donc à tous les chercheurs quels que soient leurs aires ou leurs thèmes d'étude et relève d'une réflexion plus générale sur l'épistémologie des sciences sociales

En second lieu, et c'est le point de vue adopté dans ce texte, ces critiques participent d'un parti pris intellectuel, souvent implicite, selon lequel les sciences sociales se construisent en Occident et seulement là, comme le stigmatise la formule de l'historien Steve Stern : « les recherches sur l'Amérique latine illustrent l'altérité mais les travaux sur l'Europe permettent de construire des modèles »[1]. Il s'agit donc moins d'un problème de méthode que la manifestation de la dualité constitutive de la notion d'aire culturelle. Cette catégorie conceptuelle, créée par l'Europe dans son mouvement historique de découverte du monde et d'extension de son influence, perpétue et institutionnalise encore aujourd'hui une vision asymétrique des sociétés et, par voie de conséquence, des recherches qui les concernent.

Le débat sur la pertinence des aires culturelles comme objets scientifiques justifiant l'existence de laboratoires spécialisés doit donc être replacé dans l'histoire des idées qui fonde la notion elle-même, plus que sur une défense substantialiste des découpages qui lui sont liés. On observe d'ailleurs que ceux-ci sont très variés et ne comportent ni plus ni moins d'arbitraire que les cadres fixés aux études thématiques en France ou en Europe. Ces questions méritent une réflexion plus générale, celle du sens et des contenus assignés aux aires culturelles dans les sciences sociales européenne et nord-américaine[2] depuis plus d'un siècle. Au-delà des débats conjoncturels, il s'agit donc finalement d'examiner certaines implications épistémologiques de la recherche dans une aire non occidentale, à travers les grands paradigmes scientifiques dans lesquels elle s'inscrit.

LES AIRES CULTURELLES OU LE REGARD DE L'OCCIDENT SUR LE RESTE DU MONDE

La notion d'aire culturelle fut forgée dans un triple contexte : « l'exploration du monde par les Européens, la création d'outils scientifiques de description et d'analyse des sociétés non européennes et l'organisation institutionnelle de la recherche (écoles et instituts spécialisés, centres de documentation, laboratoires) » (Knafou, 1997). L'aire culturelle est donc créée par le regard occidental sur les civilisations orientales et sur les sociétés primitives. Les travaux scientifiques de la deuxième moitié du XIXe siècle accompagnent l'expansion coloniale et sont fortement marqués par les théories de l'évolutionnisme social et la hiérarchie des cultures que celles-ci impliquent. Cet héritage marque durablement la perception de la notion d'aire culturelle, entraînant avec lui une hiérarchie implicite entre les travaux consacrés aux sociétés occidentales et les autres.

L'étude des sociétés non européennes rassemble progressivement des spécialistes divers, d'abord dans les domaines de l'art, de la linguistique, de

l'anthropologie physique, puis de l'histoire et des autres sciences sociales. Le terme d'« Orientaliste » apparaît dès la fin du XVIII[e] siècle, celui d'« Américaniste » en 1875 et celui d'« Africaniste » en 1908. Ces recherches se consolident autour de bibliothèques, de musées, de centres de documentation pluridisciplinaires. Si l'on se place du point de vue des commanditaires institutionnels successifs (sociétés d'exploration, administrations coloniales, universités et centres de recherches, puis, plus tard, organismes publics ou privés se consacrant aux tâches du développement), la connaissance des aires et des sociétés concernées doit servir des objectifs précis qui vont orienter les recherches fondamentales par le biais des recrutements de chercheurs et des financements. Les deux premières phases, celle de la découverte et de l'exploration puis celle de l'administration coloniale pour les pays européens mettent au premier plan les travaux des géographes et des anthropologues qui décrivent et classent ces réalités exotiques. L'adjectif « culturel » est alors pleinement justifié pour des sociétés supposées sans histoire[3].

Le concept scientifique *d'aire culturelle* fut élaboré par l'anthropologie culturelle nord-américaine, les plus anciennes formulations étant attribuées à E. B. Tylor dont la définition de la culture reste une référence classique (*Primitive Culture,* 1874). Ce dernier la définit comme « un tout complexe, qui inclut les connaissances, les croyances, l'art, le droit, la morale, le droit, les coutumes et toutes autres capacités et habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société »[4]. Étymologiquement « science de l'homme », l'anthropologie désigne très vite « la science des sociétés vues de l'extérieur » et de la diversité culturelle. Le culturalisme s'épanouit dans les années 1930 aux États-Unis (F. Boas, A. Kroeber), suscitant de multiples approches et définitions du concept de culture.

Négligeant les institutions et les rapports sociaux, l'anthropologie culturelle est l'étude des traits et des complexes culturels et de leur répartition spatiale. Dans le cas où apparaît une grande convergence de traits semblables dans un espace donné, on parle alors d'aire culturelle. Le culturalisme procède par comparaison de types contrastés et ne cherche pas à donner une explication causale à l'existence des différences culturelles. D'un point de vue méthodologique, cette école a développé la primauté du travail de terrain, de la collecte des données culturelles que les premiers ethnologues voulaient exhaustive. Il faut noter enfin que les méthodes et les concepts de l'anthropologie culturelle ne pouvaient, selon les anthropologues culturels, être appliqués aux sociétés industrialisées, stratifiées et complexes. Cette école anthropologique a fortement marqué l'étude des sociétés amérindiennes, en particulier celles du Guatemala, forgeant une vision a-historique des communautés indigènes et présentant l'acculturation comme la seule voie d'accès à la modernité.

En géographie, le paradigme culturaliste s'applique bien à la géographie rurale française de l'entre-deux guerres et à la notion de genre de vie forgée par Vidal de La Blache. Plus que la modernité, représentée par l'industrialisation et l'urbanisation, c'est la permanence des sociétés rurales pré-industrielles qui intéressait la majorité des géographes français. Le genre de vie est défini dans les manuels récents comme l'« ensemble des modalités matérielles d'existence de groupes humains où domine une activité vitale, ou la prégnance d'un milieu géographique » (Bailly, 1995)[5]. Toutefois, en géographie comme en anthropologie, la coupure entre phénomènes culturels et sociaux s'est

atténuée. Pierre Gourou, par exemple, a fait entrer les systèmes et les techniques d'organisation sociale dans le champ de l'analyse culturelle et a complété l'étude des traits matériels de culture par celle des outillages mentaux. De même la collection de traits ou d'objets a laissé place à une vision plus intégrée de la totalité culturelle.

LES AIRES CULTURELLES ET LA PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre désormais élargi des sciences sociales, les problématiques relatives aux sociétés non occidentales sont profondément renouvelées. Au lendemain de la seconde guerre mondiale et en pleine guerre froide, les États-Unis « inventent » la notion de sous-développement et son corollaire, l'aide aux pays pauvres d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie[6]. L'heure est à la décolonisation, à l'émergence des nationalismes et de nouveaux États-Nations dans ce qu'il sera bientôt convenu d'appeler le Tiers-Monde. L'asymétrie fondamentale des relations entre les pays industrialisés et les pays sous-développés est au cœur des controverses scientifiques et politiques sur la genèse et les voies du développement. Avec la lame de fond des mouvements indépendantistes et de la doctrine du non alignement s'opère un retournement radical qui fait ou veut faire des sociétés du Tiers-Monde des sujets actifs de l'histoire mondiale[7]. Vaste mouvement utopiste et messianique promis à une lente érosion à partir de la fin des années 1970, le tiers-mondisme n'en marque pas moins une rupture par rapport à l'universel occidental[8].

Dans les pays occidentaux, l'étude des aires culturelles connaît son apogée, mobilisant un grand nombre de chercheurs et d'experts. Aux États-Unis, les *area studies*, largement reconnues par les universités et les fondations qui financent la recherche, sont centrées prioritairement sur les questions du développement et de la modernisation, de la construction nationale et de la démocratie (Mc Vey, 1998). On observe également en France la création de laboratoires pluridisciplinaires de sciences sociales, centrés sur de vastes aires culturelles[9] correspondant à des découpages plus ou moins pertinents du point de vue scientifique : si l'Amérique latine, le Maghreb-Machrek ont une identité culturelle forte, il n'en est pas de même de l'Asie ou de l'Afrique subsaharienne. Le découpage continental devient alors une convention qu'il importe de ne pas confondre avec les aires d'études délimitées par les chercheurs à l'intérieur de ces ensembles. L'Europe et l'Amérique du Nord n'apparaissent pas en tant qu'aires culturelles, ce qui révèle la persistance de la dualité du regard sur les sociétés humaines à partir du centre formé par les sociétés occidentales.

Le concept de développement unit les pays industrialisés et les pays sous-développés dans un même système de pensée, une vision commune du futur du monde, fondée sur les bienfaits de la croissance économique et de la démocratie. Le bloc socialiste adhère également à l'objectif d'un développement ayant comme moteur l'accroissement de la production. L'opposition colonisateurs/colonisés, fondée sur la hiérarchie des cultures, laisse place à une nouvelle dichotomie « développés »/« sous-développés » qui suppose à terme la

réduction des écarts, mais au prix pour les anciens colonisés ou les peuples dominés d'une adhésion aux valeurs européennes. Celle-ci sera le fait des élites dirigeantes des pays du Tiers-Monde à quelques exceptions près. La vision occidentalo-centriste du monde continue de dicter les objectifs et les modalités d'un cheminement universel vers le progrès et la modernité, sous la direction hégémonique des États-Unis. En ce sens, la notion de développement peut être appréhendée comme une nouvelle métaphore de l'évolutionnisme social, ce dont témoigne le vocabulaire utilisé à l'époque (Rist, 1996).

La question du développement crée un nouveau paradigme scientifique commun aux sciences sociales. L'économie et la sociologie du développement sont les disciplines reines suscitant modèles et contre-modèles souvent globalisants mais apportant aussi une réflexion neuve sur les dynamiques sociales. C'est le cas en Amérique latine des études fondées sur les théories de la dépendance et du *développementalisme*. Il en résulte une production scientifique foisonnante qui renouvelle l'approche du Tiers-Monde, faisant coexister les problématiques unificatrices, voire réductrices, et la mise en évidence de la diversité de ces sociétés. L'anthropologie et la géographie apportent de nouveaux matériaux empiriques et théoriques sur des sociétés dites *traditionnelles* mais porteuses de valeurs propres, ce qui n'exclut pas les études sur les *résistances*, les *obstacles* au changement, les *aptitudes* diverses face à la modernisation. Ce vocabulaire d'usage très fréquent traduit les présupposés évolutionnistes, explicites ou non.

L'histoire du monde devient plurielle, reconnaissant d'autres temporalités, d'autres césures chronologiques que celles de l'Europe. En géographie, la place excessive accordée au déterminisme physique dans les facteurs explicatifs du sous-développement par certains travaux de géographie tropicale est vivement contestée, alors qu'apparaissent de nouvelles notions et problématiques dont témoignent les titres d'ouvrages : *Les pays sous-développés* (Y. Lacoste, 1963), *Géographie du sous-développement* (Y. Lacoste, 1965), *Le Pérou. Introduction géographique à l'étude du sous-développement* (O. Dollfus, 1968), *Géographie de la décolonisation* (H. Isnard, 1971). Ces innovations vont de pair avec le développement d'une géographie du pouvoir qui met l'accent sur les processus politiques et sociaux de domination et de marginalisation.

GLOBALISATION ET MULTICULTURALISME : LA MARGINALISATION DES ÉTUDES D'AIRES CULTURELLES ?

Si l'étude scientifique des aires culturelles non occidentales a fondé sa légitimité durant les années 1950-1980 sur le grand dessein occidental du développement, celle-ci se trouve amoindrie et finalement menacée par les mutations du monde à partir des années 1980. Alors que le culturalisme a réinvesti le champ des sciences sociales depuis deux décennies, la pertinence scientifique et institutionnelle d'une structuration de la recherche à partir des aires culturelles est remise en question. Cette dernière prend souvent la forme d'une critique méthodologique qui mérite d'être prise en considération mais

qui ne constitue pas à mon sens l'enjeu principal. Celui-ci me paraît concerner davantage les problématiques de ces études et leur place dans la recherche scientifique globale. Comme le souligne R. Mc Vey dans son article sur les *area studies* dans le sud-est asiatique, les études des années 1950-1970, centrées de manière privilégiée sur l'État, la nation et le développement, sont contestées sur deux fronts, le post-modernisme et ses dérives vers l'individualisme, le local et le relativisme culturel d'une part, la globalisation d'autre part.

Le multiculturalisme met l'accent sur le renforcement des différences culturelles, l'auto-affirmation culturelle des sociétés non occidentales et leur rejet de l'universalisme occidental mais aussi l'hétérogénéité culturelle croissante des pays occidentaux eux-mêmes et la montée des communautarismes. Les revendications identitaires et nationalistes, les fondamentalismes religieux génèrent ou entretiennent de nombreux conflits locaux et régionaux. Lorsqu'ils sont interprétés à partir de positions relativistes radicales, ces clivages culturels peuvent alors conduire à une impasse méthodologique et philosophique, l'incommunicabilité des cultures entre elles et la négation de tout universel anthropologique[10]. On retrouve des positions du même type mais à front renversé dans les thèses de « défense de l'Occident ». Ainsi, pour S. Huntington, les clivages civilisationnels constituent les nouvelles lignes de partage d'un monde multipolaire et multicivilisationnel (Huntington, 1997)[11]. Sur cette nouvelle carte du monde, l'Europe et les États-Unis forment une aire culturelle « occidentale » au même titre que l'aire chinoise, japonaise, hindoue ou musulmane, une aire encore dominante mais dont le déclin serait prévisible. Pour enrayer ce processus, la seule voie est celle de la restauration des valeurs propres à l'Occident, la liberté, la démocratie et l'individualisme, l'égalité devant la loi, le respect de la constitution et de la propriété privée. Au sein de la société nord-américaine, le multiculturalisme est interprété comme une menace, un véritable « suicide culturel » de même que la croyance dans le caractère universel de la pensée occidentale est jugée fausse et dangereuse.

Pour ses partisans les plus convaincus, la mondialisation représente à terme le triomphe inéluctable de l'idéologie libérale fondée sur la primauté du marché associée à la démocratie et au pluralisme politique inventés par les sociétés occidentales. La diffusion planétaire des produits et des habitudes de consommation de l'Occident, en matière culturelle notamment, entraînerait l'érosion puis la disparition des référents culturels hérités. La modernisation signifierait alors l'occidentalisation du monde et « la fin de l'histoire ». Le processus de la globalisation modifie les pôles stratégiques de l'analyse en déplaçant les centres de pouvoir des états aux instances transnationales ou internationales. En proclamant la fin de l'histoire et de la géographie, l'idéologie mondialisante dénie tout rôle actif à la différenciation culturelle, donc à son étude. On retrouve ici le schéma originel fondé sur la prétention occidentale à l'universalisme. Dans la vision culturaliste comme dans ce modèle de la mondialisation, le politique occupe une place subordonnée, en particulier sous sa forme étatique. À l'échelon individuel, la citoyenneté tend à s'effacer au profit du statut ambigu d'usager et des appartenances culturelles, notamment religieuses.

* * *

Produit de « la culture de l'impérialisme » (Said, 2000), la notion d'aire culturelle a toujours été instrumentalisée en fonction des paradigmes dominants, suscitant des expertises spécialisées et subordonnées. Elle présente plus que jamais le risque de perpétuer l'idée de cultures séparées, closes sur elles-mêmes, alors que le monde actuel résulte de l'enchevêtrement des interactions issues de l'impérialisme lui-même et se tisse en de multiples réseaux interdépendants. Mais ce cadre institutionnel très imparfait a aussi permis d'étudier de l'intérieur les sociétés non occidentales et de mettre en évidence des solutions historiques différentes aux problèmes de l'organisation politique et sociale. Cette connaissance implique une forte empathie, un apprentissage d'autant plus long qu'il concerne des sociétés très éloignées de la nôtre, celui de la langue bien sûr mais aussi l'immersion dans leur culture et leur histoire, la prise en compte des héritages multiples qui ont façonné les territoires produits par les hommes. Ceci exige du temps et de la continuité, ce qui plaide d'une autre façon en faveur d'une certaine stabilité dans les structures et les problématiques de recherche portant sur les aires culturelles.

La sédimentation et l'interconnexion des connaissances acquises au fil du temps sur une société particulière paraissent indispensables à l'interprétation correcte des faits de conjoncture, au repérage des discontinuités. Cette contextualisation fait souvent défaut lorsqu'on se limite au temps court ou que l'on projette sur une réalité donnée des schémas d'analyse élaborés ailleurs. Il est remarquable qu'après plusieurs décennies d'étude urbaines sur le tiers-monde, l'accent soit mis sur une étude plus systématique des histoires urbaines particulières. Dans un autre registre, l'analyse des conflits récents en Amérique centrale ne peut ignorer la complexité des liens familiaux et clientélistes tissés depuis plusieurs générations entre protagonistes des camps opposés, la signification particulière des partis politiques dans cette région. Comme le souligne Alain Touraine dans *la Parole et le Sang*, il est hasardeux de « transporter en Amérique latine des catégories d'analyse qui correspondent à d'autres expériences historiques ». Il propose d'ailleurs un modèle latino-américain de développement, fondé sur « la recherche d'une nouvelle modernité, d'une nouvelle renaissance » (Touraine, 1988:157).

La globalisation ne supprime pas l'hétérogénéité du monde, mais accroît les inégalités socio-spatiales et crée des situations d'anomie sociale et territoriale (Dollfus, 1997). Entre l'occultation des différences culturelles et le repli sur une civilisation occidentale en état de siège, il reste essentiel de garder la visibilité institutionnelle des études sur l'ex-Tiers-Monde. Si ces études devaient se fondre en totalité dans des programmes thématiques, le risque serait grand de voir disparaître de nombreux pays de la carte de la recherche française ou anglo-saxonne ou d'ignorer des questionnements issus des situations propres aux pays en voie de développement, dans la mesure où ils ne seraient pas utiles au *centre*, le nôtre. Qui peut dire ce qu'il est important d'étudier et selon quels critères? Il ne s'agit pas de défendre une conception essentialiste de l'aire culturelle mais de conserver les moyens d'une connaissance de la pluralité du monde face aux enfermements identitaires ou à l'universalisme de la marchandise.

Notes

1 Stern, S., 1998, « A new century of solitude ? : the late 20th century as a cultural background », dans *Latin American Perspectives*, vol. 25, pp. 92-94. Cité par Z. Moutoukias, historien de l'Amérique latine, dans sa contribution au débat du laboratoire SEDET sur les aires culturelles, février 2000.

2 L'aire culturelle a pour équivalent dans le monde anglo-saxon les *area studies.* En France, cette question a fait l'objet de réflexions collectives publiées dans *Intergéo-Bulletin*, 1995, n° 118, pp. 69-93. Elle est également abordée dans l'ouvrage dirigé par R. Knafou, *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*, Belin, 1997, chapitre VII. Ce développement reprend par ailleurs les éléments d'une contribution personnelle à un débat organisé par le laboratoire SEDET en février 2000, texte enrichi par les observations des collègues participants. Aux États-Unis, l'ouvrage *South-EastAsian Studies : Reorientations*, Cornell University, 1998, publie un article de Ruth Mc Vey, « Globalization, Marginalization, and the study of South East Asia », qui montre bien la parenté du débat sur les *area studies* avec celui sur les aires culturelles. Je remercie Christian Taillard de me l'avoir communiqué.

3 Il importe de distinguer de ce point de vue l'orientalisme et l'étude des sociétés primitives.

4 cité par M. J. Herskovits, *Les bases de l'anthropologie culturelle*, Paris, Payot, 1967.

5 La restitution de la notion de genre de vie par A. Meynier (1969) montre très nettement la parenté avec l'anthropologie structurale.

6 cf. le Discours sur l'état de l'Union, prononcé par le Président Harry Truman, le 20 janvier 1949 (Rist, 1996).

7 D. Hemery : « Tiers-Monde : usages, usure d'une catégorie ? », communication à la Journée du laboratoire « Dynamiques des sociétés en développement » : *En quoi nos Tiers-Mondes ont-ils été porteurs de ruptures intellectuelles, de conformismes et de connaissances ?* 26 mars 1996.

8 G. Rist parle à ce sujet « d'universel particulier ». (Rist, 1996).

9 Création des grands laboratoires du CNRS ou de l'École des hautes études sur l'Afrique, l'Amérique latine : Centre d'études africaines fondé par Balandier en 1957 ; CEIAS, Centre d'Étude de l'Inde et de l'Asie du Sud (EHESS et CNRS) ; Credal, héritier du CEPES fondé en 1968 ; Cedrasemi (Asie du Sud-est et monde insulindien)… Constitution de centres de documentation pluridisciplinaires sur ces aires lointaines. Coopération et actions aires culturelles du MAE.

10 Entretien avec Adam Kuper, dans *Sciences Humaines*, n° 113, février 2001, pp. 42-45.

11 L'approche en termes de civilisation, par exemple, soutient que les forces d'intégration dans le monde sont bien réelles et équilibrent les tendances naissantes à l'affirmation culturelle et à la prise de conscience civilisationnelle. Le monde, en un sens, est dual, mais la distinction centrale oppose l'actuelle civilisation dominante, l'Occident, et toutes les autres, lesquelles cependant ont bien peu en commun. En résumé, le monde est divisé en une entité occidentale et une multitude d'entités non occidentales. Les États-Nations sont et demeureront les acteurs majeurs en matière internationale, mais leurs intérêts, leurs alliances et leurs conflits les uns avec les autres sont de plus en plus influencés par des facteurs culturels et civilisationnels.

Bibliographie

Bailly A., *et al.*, 1995, *Les concepts de la géographie humaine*. Paris, Masson, 3° éd.
Bataillon, C., 1999, *Pour la géographie*. Paris, Flammarion.
Dollfus, O., 1997, *La mondialisation*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
Herskovits, M. J., 1967, *Les bases de l'anthropologie culturelle*, Paris, Payot.
Huntington, S.P., 1997, *Le choc des civilisations.* Paris, Ed. Odile Jacob.
Knafou, R. (dir.), 1997, *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*. Paris, Belin.
Meynier, A., 1969, *Histoire de la pensée géographique en France*. Paris, PUF, « Que-Sais-Je ? ».
Rist, G., 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale.* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
Said, E. W., 2000, *Culture et impérialisme*. Paris, Fayard-le Monde Diplomatique.

Stern, S., 1998, « A new century of solitude?: the late 20 th century as a cultural background », dans *Latin American Perspectives*, vol. 25, pp. 92-94.
Touraine, A., 1988, *La parole et le sang*. Paris, Éd. Odile Jacob.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Par ses origines et son utilisation institutionnelle, par les contenus scientifiques qui lui sont attachés, la notion d'aire culturelle demeure d'un usage profondément ambigu et contradictoire. Le but de cet article est de poser la question de sa validité comme outil et comme objet de recherche, dans un contexte qui valorise l'interculturalisme et l'étude des processus de mondialisation. Or, l'approche des thématiques par le biais des aires culturelles permet de se donner les moyens d'une meilleure connaissance de la pluralité du monde.

***

Tanto por sus origenes y por su uso institucional, como por los contenidos científicos que conlleva, el concepto de area cultural queda ambíguo y contradictorio. El propósito de este artículo es de poner en tela de juicio su validéz como herramienta y objeto de investigación, en un contexto favorable al interculturalismo y al estudio de los procesos de globalización. Ahora bien, el acercamiento de las temáticas por el medio de las areas culturales nos permite lograr un mejor conocimiento de la pluralidad del mundo.

***

From its origins and its institutionalised utilisation, by the scientific content which is attached to it, the notion of a cultural era remains profoundly ambiguous and contradictory. The aim of this article is to pose the question of its validity as a tool and as an object of research in a context which valorises interculturalism and the study of the process of globalisation. Furthermore, a thematic approach based on cultural eras permits us to give means to a better understanding of the plurality of the world.

Mots-Clés : aire culturelle, outil de recherche, objet de recherche, interculturalisme, mondialisation

Palabras claves : area cultural, herramienta de investigación, objeto de investigación, inteculturalismo, globalización

Keywords : cultural area, tool of research, object of research, interculturalism, globalization